
LA NOUVELLE ARCADIE

PREMIÈRE PARTIE

I

On disait bien que l'Europe était traversée par de grands mouvements d'idées, que les façons de penser, d'aimer, de travailler que l'on avait trouvées excellentes jusqu'à des temps récents étaient jugées exécrables, et que tout était à recommencer. On disait bien aussi que les hommes étaient las de liberté, que de mener une action de leur propre vouloir les fatiguait, que d'asseoir une opinion sur un jugement, sur une expérience qui leur fussent personnels, les effrayait. Beaucoup s'en remettaient à l'État d'agir et de penser pour eux, si bien qu'on les voyait, débarrassés du souci de choisir et de décider, perdre de jour en jour cette vivacité du regard, cet allant de la démarche qui sont les marques de l'initiative et de l'entreprise ; si bien aussi que l'humanité se trouvait menacée dans les forces vives de sa spontanéité et de ses inclinations ; si bien enfin que beaucoup de pays de par le monde prenaient l'aspect de parcs à moutons.

On disait bien ces choses-là et d'autres encore, et pourtant il n'y avait point d'apparence que rien fût changé aux façons des habitants de Saint-Mard, dans le pays de Loches.

Cet aimable village de cinquante-deux feux environ se tenait à l'abri des idées nouvelles au bord d'une claire rivière

de Touraine appelée l'Esves, entre un rideau de peupliers et les flancs d'un coteau planté de vigne et couronné de pins. Ainsi pouvait-on croire qu'il passât inaperçu aux regards de ceux qui se mêlaient de changer les habitudes des hommes et de les tourmenter dans leurs goûts et dans leurs opinions.

Chacun y menait l'existence qu'il pensait être celle de son bon plaisir. Martin était bourrelier, Henriquet boulanger, Piéton cabaretier; M^{me} Coudre tenait l'épicerie. Picard faisait, tout le jour, sonner sur l'enclume son marteau de maréchal; Plantin, le vieux menuisier, collectionnait les clous des antiques charpentes et tirait de cette manie des joies d'archéologue. D'autres cultivaient la terre, élevaient le bétail, soignaient la vigne. Il y en avait, comme Huault, qui guérissaient la morve des chevaux et les aphtes des pis de vaches par incantation et imposition magique des doigts; ou bien, comme Pinsonnet, qui découvraient les sources par le moyen d'une montre suspendue à sa chaîne et qui donnaient la profondeur du courant d'eau soit en mètres, soit en pieds de France de 32 $\frac{1}{2}$ millimètres, soit en pieds anglais de 30 $\frac{1}{2}$ millimètres, selon le désir qu'on en exprimait. Le curé dans sa chaire faisait du paradis des tableaux ravissants, variables suivant les saisons; l'instituteur enseignait aux enfants, sur preuves données par la raison et par les manuels, que le paradis n'était rien d'autre qu'un désert d'Asie Mineure, actuellement sous mandat anglais, où trouvaient juste à vivre la vipère à corne, le scorpion noir et l'araignée tarentule, bref un enfer.

Comme on voit, chacun à Saint-Mard exerçait son métier du mieux qu'il pouvait, honnêtement et en toute simplicité d'esprit.

Ce bonheur, mêlé de luttes politiques et de disputes métaphysiques qui lui ôtaient tout caractère de monotonie, eût pu durer jusqu'à la fin des temps si, un matin des premiers jours d'été, le bruit n'avait couru que le château était vendu à des gens étrangers au pays qui ne tarderaient point à venir l'habiter.

C'est du château de Boischenu qu'il s'agissait.

Boischenu, flanqué de tours à créneaux et à mâchicoulis, orné de toute sorte de niches, échauguettes, culs-de-lampe, trompes, pinacles et crochets, dominait de haut la boutique de

M^{me} Coudre et la forge de Picard. C'était une fort belle demeure, livrée depuis un demi-siècle aux rats, aux chouettes et aux vers de bois.

Le parc abandonné avait repris ses droits à la libre existence. Le potager avait envahi les plates-bandes et les parterres du jardin français; les plantes et arbustes d'ornement avaient gagné la futaie; on voyait l'escarole, redevenue chicorée, fleurir dans les débris des caisses d'orangers, les artichauts retournés à leur état naturel de chardons défendre de leurs piquants l'accès de la pièce d'eau, et mille gourmands de *Gloire de Dijon*, de *Maréchal Niel* et de *Madame Thomassin* buissonner en bouquets d'églantiers sur le tapis vert de la perspective.

Cette nouvelle consterna Saint-Mard.

De mémoire d'homme, Boischennu servait de réserve au village: on y allait au bois mort et au bois vert, aux champignons et aux fraises, aux lapins, aux écrevisses, aux escargots. Depuis longtemps, les solides quartiers des murs de clôture étaient allés empierrer mainte entrée de ferme d'alentour; les vitres de la serre, une à une démastiquées, avaient trouvé ici et là croisées, impostes, châssis à tabatière faits à miracle pour les tirer de leur oisiveté.

— C'est une atteinte au droit des gens, disaient Henriquet et Piéton.

Ils parlaient comme des affiches électorales; ils représentaient au village le pain et le vin, c'est-à-dire les matériaux mêmes du tempérament français; ils y étaient écoutés et suivis.

Le plus consterné de tous était Martin Paul, fils de Martin le bourrelier.

Martin Paul était un jeune homme orné des dons les plus certains de l'intelligence, joints à une charmante délicatesse de traits. En vain son père, songeant à lui donner le meilleur des métiers, l'avait-il instruit à mettre en œuvre le cuir et la peau, le crin et la bourre, à tailler au fil du couteau à main, du couteau à pied, les brides, les dossières et les licols: Martin Paul s'y montrait maladroit, négligent et, pour tout dire, hostile.

Au travail de l'âlène et du passe-billot, ce jeune homme préférait les travaux de l'esprit. Dès qu'il pouvait quitter la

boutique du père, il courait vers Boischenu, franchissait par des sentiers familiers la folle végétation des abords du château et, tirant un volet, pénétrait par la fenêtre dans une vaste pièce tout encombrée de livres. Pendant des années, il feuilleta, lut et relut tout ce que les rats, les vers et la moisissure avaient laissé de feuilletable et de lisible dans cette retraite de l'esprit. L'hiver, à la lueur d'une lanterne, les jambes enveloppées dans une tapisserie; l'été, à la lumière douce des fins d'après-midi, il était le maître de ces lieux que négligeaient les gens de Saint-Mard, occupés par ailleurs d'escargots, d'écrevisses et de champignons. C'est là qu'il découvrait le monde, c'est-à-dire les hommes et les bêtes, la lune et les étoiles, les plantes, le soleil et la pluie, non pas tels qu'il les avait toujours vus de ses yeux de Martin, mais tels que les poètes, les philosophes et les gens de science lui enseignaient qu'il les fallait voir : c'était tout autre chose.

Lui qui pensait dans l'innocence de ses vingt ans que l'homme se mouvant librement dans un univers fait à sa mesure et pour son bon plaisir, il apprit que les boulangers, les menuisiers, les guérisseurs, les bourreliers et les fils de bourrelier, tout indépendants qu'ils parussent, étaient menés par des forces obscures, appelées les idées; il en fut surpris et enchanté.

« Quoi! se disait-il, un petit mouvement du cerveau peut-il causer de si grands mouvements dans notre destinée? »

Il apprit que ces idées-là apparaissaient sans qu'on les attendit, comme la grêle, le doryphora des pommes de terre ou la hausse des cuirs; qu'elles changeaient d'un coup les habitudes de chacun sans que personne eût demandé ce changement; qu'il fallait un long temps pour s'adapter et se conformer au nouvel état de choses, et qu'à peine s'était-on fait aux façons et aux mœurs issues de ce bouleversement qu'une nouvelle idée venait en ouragan, ou bien en tapinois, tout remettre en question : c'est ce qu'on appelait dans les livres une réforme, ou une révolution, ou une restauration, ou tout simplement les idées nouvelles.

Ainsi Martin Paul, dans le silence de sa cachette, à peine troublé par la course peureuse d'un rat ou le travail des vers de bois, explorait les régions de l'idéologie. Il connut que les Français avaient, au cours des siècles, reçu des idées excellentes

de beaucoup de spécialistes en cette matière; il découvrit dans les livres de Boischennu trois cent cinquante et une formules de bonheur proposées au seul peuple de France par des hommes d'une extrême générosité de cœur et d'un grand génie d'invention, tels que prédicateurs, conciliaires, rois, astrologues, physiciens, apothicaires, moralistes, faiseurs de maximes, administrateurs, gazetiers, orateurs, sociologues, politiciens, économistes, philosophes et marchands de parfums. L'était beaucoup; ce n'était point suffisant à l'avidité d'un garçon que les idées des autres jetaient dans une sorte d'ivresse.

— D'où viens-tu? lui demandait son père, quand il tardait au dîner.

— De chez les autres, disait-il.

C'est de saint Thomas et de Calvin, de Montesquieu et de Rousseau, de Saint-Simon, de Fourier et de Proudhon qu'il voulait parler; il les confondait dans son cerveau de bourrelier; ils étaient « les autres », ceux qu'on ne pouvait comparer à Henriquet qui pétrissait la pâte de froment, à Picard qui forgeait sur l'enclume; ils étaient ceux qui avaient des idées, ceux qui changeaient la face du monde par le travail de la pensée et non point par le jeu d'un outil; ils étaient ceux qui comptaient, les seuls qui valussent qu'on les écoutât.

Martin Paul, avec des préférences aussi marquées pour les spéculations de l'esprit, ne songeait pas plus à l'amour qu'à la bourrellerie. Les demoiselles de Saint-Mard, toujours en coquetterie de lui plaire, de l'entraîner aux bals des assemblées ou au cinéma de Loches, se heurtaient à son indifférence. La jolie Madeleine, fille de Huault le guérisseur, qui l'aimait à en perdre le rire et l'appétit, n'était pas plus heureuse que ses compagnes dans les tentatives de sa jeune passion : c'est qu'elle ne savait point lui parler du bonheur à la façon des idéologues.

Ce qu'il fallait à Martin Paul, c'étaient non pas des paroles portant le reflet des réalités toutes banales de la vie comme en prodigue naturellement une jeune fille amoureuse, mais des mots portant une lumière qui les éclairât par le dedans d'eux-mêmes. Ses livres en étaient remplis; aussi préférerait-il la *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales* de Charles Fourier aux innocents propos de M^{lle} Huault. C'est une préférence qui va contre le conseil de la nature, lequel, comme on sait, incline plus spontanément les jeunes gens

à embrasser les demoiselles qu'à élucider dans le silence d'un cabinet les caractères propres à chacune des seize cent vingt espèces de passions cataloguées par un inventeur de phalanstères.

Un beau soir de juillet, comme Martin Paul, en sa fraîche retraite, venait de relire avec délices quelques apophtegmes du père Enfantin, le bruit d'un pas dans les broussailles du parc le tira de la rêverie où il s'abîmait. Au même moment, le visage d'une jeune inconnue apparut dans la fente dorée des volets entr'ouverts.

— Salut, dit l'apparition.

Elle écarta les volets, sauta dans la pièce, jeta à terre un sac à dos qui lui tenait aux épaules par des bretelles et, s'approchant de Martin Paul, elle lui tendit deux doigts.

C'était une grande fille blonde au visage d'enfant, vêtue d'une sorte de chemise rouge, d'une courte jupe de drap brun, portant des bottes de cuir et une ceinture où pendait une hachette.

— Ça va ? fit-elle avec un air de familiarité.

— Heu... oui, mademoiselle, répondit Martin Paul.

C'est ce qu'il répondait. Au vrai, il n'allait pas bien : il tremblait, il balbutiait, il entendait son cœur lui battre aux oreilles ; il s'était levé d'un coup et reculait devant cette femme qui venait l'arracher à la solitude, au mystère, au bonheur.

— N. K., de la N. A., dit-elle comme pour se présenter. Et toi, camarade ?

— Moi ? murmurait Martin Paul, que voulez-vous dire ?

Il reculait toujours ; il tenait à la main l'*Économie politique* du père Enfantin ; il la portait contre son cœur ; il la serrait avec tendresse comme il convenait de traiter cet ouvrage admirable qu'il pensait qu'il allait perdre.

— Je veux dire, je veux dire, fit l'inconnue, tu es un nouveau de la commune ?

— La commune ? dit Martin Paul. Quelle commune ?

— Question ! fit la jeune fille. Ah ! voyons, la meilleure en France, la plus groupée, la plus... — comment dis-tu ça ? — la plus collée : la N. A.

Sa parole était indécise d'accent, hésitante dans son assu-

rance. Pendant qu'elle s'exprimait dans une langue difficile et obscure, elle ouvrait les fenêtres, elle bousculait du pied les piles de livres qui lui coupaient la route; elle se baissait, prenait au hasard un des volumes répandus, le feuilletait.

— Pascal ? Connais pas, disait-elle.

Elle en prenait un autre.

— La Fontaine ? Connais pas.

Un troisième.

— Vallès ? Magnifique.

Quand elle eut ouvert les croisées et les volets, ramassé, feuilleté et jeté au sol deux douzaines de mauvais métaphysiciens et trois ou quatre excellents rêveurs, elle s'assit sur l'appui d'une des fenêtres, croisa les mains sur ses bottes et dit à Martin Paul :

— Je vois ça, tu n'es pas des nôtres à la N. A. C'est dommage, ajouta-t-elle en considérant le jeune homme, tu as la force, tu as le bon regard. Mais peut-être veux-tu venir, toi aussi, à l'idée ?

— A l'idée ? s'écria Martin Paul en rougissant d'émotion. Ah ! mademoiselle, quelle idée ?

Il quitta le coin sombre où il s'était réfugié et s'élança vers l'étrangère.

— Oh ! fit-elle, tu peux m'appeler N. K., c'est mon nom.

— C'est un nom ravissant ! s'écria-t-il. Moi, je m'appelle Martin Paul.

— Ridicule, dit M^{lle} N. K. Descriptif. Petit-bourgeois. M. P. c'est meilleur.

— Oui, bien sûr... Mais parlez-moi de l'idée.

Il tournait sur lui-même, il se passait la main au front, il se frottait les yeux : cette jeune fille apparue tout à coup entre deux lignes de l'*Économie politique*, ces paroles comme il n'en entendait jamais prononcer aux demoiselles de Saint-Mard, ces façons familières semblables à celles d'une amie de toujours à un ami de toujours, c'était de quoi tourner la tête à un jeune bourrelier, même idéologue.

— L'idée ? fit M^{lle} N. K. Voilà.

Elle lui apprit qu'elle était secrétaire de la commune « la Nouvelle Arcadie », que cette commune allait s'installer à Boischenu pour y mener librement, définitivement et à titre de propagande exemplaire la vie collective que les lois bourgeoises

entravaient dans les villes, que les Nouveaux Arcadiens arriveraient le lendemain et qu'elle avait juste le temps de reconnaître les lieux et d'étudier les ressources naturelles de l'enclos.

— Nous vivrons ici, ajouta-t-elle, dans l'idée, par l'idée et pour l'idée. Ne veux-tu pas être des nôtres ? Y a-t-il quelque chose de meilleur que l'idée ?

— Ah ! mademoiselle, il n'y a rien de meilleur.

La jeune étrangère sauta dans le jardin ; Martin Paul la suivit. Ils allaient à travers une brousse d'églantiers, de chardons, de rejets d'acacias ; ils écartaient des rideaux de clématite blanche et de vigne folle, franchissaient d'un bond une cressonnière envahie de roseaux et d'iris de marais, s'arrêtaient sous un berceau d'aristoloche. La jeune fille marquait par des exclamations sourdes l'enthousiasme où la jetait le spectacle de ce désordre et de cet abandon. Quand ils eurent parcouru plusieurs arpents de roncailles, des boqueteaux de buis, des fourrés de lavande et de thym, ils s'assirent sur un banc de pierre perdu dans les rosiers sauvages.

— Qui êtes-vous ? demanda Martin Paul qui n'était pas encore très sûr que cette créature singulière ne fût point une invention de son esprit troublé par le messianisme du père Enfantin.

— Je suis née trois ans avant l'Octobre rouge, dit-elle ; avant d'être N. K., j'étais Natalie Kourinova ; avant d'être à l'Arcadie, j'étais à la commune « Scie mécanique et Progrès » d'Arkhangelsk. Maintenant je suis dans une curieuse vieille chose pourrissante, la France, et j'ai faim.

La nuit montait. Martin Paul songeait avec ivresse à mener cette vivante idée souper chez ses parents. Il se lève, il tire sa casquette et offre à la demoiselle le partage de la soupe familiale.

— Camarade, dit-elle, les Arcadiens se nourrissent des fruits de la nature et des produits de leur travail.

— Pourtant, dit Martin Paul, une bonne soupe aux pois avec un peu de lard...

— Tes pois et ton lard sont en opposition avec l'idée, dit M^{lle} Natalie Kourinova.

— Vraiment ? dit Martin Paul. Faut-il renoncer à la soupe pour être heureux ? Ah ! mademoiselle, comme c'est nouveau, comme c'est intéressant !

En un instant, M^{me} Kourinova eut recueilli, sans s'éloigner du banc, des branches de merisier chargées de drupes noires, quelques gros chardons en bouton et tout un petit bouquet de fraisiers sauvages.

— Mangeons, dit-elle.

Elle ouvrit en deux les chardons et les partagea avec Martin Paul qui, dans le trouble où il était, avalait le fond, le foin et le reste.

— C'est délicieux, dit-il.

Il eût mangé avec le même plaisir les ardoises de Bois-chenu pourvu que cet aliment fût conforme à l'idée.

Quand les deux compagnons eurent terminé leur repas par les fruits, M^{me} Kourinova déclara qu'elle avait sommeil et qu'elle allait se coucher. La voilà qui tire la hachette de sa ceinture, qui coupe plusieurs brassées de fines branches d'arbustes, qui les dispose en forme de couche sous un trône en fleurs et qui couvre le tout d'herbes sèches.

« Il faut croire, se dit Martin Paul, que c'est un lit arcadien. »

La nuit était douce; l'air sentait la fraise et le buis chaud. Les chouettes, sur un appel de l'une à l'autre, s'élançaient des combles de Bois-chenu et glissaient vers la chénaie. M^{me} Kourinova quittait ses bottes, dénouait le foulard de son cou.

Martin Paul, debout devant elle, hésitait à s'éloigner, à regagner la maison des Martin, où l'attendaient les éclats de voix de son père irrité et une nourriture contraire au bonheur. Il regardait cette inconnue qui parlait comme les livres, qui portait un nom réduit à deux lettres, qui avait rencontré une idée, et qui la suivait, et qui s'y conformait en se nourrissant de fonds de chardons, de drupes acides, et en couchant sur des rameaux mêlés de graminées.

— Bonsoir, mademoiselle N.K., murmura-t-il.

— Bonsoir, camarade, dit la jeune fille sur le ton brusque qui lui était naturel.

— Oh! vous pouvez m'appeler M.P., dit Martin Paul en rougissant dans la nuit.

Et il s'éloigna en courant.

— D'ou viens-tu? lui dit son père quand il apparut.

— De... de chez l'autre, dit-il.

Il refusa la soupe aux pois et la tranche de lard et, quand ses parents furent couchés, il alla s'étendre dans un pré voisin sur quelques branches arrachées à un ormeau têtard.

II

Bien qu'ils fussent les champions d'une idée, les constructeurs de la Nouvelle Arcadie portaient sur les traits les marques d'une grande fatigue quand il défilèrent entre la forge de Picard et l'épicerie de M^{me} Coudre. Martin Paul les avait annoncés en des termes d'une telle chaleur que M^{me} Martin, M^{lle} Madeleine Huault, le vieux Plantin, Pinsonnet le sourcier, Piéton, Henriquet pensaient voir arriver des sortes de génies ailés, touchant à peine le sol, voletant au son d'un instrument à cordes comme on en voit aux mains des anges sur les vitraux d'église : il n'en était rien.

Les Arcadiens avaient toute l'apparence d'hommes marchant sur deux pieds très ordinaires. Ils étaient quinze, tous chemisés de rouge et bottés de fauve. Il y avait parmi eux des jeunes gens, deux ou trois hommes d'âge, des jeunes filles et jeunes femmes, une dame de fort embonpoint et de souffle court, un berger qui poussait devant lui à la pointe du bâton deux vaches de caractère difficile ; enfin, en queue de colonne venait une sorte de poussette chargée de matelas fort minces et de châlits légers. Tout le monde paraissait fort las ; chacun ployait sous le faix d'un sac lourdement chargé, boitaillait, tirait la jambe ; et l'on vit deux des moins éclopés de la troupe soutenir dans la montée de Boischennu la dame arcadienne à qui le souffle semblait manquer. Cette personne jetait des soupirs affreux, demandait à s'asseoir et qu'on la déchaussât ; c'était à faire pitié.

— Ah ! camarades, disait-elle, faut-il tant souffrir pour une si grande idée ! De grâce, faites venir une auto... Ah ! je me meurs.

La troupe s'arrêta à mi-côte pour tenir une sorte de conseil. Chacun prit la parole ; il s'agissait de décider si un membre de la commune pouvait faire usage d'un véhicule étranger au matériel arcadien. Il y eut des discours, une chaude discussion, des votes à main levée ; les uns proposaient que l'on

construisit un brancard de tiges et de lianes, mais il eût fallu dédommager les villageois des dégâts apportés à leurs haies ; les autres étaient d'avis de hisser la camarade sur le dos d'une des vaches de la communauté, mais, à ces mots, la dame jeta de tels cris qu'on ne poussa pas plus loin cette idée. Enfin, quand on eut entendu le résumé du problème exposé par un constructeur qui ne parla pas moins de vingt minutes, la camarade défaillante se trouva reposée et, toute clopinante, toute soufflante, le visage fort rouge, un bras au cou de ses deux compagnons, elle reprit la route avec les autres.

— Hélas ! disait-elle, faut-il que j'entre en cet équipage sur les terres de mes cousins Boischennu ?

Mais on ne l'écoutait plus. D'un dernier effort la troupe atteignait ces lieux promis depuis des mois à la plus noble forme d'existence, qui est, selon que l'enseignent les meilleurs penseurs d'aujourd'hui, l'existence collective.

Ainsi se trouvaient à pied d'œuvre les constructeurs de la Nouvelle Arcadie.

On se rappelle comment ce groupe, fondé à Paris sur l'instance d'un célèbre faiseur d'idées et de récits du nom de Chérès, connu des débuts éclatants, comment des professeurs, des médecins, des femmes du monde, des poètes, des banquiers, saisis par l'exemple de Chérès, se donnèrent dans un élan d'enthousiasme à l'idée communiste, comment chaque samedi ils quittaient ou leurs élèves, ou leurs malades, ou leurs salons littéraires, ou leurs bars de Montparnasse, ou leur *Côte Desfossés*, pour mener la vie commune dans une île de la Seine, comment ils comptaient entraîner par leur exemple les masses ouvrières hésitantes à laisser le petit jardin individuel et la partie de manille pour les exercices de la religion du travail et comment, sur la plainte des riverains et des pêcheurs à la ligne dont ils troublaient les paisibles loisirs par le bruit de leurs pelles et de leurs marteaux sans cesse en action, ils durent chercher ailleurs un endroit favorable à leurs travaux.

Aux premières difficultés, le groupe se divisa. Les uns, tout en jurant de demeurer fidèles à l'idée, choisirent de reprendre la triste existence bourgeoise avec ses ennuyeux plaisirs du samedi et du dimanche : ils étaient les plus nombreux. Les

autres, au nombre de quinze, résolurent de se donner entièrement à l'existence communiste et de vivre par anticipation les joies promises aux hommes par les nouveaux apôtres. On ne saurait croire combien il est malaisé de trouver en France un territoire où l'on puisse suivre bonnement les lois de la nature, qui se trouvaient être, en forte proportion, celles de la Nouvelle Arcadie : les lois mêmes des hommes, les arrêtés municipaux, les usages reconnus, les coutumes locales, la malice publique et les mouvements d'opinion leur sont autant d'entraves et d'empêchements. On visita des vallées montagneuses, des plages, des forêts, des landes : ici, le site était désert, mais le climat portait au doute et à la mélancolie ; là, les ressources naturelles abondaient, mais le paysage avait des airs d'individualisme dont on pouvait tout craindre. Les Arcadiens se voyaient fort embarrassés dans leur projet d'évasion, quand la camarade T. C., à son ordinaire comtesse de Courlidon, se souvint de l'abandon où se trouvait Boischenu, à ses cousins Boishaut de Boischenu. On eut vite fait de réunir l'argent nécessaire à l'achat de ces vieilles pierres : chacun versa honnêtement tout ce qu'il possédait, en affirmant qu'il ne possédait rien de plus ; pour le reste, M^{me} de Courlidon l'avança sans parler d'intérêts.

Quand on eut la terre, on demanda aux Moscovites, francs connaisseurs en communisterie, un guide, un conseiller qui maintînt l'Arcadie dans les règles strictes de l'idée nouvelle ; le Comité central du Propkombotmol désigna la fille d'un professeur de langues romanes de l'Université ouvrière d'Arkhangelsk. Cette demoiselle était elle-même romaniste de choc aux cours du soir et travailleuse du bois dans la journée ; elle reçut l'ordre de partir, elle partit, elle arriva, et quand elle fut arrivée, la N. A. décida d'occuper sans délai ces lieux destinés au bonheur.

— Eh bien ! dit M^{me} de Courlidon en tombant de fatigue sur un banc du jardin, eh bien ! ne voilà-t-il pas la terre promise ? Ces ronces, ces chardons, ces épines, n'est-ce pas ravissant ?

Tout le monde convint que Boischenu offrait beaucoup plus de ressources à l'activité des Arcadiens que le sol sableux d'une île de la Seine où la commune n'avait jamais pu faire lever que le crosne et le topinambour. Certains couraient déjà vers

la pièce
affame
gare d
de m
salons
délasse
d'un
canap
un p
désor
din :
comm
Q
sorte
et d
teurs
C
on t
eun
vail
plus
C
à l'
par
mer
tre
ave
slav
Ka
au
bie
ne
de
pro
jou
cre
ne
vi
sa
q

la pièce d'eau afin d'y rafraîchir leurs pieds endoloris ; d'autres, affamés par la course d'une lieue qu'ils avaient fournie de la gare de Soussay au village de Saint-Mard, faisaient un repas de merises et de fraises ; d'autres encore pénétraient dans les salons du vieux château ; c'étaient surtout les dames : elles se délassaient en quittant leur ceinture alourdie d'une hache et d'un couteau à dix lames, en allongeant leurs bottes sur les canapés ; deux jeunes filles, se tenant par la main, dansaient un pas arcadien qu'accompagnait le chant d'un pinson. Le désordre des hommes ressemblait au désordre naturel du jardin : c'est le propre de la vie de commune que personne n'y commande, quoique chacun y obéisse.

Quand la fièvre des premières découvertes fut tombée, une sorte de message muet, comme il s'en propage dans la ruche et dans la fourmilière, rassembla tout à coup les constructeurs dispersés.

On voulut entreprendre le dénombrement de la commune ; on tenta de répartir les tâches. Tous parlaient à la fois ; chacun avait un système de fiches à proposer, un tableau de travail à exposer. C'est celui dont la voix portait le plus haut et le plus loin qui, s'étant fait entendre, se fit écouter.

C'était un garçon de petite taille, du nom de Lucias, venu à l'Arcadie par des chemins pleins de détours, jetant du feu par le regard, des flammes par la parole, tout en jaillissement de pensée, tout en éruption d'idées. Il pouvait avoir trente ans ; son savoir avait plusieurs siècles. Il s'exprimait avec aisance en dix langues, y compris le *yiddish* de Vilna, le *slang* de White Chapel et le français de Marcel Proust ; il citait Kant à propos de l'assaisonnement de la salade, s'il se trouvait au restaurant, et Pouchkine quand on lui demandait s'il avait bien dormi ; il n'émettait point de jugement que sa pensée ne fût étayée par la pensée d'un autre, et pourtant il écrivait de tout et partout. A condition qu'il s'agit de critiquer les productions de l'esprit, il avait toujours deux colonnes de journal au bec de sa plume : il critiquait les disques le mercredi, les livres le jeudi, la peinture le vendredi. Et bien qu'il ne fût pas né, cela était certain, à l'ombre du clocher d'un village de France, il était fort écouté de ceux qui le choisissaient pour guide et conseiller de leur goût de Français : c'est qu'il avait cette forme de génie, propre au caméléon et au

turbot barbache, de prendre à volonté le ton du milieu où il trouvait pâture. Au reste, un Arcadien de haute classe, orateur du groupe, son théoricien, son animateur.

Il proposa d'abord que les Arcadiens saluassent par un chant ces friches et ces broussailles où une forte équipe d'ouvriers de l'intelligence allait offrir l'image même de la vie communiste aux masses qui, dans leur ignorance, persistaient à en méconnaître la grandeur.

Il jeta les premières mesures d'un cantique assez triste, où il était question de guerre civile plus que d'Arcadie, et que personne ne sut reprendre que par un murmure timide et maladroit.

Après quoi, il rappela aux Arcadiens la loi de la commune :

Que l'emploi des pronoms personnels je, me, moi, des adjectifs possessifs mon, ma, mes et des pronoms possessifs le mien, la mienne, les miens, les miennes, est interdit ;

que tout étant à tous, rien n'est à chacun ;

que les vêtements, le linge et les chaussures sont interchangeables ainsi que les idées, les outils et les objets de toilette ;

qu'il sera toutefois toléré, pour la commodité, une brosse à dents et un savon par groupe de quatre camarades ;

que la différenciation des sexes est supprimée ;

que les soins du ménage et de la cuisine, le reprisage des bas et des chaussettes, le blanchissage et le repassage du linge incombent autant aux hommes qu'aux femmes par un jeu de roulement que la commune fixera ;

que l'amour est interdit ;

que l'amitié est autorisée pendant une heure, matin et soir, à condition qu'il n'en soit point fait d'autre emploi que d'exalter de camarade à camarade la vertu communiste ;

que l'usage des parfums et des fards est interdit.

— Pardon, dit M^{me} de Courlidon, l'usage du rouge est recommandé par les médecins comme antiphlogistique. Et par ces chaleurs de juillet...

On ouvrit un débat sur le rouge : à l'unanimité moins une voix le rouge fut repoussé.

Lucias reprit la lecture de la loi que tout le monde écoutait avec beaucoup de respect.

Il rappela que les constructeurs étaient tenus de se désindi-

vidualiser par l'abandon de leurs noms et prénoms désormais remplacés par les seules initiales, en attendant l'emploi pur et simple de numéros ; il rappela aussi que les termes de politesse bourgeoise tels que, *merci, pardon, s'il vous plaît*, ainsi que le coup de chapeau et la poignée de main, étaient interdits.

— Camarades, ajouta-t-il après cet exposé, au temps où la dialectique bourgeoise distinguait entre *le mien* et *le nôtre*, cette habitation, dite Boischenu, et que nous vous proposerons d'appeler la Nouvelle Arcadie, cette habitation avec ses pièces différenciées, avec sa pièce où l'on mangeait, ses pièces où l'on dormait, celle où on lisait, celles où l'on menait ces stériles propos appelés conversation, aujourd'hui remplacés par la discussion des problèmes, représentait la déchéance où l'individualisme avait amené l'être humain. Nous allons porter remède à ce système grossier selon la loi de la commune.

Là-dessus, l'orateur cita plusieurs passages du *Socialisme scientifique* de Frederick Engels et de *la Vie des Fourmis* de John Lubbock où il était clairement montré que la société humaine était une colonie tendant à l'agglomération, et qu'il était nécessaire que les seize Arcadiens dressassent leurs seize lits de sangles dans la même chambre pour le repos de la nuit.

Quelqu'un fit remarquer que chaque constructeur aspirait et expirait à lui seul huit litres d'air par minute, que seize constructeurs en aspiraient et expiraient cent vingt-huit dans le même temps, qu'un simple calcul mental donnait cinquante-neuf mille huit cent quarante litres d'air pur et impur brassés en une seule nuit, et qu'aucune pièce de la maison commune n'était assez vaste pour se prêter à ce mouvement gazeux.

— Ceci n'est pas prouvé, dit Lucias.

Pendant qu'il feuilletait en son esprit les œuvres complètes de Karl Marx, de Lafargue et de Lénine pour y prendre la preuve que seize travailleurs pouvaient respirer dans un endroit clos de dix mètres sur huit, l'assemblée vota que la commune se diviserait en deux groupes de huit personnes et que chaque groupe occuperait une des ci-devant chambres à coucher, à moins que la douceur de la température ne permit à la colonie de dormir en plein air.

Après Lucias, on entendit M^{lle} Natalie Kourinova dans son rapport sur les ressources de l'enclos : on apprit que la

groseille, la fraise et la framboise y venaient en abondance, que le cerfeuil bulbeux, la chicorée, le cresson et quelques racines douces mal déterminées y poussaient à l'état de liberté. Tout le monde fut fort aise d'apprendre que la commune se nourrirait des produits de l'enclos sans avoir recours au commerce bourgeois jusqu'à ce que les semis qu'on s'appropriait à faire fussent levés et poussés.

Le berger, qui s'appelait D, c'est-à-dire Denis, demanda si ses vaches trouveraient à paître. D'un seul geste et d'un seul cri, on lui désigna les chardons et les orties qui s'élevaient de toutes parts. Comme il était docteur en philosophie et mal informé de la pâture des bovidés, il fut aussitôt calmé dans son inquiétude.

Quand on eut beaucoup parlé et beaucoup voté, on procéda à l'aménagement de la commune. Les vieilleries de Boischennu, telles que tapisseries d'ornement, représentations de paysages et de figures par la peinture et le dessin, vases destinés à recevoir des fleurs coupées, tapis de pieds, guéridons étroits, larges lits, fauteuils à capiton, tout ce qui rappelait le désir de briller aux yeux des autres et le besoin de posséder pour soi-même fut rassemblé dans une salle qui prit le nom de Musée de l'esprit bourgeois.

Une commission fut chargée de visiter la bibliothèque et d'en retenir les ouvrages qui fussent en accord avec les formules nouvelles du bonheur social. Il ne s'en trouva pas un qui ne marquât quelque idée rétrograde, qui ne considérât l'homme comme un être jouissant de la liberté de penser, de sentir et d'agir. Une jeune fille aux yeux clairs, à la voix douce et tranquille, proposa qu'on fit de toute cette paperasse un autodafé et qu'on brûlât pêle-mêle l'histoire, la philosophie, la poésie et la morale, tout ce qui, disait-elle, empoisonnait la vie des petites filles depuis qu'on s'était mis en tête de leur apprendre les choses d'un passé où régnait l'ignorance.

On se rallia à l'avis de cette enfant ; on fit un grand bûcher, on y porta les poètes de la *Pléiade*, *Gargantua* et *Pantagruel*, toute la théologie de saint Thomas et de Jean Chauvin, dit Calvin, le scepticisme de Montaigne et les pompes de Bossuet, une quantité prodigieuse de Mémoires, Souvenirs et Journaux intimes, et des considérations sur ceci, sur cela, des méditations, des réflexions, les œuvres complètes de deux

bonnes douzaines de sociologues, tout Thiers, tout Augustin Thierry, — ce qui donna grand soif aux porteurs, — des romans de caractère, d'analyse, historiques, idéalistes, réalistes, à clef, à thèse, à rien du tout, par centaines. Déjà le docteur en philosophie Denis grattait l'allumette qui allait faire flamber cette montagne de sagesse et de science, quand un jeune inconnu se précipita.

— Ah! monsieur, s'écria-t-il, vous n'allez pas brûler cinquante boisseaux d'idées, trois cent cinquante et une sortes de bonheur et les seize cent vingt espèces de passions de monsieur Fourier!

On s'écarta, on vit paraître le défenseur de la chose écrite, plein de fougue et pâle de décision.

— Quoi! fit M^{me} Kourinova, c'est ce Paul, c'est ce Martin.

— Il est charmant, dit M^{me} de Courlidon en se poudrant vivement le nez.

— Monsieur croit censément qu'on avait des idées avant Marx? dit Lucias.

— Monsieur, dit Martin Paul, il y a toujours eu des idées, puisqu'il y a toujours eu des sortes de bonheur.

— Et qu'est-ce donc qu'une idée? dit Lucias.

— C'est, dit Martin Paul, ce qui apporte de temps en temps un bonheur nouveau aux hommes qui s'ennuieraient dans un bonheur toujours semblable.

— Et qu'est-ce donc que le bonheur? dit Lucias.

— Monsieur, je le sais bien, dit Martin Paul : c'est le changement dans les mœurs et dans les habitudes. Car ceux qui se chargent de le répandre détruisent d'abord ce qui a été fait par leurs prédécesseurs. Car les Chinois avaient inventé la poudre pour le plaisir de tirer des fusées d'artifice : vinrent les Arabes qui jugèrent qu'on en prendrait plus de plaisir en l'employant à tuer les gens. Car, au temps de la chevalerie, le bonheur était de s'entretailler le nez et de s'entr'égorgor par orgueil et fierté : vint saint Bruno qui enseigna que le bonheur était de se cloîtrer, de vivre en chartre et de se tenir dans l'ombré et dans l'humilité. Car, pendant bien des siècles, on pensa que le meilleur moyen de gagner le paradis était de prier Dieu en latin : vint le moine Luther qui enseigna que c'était être damné que de ne le point prier en allemand, en français ou en patois de Loches. Car...

— Bon, dit Lucias en interrompant cette parole abondante, et qu'est-ce donc que le bonheur qu'on enseigne aujourd'hui et qui marque la plus haute conquête spirituelle de l'homme?

— Monsieur, dit Martin Paul, c'est de se nourrir de merises et de chardons et de dormir en plein air sur un fagot d'ormeau têtard.

Tant d'innocence jointe à un si grand savoir enchanta l'assistance; on jugea que ce jeune homme méritait qu'on l'instruisît dans la vérité arcadienne et, sur l'intervention de M^{me} de Courlidon, on lui offrit d'entrer à la commune.

— C'est trop beau! s'écria Martin Paul en regardant M^{lle} Natalie.

— Camarade, dit Lucias, rien n'est beau.

Ensuite, on brûla les livres de Boischenu.

III

On établit d'abord un programme de travail qu'on appela « Plan de cinq jours ». L'offensive contre l'esprit d'indépendance des ronces et des broussailles fut ouverte sur-le-champ : on se battit sur le front des ajoncs, sur le front des prunelliers. Tous les V. R., les L. B., les J., les O., toutes les M. S., les N. K., les T. C. de la Nouvelle Arcadie combattaient vaillamment. On ne ménageait ni les leviers des os, ni les soufflets des poumons; sous le soleil de juillet on répandait une abondante sueur; des cloches levaient aux paumes des mains. D'une brigade à l'autre on se lançait des défis de faucille, de serpe et de scie égohine; il y eut des ouvriers de choc qui battirent des records de fagots d'épines et de bottes d'orties; Lucias institua un tableau rouge où étaient inscrites les initiales des vainqueurs. Et il fallut modérer l'ardeur des jeunes filles qui, par l'effet de la confusion des sexes, l'emportaient de beaucoup sur les hommes dans l'emploi de la pioche et de la cognée.

Heureusement, de longs répit étaient apportés à tant d'activité par la discussion des problèmes sans cesse proposés au jugement des constructeurs. Quelqu'un posait la question : « Est-ce que l'émulation ne développe pas le sentiment du moi? » ou bien : « Le tableau rouge ne rappelle-t-il pas l'inégalité de la condition humaine? » Lucias menait les débats; le

philosophe Denis, laissant ses vaches à leur indifférence philosophique, répondait à chaque question par un discours avec proposition, narration, confirmation, réfutation et péroraison.

Martin Paul était émerveillé qu'on pût trouver à dire tant de paroles brillantes sur de basses besognes que les gens de Saint-Mard accomplissaient en silence, et son admiration pour les travailleurs de l'idée ne faisait que grandir. Lui qui, dans la boutique du père, se lassait vite de coudre un bridon ou de tailler un trait, s'enivrait de piocher dans un sol caillouteux envahi de racines. Il est vrai que des penseurs très écoutés, comme Lucias et Denis, prouvaient clairement que la pioche, la faucille, le marteau, la scie et la brouette étaient les instruments du nouveau bonheur ; il fallait bien les croire puisqu'ils l'affirmaient par des discours qui dépassaient l'entendement du commun ; il est vrai aussi que M^{lle} Natalie dans sa chemise rouge et sous ses cheveux blonds était bien jolie à voir, la faucille à la main.

— Mademoiselle, lui disait Martin Paul, je...

— Nous, corrigeait-elle.

— Nous, disait Martin Paul, nous... heu... Ah ! il n'est point facile de porter au pluriel ce que j'ai à vous dire.

Il maniait de nouveau sa pioche, dégageait les racines d'une boussée de viorne, puis :

— Mademoiselle, reprenait-il, je... j'ai pour vous beaucoup d'amitié.

— Camarade, répliquait M^{lle} Natalie, ce n'est pas l'heure de le dire.

Au soir du deuxième jour, Lucias annonça que la brigade du front des ajoncs était en avance de trois heures sur les délais prévus. Déjà un demi-arpent de terrain était mis en état de recevoir des graines. Aussitôt on sema des haricots rouges, des fèves et des pois chiches, désignés par le chimiste O, — de son nom propre Orland, — comme d'excellents producteurs d'énergie musculaire. Toutefois, dans le moment même où la brigade remportait cette victoire, on s'aperçut que les ressources naturelles de l'enclos étaient épuisées : plus une merise aux merisiers, plus une fraise sous le couvert des bois, plus une racine comestible dans le sol de l'ancien

potager : en quarante-huit heures les constructeurs avaient tout dévoré.

On délibéra.

Une commission de cinq membres, présidée par Orland, fut chargée d'établir un rapport ; elle l'établit : elle démontra par les meilleures formules de la bio-chimie que le corps humain était fait de toute sorte de matériaux périssables dont le renouvellement ne pouvait être assuré par le seul air du temps, et qu'il était nécessaire que les Arcadiens mangeassent s'ils ne voulaient pas mourir de faim.

— Ceci n'est pas prouvé, dit Lucias.

Il démontra à son tour par l'idéologie que l'homme se nourrissait d'abord d'idées...

— C'est bien vrai, dit Martin Paul.

... Et que les Arcadiens pouvaient fort bien attendre que les haricots, les fèves et les pois chiches fussent à maturité, en demandant jusqu'à ce moment-là leur ration d'entretien d'une part à la lecture des *OEuvres complètes* de Lénine, de l'autre au lait des vaches de la communauté.

C'est ce qu'on mit en discussion.

Pendant que les Arcadiens à la parole aisée, discouraient ainsi sur l'alimentation, on voyait s'élever dans l'air calme du soir, la fumée des foyers de Saint-Mard. Là, sous la hotte de la cheminée, bouillait à petit feu dans sa garniture de poireaux, de carottes et de rutabagas, le plat-de-côtes du diner des Plantin ; là, sur une flambée de javelle, se dorait au beurre de la poêle l'omelette aux champignons de M^{me} Pinsonnet. A chaque foyer, son plat ; à chaque table, son couvert avec le pain au frais dans un linge blanc, avec la bouteille de vin léger dont on n'aurait pu dire que celle des Martin n'était pas autrement fruitée que celle des Picard.

Les bruits mêmes, qui du village montaient vers Bois-chenu, rendaient des sons tout autres que ceux que jetait par les airs l'activité de l'Arcadie. Aux discours par lesquels Denis prouvait qu'il fallait en chaque homme détruire le sens du moi, se mêlait une rumeur faite de cent propos volant de seuil en seuil entre gens décidés à tenir leur avis contre l'avis de l'autre, où revenaient sans cesse des « Moi, je vous dis que... », des « Je n'en démordrai point » et des « Que voulez-vous ? Je suis ainsi fait. »

Ainsi se confondaient, dans la sérénité d'une douce soirée de France, le pluriel du collectif et le singulier de l'individu, les fumées des principes idéologiques et la lente vapeur de la soupe de famille.

Lorsque Denis eut beaucoup parlé, lorsque Lucias eut cité de nombreux passages des Pères de la pensée nouvelle, lorsque M^{me} de Courlidon eut proposé qu'on télégraphiât à Félix Potin d'expédier des conserves, la commune se trouva d'accord qu'on pratiquerait pendant la crise d'alimentation une nouvelle économie politique qu'on appela la N. E. P., et que l'achat de denrées au commerce privé serait provisoirement autorisé.

— Avec quel argent ? demanda un constructeur.

Tous les regards se tournèrent vers M^{me} de Courlidon qu'on n'avait jamais cessé de considérer comme le banquier de l'Arcadie. La commune lui fit un emprunt pour la durée de la N. E. P. ; M^{me} de Courlidon était trop française pour résister au plaisir de soutenir de son argent une cause perdue d'avance : elle ouvrit son sac et la N. E. P. entra aussitôt en vigueur.

— Courrons chez M^{me} Coudre, dit Martin Paul. Elle vend des sardines, du fromage de Sainte-Maure et des confitures.

— Bougre ! dit Natalie, nous perdons le chemin.

Elle lança vers le sol un petit jet de salive et, dans un mouvement de colère, elle en écrasa sous la semelle de sa botte la légère trace humide.

Elle suivit avec deux constructeurs Martin Paul au village. La nuit déjà montait, une nuit d'été avec des grillons sous chaque touffe d'herbe et des étoiles qu'on pouvait toucher du doigt dans l'air sec. Sur le bord du chemin, courait un ruisseau vif qui, dans sa course, balançait les tiges des prêles et des menthes vertes.

— Ça sent bon, dit Martin Paul, ivre d'idées, de fatigue et d'enthousiasme arcadien.

— Non, dit Natalie, ça sent la sauvage nature. Nous voulons tuer l'herbe inutile ; nous voulons écraser à la botte les romantiques erreurs de la terre, les bêtes qui ne sont pas une nourriture pour l'homme, les fausses petites énergies qui ne sont pas une force pour la machine ; nous voulons prendre l'eau partout où elle va d'un point haut à un point bas, l'enfermer dans un tube et l'envoyer à la turbine. Il ne faut

pas laisser la liberté aux choses. Dis ce que tu fais avec cette eau ici qui soit utile aux travailleurs de la commune?

— L'eau? dit Martin Paul, mon père en détourne une part pour arroser son potager; plus bas, Huault y fait venir du cresson; un peu plus loin, Picard la recueille dans un bassin où il élève des alevins, car il est pêcheur; et à la sortie du bourg, les bonnes femmes y lavent le linge.

Natalie s'arrêta de marcher, leva le poing en l'air et dit aux constructeurs :

— Camarades, nous devons commencer tout de suite la propagande dans cet extraordinaire pays.

Bientôt, ils arrivèrent à la place de l'église. On apercevait par les fenêtres ouvertes, entre un pot de géranium et un pot de bégonia bulbeux, les femmes qui préparaient le repas du soir.

— Pas de club ici? demanda Natalie.

— De club? dit Martin Paul.

— Oui, une maison pour la discussion des problèmes, pour les débats techniques.

Martin Paul répondit qu'il y avait le débit de Piéton où l'on discutait souvent le problème de savoir si le vin mis en bouteille à la lune de mars avait la qualité du vin tiré à la lune d'avril. C'était là aussi que les jeunes gens de Saint-Mard débattaient sur la technique de la pêche aux écrevisses, les uns tenant pour le meilleur appât les entrailles de poulet putréfiées, les autres préférant les cuisses de grenouilles dépouillées.

— Quoi! s'écria Natalie, les hommes jeunes de ta commune ne font-ils pas des réunions sur l'agriculture collective, sur la construction standard des tracteurs? N'ouvrent-ils pas des débats sur l'hydraulique? N'ont-ils pas des conférences sur la littérature prolétarienne?

— Mademoiselle, dit Martin Paul, ils aiment mieux pêcher les écrevisses.

— C'est effrayant, dit Natalie.

— Hélas! c'est effrayant, dit Martin Paul.

Les quatre compagnons pénétrèrent chez M^{me} Coudre, l'épicière. Martin Paul lui expliqua qu'il était arcadien, que la loi arcadienne s'opposait, en principe, à l'achat de sardines pêchées, mises en boîte et vendues par des gens qui ne se

conformaient point aux lois de l'idée, mais que la Nouvelle Économie Politique était entrée en vigueur quelques instants auparavant et que M^{lle} Natalie lui expliquerait ce que c'était que cette économie-là.

M^{me} Coudre n'avait pas autant que Martin Paul le sens de l'idéologique ; toutefois, elle avait celui de l'épicerie développé à un très haut point. Elle comprit surtout qu'elle devenait l'épicière du château et que sa fortune était faite. Aussitôt elle se répand en compliments auprès de la jeune fille, lui demande par politesse des nouvelles de sa famille, la prie de de s'asseoir et d'accepter, ainsi que ces messieurs, un verre de cassis.

— Ah ! disait-elle, on est bien heureux de voir du bon monde. Le commerce est difficile. Personne ne dépense. On ne sait pas où on va. C'est la politique, voyez-vous. A votre santé, ma petite demoiselle, à la santé de ces messieurs.

Mais Natalie n'écoutait pas. Elle allait par la boutique, tirant de leur casier d'étranges objets qu'elle considérait un à un : des pots de moutarde, des paquets de vermicelle, des boîtes de graisse végétale, toute sorte de flacons de liqueurs, de sirop, de vinaigre.

— Bougre ! murmurait-elle.

Elle levait le couvercle des bocaux à sucres d'orge ; elle ouvrait des tiroirs emplis de pruneaux, de lentilles ou de riz ; elle se penchait sur les petites vitrines à gâteaux secs. Quand elle en eut fini avec ses découvertes, elle revint à M^{me} Coudre qui l'attendait, son verre à la main.

— Camarade, lui dit-elle sur le ton le plus froid, il faut standardiser la nourriture, unifier les sources de calories. A Arkhangelsk, sur le front du bois, nous avons mangé tous les jours les *schtschi*, — c'est la soupe aux choux, — et le hareng salé. Rien d'autre, jamais.

— Oui, bien sûr, disait M^{me} Coudre, bien sûr...

— Chou et hareng, poursuivait Natalie, c'est la formule chimique pour le travail à la forêt, à la mine, au kolkhose, partout.

— Voyez donc ! faisait M^{me} Coudre.

Natalie pensait bien que l'on ne pouvait mieux commencer la propagande à Saint-Mard que par une conférence sur l'alimentation. Aussi parla-t-elle pendant plus d'un quart d'heure

des futures usines à soupe de la construction socialiste où les choux arriveront par wagons, aussitôt déversés dans des marmites de quatre à cinq mille litres placées sous le seul contrôle du thermomètre et du manomètre. De là le potage sera distribué aux masses par camions-citernes, par pipeline ou par jeux de canalisations selon la position du groupe à nourrir.

— Tu ouvres le robinet, disait Natalie, et tu as cinq cents calories par estomac de travailleur.

— Ah! bonnes gens, disait Mme Coudre, c'est-il Dieu possible?

Du coup, elle avala son verre de cassis, et les deux constructeurs firent comme elle.

— Eh bien! moi, dit-elle après avoir passé le revers de sa main sur ses lèvres, je n'aimerais point tirer ma soupe au robinet.

Et pour ne pas vexer sa cliente au cas où les gens du château amèneraient le potage à leur assiette par un système de tuyauterie, elle ajouta :

— Chacun ses habitudes, n'est-ce pas?

Par ces détours potagers on'en vint aux vivres autorisés par la Nouvelle Économie Politique. D'abord, on prit toutes les boîtes de sardines de la boutique; on prit aussi un fort morceau de lard et plusieurs saucissons. Et l'on allait regagner l'Arcadie avec une réserve de quelques dizaines de milliers de calories, quand un des constructeurs proposa que l'on emportât du sucre.

— Camarade, lui dit Natalie, tu trahis l'idée.

— Oui, dit Martin Paul, vous trahissez l'idée, monsieur.

Le constructeur, sur cette accusation, demanda l'ouverture d'un débat et, prenant la parole, refit l'historique de la N. E. P., prouvant que la Nouvelle Économie Politique de l'Arcadie admettait les calories bourgeoises, quelle que fût la nature de l'aliment dont elles étaient issues, que le sucre n'était pas plus antirévolutionnaire que le saucisson, qu'il entraînait au contraire dans la matière du miel des abeilles communistes et que, l'homme de la cité future ayant tout à gagner à prendre modèle sur les bêtes, il était nécessaire de manger du sucre pour garder un esprit vraiment marxiste. Natalie répliqua que le sucre édulcorait la pensée et amollissait l'enthousiasme révolutionnaire.

— On dit aussi, fit M^{me} Coudre, qu'il gâte les dents, mais allez donc croire tout ce qu'on dit.

Au vote, il y eut deux voix pour, deux voix contre. On laissa le sucre et l'on convint qu'on poserait la question à l'assemblée des Arcadiens.

Quand Martin Paul, M^{lle} Natalie et les deux constructeurs reprirent le chemin de l'Arcadie, les gens de Saint-Mard menaient leurs loisirs du soir selon le goût que chacun en avait.

C'était l'heure où Pinsonnet le sourcier remettait sa montre au gousset, où le curé, monté sur une échelle, cueillait les dernières cerises de son jardin ; l'instituteur repiquait ses chicorées d'été ; Plantin, d'un balai fait d'une aile de dindon, chassait les copeaux de son établi, et s'en allait étiqueter les clous de sa collection ; M^{me} Picard, assise sur une chaise basse devant la porte de sa maison, plumait un pigeonneau ; les enfants, ardents à terminer une partie de marelle, mêlaient leurs cris aux premiers coups de flûte de l'engoulevent ; et les jeunes filles, trois par trois, les bras passés d'une taille à l'autre, allaient, venaient, s'arrêtaient, repartaient avec des chuchotements et des rires étouffés.

Natalie, portant sur son dos sa charge de saucissons et de sardines, marchait d'un pas alourdi par les bottes. Elle jetait un regard à la terrasse du presbytère, au potager de l'école ; elle considérait, un instant, M^{me} Picard plumant son pigeonneau ; et quand elle croisait les jeunes filles bavardes et rieuses, la salive lui venait à la langue avec un furieux besoin de cracher.

— Qu'est-ce que des gens pareils ? disait-elle. Ils font chacun un petit travail : un cueille des fruits, un autre pique des légumes dans une terre étroite ; celle-là tire les plumes d'un pigeon. Ils sont comme des morts dans les temps nouveaux.

— C'est le curé qui récolte ses cerises, dit Martin Paul ; sa bonne en fera bien sûr des confitures ; c'est le maître d'école qui plante ses chicorées à la nouvelle lune ; c'est la mère Picard qui prépare des pigeons : sa fille qui est aux postes arrive en congé demain. Voilà.

— Et celles-ci qui rient, trois à la fois ?

— Ce sont les demoiselles de Saint-Mard. Elles rient, c'est qu'elles sont heureuses.

A ces mots, Natalie ne se retint pas de laisser aller de ses lèvres à la poussière du sol la salive qui affluait à sa bouche.

— Heureuses! s'écria-t-elle. Drôle de bonheur dans un village sans club, sans conférences techniques, où tu n'entends pas même par radio en plein air des discours sur le travail des femmes dans la construction socialiste!

— C'est l'ancien bonheur, celui d'avant, dit Martin Paul.

— Bougre! fit Natalie.

Elle remonta d'un coup d'épaule son sac sur son dos et poursuivit sa route en silence.

IV

Dans la nuit qui suivit, Mme de Courlidon en son étroite couchette cherchait en vain le sommeil que lui refusaient la chaleur du dortoir et l'innocent spectacle d'un rayon de lune vaguant autour du canapé où dormait Martin Paul. Mme de Courlidon s'appliquait extrêmement à penser communiste, à vivre communiste et même, tel était son scrupule, à rêver communiste quand le subconscient se mêlait de la chose; toutefois elle éprouvait encore, par bouffées, des sentiments individuels.

Elle en était confuse.

« Hélas! disait-elle en elle-même, comment faire partager à la commune le goût particulier qui me porte vers ce jeune homme? Les choses allaient au mieux; mon cœur était égalitaire; mon amitié allait indifféremment à tout ce qui donne ici le ton du collectif, à Lucias qui pense si bien avec la pensée des autres, aux outils qui travaillent au bien général, à Denis le philosophe qui partage les idées de tous pour être assuré de n'avoir point d'idées à lui, aux vaches, aux camarades garçons, aux camarades filles... Hélas, hélas! tout est à refaire, c'est une bien grande entreprise... »

Ce n'était pas qu'elle éprouvât pour Martin Paul un sentiment très différent de celui qui lie d'habitude une travailleuse et un travailleur attachés au même métier, mais à ce penchant fraternel se mêlait un elle ne savait quoi de tendre dont elle sentait bien qu'il s'éloignait de la ligne arcadienne. Comme elle était honnête, elle en perdait depuis deux jours la paix de l'esprit et le sommeil, et elle se tournait en tous sens sur son lit qui craquait et grinçait à cette gymnastique.

— Camarade, murmurait Lucias qui était son voisin et que tant de bruit et de mouvement tenait éveillé, les soupirs dans la nuit sont ordinairement le signe ou d'un trouble romantique du cœur ou d'un désordre des fonctions digestives.

— Cher Lucias, disait M^{me} de Courlidon, je crois que l'estomac est en ordre; c'est le cœur qui ne l'est pas.

— Le cœur! dit Lucias en se dressant sur sa couchette. C'est très grave.

A voix basse, il entreprend de poser des questions à sa voisine: si elle se sent en danger de manquer à la loi communale qui interdit l'amour, si l'objet de ce mouvement des sens est un des constructeurs de la Nouvelle Arcadie et s'il est complice ou s'il est innocent. M^{me} de Courlidon répondit sur le même ton qu'elle n'était pas bien sûre qu'il y eût manquement à la loi, mais qu'il était bien vrai qu'elle éprouvait du plaisir à voir la lumière de la lune courir sur le visage de Martin Paul.

— Hélas! ajouta-t-elle, il ne semble pas que ce soit là un plaisir collectif.

— C'est même, dit Lucias, un plaisir si particulier qu'il n'est pas possible de ne pas le soumettre immédiatement à l'examen de la commune.

Le voilà qui frappe dans ses mains, qui tire les dormeurs de leur sommeil.

— Camarades, dit-il, l'une d'entre nous vient d'éprouver un sentiment individuel d'une extrême gravité...

« Mon Dieu, se disait M^{me} de Courlidon, vais-je regretter le temps du confessionnal? »

— Nous devons, poursuivait Lucias, en discuter sur l'heure et prendre des sanctions selon que vous en jugerez.

On se frottait les yeux, on bâillait, on retrouvait difficilement l'esprit collectif dans la demi-conscience où l'on était, car cet esprit-là ne se tient pas, comme on sait, dans les instincts profonds qui logent aux arcanes du subconscient; il s'anime plus ordinairement dans les journaux, les livres, les brochures et les discours issus des jeux piquants du paradoxe ou des spéculations d'une ambition toute personnelle.

Chaque dormeur sortait d'un songe où le *moi* l'emportait sur le *nous*, c'était bien sûr; il ne faisait point de doute que

Denis, s'il rêvait, ce n'était pas de l'industrialisation et de la mise en commun de sa réfutation des monades de Leibniz, et que Martin Paul, s'il se laissait aller à un désir obscur, ce n'était pas à celui de voir M^{lle} Natalie distribuer ses faveurs à toute l'Arcadie.

Quand le dortoir fut tiré de sa torpeur, Lucias exposa les raisons de cette séance de nuit : une camarade, dont il ne révéla point les initiales, se plaignait du désarroi où la jetait le plaisir qu'elle prenait à considérer le visage d'un des constructeurs éclairé par la lune.

— Il semble bien, dit-il, que nous nous trouvions devant un cas d'amour. Rien n'est plus dangereux pour la paix de l'Arcadie, pour le rendement du travail collectif et pour la continuité de la ligne générale.

Le débat fut ouvert à la seule clarté du rayon de lune qui avait si fort troublé M^{lle} de Courlidon. Au brouhaha des premiers échanges d'idées, le dortoir voisin s'était éveillé et bientôt la commune en costume de nuit fut tout entière réunie afin de juger un cas extraordinaire, très compliqué, assez scandaleux et même antirévolutionnaire : une femme aimait un homme.

Orland le chimiste démontra par la dématérialisation de la matière que l'amour était la tendance de l'individu à se dissocier et à se confondre aux atomes de l'univers sans qu'il fût possible d'envisager que cette confusion s'opérât d'un individu à un autre. Denis le philosophe rendit évident par l'exercice de la seule raison que, le communisme ayant établi que tout était à tous, la question de l'*union* d'un Arcadien à une Arcadienne ne pouvait se poser et qu'il valait mieux se remettre au lit que de perdre son temps à discuter l'indiscutable. C'est alors que M^{lle} Natalie intervint.

— Qu'est-ce que c'est cela, dit-elle, que vous parlez depuis de grandes minutes, qu'une camarade regarde un garçon sous la lune, que voilà le danger pour l'Arcadie, que ci, que ça ? Rien de bon là-dedans pour le travail. Et puisque vous faites la discussion dans la nuit, nous proposons de tenir une séance sur l'électrification des chantiers de la N. A.

Elle monta sur une des couchettes ; la lune éclairait ses pieds nus et par le reflet des rayons sur les draps son dur visage prenait une apparence de douceur.

— Camarades, dit-elle, une seule chose est importante : de développer l'outillage de la commune.

— Oui, dit la voix d'une jeune fille perdue dans l'ombre, mais il faut d'abord parler de l'amour.

C'est ce qu'on fit. Il n'apparaissait pas que les constructeurs préférassent l'étude de l'outillage à la discussion des idées, l'électrification à la rhétorique. Ils parlèrent des passions amoureuses avec une abondance dans la dialectique, une invention dans la métaphore, qui jetaient Martin Paul dans des transports d'admiration et qui laissaient Natalie écrasée de stupeur. En même temps qu'ils condamnaient l'amour et qu'ils le bannissaient de l'Arcadie, ils le célébraient par la violence même qu'ils mettaient à le maudire ; on eût dit que, privés de s'y abandonner, ils le pratiquaient en paroles par compensation.

Quand la cause fut entendue et qu'on eut juré par tous les prophètes de la collectivisation que l'article de la loi arcadienne interdisant l'amour serait respecté, Lucias suggéra que chaque constructeur changeât fréquemment de couchette et de dortoir, d'abord pour qu'il perdît l'habitude de dire « mon lit », « mes draps », en parlant d'objets interchangeables, ensuite pour qu'il échappât au danger d'amour où la camarade était tombée. On convint que c'était parler avec beaucoup de sagesse, et deux constructeurs furent désignés sur la proposition de Lucias pour changer aussitôt de dortoir et passer de la couchette de l'un à la couchette de l'autre : c'étaient Denis le philosophe et M^{me} de Courlidon.

Déjà le soleil à son lever jetait ses premiers feux derrière les collines du pays de Loches ; les coqs de Saint-Mard chantaient le réveil des poules et les joies promises d'une journée de bon grain ; et dans les fourrés de Bois-chenu chaque lapin, chaque lapine avec ses lapereaux regagnait son terrier après une nuit de trèfle et de pimprenelle.

« L'ennui, se disait M^{me} de Courlidon en gagnant la couchette que lui cédait Denis, c'est que ce philosophe est mal peigné et très abandonné dans sa toilette. »

Ainsi se construisait par la discussion des sentiments et par la pratique d'une grande pureté des mœurs la Nouvelle Arcadie, image de la cité future.

Après l'alerte de la nuit, on eut une journée d'apaisement.

L'emploi du temps réservait, ce jour-là, le soin du blanchissage à Martin Paul et à un jeune homme du nom de Jaunet, que l'on disait poète. Ils placèrent leurs ballots dans une brouette ; ils s'en furent à la cressonnière, établirent une planche au bord de l'eau et, après avoir arraché quelque cresson qu'ils réservèrent à la salade de midi, ils se mirent à tremper le linge, à le savonner, à le tordre et à le retremper comme Martin Paul avait vu faire aux femmes du village.

Jaunet se fatiguait vite. C'était un garçon de robuste apparence, avec des épaules faites pour porter des charges de poids, et ses mains, s'il avait su s'en servir, eussent pu faire bon office de battoirs à laver ; toutefois, il choisissait au tas de linge les pièces de petite mesure, les mouchoirs, les toiles légères des chemises d'Arcadiennes, laissant à Martin Paul le gros ouvrage.

— Je crois, dit Martin Paul, que vous venez de tirer de la brouette les bas de mademoiselle Natalie : ils sont d'un rouge ravissant.

— Ils sont pour toi, si tu veux, dit Jaunet, et le reste aussi, ajouta-t-il en se levant de l'herbe où il était agenouillé.

Il s'étirait, il bâillait, il donnait tous les signes d'un grand détachement des choses du blanchissage et, voyant Martin Paul s'abandonner avec une sorte de frénésie au savonnage des bas de Natalie, il fut s'asseoir au pied d'un saule voisin.

— Ah ! monsieur, dit Martin Paul, il n'y a rien de plus doux aux mains, de plus frais au cœur que de laver les bas d'une demoiselle, pourvu qu'il soit prouvé que le blanchissage est utile au bonheur : or, cela est prouvé par la loi arcadienne, et je suis bien heureux.

L'autre suçait une herbe et se laissait aller à la somnolence dans la molle chaleur d'un matin de Touraine.

— Ce n'est pas que je sois blanchisseur de profession, poursuivait Martin Paul en essorant dans un linge sec les bas de Natalie ; avant d'être constructeur à l'Arcadie, j'étais bourrelier. Et vous ?

— Moi, dit Jaunet en s'étirant, je suis objecteur de conscience.

— A Saint-Mard, dit Martin Paul, nous n'en avons pas de ce métier-là. Cela rapporte-t-il bien ?

— C'est selon, dit Jaunet. Si tu as la chance de passer devant des juges militaires, d'avoir pour témoins à décharge un professeur de Sorbonne, un romancier célèbre, deux ou trois présidents de Ligues internationales, si tu reçois pendant l'audience des télégrammes d'Einstein, de Gide et de Bernard Shaw, et si tu attrapes six mois de prison, cela va tout seul : tu es lancé, tu organises des conférences, tu les fais présider par un camarade allemand, tu es toujours sûr de remplir la salle et de ramasser quelques billets.

— Oui, dit Martin Paul, mais je n'aime pas la prison en votre affaire. Est-ce donc un métier malhonnête que celui-là ?

Jaunet, tout nonchalant qu'il fût quand il s'agissait de savonner des mouchoirs, trouvait du souffle et des grands gestes de bras quand il fallait défendre la non-défensive. Il quitta vivement l'ombre de son saule, gravit un petit tertre dépourvu qui s'élevait près de là et, comme s'il s'adressait à un nombreux peuple assemblé, il développa avec une ardente éloquence toutes sortes d'idées curieuses sur la peur des coups : il prouva fort bien que la bravoure se mesurait au degré d'horreur qu'on avait de se battre, et que les héros de l'avenir seraient ceux qui, devant un ennemi agressif, jetteraient par les airs, au lieu d'obus et de grenades, des déclarations de conscience.

— Et l'ennemi s'arrêtera ? demanda Martin Paul.

— Qu'importe ! fit l'autre. S'il avance, il devra passer sur notre conscience.

— Sur vous aussi, dit Martin Paul.

— Sur nous ? dit Jaunet, mais non, puisque nous ne serons point devant lui ; ce sera bien assez que notre conscience soit foulée.

— Voilà, dit Martin Paul, une bien agréable façon de ne point aller mourir à la guerre : je me fais objecteur de conscience.

Jaunet, enthousiasmé d'une adhésion si spontanée, s'éleva par la parole aux sommets de l'objection : il expliquait la fin des guerres par le système du refus de se battre qui apparaissait dans l'aimable et paisible décor où il le développait comme le plus logique des systèmes guerriers.

— Pour se battre, il faut être deux, disait-il.

— Cela est bien vrai, disait Martin Paul. Je n'aurais jamais de moi-même trouvé cette vérité.

Pendant qu'ils se mettaient d'accord que la conscience suffirait désormais à arrêter le tir des canons, une vipère aspic dérangée dans ses habitudes par la conversation de ces deux blanchisseurs vint à quitter le trou de taupe où elle logeait et s'élança tout juste vers Jaunet. A cette vue, l'objecteur jette un cri, danse sur place, recule, avance, tourne sur lui-même.

— Tue-la! disait-il à Martin Paul. Vite! Au secours! Presse-toi! Oh! oh! Elle approche.

— Eh bien! répondit Martin Paul sur le ton de sérénité d'un nouveau converti, vous venez de m'apprendre comment on se défend contre un ennemi agressif: défendez-vous, monsieur. Je suis bien aise de voir la conscience à l'œuvre devant les crochets d'un aspic. Et si votre objection réussit en cette affaire, je vous jure que tout Saint-Mard se fera objecteur.

Tout en étendant son linge à sécher sur les rameaux d'une bousée d'épine, il suivait la lutte d'une conscience contre une vipère avec un grand désir que la conscience l'emportât, car, depuis qu'il était devenu savant en toutes choses, il croyait plus volontiers à la valeur des symboles, concepts et abstractions, qu'à la puissance d'un bon coup de talon sur la tête d'un reptile menaçant. Mais le peuple vipérin n'est pas ratiocineur que l'on sache; et l'aspic trouvant sur son chemin des pieds d'homme dont il n'avait rien de bon à espérer tourna soudain sa course vers un point différent au moment où l'objecteur sautant de côté se jetait dans la même direction.

— Oh! s'écria Jaunet, c'en est fait.

— Il faut convenir, dit Martin Paul, qu'il est temps que vous objectiez, car à danser ainsi vous allez lui marcher sur la queue et vous serez piqué.

— Tue-la, mais tue-la donc! criait Jaunet dont la voix s'étranglait.

— Ah! monsieur l'objecteur, objectez, poursuivait Martin Paul. J'ai lu dans un gros livre, dont le titre m'échappe sur l'instant, que la preuve est l'établissement d'une vérité par la démonstration d'un fait. Vous avez établi qu'il était bon de se défendre par la non-défensive contre...

— Tais-toi donc, sot bavard!

— ... Contre un agresseur animé de mauvaises intentions. Je crois que ce reptile ne vous veut pas de bien : démontrez-moi que vous avez pouvoir de l'arrêter dans son méchant dessein par le système que vous m'avez vanté ; vous aurez établi une vérité bien utile aux gens pacifiques dont je suis.

A peine achevait-il que la vipère aspic, toujours cherchant la voie de sa sûreté, se dirigea vers lui : il la voit venir, lève le pied et d'un talon rapide lui écrase la tête.

— J'aime mieux, dit-il, mon système que le vôtre : ce n'est pas que j'aime à faire le mal, mais je tiens à la vie.

— Tu n'entends rien à l'objection, dit Jaunet que la vue de l'ennemi gisant raffermissait dans sa systématique.

— Oui, monsieur, j'entends bien que c'est une idée et qu'il n'y a rien de plus beau que les idées, mais je crois que celle-là n'est pas au point. Je reste donc objecteur de conscience, mais je conserve par prudence l'usage de mon talon contre ceux qui viendraient m'attaquer.

Là-dessus il retourna à son savonnage pendant que Jaunet, inquiet d'un terrain qui suscitait des reptiles sous les pieds des amis de la paix, s'en allait méditer ailleurs sur la résistance à la guerre.

MAURICE BEDEL.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

JEUNESSE HITLÉRIENNE

LA JEUNESSE D'APRÈS GUERRE

Verzweiflungspsychose, psychose du désespoir : c'est l'étiquette que nous avons vue, aux temps de la naissance et des premiers développements de l'hitlérisme, le plus régulièrement sans doute accoler au mouvement par la presse germanique pour en expliquer l'origine.

On a peut-être abusé du mot. Il y a beaucoup de vrai dans la chose. Il est tout à fait exact que le désespoir a constitué le terrain de culture spécifique du racisme hitlérien.

Il s'y est certes adjoint d'autres composantes : l'orgueil notamment, la complaisance en soi-même, un fond de narcissisme et en même temps de messianisme. Aucun parti n'a davantage pris l'attitude de prophète et d'annonciateur. Aucun parti n'a fait plus abondant usage du *nous*, forme collective du moi. Cette hypertrophie du sens personnel, ce vertige du moi, se marque dans presque toutes les manifestations hitlériennes, dans presque toutes les harangues des ténors et singulièrement dans celles du ministre de la propagande du III^e Reich, M. Joseph Goebbels. Ne l'avons-nous pas vu récemment, devant certaines critiques de presse qui l'atteignaient de manière particulièrement sensible, revêtir la personne même du Christ, s'étendre sur la croix que lui dressaient des journalistes bourreaux et reprendre à son compte les paroles du Golgotha : « Seigneur, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font ». Attitude de martyr caractéristique. N'avons-nous pas entendu plus récemment encore le même ministre confier avec simpli-

cité et rondeur aux journalistes assemblés pour recueillir de ses lèvres les dispositions de la nouvelle loi de presse supprimant les derniers et faibles vestiges de la liberté de pensée, qu'il était « impossible de même supposer qu'au gouvernement actuel pût succéder un gouvernement meilleur ».

Mais cet orgueil aujourd'hui épanoui a été primitivement un orgueil contracté et souffrant. Il s'est développé dans la déception. C'est un orgueil blessé, et nous voilà revenus au désespoir.

A sa naissance, l'hitlérisme se dessine sur le fond de toile du nihilisme. Il se détache sur fond noir. L'impression dominante qui a pesé sur la jeunesse d'après-guerre, — et c'est à la jeunesse que l'hitlérisme a dû son âme et son élan, — a été celle d'une immense trahison de la vie.

Trahison des choses et trahison des hommes.

Partout à ces jeunes l'univers apparaissait fermé, impitoyablement scellé. Pas une fissure par où passer. Aucun espoir d'arriver, de faire sa trouée dans la vie. Pour un nombre infini de diplômes et de titres, un nombre dérisoire de situations. Sans doute la misère du prolétariat intellectuel est une conséquence universelle de la guerre. L'Allemagne est cependant le pays où elle a peut-être pris l'aspect le plus cru et le plus cruel. Les jeunes qui n'avaient pas fait la guerre ne comprenaient qu'obscurément la situation d'exception du pays dans lequel leur destin les avait fait naître. Ils avaient l'impression d'arriver au monde avec un héritage de malédiction et un boulet au pied.

Décus par les conditions mêmes du monde auquel ils appartenaient, génération sacrifiée, ils ne rencontraient point auprès des hommes de leur pays l'appui sur lequel ils s'étaient crus en droit de compter.

L'origine première du discrédit qui s'attacha, aux yeux de la jeunesse, à la République de Weimar fut la déception que le régime lui causa. Son regard cherchait des chefs et ne rencontrait que des prêcheurs de résignation. Cet ordre du monde impitoyable contre lequel venaient heurter tous ses élans et dont, dans ses rêves, elle faisait éclater l'étreinte, on lui conseillait de composer avec lui. Les années de Weimar furent sous le signe de l'*Erfüllungs-politik*. Courber le dos, accepter, pour éviter le mal plus grand. La République était installée

dans le morne. Elle ne savait parler que de subir. Sabir est le dernier mot qu'adopte la jeunesse. On ne conquiert une jeunesse malheureuse qu'en lui faisant entrevoir une rupture d'horizon. Elle préfère le virage avec ses risques à la monotonie rectiligne de la route.

C'est de la carence de chefs qu'est née dans la jeunesse allemande d'après-guerre la nostalgie du *Führer*. Trouver enfin l'élément dur sur lequel s'appuyer. Elle préférerait l'opération au chloroforme. Elle était lasse des endormeurs et des profiteurs. Car il lui semblait que ces mêmes hommes qui ne savaient lui conseiller que la résignation s'entendaient excellemment à concilier leur confortable personnel avec les leçons de stoïque patience prodiguées au prochain. L'héroïsme pour les autres, l'héroïsme verbal. Pas une restriction à son propre luxe. Il arrive presque toujours un moment où ce double jeu provoque la rupture.

Sur le plan intellectuel, la même passivité que dans la politique. Une analyse dissolvante de toutes les valeurs. Rien de créateur. Les années d'après-guerre ne déployaient de puissance que dans la désagrégation.

S'analyser en se décomposant : insuffisant programme pour la jeunesse.

Celle d'Allemagne se tourna vers d'autres visages, prêta l'oreille à d'autres voix. Sa misère devenait de plus en plus aiguë. Le découragement laissa place au désespoir. Et dès lors le terrain était prêt pour Hitler. L'un des chefs racistes a prononcé cette parole qui éclaire le mouvement : nous avons besoin du désespoir. Le désespoir comporte un élément de virulence, d'activité tragique qui n'est pas dans le découragement. Aisément il se teinte d'héroïsme et prend les couleurs de la révolte. Le passage de la misère à la révolte, les mains ensanglantées se changeant en poings tendus : c'est l'histoire des débuts de l'hitlérisme.

FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE

Nous avons essayé de rendre compte de l'état d'esprit de la jeunesse allemande dans les « années tournantes » (pour user du titre que M. Daniel Rops a donné à un beau livre récent, d'après-guerre, objectivement, sans vouloir juger.

Dans peu d'essais récents, cet état d'esprit ne nous apparaît esquissé en plus frappantes formules que dans l'ouvrage d'un écrivain appelé récemment par le gouvernement hitlérien à siéger dans l'Académie germanique nouvelle, dans une académie où il n'y a plus de place pour des hommes comme les frères Mann. Dans un volume paru en 1933 et intitulé *les Intellectuels et l'État nouveau*, M. Gottfried Benn nous a donné, dans une langue à laquelle on peut refuser la correction mais non la vigueur et une sorte de barbare éclat, dans un style haletant de visionnaire, sa vision du monde.

D'autres essais antérieurs de la même plume intitulés *Bilan*, *Après le Nihilisme*, ont reçu de la presse de droite un chaleureux accueil. La presse allemande d'aujourd'hui ne connaît pas l'éloge; elle va tout droit au dithyrambe. « Nous assistons à la naissance d'un monde nouveau », écrit modestement la berlinoise *Gazette de la Bourse*. La *Gazette de Magdebourg* tient à ne pas demeurer en reste et nous fait impérativement savoir que : « dans cent ans l'œuvre de Benn sera un des documents essentiels de notre époque ». Enfin la *Neue Rundschau* de Berlin, pour laquelle ces éloges demeurent trop tièdes, nous invite à saluer, dans la personne de Gottfried Benn, « le créateur, le pétrisseur de formes que Dieu en personne a tiré de l'argile volcanique et dans lequel vit la vision microcosmique de l'être au regard infailible, du poète ».

Nous voilà prévenus. Nous savons que nous n'avons pas à faire à un témoin négligeable. L'exaltation dithyrambique de la presse allemande ne nous conduira pas pour autant à renoncer à notre point de vue d'observateur et à la froideur objective qu'il comporte. C'est autant par l'éclat de leurs défauts que par la justesse de certaines observations que les essais de M. Benn retiendront notre attention. Leur principal titre à nos yeux sera de constituer une fiche sur l'état de la sensibilité allemande d'aujourd'hui. Écrits par un intellectuel, ils sont un témoignage sur les réactions de la jeune Intelligence d'outre-Rhin.

Nous ne ferons grief à l'auteur ni de la virulence d'une langue dont les excès souvent frisent le comique ni de l'exaltation qui le possède. Cette effervescence de style et de pensée garde une valeur documentaire.

Comment M. Benn rend-il donc compte de l'immense décep-

tion de la jeunesse, de ce sentiment de trahison, d'abandon universel de la vie dont nous essayions plus haut de marquer quelques traits? Laissons-lui la parole.

« Nous voyons aujourd'hui les principales positions de l'Intelligence libérale emportées, percées sur un large front par l'Intelligence nouvelle, par un sentiment du monde entièrement neuf, bien propre d'une jeunesse qui représente elle-même une espèce historique nouvelle. Cette jeunesse-là plus que toutes ses devancières est sortie du sombre, du noir. Un pays vaincu, des pères tombés au front, des biens hypothéqués, les carrières partout encombrées, la science seule offerte à bon marché, les coiffeurs pour dames faisant une condition de l'achèvement des études secondaires pour l'engagement de leur personnel, les magasins de détail exigeant le baccalauréat pour la mensuration des pièces de coton : voilà ce qu'elle a trouvé devant elle. Au théâtre, des pauvretés sans nom portées aux nues par des critiques dénués de cervelle. Sur la scène politique, même dénuement. Les grandes vedettes intellectuelles de la République se décidaient-elles à abandonner pour quelques instants le confortable [de leurs villas et à descendre vers le peuple pour lui faire une conférence publique, elles bornaient leur tâche à entr'ouvrir devant leur auditoire des abîmes fleuris, et à offrir comme conclusion : Que voulez-vous de plus? Tenez-vous donc tranquilles. N'avons-nous pas la démocratie qui transfigure le visage des peuples?

« Jolie démocratie! se disait la jeunesse.

« Elle commence par ne rien nous donner à nous mettre sous la dent (le texte allemand est beaucoup plus énergique : *fressen*) et nous abandonne ensuite intellectuellement. Jolis héros en vérité que les héros du peuple qui, à l'heure de l'attaque, n'ont qu'un souci : découvrir le point mal gardé de la frontière par où ils pourront gagner l'étranger et leurs jolies propriétés d'Ascona, au lieu de se ceindre les reins, de prendre la bêche en mains et de se placer résolument dans le danger, dans ce danger biologique sans lequel il n'est pas de chef! Nous avons entendu assez longtemps la même chanson : « L'héroïsme, le sacrifice, tout cela pour les autres, tout cela des chimères. Ce que nous voulons, c'est conserver nos villas et tout l'argent ramassé. » Oui, se disait cette jeunesse, nous avons entendu assez longtemps le couplet. La liberté de pensée

c'est la liberté de démolir, de détruire. Idéologie de la lâcheté, idéologie anti-héroïque. Mais c'est par la nostalgie de la grandeur que l'homme est grand. Tout son effort intérieur est invinciblement ordonné à l'Absolu.

« Et c'est ainsi que cette jeunesse s'est détournée des abîmes fleuris, s'est arrachée aux fétiches d'une Intelligence sombrée dans le défaitisme. C'est ainsi qu'elle a connu des joies prodigieuses, les joies de sa génération, incompréhensibles au sexagénaire. C'est ainsi qu'elle s'est jetée dans l'instinctif, dans ce qui n'a pas encore été gâté, abîmé par la pensée, dans l'irrationnel. C'est ainsi qu'elle a songé à se défendre, à s'armer : « Un arc tendu, voilà mon bonheur ». C'est ainsi qu'elle a eu l'esprit de sacrifice qu'exigeait une loi intérieure. Le symbole de l'ère libérale était un château de plaisance orné de figurines en porcelaine, les Tuileries, une salle de bal, toutes choses destinées à être un jour prises d'assaut et balayées. Pour la jeunesse présente le symbole est un défilé : les Thermopyles.

« Grande jeunesse au cœur ardent, l'Intelligence qui le méprise était au bout de sa carrière. Quel legs pouvait-elle bien te transmettre ? Elle ne vivait plus que des débris dont elle se souillait elle-même en vomissant. Substances anémiées, formes quintessenciées, c'était là toutes ses richesses. Jeté là-dessus le manteau misérable du capitalisme bourgeois. Ses visions n'allaient pas plus loin qu'une villa. Une Mercedes suffisait à combler ses rêves. Jeunesse, ne cherche pas d'arguments, ne te laisse pas arrêter par les mots, sois dure, sache ignorer le pardon, ferme les portes de la cité et bâtis l'État. »

FAILLITE DE LA SCIENCE

La jeunesse nouvelle ne veut plus de l'écran de la science entre elle et le monde. Elle ne veut plus être séparée des choses. Toute sa force, elle entend la recevoir du contact direct avec la vie, de l'emmèlement fraternel avec la Terre. La Science, elle aussi, l'a trompée. Au lieu de l'introduire à la vie, elle l'en a exilée. Sous prétexte d'expliquer les choses, elle les a vidées, vidées de leur sève, de leur suc, ne laissant plus sur son passage que des signes, réduisant le monde à une algèbre. Les professeurs ont trahi, comme les orateurs déma-

gogues. Ils tiennent dignement leur rang dans la conspiration générale organisée par les temps modernes contre l'humanité. Ils ont appauvri et desséché le monde, l'ont réduit à une écorce, fait autour d'eux le désert. Affamée de « substance », la jeunesse qui les suivait n'a plus eu sous les mains que des schémas. L'univers est devenu le royaume des ombres :

« L'appauvrissement du contenu, la primauté de la forme sur l'expérience humaine, ce fut le trait profond de toute une époque et son signe fatal. On abandonna le réel, la substance des choses pour la forme, pour la formule. Le monde se vit devant une gigantesque armée d'ombres, une armée de chiffres, de notations abrégées, de mots étrangers dont la terminologie encombre aujourd'hui nos sciences naturelles modernes. Un nouvel univers, l'univers des concepts, se superposa au vieil univers naturel. »

Partout se retrouve l'universelle flétrissure dont l'époque moderne a marqué la vie. La Science, quand elle n'a pas desséché le monde, l'a dégradé. Elle a tenu dans l'homme à ignorer l'âme, à ne connaître que l'animal, elle s'est faite la diligente servante de ses régions basses, l'a réduit à la vie de fonction, l'a enfermé dans un horizon viscéral. Il y a pourtant autre chose en lui que l'être digestif. Se refuser à reconnaître le souffle intérieur qui l'anime, c'est méconnaître précisément son ressort vital. Il y a dans le matérialisme systématique de la médecine et de l'hygiène modernes la plus épaisse et la plus déshonorante ignorance :

« Le corps humain est un principe ailé, subtil et impalpable. Il est autre chose que le marécage chimique et physiologique qu'y a vu le xix^e siècle. Durant tout ce xix^e siècle, l'homme a porté enfoncées sur le visage les marques du talon du positivisme. Mais il est en vérité tout autre chose, il est avant tout principe intérieur qui met en branle toute la machine dès qu'on y touche. »

Une thérapeutique digne de son nom se doit de faire sa place à l'insondable, au mystère et aussi à l'universel. Il faut retrouver en l'homme le tissu primitif, retrouver son attachement au mythe, à la légende des origines. C'est dans les régions obscures de lui-même, par où il se mêle et s'intègre à la vie universelle et plonge dans le cosmique, que se réfugie sa vie profonde.

« Manifestement l'homme est quelque chose de beaucoup, beaucoup plus primitif que ne l'affirme la clique intellectuelle de l'Occident. »

« La clique intellectuelle de l'Occident », que voilà des termes caractéristiques ! Le doigt de l'auteur désigne celui des points cardinaux qu'il faut tenir pour la source du mal. C'est l'Occident, père de l'intellectualisme, qui est le principal responsable des erreurs qui ont anémié et retréci la vision du monde. L'intellectualisme est à la base de la conception matérialiste de l'univers.

Nulle part ce matérialisme n'éclate si crûment que dans la médecine. La médecine contemporaine est manifestement impuissante à s'arracher à la vieille ornière. Elle reste enlisée dans le physique. Par son opacité d'incompréhension elle est elle-même responsable du dégoût avec lequel on se détourne d'elle. Son ambition ne vise pas plus haut qu'à assurer à la vie individuelle le maximum de chances de déroulement dans le confortable. Comme idéal suprême, elle ne sait proposer à l'homme qu'une sorte de quietisme corporel, « le pacifisme de ses humeurs physiologiques » (*Säftepazifismus*). Comme suprême raison de vivre, elle lui propose « l'activité de ses hormones », le bon fonctionnement de ses glandes, condition d'une félicité bourgeoise. « Une idylle glandulaire individuelle, écrit notre auteur dans la langue audacieuse qui lui est propre, voilà la dernière idole de la race blanche. »

Avec d'innombrables variantes dans la virulence verbale, et toujours la même sombre verve corrosive, Gottfried Benn revient sur ce thème qui lui est cher de l'avilissement de la vie par la pensée moderne :

« La santé, valeur économique, — voilà la suprême trouvaille, la dernière formule, qui nous vient du bureau statistique de la *Metropolitan Life Insurance Company* de New-York. Formule reprise par tous les trusts capitalistes des deux rives de l'Atlantique. Contemplons-les assis dans leur bureau, nos modernes Napoléons, hygiénistes, radiologues, statisticiens, faisant la revue de leurs troupes, inspectant les cœurs usés par l'émotion des guerres, des crises économiques, des sautes de la cote, faisant le point de la tension artérielle indice de l'épuisement d'un organisme surmené, et décrétant la fondation de six nouveaux Instituts géants dotés d'un fonds de

recherche de deux millions de dollars pour la régularisation de la circulation sanguine et l'amélioration des vaisseaux, somme qui sera amortie à quatre pour cent par le recul moyen de dix jours de la limite de la capacité de travail chez l'ouvrier... Quel siècle!... Gœthe écrivait à Jacobi que le chancelier Bacon lui faisait l'effet d'un Hercule qui n'aurait déblayé son écurie du fumier de la dialectique que pour la remplir à nouveau du fumier de l'expérience. La science moderne : fumier expérimental... En 1870, le nouveau-né avait une chance d'arriver à quarante ans. Il a aujourd'hui la même chance d'atteindre la soixantaine. Un gain de vingt années. Pour l'ouvrier, vingt années de plus à vivre dans le sifflement des courroies de l'usine. Pour la classe supérieure, vingt années de plus à gaspiller aux eaux thermales de Gastein. »

Ce monde désolant de platitude et de monotonie qui se délite de toutes parts, est-il bien digne qu'on l'assiste? Devant la bassesse des services qu'on attend de lui, le médecin, — l'auteur parle en son nom : nous savons et il nous a dit lui-même qu'il est médecin, — subit l'irrésistible tentation de ne pas prêter le secours de sa science, de refuser une aide qui serait une collaboration à la dégradation universelle, une espèce de complicité. Faut-il prolonger ce monde-là, son agonie dans la pourriture avec des « ballons d'oxygène et des injections d'huile camphrée »?

« Du point de vue du problème humain, cela a-t-il un sens de faire durer trois jours, trois semaines ou trois mois de plus l'individu rationalisé, dans lequel son époque ne voit rien au delà et en dehors des possibilités matérielles d'exploitation, des forces de traction d'un cheval, des calories de travail, du bonheur glandulaire? Cela a-t-il un sens du point de vue de l'histoire de continuer à doter l'homme d'Occident de pom-mades, de bandages herniaires, d'injections hypodermiques, alors que le fond de toile sur lequel il se détache reste le même, reste la vieille idéologie décrépite du positivisme utilitaire, cet hymne usé et sénile à l'homme moderne, à l'homme du progrès, conduit et soutenu du berceau à la tombe par les douches nasales et les lavements alimentaires? »

Cependant le point d'interrogation qui se pose devant le médecin descend des généralités spéculatives au cas de

conscience personnel. L'auteur, devant la pourriture de la « culture moderne », subit irrésistiblement la tentation de démissionner. « Il ne peut plus passer le seuil de son cabinet de consultation » où l'attendent des clients qui vont l'assiéger des mêmes sempiternelles basses requêtes, qui ne sollicitent de lui que la jouvence matérialiste. « Il lui est tout d'un coup devenu impossible, physiquement impossible d'accorder son aide et l'appui de sa philanthropie au type d'humanité qui l'entoure. »

Le passage se clôt par une sorte de vision de Faust dans son cabinet d'alchimiste. L'auteur embrasse d'un coup d'œil circulaire son laboratoire d'homme de science tout encombré des appareils techniques dans lesquels jadis il a eu foi, mais qui déviés par l'erreur moderne sont devenus des auxiliaires de la dégénérescence. Une immense nausée le saisit.

« Il les vit, tous les instruments, les éprouvettes, les seringues, les tubes à expérience, toute l'industrie biologique parvenue à son plus haut degré de développement. Si grande que fût cette industrie, elle lui apparaissait comme trop petite pour les perspectives qui s'ouvraient maintenant devant son regard. »

Il n'a plus qu'un désir : « s'évader de cette atmosphère, de ces méthodes de pensée, de cet idéal bourgeois, de cette névrose du rentier qui, à travers des siècles, a poursuivi en évolution latente sa route de désagrégation. »

Sur ce monde sans âme, sans idéal, rivé à sa bassesse, qui étouffe dans les bas-fonds et aime son asphyxie, il n'y a plus qu'à faire crouler les colonnes de Samson. L'auteur appelle de ses vœux « le chaos suprême, l'abîme, l'avènement du destin profond, toute la panique de l'agonie ».

FAILLITE DE L'INTERNATIONALISME

Nous avons vu partout la banqueroute moderne, partout le visage de la trahison.

Sur le plan *social*, la trahison des démagogues qui leurrent le peuple de creuses promesses, lui demandent le sacrifice sans fin et sans issue et ne songent qu'à leur villa et à leur automobile de luxe.

Sur le plan de la *pensée*, la trahison des professeurs, la

science desséchée en formules, ou bien bassement industrialisée, avilie à l'usage de l'idéal physiologique et fonctionnel, mise au service du type alimentaire et d'une humanité réduite à deux exemplaires, « le prolétaire entretenu par l'Etat, le bourgeois gavé ».

Sur le plan *politique et international*, même faillite. La jeunesse d'après-guerre a été nourrie d'utopies. A la suite de ses maîtres, elle a cru à des fantômes, à la fraternisation des peuples, à l'effacement des frontières, à l'humanité réconciliée, à l'accolade des travailleurs. Vieilles chimères qui montrent leur visage dès le XVIII^e siècle, mais l'Histoire, maîtresse de réalisme, a crevé les bulles du rêve schillérien, du rêve de Posa. L'humanitarisme international, la conception libérale et cosmopolite nous a donné après la guerre le spectacle d'une chute retentissante. Les aboutissements sont de la plus parfaite netteté. Toute l'évolution du monde moderne est chargée d'une criante « valeur d'exemple ».

« Toutes les utopies qui ont voulu bâtir plus haut que la conception nationale de l'Etat et au delà d'elle, et qui prédisaient sa liquidation n'ont pas réussi à se durcir en formes politiques durables. L'Etat européen qui a ouvert ses perspectives il y a quelque seize ans et qui devait sceller l'union des peuples dans la suppression des frontières et des classes sociales, nous le voyons aboutir à la conception de l'Etat de Puissance, de l'Etat-tyran (*Machtstaat, Tyrannenstaat*). »

Cela, c'est le fait extérieur, tangible. Mais le fait intérieur et profond est aussi irrécusable. Ce sont les bases morales de « l'Européisme » et sa métaphysique qui les premières ont accusé le fléchissement, et n'ont pas soutenu l'épreuve du réel. C'est l'idéalisme cosmopolite qui le premier passa à l'ennemi.

« L'emphase humanitaire syndicaliste, les chimères de christianisme primitif finissent en expansion industrielle et militariste, en impérialisme hypernationaliste. »

Devant cette évolution éclatante, la jeunesse est envahie du plus entier scepticisme à l'égard des chimères anciennes dont on a voulu la bercer. Ses réflexes psychologiques ne jouent plus devant les effets oratoires du cosmopolitisme libéral, devant le lyrisme de l'Internationale ouvrière. On l'a fait jadis vibrer en déployant devant elle le tableau connu de l'iniquité

sociale, du conflit des deux drapeaux, celui des opprimés, celui des exploités. Pendant un temps, il y a eu là un ressort vrai de la sensibilité populaire. Aujourd'hui le « pathétique à la Bebel (*Bebel-pathos*) est mort. La phrase ne prend plus, même drapée dans la générosité. La tirade fait long feu. Des formules qui hier encore étaient chargées de radium : « Tout pouvoir à l'internationale du prolétariat », sonnent aux oreilles de la génération nouvelle aussi faux qu'une invitation à « s'extasier sur la fragrance embaumée d'un pot de réséda ». Ferveurs évanouies, exaltations vieillottes, lyrisme de « névropathe » (*neurotisch*).

La jeunesse repousse la viande creuse des idéologies. Son réalisme réclame des nourritures terrestres plus substantielles, exige des « substances humaines ». C'est « de ces substances humaines qu'a été nourrie la victoire de l'idée nationale-socialiste ».

LES INTELLECTUELS CONTRE LA NATION

Prenons un peu de distance et jetons un coup d'œil en arrière. Avec un certain élan dans la verve, une certaine puissance corrosive dans le verbe, une certaine générosité aussi, notre auteur a stigmatisé la bassesse de la civilisation moderne et démasqué l'impasse où elle aboutit. Avec lui nous nous arrêtons au milieu d'un champ de décombres. La partie destructive, la partie de déblaiement critique de sa tâche est terminée. Elle a été menée avec un certain bonheur, mais aussi avec facilité. Il n'est pas besoin de déployer beaucoup d'efforts pour faire le procès d'un univers où s'accumulent aux yeux de tous les signes d'usure.

Nous attendons la partie constructive. Gottfried Benn nous a montré l'agonie d'un monde. Quel univers nouveau nous propose-t-il ?

Le programme ou plutôt l'attitude, — car dans le national-socialisme il n'y a guère de programme avec ce que le mot comporte de précisions formulées, de solutions concrètes, — de la génération révolutionnaire est assez simple. Elle est faite d'opposition diamétrale aux formes de sensibilité et de pensée qui l'ont précédée. Le racisme pense beaucoup moins qu'il ne prend le contre-pied. Attitude sommaire et simpliste

qui, à l'avantage de faire l'économie de complications intellectuelles et de l'effort de la création personnelle, joint celui de fournir un excellent champ de déploiement à l'esprit de combativité, à la pugnacité qui est un de ses traits profonds. Il a à sa disposition permanente d'abondantes réserves de mépris. Qui-conque a entendu les ténors nationaux-socialistes ne nous contredira pas. Le leit-motiv de leurs harangues, repris avec d'innombrables variantes verbales, ne varie guère : Weimar règne de la boue. La vieille formule : se poser en s'opposant, trouve ici son application. Le racisme pense « contre », spontanément, avec une vigoureuse candeur.

A l'internationalisme genevois s'opposera donc ce que l'auteur appelle « l'intranationalisme », c'est-à-dire le repliement des peuples sur eux-mêmes, repliement accompagné d'une prise de conscience nouvelle des valeurs internes et spécifiques de la nation. Un rythme mondial de diastole et de systole fait succéder en politique la contraction égoïste à l'expansion humanitaire. Partout surgit l'État nouveau, « l'État autoritaire, sans entente préalable, avec l'irrésistible spontanéité des lois de l'histoire, dans une de ces coïncidences nécessaires qui nous montrent partout « le synchronisme des battements du pouls de l'humanité » (*Zusammenpulsieren der Menschheit*), suivant l'expression que notre auteur emprunte à Jakob Burckhardt.

Partout s'atteste « le retour au paysage historiquement imprégné par le destin d'un peuple, le retour à la tradition profonde de la langue et de la culture. Nous voyons là le mouvement de l'avenir, l'élan positif et ordonnateur, conception moderne de l'État qui a résolu le stérile conflit marxiste entre l'employeur et l'employé en une communauté plus haute qui est proprement le socialisme national ».

La substitution à l'idéologie diffuse et pâle de l'internationalisme de cette forme riche et condensée de la conscience d'un peuple qu'est le nationalisme, entraîne, par voie de conséquence, la substitution, dans toute la sensibilité populaire, du national, du collectif à l'individuel. Le pouls de l'individu confond ses battements avec le pouls héroïque de la nation, et en reçoit un rythme plus haut. Toutes les sources se perdent dans le grand fleuve du destin national. Dans l'antichambre d'une Chancellerie prussienne, les visiteurs peuvent lire accro-

chée au mur cette pancarte qui leur montre impérativement la voie : « Où se bâtit et s'élève un État nouveau, on ne vient point pour défendre ses propres intérêts. » *Man kommt nicht in eigener Sache dorthin, wo ein neuer Staat aufgebaut wird.* Notre auteur approuve avec chaleur ce texte romain. « Là où parle l'Histoire, ajoute-t-il en commentaire, l'individu n'a qu'à se taire. » Comment, complète-t-il, ces intellectuels qui hier encore saluaient dans le marxisme « la révélation des temps modernes » et qui aujourd'hui « considèrent comme de leur honneur d'hommes cultivés de ne voir dans la révolution nationale que sauvagerie confuse et désordonnée, immoralisme historique », comment sont-ils assez aveuglés par le parti pris pour ne pas s'incliner devant la haute beauté morale de ce « consentement permanent à l'immolation personnelle, de cet abandon du moi à l'État, à la Race, à l'Immanent, au Total, de cette conversion spontanée de l'Économique au Collectif mythique » ? Comment n'ont-ils pas discerné là, d'emblée, « un niveau anthropologique supérieur » ? Mutilante déformation de la vision !

Les Intellectuels, — voilà le mot décisif prononcé. L'un d'entre eux quitte les rangs où longtemps il a eu sa place et dirige vers ses frères d'hier le doigt de l'accusation. Il a, nous l'avons dit, intitulé son livre : *l'Etat nouveau et les Intellectuels*. Il aurait pu aussi justement l'intituler : *les Intellectuels contre le pays*. Tout son effort va aller à dénoncer en eux le corps étranger irréductible.

« L'État nouveau est né contre la volonté des Intellectuels. » L'intelligence, dans l'Allemagne moderne, est devenue une toxine. Elle a corrompu ses voies en rétrécissant sa tâche à l'analyse toujours plus aiguë, toujours plus meurtrière de ce qui représentait dans le pays des forces d'élan. Impuissante à créer, elle n'a plus été investie que de la fonction de dissoudre. *Zersetzungshybris, Schöpfungsapathie* : hybris de dissection, inertie dans le domaine créateur.

Au jaillissement spontané des forces nouvelles, qui lui est une manière de scandale, l'intelligence applique ses vieilles méthodes fatiguées d'analyse rationnelle. Elle a, contre l'État national-socialiste, deux griefs principaux.

Avec une méprisante hanté, elle lui reproche d'abord une infériorité qualitative qui est une offense à ses propres pré-

tentions au mandarinat, une sorte de barbarie éruptive qui blesse ses propres délicatesses. La montée raciste représente à ses yeux l'insurrection des bas-fonds, « la victoire du bas » (*der Sieg des Niederen*). Contre ce triomphe de l'élément inférieur elle élève les puériles protestations et la voix débile des « générations déclinantes, des fines civilisations fatiguées, bousculées par les Barbares. Les plaintes rendent sempiternellement le même son à travers les âges, que ce soit les Goths qui apparaissent sur la scène ou les sans-culotte de la Révolution française... La Culture est menacée, gémit-on, le Droit est menacé, l'humanité est menacée, les valeurs idéales sont menacées. Le national-socialisme, mouvement historique, réalité typologique (c'est-à-dire expression du fait, « située, en dehors des critères du bien et du mal ») apparaît, entre dans l'Être, et aussitôt tout ce qu'il y a de délicat, de nuancé et aussi de nanti, d'arrivé se jette contre lui ». Vaines résistances qui viennent se briser contre le roc du fait. L'hitlérisme est là, brusquement surgi et se dispense de justifier sa présence. Il est là, voilà tout. On ne demande pas ses titres justificatifs à la vague qui emporte une jetée usée. L'histoire accomplit sa besogne et passe.

Mais les susceptibilités de l'intelligence l'empêchent de s'incliner devant l'histoire. Elle veut continuer à discuter avec ce qui s'impose, poursuit devant la brutalité du fait son éternelle et creuse dialectique. Elle ne pardonne pas au *fait* l'incorrection de sa brusque apparition. Elle voudrait ne l'admettre qu'après des ordres du jour consultatifs, des délibérations, à travers tout le vain appareil des formes constitutionnelles. Mais l'histoire est anti-parlementaire. Elle agit d'une manière souveraine, « en force élémentaire, à tous ses tournants décisifs », et ne se laisse pas enchaîner aux rites démocratiques. Elle ne se soucie pas du bulletin de vote, mais se contente de faire surgir en scène le nouveau « type biologique ». Les Intellectuels ont la puérile vanité de s'imaginer qu'ils pensent. C'est l'histoire et elle seule qui pense. La pensée (*Gedanke*) est une autre espèce, une autre catégorie que l'intelligence. Elle n'est pas jeu byzantin de l'esprit, mais force. « Plus puissante que le fer, elle reste toujours à portée de voix de la grandeur morale, dans le champ du battement d'ailes de l'acte transcendant. » On a confondu pensée et subti-

lité. La pensée n'est pas l'ingénieuse acrobatie dialectique où on a voulu la faire descendre. Elle est la manifestation de l'irrésistible vouloir cosmique, l'empreinte souveraine du destin. En fait, le rôle « est réservé à l'histoire qui seule a mission de penser. Il fut fait acte de pensée sur les hauteurs du Sinai lorsque le Décalogue fut donné à l'humanité, lorsque retentirent les cymbales au milieu des nuages de fumée de la montagne. Les pierres des bornes qui jalonnaient les grands chemins du monde, les routes menant à Rome et à Byzance firent à leur tour acte de pensée, comme le fit de nos jours le siècle nouveau en engendrant la loi actuelle, en enfantant l'État totalitaire. C'est l'histoire qui grave le style de l'humanité. »

Gottfried Benn s'adresse à ses frères ingrats de l'Intelligence allemande, transfuges de l'hitlérisme aujourd'hui lâchement réfugiés à l'étranger d'où ils criblent de traits acérés leur patrie et mènent contre leur sang une guerre sans risque et sans honneur. Les uns ont élu domicile dans les hôtels de Zürich, de Prague ou de Paris, les autres dans les stations fleuries de la Riviera, sur les rives du « golfe de Lyon » (*sic*) ! (C'est sans doute le golfe du Lion que veut dire notre auteur, ne le chicanons pas en insistant pesamment sur ce léger lapsus orthographique et géographique.)

Quel est le reproche qui revient constamment sur les lèvres des intellectuels émigrés ? Toujours la « barbarie » (*Barbarei*) de l'Allemagne nouvelle, le dédain des valeurs distinguées de l'esprit, des critères de l'intelligence. Notre auteur apostrophe directement et avec une âpreté toute personnelle, ceux qu'il appelle assez savoureusement les « amateurs de civilisation » (*Amateure der Zivilisation*), les « troubadours du progrès occidental » (*Troubadoure des westlichen Fortschrittes*) :

« Vous parlez de ce que vous appelez la « brutalité hystérique » du régime nouveau ; vous ajoutez que vous êtes aujourd'hui les défenseurs du « camp de l'esprit ».

« Vous avouerez-je que je ne comprends même pas le sens de vos reproches, et que les mots dont vous vous servez me paraissent venir d'un autre âge de la terre ? Civilisation, barbarie, ce sont là questions de philologue qui perdent tout sens devant la seule légitimation, la seule justification valable, celle que confère la réalité historique.

« Vous présentez les choses comme si les événements qui se déroulent aujourd'hui en Allemagne menaçaient la civilisation, comme si une horde de sauvages déchainés menaçait les valeurs idéales de l'Humanité. Me permettez-vous à mon tour une question ? Quelle image vous faites-vous donc des mouvements de l'histoire ? Pensez-vous peut-être que par une préférence nominative elle a élu les stations de la Riviera comme champ central d'activité ? Pensez-vous que quand l'architecture a passé de la forme romane à la forme gothique, pensez-vous qu'il y ait eu alors des délibérations, des ordres du jour en bonne et due forme, que l'on ait voté sur la question du cintre ou de l'ogive, sur le style polygonal ou circulaire de l'abside ? L'histoire est un phénomène volcanique, ayant un caractère de nécessité. Elle ignore votre démocratie, votre rationalisme si péniblement maintenu debout. A ses tournants décisifs, elle ne connaît point d'autre méthode que l'enfantement d'un type humain nouveau victorieusement expulsé des profondeurs de son inépuisable sein et qui aura à conquérir sa place de haute lutte, à graver dans la matière du temps les idées de sa génération, tout cela au milieu de la souffrance de l'action, comme le commande la loi de la vie. Conception de l'histoire qui certes n'emprunte plus rien aux conceptions humanitaires et rationalistes, conception profondément métaphysique...

« Et ici j'entends déjà le vieux reproché. Vous me direz que je me fais le champion de l'irrationalisme. Je vous cite : « On commence par se ranger sous la bannière de l'irrationnel ; puis sous celle de la barbarie ; comme conclusion on finit chez Hitler. » Voilà les lignes que vous avez la témérité de tracer à l'heure même où, sous le regard du monde entier, votre concept opportuniste du progrès humain fait banqueroute sur de larges zones du globe en s'attestant ce qu'il est, c'est-à-dire une plate et basse doctrine de jouisseurs. Vous parlez ainsi à l'heure même où peut être considérée comme faite la preuve qu'à tous les grands moments de l'histoire de l'humanité, a prévalu l'interprétation irrationnelle de la nature de l'homme. Irrationnel est synonyme de créateur. Comprenez donc sur les rives de votre mer latine, comprenez donc enfin que les événements d'Allemagne n'ont rien de commun avec de pauvres habiletés politiques que les méthodes coutumières de votre analyse dialectique auraient beau jeu de disséquer, mais qu'il

s'agit ici de l'avènement d'un nouveau type biologique. L'histoire est en pleine mue ».

Nous venons d'entendre la réponse faite au premier grief adressé par les Intellectuels à la révolution allemande, grief portant sur la violence et la brutalité du régime nouveau, son ignorance méprisante des valeurs de l'esprit. Cette réponse, nous en connaissons maintenant l'idée directrice : la révolution raciste n'a point à se défendre, à plaider ; elle a pour elle la justification du fait, de « l'être historique (*geschichtliches Sein*) ; elle *est* et cela lui suffit. L'éruptif de l'histoire est opposé aux vaines causalités rationnelles. A tous les grands tournants de l'humanité, l'irrationnel fait éclater sa royauté. Lui seul détient les forces de jaillissement, les sources créatrices profondes. L'homme n'est pas la marionnette logique mue par les ficelles de la raison que nous a présentée l'ère des lumières (*Aufklärung*). Il est obscur et puissant, « mal détaché de l'élémentaire », tout emmêlé à la nature, aux origines « mythiques et profondes », « proche de la création » (*schöpfungsnah*). Le mot barbarie n'est pas un reproche, c'est un titre.

Le second et amer reproche des Intellectuels émigrés tient dans le mot de dictature. Les maîtres de l'heure en Allemagne auraient supprimé la liberté du mot écrit et parlé. Nos plumitifs de l'étranger ne s'en consolent point et versent d'aigres pleurs sur le paradis perdu. Benn triomphe du reproche avec aisance et ironie. Il s'attache d'abord à faire ressortir ce que la plainte a de paradoxal et même d'un peu risible sur les lèvres des intellectuels bolchévisants d'hier qui plaidaient « la destruction de la psychologie bourgeoise » et qui aujourd'hui poussent de comiques soupirs de nostalgie vers ce palladium bourgeois : la liberté de la presse. Mais ensuite le dogme libéral, la vieille conception de la liberté d'opinion, considérée comme condition de la culture, repose sur une erreur historique fondamentale.

« Tout ce qui a fait la gloire de l'Occident, tout ce qui a été à la base de son développement, tout ce qui reste aujourd'hui encore en lui ferment actif, a pris son essor dans les États fondés sur le principe de l'esclavage... Égypte, Hellade, Rome, — partout, nous avons vu exerçant le pouvoir une étroite classe supérieure, à côté d'elle les hilotes. Il serait facile de multiplier les preuves. L'histoire abonde en exemples

de féconde association entre une civilisation florissante d'une part et la tyrannie des Pharaons de l'autre. »

Le dogme moderne de la liberté universelle de pensée et d'expression émancipée de tout « critère des valeurs » tient un rang éminent parmi les tièdes et pernicieuses idéologies dont le régime nouveau entend purger l'Allemagne et le monde. Une seule liberté possède un droit à être reconnue, celle « qui se dépense au service de l'État » et sert à l'affermir et à le promouvoir. Les temps sont clos de l'humiliante dépendance de la raison d'État en face des raisons individuelles. Un seul « concept central » reste debout, l'État totalitaire, antithèse vivante de « l'État pluraliste » d'hier. « Antidialectique et autoritaire », le pouvoir nouveau se présente comme « la plus haute expression de l'exécutif qu'ait connue l'histoire d'Occident ».

Ce maniement souverain du réel apparente deux hommes comme Hitler et Napoléon. Mais entre ces deux incarnations du réalisme créateur subsiste cette différence fondamentale que le Français représente un prodigieux accident individuel, tandis que l'Allemand n'est que l'expression fidèle du vouloir unanime de sa race.

« Rien, en dehors de l'immense génie militaire de Napoléon, rien ne poussait la France, comme peuple, à conquérir les Pyramides et à inonder l'Europe de ses armées, tandis qu'aujourd'hui, en Allemagne, la question que nous entendons tous les jours se poser est celle-ci : est-ce Hitler qui a créé le mouvement ou le mouvement créa-t-il Hitler? point d'interrogation caractéristique. On ne peut séparer le chef de son peuple, tant ils s'identifient parfaitement l'un à l'autre. Ici éclate cette « coïncidence magique entre l'individuel et le collectif » dont a parlé Jakob Burckhardt dans ses considérations historiques sur l'apparition des grands hommes. Des meneurs de peuples, qu'il nous décrit, nous retrouvons aujourd'hui tous les traits : l'atmosphère de danger qui entoure les débuts de leur carrière, leur apparition presque toujours dans les époques de trouble et d'effroi; leur prodigieuse capacité de vouloir; l'anormale aisance de leurs fonctions même organiques, enfin le pressentiment universel que l'on se trouve en présence du type élu, que l'homme nécessaire est là, seul capable de maîtriser l'univers qui s'offre à lui. »

Hitler prend son appui sur la « substance » vivante d'un peuple dont il est la projection. C'est cette liaison vitale qu'ont sacrifiée les représentants de l'Intelligence. Ils sont des séparés. Leurs racines, en cherchant le sol de l'Europe, ont perdu le contact avec l'humus de leur race. Décevant échange qui porte en lui son châtiment. « Le peuple ! le grand mot ! la grande chose !... J'ai grandi à la campagne, auprès des troupeaux et je sais encore tout ce qui tient dans ce mot : le pays (*Heimat*). Industrialisme des grandes capitales, intellectua-lisme, toutes les ombres que notre époque a jetées sur ma pensée, toutes les puissances du siècle au service desquelles j'ai mis ma production, — il y a des instants où toute cette vie pénible et tourmentée sombre et disparaît devant mon regard, où il n'y a plus devant moi que la plaine, la vaste étendue de la terre, l'ordre régulier des saisons, les mots simples et unis, le peuple. »

Voilà ce qu'ont abandonné, voilà le paysage éternel aux lignes pures et simples, l'horizon fraternel dont se sont détournés les déserteurs du sol allemand pour écouter les calomnies que l'Europe « leur chuchotait à l'oreille », une Europe perfide qui ne marche que dans les voies de la ruse, qui ne sait qu'« acheter les consciences » (*bestechen*).

La faute essentielle de l'Intelligence contemporaine a été de se fermer les yeux, dans un geste de débilité peureuse, devant l'immense transformation qui s'emparait du monde. La révolution allemande bouscule et traverse les plans du politique et de l'économique. Nous assistons à une expérience de l'univers infiniment plus profonde qu'une révolution historique, à un « bouleversement anthropologique ». C'est la « substance de l'humanité » qui est proprement atteinte. Nous sommes arrivés à une « ligne de partage des âges du monde ». La « couche de vernis de la civilisation moderne s'écaille et craque de toutes parts », les « siècles semés derrière nous arrivent à expiration ». La vie allemande est parvenue à un tournant décisif de son destin, à sa pointe extrême. Cette vision de pathétique promontoire face à l'inconnu s'accompagne d'une sorte de frémissement de volupté. Le « dernier siècle » de l'Allemagne est arrivé.

L'homme du III^e Reich contemple d'un œil stoïque les immenses décombres qu'accumule la genèse d'un monde nou-

veau. Il assiste « à la destruction totale d'individus, de générations, de productions culturelles ».

L'humanité monte sur un bûcher géant. « Ce qui doit être détruit, c'est l'intellectualisme et la civilisation qui y prend sa racine et y trouve sa forme. »

Nous assistons à l'insurrection « des peuples pastoraux contre les peuples artistes et artificiels, des peuples rangés sous la loi de Pan (c'est-à-dire mêlés à la nature, à ses puissances, à ses terreurs originelles) contre les peuples sublimés, des civilisations primitives contre les civilisations faites de stratifications superposées ».

Quel est le but principal de l'État nouveau ? La création et « l'accumulation d'une nouvelle substance humaine dans le peuple » que le mécanisme a dépouillé de son humanité. Et quel sera le moyen de parvenir à ce but ? La revivification du « sentiment héroïque de la vie, du sens du sacrifice ». Il va falloir « traverser des abîmes ».

L'Allemagne et avec elle l'univers joue son va-tout. La réussite est nécessaire. Un échec équivaldrait à un « effondrement de siècles », au « broiement de la race blanche tout entière ». Une aussi dramatique éventualité dépasserait toutes nos représentations imaginatives, tous nos efforts de traduction verbale. Il faudrait aller au delà des mots dont dispose notre pauvre vocabulaire, « forger des concepts nouveaux ».

CONCEPTION HÉROÏQUE ET TRAGIQUE DE LA VIE

Ce qui a manqué aux âges précédents, c'est le sentiment tragique de la vie, le pessimisme créateur. La civilisation moderne a voulu faire de l'existence une idylle matérialiste ; elle a prétendu fonder le bonheur sur le quiétisme bourgeois, sur l'équilibre et le confortable viscéral. Elle a proposé à l'homme, nous l'avons vu plus haut, comme idéal dernier « le pacifisme de ses humeurs physiologiques ». Cette basse recherche de la paix a corrompu le sentiment même de la vie. Celui-ci ne peut renaitre que dans l'atmosphère opposée, dans l'atmosphère du risque. Le danger et son frère l'héroïsme, vitamines salvatrices. Les deux radicaux que nous trouverons le plus souvent sous les plumes hitlériennes sont *held* et *wehr* (héroïsme, défense) : pour prendre conscience de ses forces pro-

fondes, l'homme a besoin, vitalement besoin, de se sentir menacé. Dans un univers, coalition de forces hostiles, l'homme nouveau d'Allemagne retrouve la saveur de la vie. Le monde s'affadissait, se décolorait en offrant le bonheur, il se retrempe en présentant des épées. Car il y en a partout, à droite, à gauche. L'hitlérien est entouré d'ennemis. Une conspiration universelle se tisse autour de lui : l'insurrection spontanée du vice contre la grande pureté barbare.

Le « concept du chef » (*Führerbegriff*) prend son point d'appui sur la présence du danger. Il n'est pas « pensable » en dehors d'une atmosphère de « gigantesque menace ». Le chef « écoute la voix du buisson ardent ; irrésistiblement il se dirige du côté qu'elle lui indique, pour contempler la grande vision ». A quoi l'homme, longtemps bercé par les pacifismes menteurs, doit-il son éveil à la « grandeur » ? A « l'idée de l'Ennemi ». « Celui-là seul grandit moralement qui se voit entouré d'ennemis... Un peuple qui a conscience du danger engendre le génie. »

Cette idée du danger à repousser, cette position essentielle d'antagonisme se retrouve partout et jusque dans les régions où nous les attendrions le moins. Nous ne pensions certes point, par exemple, les trouver à Oberammergau. Voici cependant la paradoxale hitlérification qu'ont subie les rôles des *jeux de la Passion*. L'acteur paysan chargé en 1934 de représenter le Christ « n'interprétera plus Jésus seulement comme le Bon Pasteur, — c'est au *Bayrischer Kurier* du 18 octobre que nous sommes redevables de ces curieux détails, — mais comme le combattant ». Paradoxe presque plus violent encore, s'il se peut : la figure de l'apôtre du cœur, de saint Jean, subira la même militarisation. Willi Bierling, le saint Jean de 1934, « évitera dans son interprétation une mollesse qui serait excessive ; il soulignera davantage qu'on ne le faisait par le passé le côté de naturalisme juvénile, le côté combatif du rôle (*das Jugendlich-Naturhafte und Kämpferische*). N'est-il pas dans la vie de tous les jours un brave S. A. de l'armée brune d'Adolf Hitler qu'il a vu personnellement plus d'une fois et pour lequel il professe un culte brûlant ? »

Dans la nécessité de faire front de tous les côtés de l'horizon, que « l'homme allemand » ne doute pas de ses forces : elles lui viennent du fond des âges. Il n'est plus l'*homo*

sapiens anémié par la culture exclusive du cerveau ; il se retrouve l'être vierge des origines, « l'éternel quaternaire » de l'époque glaciaire. « Naguère l'homme était un être rationnel, il est aujourd'hui un être métaphysique, baignant dans l'atmosphère de la nature et des débuts du monde. » Il a cru à la perfectibilité indéfinie ; son rêve, au lieu de se jeter en avant vers l'avenir, remonte maintenant en arrière. Dans l'être primitif il se reconnaît, et se retrouve. « A la base de son interprétation de l'histoire, il y avait l'idée de progrès et de civilisation évolutive ; il y a maintenant le rattachement aux origines et la continuité mythique et raciale. » Le *xix^e* siècle a eu l'ambition, avec son énorme appareil scientifique, avec « ses professeurs et ses instituts de recherches, d'expliquer intellectuellement l'arbre généalogique de l'humanité ». L'époque nouvelle n'envisage plus l'homme « morphologiquement » mais « symboliquement » ; elle voit en lui la créature élémentaire « jaillie de l'univers et nourrie d'impulsions organiques ». La religion du cerveau orgueilleusement adoré « comme la fin de toutes choses » est finie. Les risques de ce culte, aussi bien, ne se faisaient-ils pas évidents ? N'entrevoyait-on point clairement le moment de l'histoire où, la masse cérébrale s'hypertrophiant toujours, les dimensions des crânes mettraient un obstacle mécanique à la venue au monde de l'enfant et un terme à l'accroissement de l'humanité ?

L'univers entre dans une période de convulsions, dans une obscurité sillonnée d'éclairs qui donnera à la vie de l'homme toute sa richesse en pathétique. « Dans la nuit les sources chantent plus haut », écrit Benn, reprenant la phrase de Zarathoustra. Voici sa dernière page et les visions d'apocalypse qui s'ouvrent devant son regard :

« Un siècle de grandes batailles va s'ouvrir. Des armées, des phalanges de Titans, les Prométhides vont se détacher de leurs rochers pour s'abattre sur nous... Un siècle de destruction est devant nous. Le tonnerre va s'unir à la mer, le feu s'accoupler avec la terre. Oui, telle est la furie avec laquelle les dernières générations de la race blanche se jetteront l'une sur l'autre pour s'entre-déchirer. Une seule solution nous reste : élever, dresser des cerveaux, de grands, de redoutables cerveaux, voués à la tâche de défendre l'Allemagne, des cerveaux pourvus de fortes canines, de mâchoires faites de tonnerre. Rêver

à des idylles d'avenir, se faire de l'homme nouveau une vision molle et chimérique constitue aujourd'hui un crime. Ce n'est point en rêve qu'il faut voir l'homme; c'est sur une enclume qu'il faut le forger. Combattre, voilà sa tâche, un métier qu'il n'apprendra pas dans les contes de fées et les chants d'amour, mais au milieu de l'ennemi, parmi le sifflement des flèches. La paix est un bien que ne connaîtra plus l'Europe. Nous allons voir s'ouvrir l'ère des grandes attaques contre l'Allemagne. Attaques venant de l'Ouest, venant de l'Est, des horizons du libéralisme et de la démocratie. Oui, des cerveaux, voilà l'arme dont a besoin l'homme nouveau, des cerveaux pourvus de cornes, de cornes aussi puissantes que celles du rhinocéros, à l'aide desquelles il rejettera victorieusement les peuples jusqu'aux confins du territoire. »

ROMANTISME DE LA DESTRUCTION

Faisons halte un instant. Il nous semble que des lignes comme celles qui précèdent appellent quelques réflexions.

Le premier aspect auquel le lecteur de chez nous sera sensible dans ce fatras d'images forcées a chance d'être le comique. Il ne nous vient pas à la pensée de contester ce comique. Il est de la plus franche, de la plus authentique qualité. Il est certain que ce cerveau pourvu simultanément de cornes de rhinocéros et de mâchoires faites de tonnerre prête à « l'homme allemand » de demain des traits dans lesquels la truculence le cède au bouffon. Cette anatomie, indéniablement puissante mais singulière et dont les éléments semblent empruntés à quelque délirante préhistoire, nous fait plus rire que trembler. Ce n'est probablement pas l'effet qu'escomptait le peintre. Il n'est pas de réaction qui déconcerte plus et qui ulcère davantage les hommes du III^e Reich que l'ironie, l'ironie à laquelle par leur tumultueuse effervescence de pensée et d'allure ils prêtent cependant un flanc si généreux. Les voyants de cette Pathmos de carnaval entendent être pris au sérieux.

Un Allemand, clairvoyant observateur des aspects actuels de son peuple, disait au cours d'une causerie récente à l'auteur de ces notes : « Ce qui manque, voyez-vous, essentiellement à l'hitlérien, c'est le sens de l'humour. » Sous une forme

euphémique, ce jugement contient une vérité à laquelle nous pensons que souscrira le lecteur des pages qui précèdent. L'hypertrophie de l'encéphale menaçant de créer un obstacle mécanique à la venue au monde du jeune Allemand de demain, le Germain-rhinocéros, le Germain-centaure (dernier chapitre de Gottfried Benn), les mâchoires tirées du tonnerre, — devant ces éclatantes insanités, rehaussées par le lyrisme du visionnaire, le lecteur du III^e Reich ne se sent même pas effleuré par l'envie de sourire. Gottfried Benn dans sa préface parle du « sérieux total » avec lequel il convient d'aborder des sujets dans lesquels tient un destin de vie ou de mort et qui sont proprement de caractère « létal » (*letalis*). Le sérieux, c'est une des caractéristiques de l'état d'esprit hitlérien. Plus aucune place pour le jeu, pour l'ironie, pour cette espèce de liberté devant les choses qu'est l'humour. Avec la gravité de l'adolescence, une sorte de sincérité barbare, ces jeunes hommes (même ceux qui ont dépassé depuis longtemps l'âge de la jeunesse restent des jeunes gens) forgent un monde vierge. « Nous faisons l'histoire », dit Gœbbels. Dans cette forge d'un univers nouveau, le sourire est interdit; on n'a même pas à le refouler. Il ne monte pas aux lèvres. Aucun doute n'effleure ces adolescents sur la solidité de leurs bases et la portée de leur mission.

Gardons-nous cependant de rire trop longtemps.

Ces folies commandent le sérieux. On ne maintient pas sans risque une nation dans la frénésie. Un peuple s'entend convier par la voix de ses chefs spirituels à se considérer désormais comme faisant partie de la famille des « Centaures » ou de celle des « rhinocéros ». On ne résiste pas indéfiniment à de pareilles invitations. Il arrive un moment où la tentation devient irrésistible de justifier par des actes son appartenance à une catégorie zoologique aussi entreprenante. À se servir de sa corne.

Sachons à l'occasion nous en souvenir.

Un redoutable potentiel émotif et agressif (les deux se confondent ici) est méthodiquement accumulé dans les profondeurs d'un peuple par les hommes qui ont la charge de son destin. Délibérément on crée à une nation entière une psychologie explosive. Tôt ou tard, une atmosphère générale d'insoutenable tension rend inévitable une déflagration, une décharge qui sera en même temps une détente.

Les pages qui précèdent, et au cours desquelles nous avons beaucoup traduit dans le dessein de laisser à des textes significatifs leur mouvement et leur accent, nous ont fait assister à la condamnation de l'intelligence et à l'apothéose de l'irrationnel. Nous avons vu l'intelligence traînée à la barre du racisme comme la grande suspecte, le *Trieb*, c'est-à-dire l'instinct, l'impulsion organique et obscure, recevant tout ce qui était retiré à la faculté raisonnante, au *vous* grec, le cerveau toléré seulement quand il se présente « pourvu de canines ». Nous avons entendu, pour caractériser l'être humain, des expressions significatives : *rauschentsprungen* (jailli de l'ivresse), *trieber-nährt* (nourri d'impulsion).

Et ici une remarque s'impose. N'allons pas croire que Bann ne représente qu'une voix isolée et qu'il ne convient d'attribuer aux exaltations que les pages précédentes nous ont fait connaître que l'importance toute limitée s'attachant à des excentricités subjectives. Sous une forme passionnée, mais au demeurant à peine plus haute en couleurs que celle de beaucoup d'écrivains du III^e Reich, — la palette violente est le signe du jour. — Bann nous apparaît au contraire ici comme l'interprète fidèle des thèmes fondamentaux du racisme. Ces thèmes, nous les retrouverons chez le philosophe que le mouvement honore comme son plus grand penseur, son métaphysicien, Ludwig Klages. Dans un énorme ouvrage en plusieurs tomes puissants intitulés *der Geist als Widersacher der Seele* (l'esprit contre l'âme), Klages pose l'antinomie irréductible de l'esprit et de la vie, du Logos et du Bios, et le primat décidé du second sur le premier. Le sens principal de la révolution culturelle allemande réside dans la conversion du logocentrisme au biocentrisme.

Cette métaphysique entraînera quelques conséquences notables et entre autres la condamnation radicale de l'idéalisme kantien. Dans une intéressante série d'articles parus aux *Münchener Neueste Nachrichten* et dans lesquels l'auteur, M. Werner Deibel, nous livre le spectacle d'un curieux effort pour annexer Schiller à l'hitlérisme, l'idéalisme kantien nous est présenté comme fils de « l'esprit de dialectique et de rationalisme gréco-judaïque », et comme tel sous les traits d'un des poisons essentiels du germanisme. Kant aggrave la toxicité de cet héritage intellectuel en y ajoutant la morale :

« Dans la systématization qu'Emmanuel Kant a donnée par sa philosophie transcendantale et sa morale à la conception juive d'une humanité et d'un univers vidés de leur âme par le rationalisme, il nous est impossible de voir autre chose qu'un chef-d'œuvre de réussite de l'esprit gréco-judaïque. »

Kant a été la fatalité de Schiller et son boulet. Le vrai Schiller est le poète tumultueux, hirsute, élémentaire des débuts, le réfractaire des *Brigands* et de *Fiesque*. Le Schiller de la jeunesse appartient de droit à cette jeunesse du monde qu'est le racisme hitlérien. L'autre, celui des « pseudo-ballades » (nous citons notre auteur sans prendre aucunement à notre compte l'agressivité provocante de ses paradoxes), des « tirades édifiantes versifiées », des « morceaux de bravoure » chers aux professeurs, aux « robes de chambre des pédants trempées dans la moraline » (*moralinsaure Schlafrocke*), c'est celui qui a été si tristement abîmé et gâté par Kant. Schiller a « porté en lui le poison kantien » comme le bacille de la tuberculose qui le rongerait. C'est par sa faute que, durant de si longues années, « la flamme dionysiaque du tragique » a été obscurcie par les idéologies mortelles.

Car il y a une antinomie essentielle entre l'esprit de Kant et l'esprit tragique. La tare profonde de l'idéalisme kantien, sa « bassesse », *Niedrigkeit*, est son impuissance congénitale à se hausser au tragique, son hostilité radicale au génie tragique (*tragödienfremd*). Par la correction morale qu'il apporte à la malignité foncière du monde, par le rétablissement de l'homme en excellence et son salut au moyen du « vouloir éthique », il ruine la loi de catastrophe inéluctable, de sombre et fulgurante Némésis qui est l'aliment même du tragique. Il atteint ce dernier dans ses sources.

« La folle conception judaïque de la culpabilité de l'homme (*Sündigkeitswahnwitz* — Klages) a toujours mis à la base du drame l'idée de faute et de sanction. Elle a ainsi faussé la tragédie dans son âme et dans son essence. Paul Ernst, un des rares dramaturges de notre époque qui connaissent encore les lois de leur art, a formellement proclamé dans son livre sur « la fin de l'idéalisme allemand », que « la grande poésie ne pouvait rien tirer du dieu de Kant ». Il donnait les raisons de son verdict. « La tragédie, écrivait-il, n'a que faire d'un dieu juste ; elle postule au contraire un dieu injuste. » Le vrai

drame ne prend point pour base l'idée de culpabilité et de sanction. Ce qu'il vise c'est l'exhaussement héroïque de l'homme, la tension héroïque de l'âme dans la ferveur et la grandeur (*heroische Steigerung, heldische Spannung der Seele*). Le dieu tragique n'est pas la justice tranchant du mal et du bien, mais le destin qui, par la flamme fulgurante de l'éclair, donne au héros la flamboyante consécration du surhumain et du démoniaque. Kant fait de son disciple un brave bourgeois, honnête et moyen, incapable certes de voler des couverts d'argent, capable même d'aller à la mort par « devoir ». Son lecteur n'est jamais l'être haussé dans le tragique que nous nommons le héros. Le héros est de naissance noble ; il n'a nul besoin d'établir sa valeur par ces actes de devoir, ces actes moraux dont finalement tout philistin demeure capable. La noblesse, l'héroïsme, la grandeur, la ferveur, ne sortent ni de l'esprit ni de la volonté (*Logos*) mais jaillissent de l'âme vivante (*Bios*). Ce sont là valeurs qui n'ont point leur place dans le concept judaïque d'humanité. L'idéalisme est logocentrique, il ne reconnaît comme critère et comme garant du bon, du vrai et du beau que l'esprit et la volonté. »

Les grandes lignes se dégagent ici avec une suffisante netteté. Nous voyons s'opposer le type héroïque-tragique (*der heroisch gesteigerte Mensch*), au type rationnel et dialectique, celui-ci d'importation juive et hellénique, celui-là typiquement et foncièrement germanique.

Les jeux de l'intelligence, d'une intelligence qui ne s'est révélée apte qu'à dissoudre, qu'à désagréger (nous avons vu l'usage significatif fait par Gottfried Benn de la particule *zer* devant les verbes traduisant les activités de l'esprit : *zerreden*, *zerdenken*, décomposer en parlant, en pensant), l'ironie de la sagesse socratique, sa sérénité, son espèce d'immobilité supérieure, l'affectif dominé et contrôlé par l'intellectuel, — voilà l'atmosphère mortelle au génie germain. Il ne respire que dans la tempête des forces élémentaires et le déchainement des puissances obscures. L'âme allemande tend spontanément, irrésistiblement au drame. L'étiquette que nous donnerons « aux forces hostiles » qui se jettent en travers de cette expansion vitale et « mettent obstacle à cette percée vers la tragédie et la culture tragique » (*Durchbruch zur Tragödie*

und damit zur tragischen Kultur) importe peu. « Que nous les nommions esprit, morale, Socrate, Iaveh, logos, idée, il ne s'agit toujours que du même anti-démon de la vie, *Widerdämon des Lebens*. »

En face de l'anti-démon destructif, le démon positif du Germain s'appellera : pantragisme, héroïsme, irrationalisme. Étroite trinité de vie aux éléments indissolubles, vieux comme l'histoire même de la race.

Le Germain, libéré de la tutelle des forces étrangères qui sont contraires à son génie, en premier lieu de l'esprit, se penche sur son passé et écoute dans son sang la rumeur lointaine des origines. Au plus profond, au plus secret de lui-même, il surprend toujours le même tressaillement, l'avidité du sacrifice et de la mort. Il ne goûte la vie que dans sa destruction. Écoutons Ludwig Klages au chapitre : « sens originel du sacrifice » dans l'ouvrage que nous avons cité plus haut :

« Contemplons un instant l'exaltation dans le don de soi-même, l'ivresse d'immolation telles qu'elles s'incarnent parfaitement dans le sacrifice du sang, l'holocauste du guerrier au combat, — la forme du sacrifice préférée des peuples héroïques, — et telles qu'elles s'expriment d'immortelle manière dans le *Reiterlied* de Schiller : « On ne conquiert la vie qu'en la risquant. » Contemplons un instant ce spectacle et la clarté se fera en nous. Nous comprendrons que la disparition du tragique dans la vie entraînerait la disparition de toute grandeur, de toute profondeur, de toute ampleur de la vie. Nous comprendrons pourquoi l'accomplissement du destin ne s'opère que dans la mort et comment le naufrage des visions divines est la seule garantie de leur éternité. »

« Un trait profond de l'âme germanique, dès la brume de la préhistoire, écrit à son tour Werner Deubel, trouve son expression dans les auto-destructions meurtrières, dans les épanchements prodigieux de notre propre substance, dans les naufrages héroïques et les tragiques crépuscules de nos divinités mythiques et de nos destins historiques. »

Décombres de l'histoire, somptueux écroulements, embrasement du Temple, c'est toujours le décor final du *Crépuscule des Dieux* qui hante la vision intérieure du Germain. Il y a en lui un goût romantique du sang versé (le sien et celui des autres), des feux d'artifice de la mort. C'est sous l'aspect des

fêtes de la destruction que lui apparaît la suprême réalisation de son destin.

Qu'il y ait dans tout cela du romantisme verbal, une part de littérature, nous n'y contredirons pas. Mais c'est sur un fond très réel de violence et de sauvagerie primitives que cette littérature est jetée. Tout l'effort des écrivains, des philosophes du III^e Reich ne va en définitive qu'à exalter un état foncier et permanent de sensibilité. Ce goût de la destruction et de la mort, nous le retrouvons pratiquement traduit dans les os entrecroisés de squelettes ornant les kèpis ainsi que dans certains chants sauvages qui ravissent la jeunesse d'aujourd'hui : *und wenn die Handgranate kracht, das Herz uns im Leibe lacht* (quand explose la grenade à main, notre cœur rit dans nos entrailles).

Le visage du Germain ancestral, tel que nous l'a décrit Tacite, *bello ferox*, a pu au XVIII^e et au XIX^e siècle être voilé par des expressions, d'ailleurs magnifiques, d'humanité intellectuelle et morale. Nous l'avons oublié devant la profonde Allemagne dont parlait Renan : « J'ai cru entrer dans un temple. » Il reparait aujourd'hui. Toute une littérature se consacre à l'exalter. *Der Mensch ist ein Raubtier* (l'homme est une bête de proie), écrit dans son tout dernier livre, *Jahre der Entscheidung* (années décisives), Oswald Spengler, le célèbre auteur du *Déclin de l'Occident*, et lui aussi écrivain significatif de l'Allemagne nouvelle, en donnant à sa phrase non point le sens d'une constatation, à la rigueur défendable et d'ailleurs banale, mais celui d'un programme. C'est d'une *morale* qu'il s'agit ici. « Morale vitaliste », *vitalistische Moral*, précise un commentateur, la morale des « grands fauves », — nous citons encore Spengler, — représentants authentiques de « l'héroïsme », de la « noblesse » dans la violence (*grosse Raubtiere*). Spengler dédaigne l'humble famille des petits carnassiers : le hérisson, l'hyène, le rat).

De tous ces textes envisagés comme manifestation et singulièrement convergents, nous avons encore une fois des leçons à déduire et, comme voisins de l'Allemagne, des conclusions personnelles à tirer.

ROBERT D'HARCOURT.

VERS SAINTE-HÉLÈNE

I

L'ABDICATION

Tout était perdu : sa vieille Garde, encerclée par les corps prussiens ou anglais, se faisait hacher au cri de : « Vive l'Empereur ! » si haut encore qu'il dominait le canon. Il avait voulu mourir avec elle. Sous la pluie de plomb, au milieu du dernier carré, courbé sur son cheval, le ventre labouré par d'affreuses douleurs de vessie, le visage jaune, suant, terrible... Pas une balle ne le toucha ; les rangs s'effondraient autour de lui, il restait en selle. Dans sa tête obscure, il ne comprenait pas cette désobéissance de la mort. Ses lèvres tremblaient. Ses joues luisaient de larmes. Alors, on l'entraîna vers l'arrière. Un de ses généraux, Soult peut-être (1), lui dit :

— Non, sire, l'ennemi est déjà trop heureux !

Il s'en alla au pas, dans le long crépuscule d'été.

Rechargeant leur fusil, de vieux grenadiers criaient :

— Nous nous ferons tuer. Mais sauvez-vous !

Autour de lui l'armée en désordre s'écoulait déjà comme un fleuve. Il suivit cette cohue par les chemins détrempés, vers le pont de la Dyle, vers Genappe, vers Quatre Bras, vers Charleroi, toute la nuit. Il était si las que, sans Gourgaud qui le soutint, il fût tombé de cheval. A plusieurs reprises, sortant de son accablement, il essaya d'arrêter quelques cavaliers pour organiser un noyau de résistance (2). Mais le flot était trop fort.

Copyright by Octave Aubry, 1933.

(1) Gourgaud, *Campagne de 1815*, 108. H. Houssaye, *Waterloo*, 423.

(2) H. Houssaye, *Waterloo*, 445.

Il n'y avait plus de soldats. Seulement des hommes dissous par la fatigue et la peur...

A cinq heures du matin (1), il traversa Charleroi et passa la Sambre. Il s'arrêta dans une prairie. On avait allumé un feu. Il marcha à petits pas autour de ce feu, la tête basse, les bras croisés. A peu de distance, Bertrand, Drouot, Flahaut, Labédoyère, Gourgaud le regardaient dans un silence mortel.

Des fuyards passaient toujours, en files moins denses : carabiniers, lanciers, aussi des fantassins. Napoléon alla vers eux encore une fois, voulut les rallier. Ils fuirent plus vite. L'Empereur rejoignit ses officiers et, s'asseyant sur une pierre, mangea.

Il remonta à cheval et partit pour Philippeville. Il y fut deux heures plus tard, harassé. Maret et Chaboulon l'y retrouvèrent. Il dicta à celui-ci deux lettres pour son frère Joseph. L'une, destinée à être lue aux ministres, essayait de pallier le désastre, l'autre, secrète, était franche. Elle annonçait son retour à Paris (2).

Ce retour était une faute. Il eût dû s'arrêter à Philippeville, y ramasser les débris de l'armée. Après quelques jours de déroute, sachant que l'Empereur tenait sur la frontière, des milliers d'hommes se seraient rejetés vers lui. Il les accroissait des corps retrouvés de Grouchy. Au milieu de ses soldats, il demeurait plus libre de sa manœuvre qu'à Paris, centre d'intrigues qu'il n'était pas sûr maintenant de dominer. Mais sa vieille peur des « avocats », des politiques, l'aveugla. Il se rappelait le vote de déchéance dont Talleyrand l'avait fait poignarder en 1814, par un Sénat croupion, alors qu'il allait battre les alliés et reprendre Paris. Cette fois encore, s'il restait en campagne, Fouché et ses amis, réunis aux royalistes, allaient le jeter à bas. Pour leur imposer, les paralyser, il lui fallait revenir dans la capitale, ne fût-ce que quelques jours, paraître à la Chambre. Sa seule présence obligerait les repré-

(1) Gourgaud (*Journal*, II, annexes, 554) dit « à sept heures », mais c'est impossible, car Napoléon arriva à Philippeville à neuf heures, et il avait passé près d'une heure dans la prairie de Charleroi. Il ne pouvait couvrir sept lieues dans l'heure qui restait.

(2) Henry Houssaye, 447. Fleury de Chaboulon (*Mémoires*, 190-192) dit que l'Empereur ne s'y est résolu qu'à Laon, sur les conseils de son entourage. Mais les relations de Gourgaud, de Montholon, de Las Cases, affirment toutes que Napoléon décida de lui-même, aussitôt après la défaite, de revenir à Paris.

sentants à ne penser qu'à la défense du pays. Secondé par Davoust, par Carnot, il râclerait le fond des provinces, réunirait trois cent mille soldats, et reprenant sa tactique de la campagne de France, épuisant les armées ennemies l'une après l'autre, finirait par les chasser du territoire (1).

Voilà ce qu'il espérait. Mais c'était un espoir sans ailes, une foi désabusée qui croulait par son assise. Depuis son retour d'Elbe, pourtant triomphal, il ne croyait plus en son étoile. Sa femme, son fils, lui avaient manqué. Il avait senti autour de lui la France trop lasse, lasse à mourir. En vain l'avait-il secourée, forcée de reprendre le sac. Il se savait mal secondé, mal obéi. La trahison était partout, prête à serrer son lacet. Il était parti pour Waterloo dans l'état d'esprit du joueur qui jette ses dés et, immobile, attend le point. Il avait perdu. Il essaierait de recommencer la partie. Mais il s'attendait à perdre tout...

Il monta dans une calèche, y resta seul. Maret, Bertrand, ses aides de camp, suivaient dans deux autres voitures. Jusqu'à Laon il dormit. Aux arrêts des postes, quelques maigres vivats parfois le réveillaient. Il saluait de la main, puis sa tête retombait de nouveau sur sa poitrine. Il était à l'extrême limite de ses forces. Toute l'immense fatigue de ces trois mois de veille, retenue jusqu'à Waterloo par un prodige de volonté, croulait sur lui maintenant et le terrassait. Il semblait usé, flétri, vieilli de beaucoup d'années.

A Vaux-sous-Laon, où il arriva le soir du 20 juin, Napoléon descendit dans la cour de la poste. Il marcha de long en large, les bras croisés, sur le sol couvert de paille. Une foule timide le regardait par la porte laissée ouverte. Quelqu'un dit à voix basse : « C'est Job sur son fumier (2) ! » L'Empereur vit le préfet, des magistrats, des officiers de la garde nationale. Il donna quelques ordres pour l'approvisionnement de Laon où, pensait-il, sa nouvelle armée pourrait se concentrer. Il reçut Jérôme et Ney qui de loin l'avaient suivi. Il dicta un projet de bulletin pour le *Moniteur* sur les batailles de Ligny et de Mont-Saint-Jean. La nuit venue, il repartit pour Paris. Il fit contourner l'enceinte pour entrer par la barrière du Roule. Il était huit heures. Les boutiques étaient closes. Par la rue

(1) Fleury de Chaboulon, II, 185.

(2) H. Houssaye, 1815; 450. Lenotre, *Napoléon*; 231.

du faubourg Saint-Honoré (1), sans éveiller l'attention, la voiture arriva à l'Élysée (2). Les Tuileries étaient trop fastueuses pour abriter son désastre. Peut-être ne se sentait-il plus tout à fait empereur...

A L'ÉLYSÉE

Caulaincourt était sur le perron, qui l'attendait. Il courut vers Napoléon, l'aïda à descendre. L'Empereur monta péniblement le degré.

— Eh bien ! Caulaincourt, voilà un grand événement ! Une bataille perdue... Comment la nation supportera-t-elle ce revers ?

Il était exsangue ; ses yeux semblaient morts. Arrivé dans son cabinet, il se jeta sur un sofa et dit :

— L'affaire était gagnée. L'armée avait fait des prodiges... En fin de journée, une panique l'a saisie : c'est inexplicable... Ney a donné comme un fou ; il m'a fait massacrer toute ma cavalerie... Je n'en puis plus. Il me faut deux heures de repos pour être capable de quelque chose (3).

Depuis Ligny, sa dysurie le faisait souffrir. Il haletait. Il mit la main sur sa poitrine.

— J'étouffe là ! Qu'on m'apprête un bain...

Redevenu calme, il dit à Caulaincourt qu'il revient pour exposer la situation vraie aux Chambres, leur demander leur appui et repartir aussitôt.

Le duc de Vicence répond que les députés paraissent hostiles. Fouché, La Fayette, Lanjuinais, Manuel, aux premiers bruits de la défaite qui, dès la veille (4), ont couru dans Paris, ont commencé de parler et d'agir. Les libéraux lèvent la crête. Les royalistes sont insolents de joie.

— Je regrette, sire, de vous voir à Paris, ajoute Caulaincourt ; il était préférable de ne pas vous séparer de votre armée. C'est elle qui fait votre force et votre sûreté (5).

— Mais je n'ai plus d'armée ! s'écrie Napoléon ; je n'ai plus

(1) Gourgaud, II, 330.

(2) *Souvenirs du Mameluck Ali*, 117.

(3) *Mémoires de Caulaincourt*, publiés par J. Hanoteau, I, 196. — Villenain, *Souvenirs contemporains*, II, 257.

(4) 20 juin.

(5) Fl. de Chaboulon, II, 209.

que des fuyards ! Je retrouverais des hommes... Mais comment les armer ? Je n'ai plus de fusils.

Pourtant, presque aussitôt, l'espérance renaît.

— Je trouverai des hommes et des fusils. Tout peut se réparer. Vous jugez trop mal les députés. La majorité est bonne. Je n'ai contre moi que La Fayette et quelques autres. Je les gêne. Ils voudraient travailler pour eux. Je ne les laisserai pas faire. Ma présence ici les contiendra (1).

Il est au bain depuis peu d'instants, causant avec Joseph et Regnault de Saint-Jean d'Angely quand le ministre de la Guerre, Davoust, arrive à l'Élysée. Napoléon le demande. En le voyant, il lève ses bras hors de l'eau et les laisse retomber avec force. L'uniforme de Davoust en ruisselle.

— En bien ! Davoust, eh bien !... s'écrie-t-il.

Il retrace brièvement la bataille, le désastre de l'armée, remâche ses affres, se plaint encore de Ney. Davoust l'interrompt.

— Il s'est mis la corde au cou pour vous servir.

— Qu'est-ce que tout cela va devenir ? demande l'Empereur (2).

— Rien n'est perdu, répond Davoust, mais il faut des mesures énergiques.

Brusque et net, il propose la dissolution immédiate des Chambres. Il a raison. Les « avocats » dispersés, l'Empereur se retrouvera le maître. Mais Napoléon refuse. Il est devenu, dit-il, un souverain constitutionnel ; il ne veut pas paraître violenter la France.

Il fait sa toilette et déjeune devant ses frères : Joseph, très abattu, et Lucien, ardent comme aux jours de Brumaire. Tous deux insistent sur le danger d'un recours aux députés. Napoléon les écoute, les regarde de ses grands yeux fixes et ne répond pas (3).

Peu après dix heures, avec eux, il gagne la salle du Conseil. Dans la galerie, entre deux haies de visages anxieux,

(1) Caulaincourt, *Mémoires*, I, 198. Fleury de Chaboulon, II, 208-210.

(2) *Souvenirs* manuscrits de Davoust (H. Houssaye, 1815, II, 15).

(3) Avant le Conseil il reçut encore Cambacérès, Peyrusse, Rovigo et Lavalette : « Sitôt qu'il m'aperçut, écrit ce dernier, il vint à moi avec un rire épileptique effrayant : « Ah ! mon Dieu ! » dit-il en levant les yeux au ciel, et il fit deux ou trois tours de chambre. Ce mouvement fut très court. Il reprit son sang-froid et me demanda ce qui se passait à la Chambre. » *Mémoires et souvenirs*, 364.

parmi les généraux, les dignitaires accourus à l'Élysée à la nouvelle de son retour, il ne distingue pas deux chambellans en habit rouge : un ancien émigré, Las Cases, et un jeune général, naguère disgracié, Montholon...

Les ministres sont tous là, convoqués par Joseph. Depuis longtemps ils attendent, inquiets, parlant à mi-voix : Cambacérès toujours pompeux, Carnot et Maret, tristes, émus, sincères, Regnault, Decrès, cherchant le vent, Fouché, qui, figeant sa face blanche, prévoit, appelle la catastrophe qui lui donnera, croit-il, le pouvoir...

Fouché, sous les respects apparents, c'est le grand adversaire. Napoléon le sait bien. Le ministre de la Police, depuis le début des Cent jours, a escompté la défaite. Il a dit à Pasquier en mai :

— L'Empereur gagnera une ou deux batailles, il perdra la troisième. Alors, notre rôle commencera (1).

Il joue sa tête, le sait, pourtant n'a pas peur. Tous ces jours, il va agir de façon couverte, mais hardie, affoler les libéraux par la terreur de la dictature militaire et décourager les amis de Napoléon en le montrant condamné sans recours par les Alliés, le Parlement, le pays (2).

L'Empereur s'assied au centre de la table et ouvre la séance. Il fait lire par Maret le bulletin de Mont-Saint-Jean. Puis il dit :

— Nos malheurs sont grands, je suis venu pour les réparer... Si la nation se lève, l'ennemi sera écrasé... Si au lieu de mesures extraordinaires on dispute, tout est perdu. L'ennemi est en France. J'ai besoin, pour sauver la patrie, d'une dictature temporaire... Je pourrais la saisir, mais il serait utile et plus national qu'elle me fût déferée par les Chambres.

Les ministres se taisent. La plupart baissent les yeux (3) pour que l'Empereur n'y lise pas. Alors Napoléon les interroge l'un après l'autre. Carnot parle en patriote, avec l'accent d'un homme de la Révolution. Il veut appeler toute la France aux armes, et repousser l'invasion avec les moyens, l'esprit de l'an II. Caulaincourt, ministre des Relations extérieures,

(1) Pasquier, *Mémoires*, III, 493.

(2) *Mémoires* de Rovigo, VIII, 142-143. Thibaudau, X, 394. Boulay de la Meurthe, 280. Pontécoulant, III, 378.

(3) Fleury de Chaboulon, II, 214.

s'effraie de ce langage. Il dit, mollement, que l'Empereur doit avant tout se mettre d'accord avec les Chambres. Maret et Cambacérès l'appuient. Fouché, calme, s'oppose à la prorogation, conseillée de nouveau par Davoust (1) : il a trop d'intérêt à ce que la Chambre siège. Regnault de Saint-Jean d'Angely, un des plus vieux amis de Napoléon, mais que Fouché depuis longtemps travaille, propose le premier une Régence. Les représentants, pense-t-il, l'accepteraient (2). Napoléon serre les lèvres.

— Parlez net, c'est mon abdication qu'ils veulent.

— Je le crains, sire.

Et il ajoute, étonné lui-même de sa hardiesse, — mais la défaite permet tout :

— Il serait possible, si Votre Majesté ne se déterminait point à offrir son abdication, que la Chambre osât la demander.

Lucien se dresse :

— Si la Chambre ne veut pas seconder l'Empereur, il se passera de son assistance... Qu'il mette la France en état de siège et qu'il appelle à sa défense tous les patriotes (3).

Napoléon prend la parole avec l'assurance d'autrefois.

— La présence de l'ennemi sur le sol français rendra, je l'espère, aux députés le sentiment de leur devoir... Je ne les crains point. Quelque chose qu'ils fassent, je serai toujours l'idole du peuple et de l'armée. Si je disais un mot, ils seraient tous assommés (4)...

Dans un sursaut du génie, il montre à traits lumineux le danger du pays, ses ressources extrêmes, et les chances qu'il a encore de vaincre. Les restes de l'armée se rassemblent à Laon. Grouchy intact marche sur Givet. Les arsenaux ont encore des réserves. Vincennes et La Fère peuvent donner cinq cents bouches à feu. Par une mobilisation rapide des dépôts, Napoléon se fait fort de mettre en ligne dans quinze jours cent trente mille hommes, plus que les Anglo-Prussiens, si éprouvés à Waterloo, ne peuvent lui opposer. Les Russes

(1) Craignant que cette mesure, qui l'eût perdu, ne fût adoptée, il envoya du Conseil même de petits billets au crayon à ses affidés de la Chambre, Manuel Jay, Dupin, pour les prévenir et parer au danger. (Cf. G. Stenger, *le Retour de l'Empereur*, 314.)

(2) Fleury de Chaboulon, II, 211.

(3) *Id.*, II, 213.

(4) *Id.*, II, 214. Confirmé par Villemain, II, 267.

et les Autrichiens sont loin encore. Avant qu'ils arrivent, leurs alliés seront vaincus, Paris sera fortifié et couvert, et cent-soixante mille hommes, issus de la dernière conscription, auront mis le fusil à l'épaule et s'aligneront près de leurs aînés.

Son imagination foule les obstacles, grossit les nombres, multiplie les moyens, étouffe les doutes. Le magnétisme de sa voix qui, sourde d'abord, s'est élevée peu à peu et emplit la salle, opère une fois de plus sur ces familiers dont beaucoup sont las, dont plusieurs l'ont trahi, qui tous songent d'abord à eux-mêmes, mais qui depuis quinze ans l'ont vu si supérieur aux événements et aux hommes qu'ils peuvent croire qu'il va accomplir un nouveau miracle. Et quand, finissant, il dit, avec un pathétique dont ils frissonnent :

— Lorsque je débarquais à Cannes, j'aurais compris que l'on me repoussât. Aujourd'hui, je suis lié à la nation. Me sacrifier, c'est offrir ses mains aux chaînes...

Presque tous se sentent prêts à l'aider, à le suivre, à faire leur chef de ce prodigieux vaincu qui demain, seul contre l'Europe, est capable de se retrouver vainqueur (1).

Sous l'impulsion du maître, ils passent aux actes. Davoust devient commandant de Paris déclaré en état de siège, Clausel ministre de la Guerre. Le gouvernement sera transféré à Tours. Les fédérés seront armés et réunis aux gardes nationaux. L'Empereur va se rendre à la Chambre et lui annoncera ces décisions. Dans quel costume y paraîtra-t-il : en habit de cérémonie ou avec son uniforme encore taché de boue ? On penche pour l'uniforme. A ce moment, la porte s'ouvre et un message des représentants est apporté à Napoléon. Dans le soudain silence, il le lit :

« La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison : quiconque se rendrait coupable de cette tentative sera traître à la patrie et sur-le-champ jugé comme tel (2). »

Menace directe à l'Empereur. La Fayette et les amis de Fouché n'ont pas perdu de temps.

(1) « En vérité, disait le soir le duc d'Otrante à un royaliste, M. de Saint-Cricq, ce diable d'homme m'a fait peur ce matin. En l'écoutant, je croyais qu'on allait recommencer ; mais heureusement, on ne recommence pas. » Villemain, II, 266.

(2) La résolution avait été adoptée sur la proposition de La Fayette, sans débat. C'était une infraction formelle à la Constitution et une usurpation de l'autorité.

— J'avais bien pensé, dit-il avec amertume, que j'aurais dû congédier ces gens-là avant mon départ. C'est fini : ils vont perdre la France.

Précipité de sa nouvelle illusion, il redevient hésitant. Autour de lui, les esprits flottent. Davoust commence à parler de légalité... Et Napoléon lève la séance, sur un mot qui épanouit Fouché :

— Je vois que Regnault ne m'avait pas trompé ; j'abdiquerai s'il le faut.

A ce moment, il mesure l'erreur du retour. Il a cru que sa présence jugulerait la révolte parlementaire. Elle l'a déterminée. Quitter la ville ? Il est trop tard. Napoléon à présent est aux mains de ces jacobins nantis, de ces aristocrates déguisés qui le haïssent et craignent de perdre titres, dotations, prébendes, s'il s'accroche au pouvoir. Pourtant, avant de prendre un parti, il veut attendre. Car le peuple de Paris est pour lui, il le sait. Du palais, on entend la foule massée le long des grilles et qui hurle : *Des armes ! et Vive l'Empereur !* Vagues sonores qui, couvrant leurs conciliabules, effraient plus qu'elles ne confortent les ministres de Napoléon. La plupart redoutent que l'Empereur n'en soit aiguillonné vers un acte de désespoir où leur fortune à eux sombrerait.

Il envoie Regnault aux représentants, Carnot aux pairs annoncer qu'il « s'occupe des mesures de salut public qu'exigeront les circonstances ». Il croit gagner du temps. Mais les heures de ce lent après-midi le rendent plus incertain, tandis qu'elles donnent plus d'audace à la Chambre. Excitée par Fouché, par La Fayette, la voici qui enjoint aux ministres de se présenter devant elle ; et, se prétendant menacée par l'Empereur, elle appelle à son secours la garde nationale. Napoléon, dans le jardin de l'Élysée où il est descendu, ne se résout à rien. Il discute interminablement avec Regnault et Carnot revenus, avec Caulaincourt, avec Maret, avec Savary, avec Lucien. Le « Président » du 18 brumaire, banni des prospérités de l'Empire, est le seul, dans cet écroulement, qui tente de rappeler chez Napoléon l'ancienne énergie. Il le presse de balayer les députés.

— Il ne s'agit pas d'un coup d'État, mais d'un décret constitutionnel. Vous en avez le droit (1).

(1) Fleury de Chaboulon, II, 300. *Mémoires* de Lucien, III, 347. Villemain, II, 279.

— La Chambre résistera. Il faudra recourir à la force. Et pour cela où est la force ? Il n'y a plus même de soldats à Paris. Il faut au moins que Davoust, qui en a l'ordre, ait fait filer jusqu'ici quelques troupes des dépôts de la Somme. Nous sommes forcés d'attendre...

— Vous délibérez quand il faut agir. Les représentants agissent, eux.

— Que peuvent-ils faire ? Ce sont des parleurs.

— L'opinion est pour eux. Ils prononceront la déchéance.

— La déchéance ! Ils n'oseront...

— Ils oseront tout.

— Voyons Davoust, dit Napoléon.

Il remonte dans son cabinet (1). Lucien ne le suit pas. Exaspéré, il ose dire à voix haute devant deux membres du Conseil :

— Il hésite, il tempore... La fumée de Mont Saint-Jean lui a tourné la tête. C'est un homme perdu (2)...

Peu après, le Conseil de nouveau réuni, Napoléon décide que les ministres convoqués par la Chambre vont s'y rendre, mais accompagnés par un commissaire extraordinaire, Lucien. Ils devront essayer de « ramener » les représentants, d'obtenir qu'ils s'unissent à l'Empereur pour sauver le pays. L'habileté de son frère, sa vieille habitude des assemblées, son éloquence, Napoléon veut les mettre en œuvre, comme au retour d'Égypte, contre ces brouillons à qui il faut des discours. Rasséréné, du moment qu'il peut jouer un rôle actif, Lucien part. Sans doute, en secondant de toutes ses forces Napoléon, songe-t-il surtout au pouvoir qu'après quinze ans d'ambition refoulée, il va peut-être atteindre. Car l'Empereur aux armées, qui gouvernera, sinon Lucien ? Il prendra la dictature civile, Napoléon gardant la dictature militaire...

Benjamin Constant, que l'Empereur avait fait mander, arriva à l'Elysée un peu après six heures. Napoléon se promena avec lui sous les arbres, autour de la grande pelouse, et d'un ton détaché, énonça le problème : devait-il céder à la Chambre ou lui résister ?

(1) Davoust pressenti aurait alors refusé de « marcher contre la Chambre ».

(2) Lucien (*Mémoires*, III, 299) a nié le propos. Mais il est rapporté, dans une forme à peu près identique, par trop de témoins pour n'avoir pas été tenu, dans la colère du moment.

— Il ne s'agit pas à présent de moi, il s'agit de la France. On veut que j'abdique. A-t-on calculé les suites inévitables de cette abdication ? Si j'abdique aujourd'hui, vous n'aurez plus d'armée dans deux jours.

Benjamin Constant ne répondit pas. Napoléon reprit :

— Ce n'est pas la liberté qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la peur. Une peur dont vos ennemis profiteront (1).

A ce moment Napoléon et Constant passèrent dans une allée exposée à la vue du peuple qui se pressait le long de l'avenue Marigny, dont le jardin n'était séparé que par un mur bas. Des cris sauvages les arrêtaient : « Vive l'Empereur ! Aux armes ! A bas les représentants ! Mort aux traîtres ! »

Napoléon sourit. Son visage parut retrouver sa jeunesse. Il salua de la main. Un tonnerre l'acclama. Il prit le bras de Constant :

— Vous voyez, dit-il, ce ne sont pas ceux-là que j'ai comblés d'honneurs et de richesses. Que me doivent-ils ? Je les ai trouvés, je les ai laissés pauvres. Mais *l'instinct de la nécessité* les éclaire ; la voix du pays parle par leur bouche et si je le veux, si je le permets, dans une heure la Chambre rebelle n'existera plus...

Il s'interrompit, jeta les yeux vers la foule et ajouta :

— La vie d'un homme ne vaut pas ce prix. Je ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour que Paris soit inondé de sang (2).

Constant, si longtemps hostile et qui tout à l'heure souhaitait de le voir disparaître, fut pénétré d'admiration.

« Celui qui dépose le pouvoir, songeait-il, — il le dira ensuite (3). — plutôt que de le disputer par le massacre et la guerre civile, mérite bien de l'espèce humaine. »

Savary les rejoignit, venant de la Chambre des pairs. On s'y disposait, mais avec formes, à abandonner Napoléon. Il dit

(1) Benjamin Constant, *Mémoires sur les Cent jours*, 137 et s.

(2) B. Constant, 139. S'il avait pour lui le peuple, Napoléon dans ces derniers jours eut contre lui la finance et la bourgeoisie, les gens du négoce, désireux de le voir disparaître pour reprendre leurs affaires. Le 21 juin, à la nouvelle de Waterloo, la rente monta de 2 francs (55 francs). Le lendemain, à l'annonce de l'abdication, elle atteignit 59 francs 50.

(3) B. Constant, 141-148 et *Lettres à M^{me} Récamier*, 190-193. En quittant Napoléon, il pensait qu'il abdiquerait, « cédant ainsi moins aux conseils des amis timides et aux menaces des ennemis acharnés qu'à sa répugnance pour des moyens extrêmes et plus encore à un sentiment intérieur d'épuisement et de lassitude ».

à l'Empereur que le meilleur parti à prendre était de la prévenir en abdiquant :

— Puisque ces cerveaux exaltés se croient sûrs de mieux faire, il faut les prendre au mot (1).

Benjamin Constant partit. Napoléon demeura seul. Comme il allait quitter le jardin, il vit s'avancer vers lui la reine Hortense. Déjà elle était venue le matin, n'avait pu être reçue. Pour cacher son émotion, il parla avec une feinte brusquerie :

— Qu'est-ce qu'on vous a donc dit ?

— Que vous aviez été malheureux, sire.

Sans répondre, il marcha vers son cabinet. Hortense le suivit (2). Il s'assit à son bureau, décacheta un paquet de lettres, ne les lut pas. Il semblait avoir oublié Hortense. Quand on vint l'avertir que son dîner était servi, il se rappela qu'elle était là :

— Vous avez sans doute diné?... Voulez-vous me tenir compagnie ?

Dans le Salon d'argent dont les rideaux étaient tirés, aux lumières, elle s'assit près de lui, tandis qu'il mangeait. Il ne lui dit que quelques mots insignifiants. Hortense n'essayait pas même de sourire. Elle n'avait point d'idées nettes, seulement une déchirante pitié pour l'Empereur qu'elle sentait perdu. Ils passèrent au grand salon. Lucien y entra. Il venait d'échouer dans sa tentative de rassemblement des forces nationales autour de Napoléon. Sans doute, après quinze ans de silence, n'avait-il pas retrouvé sa façon d'ancienne. Pourtant il avait montré de la présence d'esprit, de l'énergie. Mais le siège de l'Assemblée était fait. Jay, créature de Fouché, avait réclamé l'abdication. Les Alliés le proclamaient : Napoléon était l'unique obstacle à la paix. Qu'il disparût, la France serait sauvée. S'il refusait, l'Assemblée prononcerait sa déchéance.

Lucien avait protesté contre une trahison dictée par l'ennemi. Ce n'était pas contre Napoléon seul que l'Europe s'était levée, mais contre la France unie à Napoléon. Si la nation se séparait de son chef, elle se livrait.

La Fayette alors s'était dressé, la voix tranchante :

(1) Duc de Rovigo, *Mémoires*, VIII, 144.

(2) *Mémoires de la reine Hortense*, publiés par J. Hanoteau, III, 49-20.

— Vous nous accusez de manquer à nos devoirs envers Napoléon ? Oubliez-vous tout ce que nous avons fait pour lui ? Sur les sables de l'Égypte, comme dans les glaces de la Russie, trois millions de Français ont péri pour l'orgueil et la puissance d'un homme. C'est assez. Nous n'avons plus qu'un devoir : sauver la patrie (1).

La Chambre confuse, poussée par des terreurs contraires, sur la proposition maladroite de Lucien (2) avait adopté une demi-mesure, la nomination de commissaires chargés de s'associer aux ministres pour coopérer au salut public. Elle choisit Lanjuinais et les quatre vice-présidents. C'étaient les plus opposés à l'Empereur. La Chambre des pairs l'imita. Par un tel empiètement sur le pouvoir, les deux assemblées préjugeaient déjà de l'abdication.

Napoléon écouta son frère en silence. Si l'Empereur, disait-il, ne frappait pas la Chambre aussitôt, il n'avait plus qu'à abdiquer. Caulaincourt et Maret préféraient ce parti, qui seul permettrait, disaient-ils, de conserver le trône à son fils.

Napoléon avec des paroles vagues, distraites, ajourna toute décision. On eût dit qu'il espérait quelque miracle qui changerait la face des événements.

Un peu plus tard, les commissions des Chambres et les ministres se réunirent aux Tuileries sous la présidence de Cambacérès. On y vota à une forte majorité l'envoi de négociateurs directs aux Alliés. C'était la dépossession de l'Empereur. Elle ne suffit pas à La Fayette, qui de nouveau réclama l'abdication. Lucien parut la promettre. L'Empereur, assurait-il, était prêt à tous les sacrifices que le salut de la France pouvait exiger.

Après une discussion oiseuse, au petit jour, ces têtes lasses et blêmes se séparèrent. En sortant, Fouché dit à Thibaudeau : — Il faut en finir aujourd'hui.

Pour sa part, il y était résolu. Il croyait encore, semble-t-il, à une régence dont il aurait été le moteur. Mais, pour sa vie, il lui fallait maîtriser tout soubresaut de la fortune et expulser

(1) *Moniteur*, du 22 juin 1815.

(2) Chambre des représentants. Comité secret du 24 juin 1815. • ... Le prince Lucien demande qu'il soit formé une commission chargée de s'associer au Conseil des ministres et de coopérer aux mesures de salut public qu'exigeront les circonstances. •

De la part du représentant de l'Empereur, la faute était d'une immense portée.

Napoléon du pouvoir. A plusieurs reprises, il avait senti sur lui le regard de l'Empereur, lourd du regret de ne l'avoir pas fait fusiller (1).

Napoléon ne dormit pas. A son lever, il reçut Caulaincourt, Lavalette et Savary, qui le pressèrent de céder. Cambacérès, Joseph aussi le poussaient hors du règne. Il était excédé, las, indifférent, semblait près de consentir à tout.

La Chambre cependant s'était réunie (2), orageuse. Le général Solignac proposa l'envoi d'une députation à l'Élysée, pour presser l'Empereur. La Fayette dit que s'il ne se hâtait point, il proposerait la déchéance.

Unanimes applaudissements. Nul ne proteste; pas un mot de fidélité, de regret. Sebastiani, Corse et comblé par l'Empereur, est des plus acharnés contre lui. Solignac demande une heure de grâce. On l'accorde, « pour ménager l'honneur du chef de l'État (3) ». Cette heure, Solignac et quelques autres ne lui trouvent pas de meilleur emploi que de venir sommer Napoléon. Il les reçoit, répond qu'il va adresser un message aux députés. Regnault, qui n'est plus qu'un agent de Fouché, insiste, ose parler de mise hors la loi. L'Empereur une dernière fois se cabre :

— Puisque c'est ainsi, dit-il, je n'abdiquerai pas. La Chambre est composée de jacobins, de cerveaux brûlés et d'ambitieux qui veulent des places et du désordre. J'aurais dû les chasser par les épaules. Mais il est encore temps (4)...

A pas précipités, il marche dans son cabinet, la face sombre, et si remué par la colère qu'il balbutie. Regnault parle, en termes nobles, du danger public, du sacrifice à faire au pays... Napoléon s'arrête, regarde cet ancien ami, si pressé de le voir disparaître, et murmure :

— Je verrai; mon intention n'a jamais été de refuser d'abdiquer. J'ai été soldat, je le redeviendrai, mais je veux qu'on me laisse y songer en paix, dans l'intérêt de la France et de mon fils. Dites-leur d'attendre.

Attendre ? A quoi bon ? Joseph, Caulaincourt par pitié

(1) Sur le rôle de Fouché dans ces heures d'angoisse, le grand ouvrage de M. L. Madelin (tome II, *la Veille et le lendemain de Waterloo*) a apporté une lumière définitive.

(2) A neuf heures et demie. La séance fut suspendue à midi.

(3) *Moniteur*, 23 juin. F. de Chaboulon, II, 228. Thibaudeau, X, 403-404.

(4) Fl. de Chaboulon, II, 227.

veulent achever cette agonie. Ils supplient l'Empereur. A bout de forces, il consent.

— Eh bien ! qu'il en soit comme ils veulent ! L'avenir dira s'ils ont ainsi mieux servi la France.

Il annonce sa décision aux ministres réunis dans le salon du Conseil. A Fouché, qui mouille ses minces lèvres, il lance avec ironie :

— Écrivez à ces messieurs de se tenir tranquilles, ils vont être satisfaits.

Fouché prend un papier sur la table et trace quelques mots pour Manuel. Napoléon dit à Lucien :

— Asseyez-vous, écrivez :

« *Déclaration au peuple français :*

« *En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés...*

Lucien écrit en myope, penché sur sa feuille. Napoléon dicte, le dos à la fenêtre. Autour de lui, dans une chaleur épaisse, le cou tendu, retenant leur souffle, se pressent la plupart de ceux qu'il a associés à son règne. Sa voix calme et lente va les fouiller dans l'âme. Quelques-uns pleurent. Le plus affecté, c'est Carnot. Les transfuges mêmes admirent cette dignité qui succède à tant d'incertitudes et d'affres. Du dehors entrent, par les fenêtres ouvertes, de sourds : « Vive l'Empereur !... » Il poursuit :

« *Les circonstances me paraissent changées; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en avoir voulu qu'à ma personne!... Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante.* »

Il n'a pas nommé son fils. A quoi bon ? Peut-il transmettre une couronne qu'on arrache de sa tête ? Ces hommes si lâches vont-ils respecter le droit d'un enfant (1) ?

Sur l'observation que lui font Carnot et Lucien, qu'il ne doit abdiquer qu'en faveur de Napoléon II, afin d'écarter les Bourbons, il hausse les épaules :

— Les Bourbons, eh bien ! ceux-là du moins ne seront pas sous la férule autrichienne !...

(1) Lucien Bonaparte, *la Vérité sur les Cent Jours*, 108-109.

Le bel enfant qu'il a tant aimé, qu'il aime toujours, malgré l'absence et le silence, qu'il a espéré délivrer en s'échappant de l'île d'Elbe, aujourd'hui ce serait une dérision de le désigner pour son successeur (1).

— Les ennemis sont là, dit-il, et les Bourbons derrière eux; il faut repousser les premiers ou subir les seconds. Quant à moi, mon sort ne regarde personne. Je connais l'adversité.

Cédant enfin, mais avec indifférence, il ajoute une phrase à sa dictée :

« Ma vie politique est terminée et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. »

Quand il a signé la double expédition de l'acte (2), la plupart le quittent pour le porter aux Chambres.

Son sacrifice est accompli. Il reste seul, la tête lourde, sans pouvoir attacher son esprit à rien. Point de crise violente chez lui dans ces heures, comme l'an dernier à Fontainebleau. En 1814, il était beaucoup plus jeune. 1815 l'a usé, a amorti ses ressorts. Aujourd'hui il n'a qu'un abattement amer. Son fatalisme le baigne et le recouvre. Autour de lui, les gens, les choses sont devenus comme étrangers.

Les représentants nomment une députation chargée d'aller remercier Napoléon. Elle trouve l'Élysée muet et vide (3). L'Empereur la reçoit avec sévérité :

— Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France, mais je ne l'espère point... Le temps perdu à renverser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'ennemi...

En finissant, il parle de son fils, dont à la Chambre nul n'a prononcé le nom. Lanjuinais lui répond par une échappatoire (4). Regnault ajoutant quelques mots courtoisants, Napoléon l'interrompt. Dans son hommage, la Chambre ne lui a

(1) *Mémoires de Lucien*, III, 338 et *la Vérité sur les Cent Jours*, 169.

(2) Fl. de Chaboulon avait fait les copies du texte écrit par Lucien. Sur l'une d'elles, il laissa tomber une larme. En signant, Napoléon la vit. Il remercia Chaboulon d'un regard et lui dit à mi-voix : — Ils l'ont voulu ! (Fl. de Chaboulon, II, 280.)

(3) Thibaudeau, 542. Thiébault, V, 361.

(4) « La Chambre n'a délibéré que sur le fait précis de l'abdication, mais je me ferai un devoir de rendre compte à la Chambre du vœu de S. M. pour son fils. »

point donné le nom d'Empereur, mais celui de Napoléon Bonaparte.

— Puisque cette délibération est votre ouvrage, dit-il sèchement à Regnault, vous auriez dû vous souvenir que le titre d'Empereur ne se perd point.

Et il lui tourne le dos (1).

La Fayette ni Lanjuinais n'entendaient s'embarrasser de Napoléon II. Ni Fouché qui rêve du pouvoir depuis deux ans. Ils s'empressent de faire écarter le conseil de régence prévu par l'abdication. Le gouvernement provisoire sera déferé à une commission de cinq membres, dont trois seront nommés par la Chambre, deux par les Pairs. Fouché va en escamoter la présidence et, par un jeu de gobelet, se faire maître de l'État, pour le vendre, à son prix, aux Bourbons.

* * *

Napoléon demeura à l'Élysée, attendant encore. Il sentait bien, a-t-il dit plus tard, que sa destinée était close. Et pourtant une sorte d'instinct le retenait dans ce palais éveillé peut-être par les acclamations du peuple. Ces pauvres gens, comme il avait dit, qui ne lui devaient rien, et qui l'aimaient, qui le plaignaient, qui s'offraient à lui du fond de leur âme, ouvriers sans travail (2), fédérés en uniforme haussant des drapeaux tricolores et des rameaux verts, soldats revenus de la déroute, officiers en demi-solde, étudiants, gamins de Paris, se révoltaient à l'idée d'une invasion nouvelle qui ramènerait Louis XVIII. Ils voyaient en Napoléon le seul sauveur de la patrie et de la liberté. Se portant en troupes sur l'Élysée, remplissant les rues de menaces contre les royalistes, ils adjuraient l'Empereur de les conduire à l'ennemi.

Désœuvré, Napoléon allait d'une pièce à l'autre, soulevait un rideau pour regarder au dehors, revenait à sa table. Avec Méneval et Chaboulon, il classait ses papiers, en brûlait beaucoup. Il s'entretenait avec ses frères, sa mère, recevait Hortense qui maintenant passait ses journées à l'Élysée. Elle

(1) F. de Chaboulon, II, 234.

(2) « L'arrêt subit de tous les travaux du bâtiment et, conséquence du découragement général, l'abandon graduel des ateliers employés aux ouvrages de défense avaient désœuvré une multitude d'ouvriers. » H. Houssaye, 1815, III, 99.

le pressait de se mettre en sûreté, tandis qu'il était temps, de choisir une retraite :

— Ne songez qu'à vous seul, ne perdez pas un moment.

Avec un sens pratique que démentait son doux visage aux yeux de romance, elle énonçait les diverses alternatives :

— Si c'est l'Amérique que vous choisissiez, hâtez-vous de vous rendre à un port avant que les Anglais soient instruits des événements. Si c'est l'Autriche, faites sur-le-champ vos conditions ; peut-être que son souverain se rappellera que vous êtes son gendre. Pour les Anglais, ce serait leur donner trop de gloire, et ils vous enfermeraient dans la Tour de Londres. L'Empereur de Russie est le seul à qui vous puissiez vous fier. Ce fut votre ancien ami ; il est loyal et généreux. Écrivez-lui, il y sera sensible (1).

Elle parlait ainsi, cœur battant, transportée hors de sa timidité ordinaire par l'approche du danger. Assis devant sa cheminée, Méneval près de lui, Napoléon lui répondait :

— Et vous, que comptez-vous faire ? Irez-vous à votre campagne près de Genève ?

Elle ne se défendit pas d'un mouvement d'humeur. La traiterait-il toujours en enfant ? Elle s'écria :

— Ah ! je ne m'occupe pas de moi, sire, mais de vous seul. Le plus mauvais de tous les partis que je conseille est préférable à l'inaction où je vous vois.

Il ne dit rien. Peut-être, incorrigible amasseur de rêves, caressait-il une vision qui l'empêchait d'entendre les prudents avis de sa belle-fille : le peuple forçant les grilles du Luxembourg et du Palais Bourbon, chassant les renégats, et venant lui rendre le pouvoir, dans un élan qui épouvanterait l'Europe et la réduirait à composer. La Révolution, mère de l'Empire, reparaisant à sa dernière heure pour le rajeunir et le sauver !

A ce moment, Regnault de Saint-Jean d'Angely entra.

— Eh bien ! dit Napoléon, vous venez de la Chambre. Que fait-on ?

Regnault prit un air satisfait :

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 23. Le conseil était bon. Alexandre n'eût pas résisté à cet appel. Mais Napoléon gardait un vif ressentiment contre celui qu'il avait nommé « un Grec du Bas Empire ». Pourtant, s'il s'était adressé directement à Alexandre, son sort était changé.

— Sire, les esprits sont très bien disposés. Napoléon II a été proclamé avec enthousiasme.

L'Empereur l'interrompt :

— Mais que fait-on ?

— On discute les articles de la Constitution.

— Ah ! s'écria Napoléon, — qui se leva d'un mouvement brusque, — nous voilà donc au Bas-Empire. Des discussions, quand l'ennemi est aux portes (1) !

Par un retour subit qui montre sa souplesse, Fouché venait en effet de faire reconnaître le petit Empereur.

Chef du gouvernement provisoire, il était inquiet des mouvements populaires. Inquiet aussi de l'irritation croissante de Napoléon, dont Regnault, chien de berger entre l'Élysée et la Chambre, lui rapportait l'écho. La reconnaissance de Napoléon II, pensa-t-il, n'engageait à rien, mais elle apaiserait le peuple et rassurerait l'Empereur. Louis XVIII en serait effrayé, et par là plus enclin à subir les conditions du duc d'Otrante, s'il en fallait venir au rappel des Bourbons ; car, à ce moment encore, Fouché, comme d'ailleurs la majorité des députés, préférerait offrir le trône au duc d'Orléans.

Quoique la police eût distribué d'assez grosses sommes pour les empêcher, les manifestations populaires ne se laissaient pas. Les patrouilles de la garde nationale avaient beau disperser les groupes, ils se reformaient derrière elles (2). Une députation de fédérés pénétra jusque dans la cour de l'Élysée. Napoléon la salua d'une fenêtre.

— Qu'on nous donne des armes ! crièrent-ils. Nous défendrons notre empereur.

— Vous aurez des armes, dit Napoléon. Mais c'est contre l'ennemi qu'il faut vous en servir.

Il était résolu à éviter une guerre civile :

— Je suis un conquérant, disait-il à Caulaincourt... Je ne veux pas me rabaisser à être un tyran (3).

Peu après, se promenant dans le jardin, il vit sortir d'un taillis, courir vers lui et se jeter à genoux un jeune officier qui avait escaladé le mur et, caché, attendait sa venue. Il supplia l'Empereur, au nom de ses camarades, de se mettre à la

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 24.

(2) *Bulletin de Réal*. 24 juin. Archives nationales, AF IV, 4934.

(3) Villemain, II, 280.

tête de l'armée. Napoléon lui pinça l'oreille et lui dit seulement :

— Allez, mon ami ; rejoignez votre poste (1).

De nouveau, Caulaincourt remontra à l'Empereur la nécessité de choisir un refuge. Les Alliés avançaient sur Paris à marches forcées. Comme Hortense, le duc de Vicence penchait pour la Russie. Il se croyait l'ami d'Alexandre et avait foi dans sa générosité.

Napoléon lui répondit :

— Pour l'Autriche, jamais. Elle m'a touché au cœur en gardant ma femme et mon fils. Pour la Russie, c'est se donner à un homme. Pour l'Angleterre, au moins ce serait se donner à une nation (2).

Fouché qui ne se trouvait sûr de rien, tant que Napoléon demeurerait à Paris, résolut de le pousser hors. Sans toutefois qu'il s'éloignât trop : il pouvait en ses mains, suivant les besoins du moment, rester un otage, ou devenir un épouvantail.

Le 24 juin, un obscur député, nommé Duchesne, demanda à la Chambre que « l'ex-Empereur fût invité, au nom de la patrie, à quitter la capitale, où sa présence ne pouvait plus être qu'un prétexte de trouble et une occasion de danger public » (3). En même temps, on faisait prévenir l'entourage de l'Empereur que sa vie était en péril à l'Élysée, où sa garde se réduisait maintenant à quelques vieux grenadiers. Ces moyens n'agissant pas, Fouché envoya Davoust à Napoléon pour l'inviter à partir.

Le maréchal, en ces trois jours, avait bien changé. Il appartenait désormais au duc d'Otrante. Sa vue tira Napoléon de sa léthargie. Il s'emporta contre les pairs, les députés, le nouveau Directoire (4), puis finit par dire en haussant les épaules :

— On veut que je parte ? Cela ne me coûtera pas plus que le reste... (5)

Au point où il en était, un sacrifice de plus !... Il y consentait, sans être dupe ni des menaces, ni des feintes. Il avait

(1) *Bulletin de Paris*, 274. H. Houssaye, 1815, III, 100.

(2) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 24.

(3) Villemain, II, 394. F. de Chaboulon, II, 238.

(4) Les membres du gouvernement provisoire, Fouché, Caulaincourt, Carnot, Granier et Quinette.

(5) *Mémoires manuscrits de Davoust*. H. Houssaye, 1815, III, 102.

jour par jour percé la pensée de ses ennemis ouverts ou déguisés, de ses amis fléchissants :

— Fouché, disait-il, trompe tout le monde et sera le dernier trompé et pris dans ses propres filets. Il joue la Chambre. Les Alliés le jouent, et de sa main vous aurez Louis XVIII ramené par eux.

Jugeant d'un regard si net le proche avenir, s'il semblait s'abandonner dans le présent, c'était par usure nerveuse, par dégoût des hommes, par le sentiment aussi que les événements s'écoulaient avec trop de force pour qu'une main d'homme, — fût-ce la sienne, — pût maintenant les arrêter sur leur pente.

Davoust le quitta. Les deux grands soldats, parents de gloire, se séparèrent sans une parole d'amitié. Un signe de tête de l'Empereur, un salut correct de son ancien compagnon d'armes. Quinze ans de confiance abolis...

Le soir, Napoléon dit à Hortense :

— Malmaison vous appartient : je serais bien aise d'y aller, et vous me ferez plaisir si vous voulez y rester avec moi. Je partirai demain...

Et il ajouta, traversé par la pensée de Joséphine :

— Je ne désire pas occuper l'appartement de l'Impératrice.

Hortense « lui témoigna son bonheur de lui être utile et alla tout disposer pour son départ » (1). Après le dîner, Napoléon reçut ses frères, Maret, Lavalette, il fit rechercher par Chaboulon sa correspondance personnelle avec les souverains et la remit à Maret pour en prendre copie (2).

Le lendemain, de bonne heure, Carnot vint le voir. Napoléon le reçut avec plaisir. De tous les hommes qui l'avaient entouré dans son désastre, cet ancien Jacobin, longtemps traité avec injustice, était le seul qui lui eût témoigné attachement et fidélité. Il lui parla de sa retraite définitive, lui demanda conseil.

— N'allez pas en Angleterre, dit Carnot. Vous y avez excité trop de haine... N'hésitez pas à passer en Amérique... De là vous ferez encore trembler vos ennemis. S'il faut que la

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 24.

(2) Sur ces lettres, dont Napoléon reparlera plus tard à Sainte-Hélène, voir l'importante étude que Frédéric Masson lui a consacrée, dans *Autour de Sainte-Hélène*, II^e série.

France retombe sous le joug des Bourbons, votre présence dans un pays libre soutiendra l'opinion nationale (1).

Napoléon le reconduisit jusqu'au perron. Au moment de descendre, Carnot, les yeux pleins de larmes, appuya sa tête sur l'épaule de l'Empereur, qui, ému, l'embrassa. Peu après, il fit demander officiellement à la Commission de gouvernement deux frégates et des passeports pour se rendre en Amérique (2).

Il avait fixé son départ à midi. Une heure avant, la foule, qui pressentait l'événement, emplissait la rue du faubourg Saint-Honoré criant : « Vive l'Empereur ! Ne nous abandonnez pas (3) ! »

Napoléon craignit, s'il le voyait, de n'être pas maître de ce peuple ni de soi-même. Il fit sortir par le faubourg son carrosse où avaient pris place les derniers chambellans restés près de lui, Montholon et Las Cases, et son aide de camp Gourgaud, tandis qu'il montait, à la poterne des Champs-Élysées, dans la simple voiture du grand-maréchal Bertrand.

Sous l'éclatant soleil, il longea l'avenue, passa près de l'Arc de Triomphe où des ouvriers travaillaient et dont les assises sortaient de terre. A une heure et demie, il passait la grille de Malmaison.

Il n'y avait que quatre jours qu'il était rentré de Waterloo. Il ne devait plus revenir à Paris vivant.

DERNIERS JOURS DE FRANCE

Hortense accueillit l'Empereur à sa descente de voiture. Dans la matinée, elle avait mis en état Malmaison, inhabité depuis la mort de Joséphine et où les allées verdissaient. La suite de Napoléon s'installa au premier étage. Hortense s'était réservé l'aile où jadis vivait sa mère. Elle se retira discrètement. L'Empereur ne la revit pas de tout le jour (4).

Avant de quitter Paris, il avait dicté une adresse à l'armée. Il lui faisait ses adieux. Mais il y gardait le langage du souve-

(1) *Mémoires sur Carnot*, II, 528-29. H. Houssaye, 1815, III, 103.

(2) Montholon, I, 24.

(3) Gourgaud, II, 554.

(4) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 27.

rain. Ses familiers le lui firent observer. Ils lui parlaient déjà avec plus de hardiesse. Napoléon haussa les épaules et remania sa proclamation (1). On l'envoya au président de la Commission de gouvernement pour insertion au *Moniteur*. Fouché l'arrêta. Il ne voulut pas que l'armée reçût le dernier salut de son chef. Quand Napoléon l'apprit, il ne laissa paraître aucun signe de tristesse, mais il dut sentir l'offense.

Presque aussitôt il reçut le banquier Laffitte. Il lui remit des fonds et des valeurs dont Laffitte promit de garder le dépôt (2). Napoléon paraissait moins abattu qu'à l'Élysée. Il parla à Laffitte des États-Unis où il comptait se rendre :

— Je ne sais pas ce qui m'est réservé. Je me porte bien et j'ai encore quinze ans devant moi ; je dors et je me réveille quand je veux ; je puis me tenir quatre heures à cheval et travailler dix heures par jour. Je ne suis pas d'ailleurs bien cher à nourrir, ... avec un louis, je vivrais fort bien partout. Nous verrons (3).

A ses visiteurs il répétait qu'il partirait dès qu'il aurait reçu ses passeports. Le soir était arrivé le général Beker, nommé par Davoust au commandement de la garde de l'Empereur, c'est-à-dire des trois cents grenadiers ou chasseurs

(1) « Soldats, je suivrai vos pas, quoique absent... Vous et moi nous avons été calomniés. Des hommes indignes d'apprécier nos travaux ont vu dans les marques d'attachement que vous m'avez données un zèle dont j'étais seul l'objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie par-dessus tout que vous serviez en m'obéissant, et que si j'ai quelque part à votre affection, je la dois à mon ardent amour pour la France, notre mère commune. Soldats, encore quelques efforts et la coalition est dissoute. Napoléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez porter. Sauvez l'honneur, l'indépendance des Français... »

(2) Huit cent mille francs en billets de banque donnés de main à main (Laffitte, *Mémoires*, 74), trois millions en or pris dans cette même nuit par Peyrusse dans les caves des Tuileries et envoyés dans un fourgon chez Laffitte, enfin le grand médaillier de l'Empereur. Napoléon avait pleine confiance en Laffitte qui l'avait averti des intrigues de Fouché avec Metternich (Gourgaud, II, 325). Après la rentrée du roi, le baron Louis, ministre des Finances de Louis XVIII, intima à Laffitte de déclarer sous serment « s'il avait ou non des fonds à Napoléon ». Laffitte alla aux Tuileries et obtint une audience du roi. « Sire, lui dit-il, le 19 mars, peu d'heures avant l'entrée de Napoléon dans Paris, j'ai reçu de Votre Majesté un dépôt de sept millions que l'indiscrétion de ses courtisans a fait connaître à Napoléon ; mais lui-même a pris soin de me rassurer, en me prescrivant de faire passer cet argent en Angleterre et de prouver ainsi que j'étais digne de la confiance dont le Roi m'avait honoré. » Louis XVIII dit alors au banquier : « Je savais tout cela, monsieur. Louis a eu tort. Soyez sans inquiétude et faites pour l'argent qui vous a été remis à l'Élysée ce que vous avez fait pour le mien. »

(3) Laffitte, *Mémoires*, 78.

casernés à Rueil. Sa mission était moins de protéger Napoléon que de le surveiller de près.

Il n'était pas, comme on l'a dit, un mécontent aigri contre l'Empereur qui lui aurait refusé des grades. Alsacien d'origine, le général Beker avait été fait comte de Mons avec une rente de trente mille francs. Il était grand-officier de la Légion d'honneur et député. Napoléon l'avait marié à la sœur de Desaix. C'était un homme simple, droit, sévère. Il avait vu rarement l'Empereur. Il semble qu'il ait accepté sa mission à contre-cœur. Mais le ministre de la Guerre avait commandé : il obéissait.

Introduit dans la bibliothèque, qui à Malmaison avait toujours servi de cabinet de travail à Napoléon (1), il se présenta et remit la lettre de service de Davoust.

L'Empereur, flairant le geôlier, dit durement :

— *Monsieur*, on aurait dû m'informer officiellement d'un acte que je regarde comme une affaire de forme et non comme une mesure de surveillance à laquelle il était inutile de m'assujettir (2).

Beker balbutia :

— Sire, je suis un vieux soldat qui n'ai su jusqu'à présent qu'obéir à votre voix... Je n'ai accepté le commandement de la garde de l'Empereur que pour veiller à son salut.

Des larmes montèrent à ses yeux. Napoléon d'un regard sonda l'homme, vit sa sincérité :

— Rassurez-vous, général, dit-il ; je suis bien aise de vous avoir près de moi. Si j'en avais eu le choix, je vous aurais désigné de préférence ; je connais votre loyauté.

Il ouvrit la porte vitrée et l'entraîna dans le parc.

— Eh bien ! que fait-on, que dit-on à Paris (3) ?

Ils causèrent, dans la nuit venue, sous les étoiles. Napoléon recommanda à Beker d'insister près du gouvernement pour qu'il mit à sa disposition les deux frégates :

— Qu'on me les donne et je pars à l'instant pour Rochefort (4).

(1) J. Bourguignon, *les Adieux de Malmaison*, 16.

(2) Beker, *Relation de ma mission près de Napoléon*, 21. Montholon, 5, 29-30.

(3) Montholon, I, 30. Beker répondit qu'il lui restait, dans le peuple et l'armée, bien des fidèles :

« Si une main puissante pouvait rallier tous ces éléments et faire un dernier effort, rien peut-être ne serait désespéré... »

(4) Beker, *Relation*, 28-29.

Il ne voulait pas fuir, il l'avait dit à Savary (1), mais partir avec honneur.

Le lendemain il se promena par les jardins sous la plus belle lumière d'été. Dans ce lieu qui avait vu la montée de sa puissance, où il avait été jeune, aimé, heureux, chaque pas faisait lever des ombres. Ici, avec ses amis, — car il avait eu des amis, — il avait joué aux barres sur la pelouse; ici, le soir, parcourant les chemins sablés avec Talleyrand, avec Fouché, il avait maçonné les bases d'une grandeur que la France jusque-là n'avait pas connue. Aujourd'hui, Talleyrand, Fouché...

Il ne tint pas à tant de solitude. Il fit appeler Hortense. Quand elle fut près de lui, il lui parla, n'attendit pas sa réponse et baissant la voix, dit :

— Pauvre Joséphine! Je ne puis m'accoutumer à habiter ce lieu sans elle. Il me semble toujours la voir sortir d'une allée et cueillir une de ces roses qu'elle aimait tant (2) !...

Si elle avait été là, devait-il penser, elle qui avait été associée de si près à ses débuts, qui, malgré ses fautes, lui avait témoigné tant de tendresse, qui le connaissait dans les plis profonds de l'âme, elle, sa vraie femme, son amie, il n'eût pas été si seul... Hortense pleurait. Il ajouta :

— Au reste, elle serait bien malheureuse à présent. Nous n'avons jamais eu qu'un sujet de querelle : c'était pour ses dettes et je l'ai assez grondée. C'était bien la personne la plus remplie de grâce que j'aie jamais vue. Elle était femme dans toute la force du terme, mobile, vive, et le cœur le meilleur... Faites-moi faire un autre portrait d'elle. Je voudrais qu'il fût en médaillon...

Hortense promit. Madame Mère survint, avec Joseph et Jérôme. Ils parlèrent du départ. Fouché avait fait demander à Wellington les sauf-conduits (3), avertissant ainsi l'Angleterre du projet de Napoléon et la faisant maîtresse d'en arrêter l'exécution (4). Contre le gré de ses collègues Caulaincourt et Carnot, il désirait garder l'Empereur en ses mains, pour le livrer aux Anglais, s'ils l'exigeaient (5). Il arrêta, en Commission de gouvernement, que les frégates préparées pour Napo-

(1) Rovigo, *Mémoires*, VIII, 172 et s.

(2) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 27.

(3) Par lettre de Bignon à Wellington, 23 juin 1814. Arch. Aff. étrang., 1802.

(4) Thibaudeau, 538.

(5) Rovigo, 174-176.

l'éon ne pourraient quitter la rade avant l'arrivée des sauf-conduits (1). Napoléon vit la ruse. Il avait demandé de partir pour les États-Unis. On le poussait à aller attendre à Rochefort, loin du peuple et de l'armée, la sentence des Alliés. Il refusa dès lors de quitter Malmaison :

— J'aime mieux, dit-il à Beker, recevoir mon arrêt ici (2).

Quand on lui parlait des progrès de l'ennemi qui pouvaient mettre sa vie en péril, il répondait :

— Qu'ai-je à craindre ? J'ai abdiqué. C'est à la France à me protéger (3).

Il voyait le danger pourtant, car il dit à Hortense :

— Moi, je ne crains rien ici, mais vous, ma fille, partez, quittez-moi.

Elle n'en voulut rien faire. Et lui sans doute savait qu'elle n'en ferait rien.

Cependant Fouché et ses complices, croissante légion, redoutaient un coup de désespoir qui ramènerait Napoléon à la tête des troupes. Davoust donna l'ordre à Beker d'inviter l'Empereur à partir et, s'il ne s'y décidait pas, de prendre toutes mesures « pour que Sa Majesté ne pût sortir de Malmaison ».

Leur peur était entretenue par l'affluence des visiteurs, surtout les deux premiers jours. Familiers des Tuileries, pairs, députés restés fidèles, écrivains, hommes de science, beaucoup d'officiers. Certains ne venaient que pour arracher quelques subsides à l'Empereur. Les généraux Chartran et Piré osèrent une scène odieuse (4). On se débarrassa de ces misérables avec douze mille francs. Bientôt, avec l'approche des alliés, la quasi-certitude du retour de Louis XVIII, le désert se fit. Plus de dignitaires, de généraux, d'hommes en place. Plus rien d'une cour. Demeurèrent plusieurs membres de la Famille, quelques anciens amis, ou des gens trop perdus près du roi pour espérer leur pardon. Mais paraissaient encore d'assez nombreux officiers, échappés aux champs de bataille, pour assurer l'Empereur du dévouement de l'armée. Napoléon les faisait recevoir par le grand-maréchal.

(1) Fouché à Decrès, 27 juin. Arch. de la Marine, BB3, 426.

(2) *Relation de Beker*, 43.

(3) Villemain, II, 407.

(4) Fl. de Chaboulon, II, 273.

* * *

Le 27, semble-t-il, avant le déjeuner (1), on lui amena un jeune garçon de neuf à dix ans, grand, bien portant, vif et beau. Napoléon était dans son jardin particulier. Il fit demander Hortense.

— Regardez cet enfant, lui dit-il à l'écart; à qui ressemble-t-il?

— C'est votre fils, sire. C'est le portrait du roi de Rome!

— Vous le trouvez? Il faut donc que ce soit. Moi qui ne croyais pas avoir le cœur tendre, cette vue m'a ému.

C'était le « petit Léon », le fils d'Éléonore Denuelle, lectrice de Caroline (2). L'Empereur le faisait élever dans une pension de Paris. Son tuteur le baron de Mauvières, beau-père de Méneval, le lui avait amené. Hortense dit qu'elle s'en chargerait si elle ne craignait la malignité de ceux qui l'avaient accusée déjà d'être trop bien avec son beau-père.

— Oui, fit l'Empereur, vous avez raison. Il m'eût été agréable de le savoir auprès de vous, mais on ne manquerait pas de dire qu'il est votre fils. Lorsque je serai en Amérique, je le ferai venir (3).

Napoléon, le matin du 28, envoya aux Tuileries son aide de camp Flahaut informer officiellement la Commission de gouvernement de sa résolution. Les deux frégates mettraient à la voile dès qu'il les aurait rejointes. Sinon, il se piétait à Malmaison. Davoust était là. Sans laisser à Fouché le temps de répondre, il cria à Flahaut :

(1) La reine Hortense, qui rapporte cette scène dans ses *Mémoires* (III, 32), ne précise pas le jour. Mais la visite n'a pu avoir lieu ni le 26, ni le 28. Le contexte même du récit indique le 27.

(2) Il était né à Paris, le 13 décembre 1806. Napoléon avait eu des doutes sur sa paternité. L'enfant était bien son fils. Connu sous le nom de « comte Léon », il mènera une vie très orageuse et mourra à Pontoise le 15 avril 1881. Napoléon ne l'oublia pas dans son testament.

(3) La reine Hortense ajoute qu'elle s'approcha de l'enfant, beau comme un ange « et lui demanda s'il était content dans sa pension et à quoi il s'amusait. Il me répondit que depuis quelque temps lui et ses camarades jouaient à se battre et qu'ils faisaient deux partis, l'un appelé les Bonapartistes et l'autre les Bourbonnistes. Je voulus savoir de quel parti il était : « De celui du Roi », me dit-il, et quand je lui en demandai le motif, il me répondit : « Parce que j'aime le Roi et que je n'aime pas l'Empereur. » Je le questionnai sur la raison qui lui faisait ne pas aimer l'Empereur. « Je n'ai aucune raison, me répétait-il, si ce n'est que je suis du parti du Roi. » (*Mémoires de la reine Hortense*, III, 34.)

— Votre Bonaparte ne veut point partir, mais il faudra bien qu'il nous débarrasse de lui : sa présence nous gêne, elle nuit au succès de nos négociations. Dites-lui, de ma part, qu'il faut qu'il s'en aille ; s'il ne part pas à l'instant, je le ferai arrêter, je l'arrêterai moi-même (1) !

Flahaut, jeune et bouillant, répondit qu'il ne porterait pas ce message, qui l'étonnait d'un *homme huit jours plus tôt aux genoux de Napoléon*. Et il lui jeta à la face sa démission :

— Je ne pourrais plus servir sous vos ordres sans déshonorer mes épaulettes (2) !

De retour à Malmaison, Flahaut ne sut pas dissimuler. Il rapporta à l'Empereur les paroles de Davoust.

— Qu'il y vienne ! dit Napoléon. Je suis prêt, s'il le veut, à lui tendre la gorge (3).

Était-il sincère ? Son entourage ne le croyait pas. Il restait convaincu qu'à la fin, sous la gradation des outrages, son génie se redresserait et que, saisissant son épée, l'Empereur déchirerait l'abdication.

Cependant, il préparait, à tout événement, son départ. Il prit des dispositions avec son trésorier Peyrusse et son notaire Noël pour la vente d'un titre de rente dont le produit, 180 000 francs, le munirait pour le voyage.

Il fit ses adieux aux deux femmes qui, sans doute, l'avaient le mieux aimé, avec le plus de discrétion et de désintérêt : la comtesse Walewska et M^{me} Duchâtel. M^{me} Duchâtel, pâle, digne, se contint ; Marie Walewska, qu'accompagnait le petit Alexandre, ne put maîtriser ses larmes (4). Vinrent aussi Talma et Corvisart. Quand celui-ci fut parti, l'Empereur remit

(1) Fleury de Chaboulon, II, 275. Villemain, II, 425.

(2) Fleury de Chaboulon, II, 274-275. Thiébaud, V, 370.

(3) Fl. de Chaboulon, II, 274. — Lettre de Flahaut à Larabit, citée par H. Hous-saye, 1815, III, 214.

(4) « Elle m'attendrait, dit la reine Hortense dans ses *Mémoires* (III, 35), et je l'engageai à déjeuner seule avec moi, pour qu'on ne la vit pas dans l'état de chagrin où elle paraissait. »

M^{me} Pellapra, belle Lyonnaise, dont Napoléon avait une fille (la petite Émilie, qui sera plus tard princesse de Chimay), était venue aussi à Malmaison. Elle avait fait avertir l'Empereur, par Marchand, que Fouché traitait avec Vitrolles, c'est-à-dire avec Louis XVIII. Napoléon l'aimait et l'estimait. Il parlait d'elle à Sainte-Hélène. Peu avant Waterloo il lui avait fait remettre un bracelet qui appartient aujourd'hui à la princesse G. Bibesco. (Cf. *Mémoires d'Émilie de Pellapra*, publiés par la princesse Bibesco, 1921).

à son valet de chambre, Marchand, « un très petit flacon rempli d'une liqueur rougeâtre ».

— Arrange-toi, lui dit-il, pour que j'aie cela sur moi, soit à ma veste, soit à une autre partie de mes vêtements, mais de façon que je puisse m'en saisir vite (1).

Il ne voulait pas tomber vivant aux mains de l'ennemi.

Malgré l'amertume de l'heure, il se portait encore vers l'avenir. Il lisait, lorsqu'il était seul, l'ouvrage de Humboldt, trouvé dans la bibliothèque qu'il ne quittait guère : *Voyages aux contrées équinoxiales du Nouveau Continent*. Il y prenait l'idée d'une nouvelle carrière, non plus de soldat, mais de savant.

— Il me faut, avait-il dit à Monge, un compagnon qui me mette d'abord et rapidement au courant de l'état actuel des sciences. Ensuite, nous irons du Canada jusqu'au cap Horn et, dans cet immense voyage, nous étudierons tous les phénomènes physiques du globe.

Il voyait là pour lui une fin plus haute que celle de Dioclétien cultivant ses laitues à Salone, que celle même de Washington achevant ses jours en gentilhomme campagnard. Même à bas, il lui fallait un but qui exaltât son imagination. Ne le soulevait que le grand.

Monge lui avait proposé, bien qu'il eût soixante-dix ans, de l'accompagner. L'Empereur le remercia de son dévouement, mais n'accepta pas (2).

Les Prussiens approchaient. On entendait le canon du côté de Gonesse. Parfois, quand son bruit devenait plus fort, Napoléon jetait son livre et allait à la table où il avait étalé une carte, piquée d'épingles à tête rouge et bleue qui marquaient les positions de l'ennemi. Le jeune Delessert, officier de la Garde nationale (3), vint l'avertir que Malmaison était menacée. Napoléon regarda sa carte :

— Ah! ah! dit-il en riant, je me suis laissé tourner!

Il envoya Gourgaud et Montholon en reconnaissance dans le parc. Gourgaud, grand jeune homme fantasque et nerveux, semblait hors de lui :

(1) Jean Bourguignon, *les Adieux de Malmaison*, 32.

(2) F. Arago, *Éloge de Gaspard Monge* (*Mémoires de l'Académie des Sciences*, XXIV, 431-433). Monge proposa à son jeune confrère François Arago de partir avec Napoléon. Arago refusa.

(3) Gabriel Delessert, qui fut préfet de police sous Louis-Philippe. Il avait 29 ans.

— Si je voyais, disait-il, l'Empereur au moment de tomber entre les mains des Prussiens, je lui tirerais un coup de pistolet (1).

La journée s'achevait, splendide. Hortense se promenait dans le parc avec M^{me} Bertrand, femme du grand-maréchal, qui, à demi Anglaise de naissance, répétait que l'Empereur, « s'il se réfugiait en Angleterre, y serait reçu à merveille » (2). Elles s'assirent sur un banc. Napoléon vint les y retrouver. Ils restèrent un moment silencieux, jouissant de l'air pur, des ombrages, du poudrolement du soleil.

— Que c'est beau, Malmaison ! dit l'Empereur. N'est-ce pas, Hortense, qu'on serait heureux d'y pouvoir rester ?

Elle ne répondit que par un murmure, parce qu'elle craignait que sa voix ne se brisât.

Il les quitta peu après et fut causer dans la bibliothèque avec le duc de Bassano. Hugues Maret, esprit sans éclairs, mais sage, et qui depuis tant d'années était associé à la vie de Napoléon, fut sans doute dans ces moments celui à qui il livra le plus de sa pensée. Bessières et Duroc étaient morts. Rovigo avait par trop du niais. D'autres, comme Chaboulon, Flahaut, étaient trop jeunes ou subalternes (3). Dans ces entretiens, Maret lui avait donné un conseil qui n'était pas sans justesse, si l'on considère le respect des Anglais pour la légalité : « Que l'Empereur s'enfuit, courût à la côte, se jetât avec quelques amis dans un bateau, abordât en Angleterre et se présentât aussitôt au magistrat le plus proche en déclarant qu'il venait se placer sous la protection des lois britanniques. Nul n'eût osé attenter à sa liberté. »

Un instant Napoléon soupesa l'idée. Il la rejeta, lui préféra celle du passage aux États-Unis. Mais la pensée qu'il pourrait un jour, s'il y était forcé, en appeler à l'honneur anglais traîna dans le fond de son esprit.

* * *

Sur l'ordre de Davoust, le général Beker fit brûler le pont de Chatou. Celui de Bezons fut coupé. Il était temps. Quelques

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 43.

(2) *Ibid.*, III, 38.

(3) Chaboulon, comme Lavalette, avait du reste, pour des raisons de famille, refusé de partir avec lui.

heures plus tard, Napoléon pouvait être enlevé par un détachement prussien. Fouché redoutait pareille catastrophe. Blücher avait annoncé qu'il ferait fusiller Napoléon à la tête de ses colonnes (1). Fouché eût alors été perdu aux yeux des Français. La Chambre des pairs accusait déjà la Commission de gouvernement d'exposer l'Empereur sans défense aux coups de main de l'ennemi. Elle lui déléguait deux de ses membres pour la presser de faciliter enfin le départ de Napoléon (2).

Fouché ne se fût peut-être pas rendu à cette mise en demeure, s'il n'avait reçu du préfet maritime de Rochefort, Bonnefoux, la nouvelle que la croisière anglaise s'était rapprochée de la côte au point qu'il était presque impossible que les frégates pussent sortir. Dès lors, le président du gouvernement provisoire n'hésita plus : Napoléon ne lui échapperait pas. Dans la nuit il envoya le ministre de la Marine Decrès flanqué de Boulay de la Meurthe, ministre d'État, à Malmaison, aviser l'Empereur que « rien ne mettait plus obstacle à son départ, et que l'intérêt de l'État comme le sien exigeaient impérieusement qu'il partît sans délai » (3).

Napoléon, réveillé à l'aube, les reçut en robe de chambre. Il se borna à leur répondre qu'il quitterait Malmaison dans la journée (4).



Enfermé dans la bibliothèque avec Joseph, Bassano, Lavalette et Flahaut, il leur annonça son départ. Il demanda les nouvelles de la nuit. Lavalette, directeur des postes, était le mieux informé. Il apprit à Napoléon que Grouchy et Vandamme rentraient dans Paris avec les débris de l'armée de Waterloo. Les Prussiens étaient à Stains et au Bourget. Les Anglais n'avaient pas encore paru.

A ce moment, on entendit des vivats sur la route de Rueil.

(1) Blücher à sa femme (Compiègne, 27 juin) : « Il est possible et fort vraisemblable que Bonaparte sera livré à moi et à lord Wellington. Je ne puis pas agir plus habilement que de le faire fusiller; ce serait rendre un service à l'humanité. » (*Blücher in Briefen*, 454.) Deux jours après, le 29 juin, il envoya son beau-frère, le major von Colomb, avec le 8^e régiment de hussards et deux bataillons d'infanterie, pour surprendre Malmaison et enlever l'Empereur (*Blücher in Briefen*, 456).

(2) Thiibaudeau, X, 443.

(3) Lettre de la Commission à Decrès, 28 juin. (Archives de la Marine, BB³ 426.)

(4) Decrès à la Chambre des pairs (*Moniteur*, 30 juin).

C'était un détachement de ligne qui allait occuper Saint-Germain. En passant devant Malmaison, les soldats acclamaient l'Empereur.

Autour de Napoléon, serrant la bouche, tous s'étaient tus. La tête sur la poitrine, il parut réfléchir. Il alla à la table, changea quelques épingles sur la carte, puis redressé, les yeux brillants, s'écria :

— La France ne doit pas être soumise par une poignée de Prussiens ! Je puis encore arrêter l'ennemi et donner au gouvernement le temps de négocier avec les Puissances... Après, je partirai pour les États-Unis, afin d'y accomplir ma destinée.

Il courut au petit escalier qui montait de la bibliothèque à sa chambre et presque aussitôt redescendit en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, botté, l'épée au côté, le chapeau sous le bras. Il avait dix ans de moins, son visage rayonnait.

— Général, dit-il à Beker, les ennemis seront demain aux portes de Paris. Tout est perdu, vous le sentez. Eh bien ! qu'on me rende le commandement de l'armée, non comme empereur, mais comme général. J'écraserai l'étranger devant Paris. Allez porter ma demande à la Commission de gouvernement. Expliquez-lui bien que je ne songe pas à reprendre le pouvoir. Je promets, foi de soldat, de citoyen et de Français, de partir pour l'Amérique, le jour même où j'aurai battu l'ennemi (1) !

Beker fit quelques objections. Mais il était conquis. L'espoir qu'irradiait Napoléon pénétrait tous ceux qui l'avaient entendu. Si un miracle était possible, il l'accomplirait. Beker oublia sa charge de geôlier et partit, en brave homme, souhaitant de tout son cœur de réussir dans sa mission.

Madame Mère, le cardinal Fesch et Hortense étaient survenus. Celle-ci demanda à l'Empereur si l'on serait en forces.

— Non, dit-il, mais que ne fait-on pas avec les Français (2) ?

Il ordonna de seller les chevaux et de tout préparer pour rejoindre l'armée.



Beker arriva vers midi aux Tuileries, où siégeait la Com-

1) Beker, 53-55. Montholon, I, 48. Gourgaud, II, 539. Villemain, II, 420.

2) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 35.

mission de gouvernement. Il fut mal accueilli, et son message plus mal encore :

— Est-ce qu'il se moque de nous ? s'écria Fouché en sacrant. Ne sait-on pas comment il tiendrait ses promesses, si l'on pouvait accepter ses propositions ?

Et il reprocha avec colère au général d'avoir enfreint ses ordres en se chargeant d'une pareille démarche, quand il ne devait penser qu'à hâter le départ de Napoléon (1).

Les collègues de Fouché gardaient le silence. Ils ne comptaient plus. Fouché était tout ; il ne les consultait même pas. Seul, Carnot, pour cacher son trouble, se leva et marcha dans le fond de la salle. Mais il n'osa intervenir. Ni Caulaincourt...

Beker, déçu et froissé, voulut alors décliner le douteux honneur d'accompagner l'Empereur jusqu'à Rochefort (2).

— Croyez-vous, général, repartit vivement Fouché, que nous soyons ici sur un lit de roses ? Quelque avantageuses que puissent être les offres de Sa Majesté, nous ne pouvons rien changer à la teneur des arrêtés dont l'exécution vous est confiée.

Et il lui enjoignit de retourner aussitôt à Malmaison.

Beker traversa dans les salons une cohue de fonctionnaires et de généraux qui ne cachèrent pas leur hâte d'être débarrassés de Napoléon.

Quand il lui annonça son échec, Napoléon dit :

— Ces gens-là ne connaissent pas l'état des esprits. On se repentira d'avoir refusé mon offre... Donnez des ordres pour mon départ. Dès qu'ils seront exécutés, vous viendrez me prévenir.

Plus encore que la méconnaissance de ses intentions, pourtant si vraies, lui étaient amers l'abandon de Carnot et de Caulaincourt. Quoi ! ceux-là aussi, dont il s'était cru sûr, le reniaient ! Entre Fouché et lui, ils avaient choisi Fouché !

Cette idée glaça la fièvre qui depuis quelques heures l'animait. Il pouvait monter à cheval et gagner les avant-postes. Qu'était pour lui l'autorité d'un Fouché ? D'un signe il eût fait arrêter Beker. Mais sa flambée d'énergie était éteinte. Puisqu'on l'empêchait d'agir, il s'inclinait. On le poussait hors de Malmaison, il s'en allait. De nouveau, il avait dans l'esprit une lassitude terrible.

(1) Beker, 56.

(2) *Id.*, 58.

— Ils ont encore peur de moi, dit-il à Hortense. Je voulais faire un dernier effort pour le salut de la France et on va la jeter à la merci de ses ennemis (1)!

Il dit adieu à Joseph (2), au cardinal Fesch, à Talma, ami de sa jeunesse pauvre, demeuré constant, et qui chacun de ces jours avait paru à Malmaison en grand uniforme de garde national (3). Restait Madame Mère. Elle vint, la dernière des siens, embrasser Napoléon (4). Elle s'avanca lentement vers lui, qui se tenait immobile au milieu de la bibliothèque. De grosses larmes coulaient sur les joues de la mère. Ils se dirent quelques mots que les témoins n'entendirent pas. Puis elle lui tendit la main :

— Adieu, mon fils.

— Adieu, ma mère.

Ils s'embrassèrent longuement. Napoléon enfin s'écarta. Son visage était de marbre. Madame le salua de la tête et s'en alla, d'un pas régulier, déchirée, mais romaine (5).

Il remonta dans sa chambre, quitta son habit militaire, mit une culotte bleue, des bottes, endossa un frac marron et prit un chapeau de ville. Puis il se dirigea, par le dédale de pièces qu'il connaissait si bien, vers la chambre de Joséphine (6). C'est là qu'était morte celle par qui il avait connu le plus fiévreux amour, celle que, même dans l'enivrement du second mariage, il avait regrettée. Elle avait été infidèle. Elle l'avait compris trop tard. Son âme manquait de fermeté et d'étendue. Elle n'était pas faite pour devenir la femme d'un héros. Mais elle s'était montrée toujours si gracieuse, si bonne, elle avait un charme si doux... Et, pour tout racheter de ses erreurs, elle avait rendu le dernier souffle en prononçant son nom.

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, 228.

(2) Lucien était parti pour Boulogne d'où il pensait passer à Londres. Il changera d'avis, reviendra sur Dieppe, repartira pour Lyon. L'Empereur le 26 juin lui avait fait remettre un ordre de paiement de 250 000 francs qui furent versés par le Trésor et deux millions en réscriptions de bois qui furent perdus. Jérôme avait reçu 100 000 francs en espèces à l'Élysée le 24 juin. Le 26, Fouché l'invitait à quitter Paris. Il partit le 27 et se réfugia à Sainte-Pézenne, près de Niort. Il revint à Paris le 14 août.

(3) Larrey, *Madame Mère*, II, 118.

(4) *Mémoires de M^{lle} Cochelet*, tome III. Fr. Masson, *Napoléon et sa famille*, XII, 58.

(5) Accompagnée de Fesch, elle partit aussitôt pour l'Italie. Elle arriva le 15 août à Rome et s'installa au palais Falconieri.

(6) H. Houssaye, 228. Stenger, 385.

Il resta seul, un long moment, portes closes, dans cette chambre où peut-être flottait encore un peu du parfum des Iles. Rien n'avait été changé : le plafond couleur de ciel, les panneaux rouges de la tenture, chargés de palmettes, le lit splendide, pareil à une nef emportée par ses deux cygnes. Il n'y manquait qu'une forme légère...

Quand Napoléon sortit, ses yeux étaient gros de larmes.

Revenu dans la bibliothèque, il embrassa une dernière fois Hortense. Elle le supplia de prendre, — viatique contre on ne savait quel excès d'infortune, — son collier de diamants qu'elle avait cousu elle-même dans une ceinture de soie noire. Il résista, finit par céder et lui remit en souvenir ce qu'il gardait peut-être de plus cher, l'alliance de Joséphine. Il ne l'avait jamais quittée (1). On introduisit les officiers de la petite troupe qui avait assuré sa garde à Malmaison. L'un d'eux voulut parler ; il balbutia :

— Nous voyons bien que nous n'aurons pas le bonheur de mourir à votre service.

L'Empereur l'embrassa. Tous ces hommes pleuraient (2).

Quelques minutes avant cinq heures, Beker vint annoncer que tout était disposé pour le départ. Lui-même, Bertrand retardant tout par sa minutie, avait veillé aux apprêts (3). Le sauf-conduit que lui avait remis Berlier, secrétaire de la Commission de gouvernement (4), portait que Napoléon devait voyager en chaise de poste seul avec Beker. Il passerait pour le secrétaire de celui-ci. Voulait-on éviter qu'il fût reconnu

(1) Quoi que pût dire Hortense, il exigea de lui remettre en échange un billet de 200 000 francs antidaté de trois mois dont nous aurons à reparler plus tard. Il lui avait déjà donné deux bons sur les délégations de bois de 825 000 et de 668 000 francs, qui ne furent jamais acquittés (F. Masson, *Napoléon et sa famille*, XII, 85).

(2) Rovigo, VIII, 188. Rapport de Réal, 29 juin (Archives nationales, AF. IV, 934). H. Houssaye, 229.

(3) Autorisé du reste par Fouché, il avait fait entasser dans plusieurs fourgons une énorme quantité d'argenterie, de vaisselle, de linge, de vêtements. « Bertrand et sa femme, écrivait Planat (I-268), veulent de la Cour partout ; ils ont embarrassé le train de l'Empereur d'un tas d'hommes et d'effets inutiles. » En effet près de cent personnes allèrent suivre Napoléon. Marchand de son côté avait pris à l'Élysée quelques meubles, le lavabo de vermeil ciselé par Brunier, un petit buste du roi de Rome, des portraits de Joséphine et de Marie-Louise. Ces épaves orneront la chambre de l'Empereur à Sainte-Hélène.

(4) Le comte Berlier avait le titre de secrétaire adjoint au ministre secrétaire d'État.

sur sa route ou le mettre hors d'état de se défendre? Avec Fouché, on ne sait. Mais l'Empereur parut blessé qu'on ne l'eût pas consulté. On avait alors décidé qu'il partirait dans une calèche fermée à quatre places, sans armoiries, avec quatre chevaux et deux postillons. Un courrier la précéderait pour préparer les relais. Ce changement aurait l'avantage de dépister les malveillants qui pourraient essayer de rejoindre l'Empereur. Sans une parole, Napoléon prit son chapeau rond posé sur un secrétaire. Suivi d'Hortense et de ses derniers fidèles, il quitta la bibliothèque et marcha vers le vestibule encore orné des statues et des tableaux rapportés des campagnes d'Italie. Il ne voulut pas qu'aucun de ceux qui devaient rester passât la porte. Seul avec Beker, Savary et Bertrand, il se dirigea vers la grille qui, au sud du parc, donnait accès au chemin de la Celle-Saint-Cloud. Dehors attendait une grande calèche jaune, à quatre chevaux. Napoléon tourna la tête et regarda encore une fois, par-dessus les futaies inondées de soleil, pointer les toits fins de Malmaison. Il se jeta d'un mouvement brusque dans la voiture. Ses trois compagnons s'y assirent après lui. Ali monta sur le siège. Les chevaux partirent aussitôt d'un trot vif, par les bois, dans la direction de Rambouillet.

OCTAVE AUBRY.

(*A suivre.*)

SPLENDEURS ET MISÈRES DE VERSAILLES

QUELQUE CHOSE DE ROYAL

Le culte de Versailles, — il n'est pas d'autre mot, — exige de ses dévots de nombreuses oraisons, plus d'un pèlerinage, une culture profonde, mais aussi une grande ferveur d'âme.

Ce palais de la Belle au bois dormant ne livre pas ses secrets aux gens pressés. L'auto s'arrête aux grilles qui défendent son domaine, et le Tapis Vert n'est pas près de servir de terrain d'atterrissage pour avions. La vitesse n'a pas droit de cité dans la Cité des eaux. Il faut du temps et comme une sorte de lente divination pour distinguer, dans l'ordonnance de ses architectures végétales, parmi la douceur attendrie de ses pierres et la magnificence de ses marbres, les traits divers dont se compose l'harmonieux visage de la France.

Rien ne donne, en effet, l'image de l'unité française comme Versailles où le marbre rose du Languedoc s'allie au gris ambré de la pierre du Vexin, comme ces bassins creusés, sur l'ordre du maître, par tous les régiments de nos vieilles provinces, comme ces statues et ces groupes, dus au ciseau du Lyonnais Coysevox, des Champenois Girardon et Bouchardon, de Puget de Marseille.

A Versailles, pour honorer le dieu Louis XIV et la France éternelle, tout est harmonie, harmonie délicate, mais aussi harmonie grandiose. La volonté d'un grand roi, l'élan magnanime d'une nation privilégiée, le temps aussi, avec ses souvenirs héroïques, galants, tragiques, mélancoliques, et la magie de sa patine verte et dorée, tout ici a collaboré à la création d'un ensemble unique au monde.

Aux âges romantiques, après une promenade aux Trianons, Théodore Chassériau souhaitait de garder en lui « quelque chose de royal et qui dure ». Ce qu'avait entrevu ce jeune génie, guetté par la mort, ce « quelque chose de royal » et qui devait durer plus que nous, sommes-nous assurés de le rencontrer demain encore à Versailles?

LE DOMAINE MENACÉ

Les anciens estimaient que seuls pouvaient entrer dans le temple et toucher aux vases sacrés des êtres vraiment affranchis de toutes contingences humaines. On souhaiterait que Versailles, ce temple du goût français, ne fût jamais confié qu'à des mains parfaitement dignes de le conserver. Le musée, à vrai dire, eut et possède encore des administrateurs éclairés. Il y a quelque trente ans, M. Pierre de Nolhac veillait sur les collections royales, et l'on sait combien de livres délicats et sensibles la Cité des eaux inspira, durant des années, à ce noble poète, doublé d'un probe historien.

M. Pératé n'était pas moins qualifié pour conserver les musées de Versailles. L'Italie avait formé cet esprit élégant, tempéré par la suavité franciscaine, et d'ailleurs tout aussi susceptible d'admirer Delacroix que Giotto. Son départ contrista tous les amis de Versailles; mais on dut convenir qu'en succédant à MM. de Nolhac et Pératé, M. Gaston Brière, l'actuel conservateur des musées de Versailles et des Trianons, ne faisait que continuer une heureuse tradition : nul érudit plus sûr de ses fiches, nul historien de l'art plus consciencieux, nul administrateur plus vigilant.

Où, mais voilà le malheur. Ce qui importe le plus à Versailles, en dépit de ses richesses, ce n'est pas le musée, c'est le palais, ce sont les jardins, ce sont les Trianons. Or la lourde charge de régner sur ce domaine royal appartient à un architecte, qui a le redoutable honneur de succéder tout ensemble à Mansart et à Le Nôtre, à Gabriel, à Hubert Robert et à Mique. On pensera que c'est beaucoup pour un seul homme, et l'on déplorera qu'ici la République n'ait pas continué la tradition monarchique, en laissant à un architecte le soin d'entretenir les bâtiments et à un « paysager », — comme M. Laprade, par exemple, dont l'éloge n'est plus à faire, — la charge de

veiller sur l'œuvre admirable des grands jardiniers des trois Louis. C'est là sans doute que réside tout le mal; la cause dévoilée, qu'on y porte remède.

Il est grand temps. A la *Revue*, où l'on pratique de tout cœur la reconnaissance envers nos amis de l'étranger, ce n'est pas sans tristesse que je dois évoquer, — et cela rend ma tâche infiniment délicate, — les atteintes portées à un trésor d'art et d'histoire pour lequel l'étranger a si généreusement manifesté son intérêt. Les Français n'oublient pas qu'au lendemain de la guerre, tandis que nos amis d'Angleterre et d'Amérique collaboraient fraternellement au relèvement de nos provinces détruites, un homme s'est dressé, au delà des mers, Mr Rockefeller, qui a compris que Versailles, bien que n'étant pas sur la zone rouge, méritait aussi de vivre et qui, avec une générosité dont l'histoire lui tiendra compte, a dépensé une fortune royale pour sauver le domaine de nos rois.

Et pourtant, la vérité doit être dite. Qui a connu l'admirable Versailles d'avant la guerre et qui le visite maintenant éprouve une impression de tristesse et de colère. A vrai dire, le scandale date déjà de loin. Il y a quelques années, les amis de Versailles constataient avec stupeur qu'on pratiquait des coupes sombres dans les futaies royales. Autour de la Colonnade de Mansart, c'était un massacre; des arbres séculaires mordaient la poussière; on eût dit que, soucieux d'évoquer à Versailles les paysages du front, le successeur de J.-H. Mansart et d'André Le Nôtre tenait à transformer les bosquets du Roi Soleil en un *no man's land*. Avertie par la presse, l'opinion s'émut. En vain l'auteur du massacre allégua-t-il, pour sa défense, que les arbres de Versailles avaient vraiment trop poussé depuis Louis XIV, et en appela-t-il aux plans de Le Nôtre, prétextant qu'il voulait rétablir les bosquets dans l'état où les avaient vus Molière et M^{me} de Maintenon. Cet argument archéologique fit long feu... Mais venons-en aux méfaits récents que révèle une simple promenade à travers Versailles et les Trianons.

LA MINOTERIE DE LA GRILLE ROYALE

A Saint-Cyr, vous prenez la route de Marly et à la hauteur du chemin de Villepreux, à droite de la Grille royale, longeant le mur du parc, d'immenses bâtiments en

ciment armé imposent à votre vue leur horreur indicible.

De mornes constructions, plates, grises, démesurées, comme on en voit chez les Soviets; un gratte-ciel en saindoux ou en béton; enfin, adossé au mur du parc de Versailles, un « village nègre »; des baraques au toit de tôle ondulée; des torchons, de la crasse; la zone chez Louis XIV.

C'est la *minoterie, chef-d'œuvre*, — cela encore il faut le dire, — *d'un architecte des monuments historiques*.

Et ici de graves questions se posent. Comment a-t-il été possible de tourner des règlements pourtant draconiens? Comment a-t-on su que la servitude *non ædificandi*, appliquée aux terrains situés devant la Grille royale, avait malheureusement perdu de sa force en 1890, par suite de la carence administrative, lors de la modification de la route de Marly? Comment a-t-on pu obtenir que la demi-lune, élevée par Mansart, fût décalée sur la droite, pour faire place à cette architecture bolchéviste? Comment a-t-on osé commencer d'ébaucher devant la Grille royale les bâtiments annexes, afin de donner à l'illustre perspective du grand canal ce point de vue terminal, que ne pouvait prévoir Louis XIV : une usine en ciment armé? Comment, devant les protestations des amis de Versailles, les tout-puissants dirigeants de cette minoterie ont-ils eu le front de demander la cession d'une parcelle du domaine royal, afin d'y transporter leurs « bâtiments annexes »? Comment la Commission des sites ayant inscrit, un peu tard, à l'inventaire la bande de terrain qui s'étend depuis la Grille royale jusqu'à Villepreux sur une longueur de cinq kilomètres, a-t-on paru si longtemps ignorer qu'il n'y avait plus rien à construire entre la Grille et la route de Marly?

Qu'il y eût là un scandale, le fait n'est pas niable. La preuve en est que des sanctions ont déjà été prises et que d'autres, plus importantes, le seront sous peu. A l'heure actuelle, l'architecte des monuments historiques qui a construit la Minoterie de Versailles a été révoqué...

Le mal pourtant subsiste. L'horrible Minoterie déshonore la plus belle perspective du monde. De la Galerie des glaces, ce gratte-ciel offense la perspective du Tapis Vert et du Grand Canal. Quel dictateur aux Beaux-Arts nous débarrassera de cette verrue monstrueuse?

LE GRATTE-CIEL POMPADOUR

L'hôtel des Réservoirs est de nouveau menacé. Le vieil hôtel, si animé encore, lors des élections présidentielles, a fermé ses portes depuis bien des mois. Il comprend, on le sait, deux parties : la plus ancienne, surélevée de trois étages, occupe, depuis 1732, l'emplacement des pompes qui, sous Louis XIV, alimentaient la grotte de Thétis, avec les eaux puisées dans l'étang de Clagny. Offert par Louis XV à M^{me} de Pompadour, cet hôtel renferme encore les salons de la favorite. L'autre partie a été également construite de 1780 à 1783, à la place de l'ancienne machine élévatrice, par l'architecte d'Arnaudin.

Le fameux hôtel qui, après avoir hébergé, en 1814, le tsar Alexandre I^{er}, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, abrita, en 1919, les plénipotentiaires allemands convoqués pour signer le traité de Versailles, n'a cessé d'être menacé depuis le lendemain de la grande guerre. Il y a quelques années, sans la vigilance de M. de Nolhac, toujours si dévoué à son cher Versailles, on y élevait un gratte-ciel.

On l'a érigé en face sur la même rue des Réservoirs, tout près de la maison discrète où La Bruyère écrivit ses *Caractères*.

Les huit étages du *sky-scraper* narguent le bassin de Neptune; contrairement à l'usage, on a oublié de graver sur la façade le nom de l'architecte. Modestie ou prudence? Il nous suffit de comparer ces grilles vert et or pour reconnaître qu'elles viennent du même fournisseur que les grilles extravagantes, imposées au Grand Trianon. Chacun sait à Versailles, et ailleurs, de qui ce gratte-ciel Pompadour est l'œuvre.

Il y a quelques mois, un nouveau scandale faillit éclater à Rocquencourt, sous les vues de Trianon, à la lisière de Marly. Sans les appels de l'administration des forêts, très attachée à la conservation des beaux aspects du passé, et surtout sans l'ardeur, sans l'énergie du nouveau directeur général des Beaux-Arts, bien résolu, semble-t-il, à ne pas abandonner à la Bande noire le trésor artistique de la France, Versailles et Marly recevaient une atteinte irréparable. On élevait dans les parages de la Grille Maintenon un pendant à la minoterie de la Grille royale. Seulement, il s'agissait cette fois d'un sanatorium.

On ne sera pas surpris d'apprendre que le grand responsable fut surtout l'État, l'État si indifférent, si ignorant des admirables richesses que lui a léguées la monarchie. Quand M. Bollaert voulut s'opposer à l'érection de ce sanatorium, il lui fut répondu : « Trop tard. Ce terrain était un terrain d'État, et l'État, — en l'espèce, l'administration des Domaines, si inférieure à sa mission, — s'en est dessaisi ; l'État l'a vendu à la ville de Versailles pour y élever un immense sanatorium. »

L'affaire était mauvaise. Il fallut s'appuyer sur la Commission supérieure des sites, négocier avec la municipalité versaillaise qui, en l'espèce, fit preuve d'intelligence (n'alla-t-elle pas jusqu'à promettre de raser le hideux campanile de son Hôtel de ville ?), obtenir de l'administration des Domaines qu'elle revint sur cette vente. Grâce à l'initiative du nouveau directeur général des Beaux-Arts, le péril est aujourd'hui conjuré.

Pour combien de temps ? car c'est un fait que cet admirable domaine royal est sans cesse menacé. Sans parler des complicités de certains architectes, indignes de leur mission, il est trop certain que la plupart des faiblesses constatées sont dues au morcellement des responsabilités. Ce magnifique ensemble qui englobe Versailles, les Trianons, Marly, Saint-Germain, et que desservira bientôt une route de trente-cinq kilomètres, toujours sous bois, depuis la porte Dauphine jusqu'à Saint-Cloud, aux Fausses-Reposes, à travers les forêts de Marly et de Saint-Germain, pour aboutir à la route de Quarante-Sous, vers Chambourcy, ce verdoyant royaume de Louis XIV, les administrations des Bâtiments civils, du Génie militaire, des Domaines, des Eaux et Forêts se le partagent. Division des responsabilités qui créent les irresponsables ; charnières entre deux services d'État, où presque toujours les vandales réussissent à s'insinuer. C'est ainsi que, furieux de ne pouvoir ériger devant la Grille royale leurs bâtiments annexes, les gens de la Minoterie se sont retournés vers le ministère de la Guerre et ont obtenu de lui un nouveau terrain placé à la suite du leur, vers Saint-Cyr. Charnière encore, le point de Rocquencourt, où l'on devait élever un gigantesque sanatorium ; là règnent l'administration des Domaines et à quelque cent mètres celle des Eaux et Forêts.

Pour la conservation de ce domaine royal, qui doit être, pour le plus grand Paris, ce que fut le bois de Boulogne pour

le Paris d'Hausmann, souhaitons qu'il soit mis fin à pareille anarchie. Souhaitons qu'une seule autorité, celle des Beaux-Arts, reçoive la charge de veiller sur ce trésor artistique de la vieille France.

LE MARTYRE DES MARBRES ET DES ARBRES

Il est d'autres actes de vandalisme qui, pour être moins éclatants que celui de la Minoterie et du gratte-ciel Pompadour, n'en désolent pas moins les fidèles de Versailles.

La manière vraiment désinvolte dont on a traité les statues de marbre, dans les jardins, a particulièrement surpris et inquiété, non sans raison, les admirateurs de l'œuvre de Le Brun et de sa pléiade de sculpteurs, les Coysevox, les Le Hongre, les Tuby, les Le Gros, les Marsy, les Girardon.

Les statues de Versailles auront été les victimes de cette frénésie de machinisme qui suivit la grande guerre, et dont on peut mesurer aujourd'hui la faillite en France et ailleurs. Le temps les avait revêtues d'une mousse qu'il suffisait d'enlever avec respect. On a préféré les traiter au chalumeau ; pendant des mois et des mois, les Versaillais ont eu la stupeur de voir des flammes cruelles fouiller la radieuse nudité de Diane et d'Apollon. Résultat : les statues de Versailles ont perdu la patine des siècles et jusqu'au grain miroitant du marbre. La matière et l'esprit ont été tués là par la machine ; on se trouve en présence de figures en fonte, blanchies à la céruse, comme on en voit dans les comices agricoles.

Et pourtant, elles sont en marbre ! Mais la pierre, la pierre du Vexin qui ornait les bassins aux margelles de marbre sarrancolin, la belle pierre de France, aux reflets mauves, allez jusqu'au Grand Trianon, faites le tour du bassin, du Plafond d'Eau, tout récemment restauré (les beaux vases modelés par Ballin ont disparu de leurs socles et on a des raisons de s'en montrer inquiet) et vous découvrirez avec stupeur qu'elle a été remplacée par de la *meulière*.

Oui, de la *meulière*. Ce conglomerat bête, banal, affreux, qui déshonore tant de villas de la banlieue, voilà le « matériau » nouveau, spongieux et éphémère, que le « restaurateur » de Versailles a substitué à la noble pierre royale.

La meulière, nous la retrouverons plus loin, et dans l'un des coins les plus émouvants de Trianon.

Mais il nous faut auparavant parler du supplice des arbres.

Ici, qu'on n'invoque pas le goût de nos aïeux pour les « jardins de l'Intelligence », pour les architectures végétales aux frondaisons strictement alignées et taillées. Je n'entends parler que du jardin anglais du petit Trianon, et des vastes espaces qui le relie au parc proprement dit.

Là, tout est dépeuplé par la fureur d'un ennemi des arbres. Comment les conservateurs du domaine de Versailles peuvent-ils ignorer que les arbres à feuillage persistant, les pins exotiques, les mélèzes, les cèdres du Liban et de l'Inde, périssent, dès qu'on leur coupe des branches? Or, on en a déjà réduit le plus grand nombre à l'état de plumeau, on a « fait la ramille » chez Louis XV et chez Marie-Antoinette.

Il s'agit bien d'architecture végétale; plus rien qu'un immense massacre. La cognée démocratique règne en maîtresse absolue sur le domaine royal.

Si la curiosité vous prend de savoir où l'on cache tous ces nobles cadavres, regagnez la route de Saint-Cyr et, derrière une grille, à la hauteur du Jardin du Roi, — en plein parc de Versailles, — vous apercevrez, avec une surprise indignée, le cimetière où reposent les arbres assassinés. C'est tout d'abord un infect dépotoir, où de vieux piquets, des treillages rouillés, voisinent avec une chaudière de locomotive ou de chauffage central; derrière, ce sont les branches et les troncs, et les fagots qui feront de beaux feux de joie.

A TRAVERS LES BARBELÉS DU PETIT TRIANON

Il y a enfin le hameau de Marie-Antoinette à Trianon.

Là encore, le scandale ne date pas d'hier, puisque, dès 1930, dans un ouvrage consacré à Versailles, j'écrivais ces lignes : « Au bord du nouvel étang s'élève la tour de Marlborough restaurée tout récemment dans des conditions parfaitement indignes d'un tel lieu. » Depuis, M. Pierre de Nolhac, historien du hameau de Marie-Antoinette, a poussé, dans *Figaro*, un long cri de douleur. Il a été entendu. Qu'on le veuille ou non, il y a une question du petit Trianon.

Encore une fois, on invoque l'archéologie, les plans de

Richard Mique, à qui l'on doit le hameau et les jardins de Trianon, l'album découvert à Modène par M. de Nolhac et les tracés qui y figurent. Je ne connais pas d'argument plus vain, plus stérile, ni plus dangereux, que les renseignements fournis par les archives, en matière de restauration. C'est avec de tels arguments qu'on a refait Vézelay, Pierrrefonds et Carcassonne dans les conditions navrantes que l'on sait; ce sont ces arguments, articles de foi à la Commission des Monuments historiques, qui nous ont valu récemment les deux échauguettes du plus pur gothique 1933 qui, en Avignon, montent maintenant la garde à l'entrée du Palais des Papes.

A cent ans de distance, les doctrines de Viollet-le-Duc continuent de fleurir, pour le plus grand dam de nos monuments d'autrefois.

« Restaurer un édifice, a écrit Viollet-le-Duc, ce n'est pas l'entretenir, le réparer ou le refaire, c'est le rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné (1). » A cette absurde théorie, qui porte aujourd'hui tous ses fruits à Trianon, comment ne pas opposer les paroles de vie d'un Mérimée : « Par restauration, déclare-t-il, nous entendons la conservation de ce qui existe, la reproduction de ce qui a manifestement existé (2). » Restaurer, oui, mais toujours sans excès. « Consolider en conservant avec scrupule l'appareil et les dispositions primitives, reproduire avec prudence les parties détruites, lorsqu'il en existe des traces certaines, surtout ne rien donner à l'invention, telles sont les recommandations que la Commission n'a cessé d'adresser aux architectes chargés de réparer les monuments (3). »

Ces lignes-là, ceux à qui sont confiées les merveilles de la Vieille France feraient bien de les méditer, et aussi tel jugement décisif qui ne cessait de m'obséder, l'autre jour, au Hameau : « Les réparateurs sont peut-être aussi dangereux que les destructeurs (4). »

Dangereux, certes, ceux qui ont assumé la reconstruction du Hameau de Marie-Antoinette l'auront été au delà de ce que

(1) Dictionnaire raisonné de l'architecture française, t. VIII.

(2) Rapport du 11 mars 1844 à la Commission des Monuments historiques.

(3) Annuaire des Artistes et des Amateurs, 1861, p. 176.

(4) Lettre du 2 juillet 1834 (Mérimée à Arcis de Caumont) citée par M. Pierre Trahard (*Prosper Mérimée de 1834 à 1853*, Champion, 1923).

nous pouvions craindre. On frémit de leur voir livrés des bijoux comme le pavillon de la Nouvelle Ménagerie, bâti pour Mme de Pompadour (des murs de ciment empêchent de voir les surprises qu'on nous y réserve) et comme le Belvédère, où l'on a jugé expédient de remplacer par une plinthe en ciment la merveilleuse plinthe de marbre rouge...

Passons, la rage au cœur, devant le Théâtre où Marie-Antoinette joua Rosine et qui a maintenant une grille et un toit de bâtiment scolaire, et gagnons le Hameau.

Par ces jours d'automne, c'était un pèlerinage délicieux que d'aller retrouver, parmi ces fabriques, imaginées par Hubert Robert autant que par le comte de Caraman et par Richard Mique, le fantôme émouvant de Marie-Antoinette. Cet enchantement est à jamais détruit.

Des réseaux de barbelé, des palissades de chemin de fer (quand on songe au charmant dessin des palissades d'antan, l'on prend en pitié ces vandales), des chevaux de frise viennent ici, fort opportunément, nous rappeler qu'on fait encore la guerre à Versailles. Pour ma part, je n'ai pas perdu l'habitude des barbelés et je l'avoue, un beau dimanche, au nez ébahi du public, je suis passé au travers et j'ai vu ce qu'on n'a pas le droit de voir; j'ai pénétré dans cette tour de Marlborough, où Mme Poitrine chantait la fameuse complainte au petit Dauphin, dans cette tour dont on ferme l'accès et dont on interdit la vue au public *depuis quatre ans*.

Comme je comprends cette interdiction et ces palissades!

La tour de Marlborough, cette petite merveille, restaurée avec tant de piété, quoi qu'on en ait dit, par l'impératrice Eugénie, — et Mérimée, qui, lui, s'y connaissait en restauration, — a été reconstruite *en tôle* grossièrement badi-geonnée; son belvédère est maintenant du plus beau style colonial américain (hommage dont se serait sans doute passé M. Rockefeller). C'est un soulagement ensuite de pousser une porte et de pénétrer dans la charmante petite rotonde voûtée du soubassement. Là, le « restaurateur » ne s'est pas encore mis à l'œuvre et l'on a respecté jusqu'à ce jour le simple appareil des vieilles pierres deux fois séculaires.

Il n'en va pas de même, hélas! des autres maisons du Hameau. Au lieu du pisé rustique et des briques naïves, chers à Hubert Robert, l'architecte a recouru partout à la meulière

et au béton armé; matières pauvres, matières anachroniques, et qui transforment le hameau de la Reine en un coin de banlieue. Je sais bien que, pour échapper aux critiques, l'on a racolé une équipe de barbouilleurs qui ont zébré de mauve et de vert, de fausse mousse et de faux bois, l'affreux ciment, afin de donner l'illusion d'un décor; mais la matière subsiste, niaise, sans âme, et le théâtre le plus dénué ne voudrait pas, pour rien au monde, d'un tel décor.

Meulière et ciment, voilà tout ce qu'on a trouvé pour le moulin, la laiterie, le boudoir et la maison de la Reine... J'ai vu cela, non pas de loin, comme le public tenu en cage, mais de près. J'ai touché, palpé ces matériaux lamentables, et j'ai fait le tour des douze potagers que n'a pu voir, et pour cause, M. de Nolhac.

Possible que le caprice de la Reine ait admis, — pour un temps, — ces douze potagers; mais au lieu de couper des arbres pour leur faire place (on a prétendu le contraire, mais à force de franchir des barbelés, j'ai fini par découvrir ces bons témoins de ce que j'avance : les *souches des marronniers coupés*), au lieu de planter un verger qui a surtout l'air d'une pépinière et des choux qu'il faudra bien mettre un jour à la soupe; au lieu de ces hideuses tonnelles en bois de merisier, il est permis de penser qu'il y avait à Trianon des restaurations plus urgentes; celle par exemple de ces deux merveilles menacées par l'incurie de ceux qui en ont la charge : le pavillon de la nouvelle ménagerie et le Belvédère.

Tel qu'il est, le mal paraît irrémédiable. Un des plus nobles, un des plus touchants aspects de la France vient de faire place à des rustiqueries banlieusardes du plus pur style hostellerie.

Et cependant le domaine de Versailles, le plus beau domaine de France, en est encore à attendre un conservateur digne de sa splendeur royale.

RAYMOND ESCHOLIER.

Rendons à César ce qui est à César. A la suite de notre article sur le nouveau pont du Carrousel, on nous demande de préciser que les ingénieurs qui ont étudié le projet accepté sont MM. Mallet, Gaspard et Morane, et les architectes MM. Umbdenstock et Tourry.

IMAGES DES INDES

I

DE BOMBAY A CALCUTTA

BOMBAY

— *Chota hazri, Sahib.*

Le *bearer* (1) apporte cette tasse de thé sur laquelle tout Anglais ouvre les yeux à son réveil. De la glacière à ma chambre, il n'y a que deux étages, mais le beurre a eu le temps de fondre.

— *Panka, bearer!*

Le ventilateur grince ; les grandes pales battent l'air avec un bruissement frais. Triomphant au-dessus des collines de Malabar, le soleil a déjà rompu la trêve de l'aube. Matin d'Orient, lumineux et moite, pendant que Paris dort à trois heures de la nuit. Matin banal où les seuls bruits de la rue sont ceux du Dieu commerce, le premier levé. Un matin pareil à celui-ci, les touristes du Taj Mahal en s'éveillant viendront distraitemment s'accouder à leur fenêtre. Rien ne leur fera deviner que ce soit le grand jour, — à Belleville on dirait le « grand soir », — où l'Inde doit changer de régime. Pourtant un signal mystérieux aura prévenu la nuit chaque maison des quartiers indigènes et rassemblera les hommes où il faudra. Pas d'armes à feu : la volonté d'agir suffira. D'ailleurs la police ne se sert que de ses bâtons.

Une plaisanterie pittoresque, cette police de Bombay, dont un humoriste dessina l'uniforme. Peut-on vraiment faire

(1) Valet.

respecter la loi avec des mollets nus et une petite calotte jaune serin sur l'oreille? Avec cela une allure martiale et le souci de la tenue sur la voie publique... Je veux dire la fuite devant tout incident bruyant.

Silencieux sur ses pieds nus, le bearer est parti. Je reste seul en face de plusieurs robinets d'eau froide, sources d'un bien-être éphémère. Tout cela semble beaucoup moins luxueux que le prix de la pension : vieux appareils sanitaires démodés, murs blanchis à la chaux, lit de cuivre, tout ce que Bombay appelle le luxe du Taj Mahal Palace. L'Europe serait satisfaite d'un valet de chambre par étage, au lieu qu'ici chaque porte a le sien, rêveusement accroupi sur le pavé de marbre : serviteurs particuliers que leur maître promène de ville en ville, de couloir en couloir.

Le *chota hazri*, thé, toast et bananes, ne donne aux Britanniques que la force de s'habiller. Pour sortir, c'est une autre histoire : porridge, bacon, poisson, tout cela sous les tropiques comme en plein brouillard de Londres. Un regard malchanceux dans les cuisines du Palace m'a coupé l'appétit : un marmiton, vêtu de sa seule chemise, se régalaît des intestins d'un poulet; le chef avait dû garder pour lui les yeux, morceau de choix. Je me contenterai d'une mangue au marché.

Adieux définitifs à l'Europe ! C'est devant la *Gate of India* qu'il convient de les faire. Un arc de triomphe sur le rivage, par où je contemple une dernière fois la mer de l'ouest et ses vagues argentées. Vingt ans plus tôt, le roi d'Angleterre débarquait ici. Sous la même arche, lui voyait ses généraux, ses princes, toute sa colonie essoufflée d'amour. On lui avait ménagé à l'arrivée cette place de l'Étoile en miniature, cette façade occidentale du Taj Mahal. Cent mètres où il ne se sentirait pas dépaycé, cent mètres réservés depuis aux flâneries élégantes du soir, autour des voitures américaines alignées. Au delà, l'Inde est restée l'Inde. Son indifférence pouilleuse a gardé les rues de Bombay et impose leur esthétique hybride, leurs réclames absurdes; elle pousse ses chars à bœufs, ses chèvres et ses mioches entre les autobus; elle frotte ses pieds aplatis, calleux, couverts de terre et ramasse pieusement la bouse de vache; elle étale devant la charité publique ses membres coupés, ses yeux aveugles, ses ventres creux ou ballonnés. Elle mène ses processions à grand renfort d'orchestre,

de lampes à acétylène et de papier doré; elle adore mille dieux, rêve, parle, vole et se laisse voler : c'est l'Inde...

Deux mille kilomètres de l'ouest à l'est, trois mille du nord au sud : où donc tâter le pouls de ce colosse? Delhi, capitale administrative, ne signifie rien. Près d'un siècle et demi d'occupation britannique n'ont apporté ici d'autre unité que le cours de la roupie et les timbres-poste à l'effigie de Georges V. Bombay ignore Calcutta, Madras ignore Bénarès. Seules deux organisations rivales couvrent l'Inde : le Gouvernement et le Congrès. La première a sa tête à Londres, la deuxième nulle part, malgré de vagues essais de centralisation. Pourtant, au-dessus de la mêlée des races, des religions et des castes, un nom connu de tous et un seul, Gandhi.



Ma première visite sera pour Manibhuvan, demeure du Mahatma (1).

Rues indigènes, sales et colorées. Le soleil déjà vertical passe entre les balcons, accroche les étalages et dessèche toutes les immondices de la chaussée. Une odeur d'encens, de braise et de pâtisseries inconnues monte du fond des boutiques. Des bœufs errants me dévisagent avec lassitude.

Gageure impossible que se diriger dans ces ruelles, dont la plupart n'ont pas de nom. Un tailleur musulman me donne son fils qui prétend connaître Manibhuvan. De fait, il connaît tout le quartier. Serruriers, cordonniers, pâtisseries, tout le monde l'interpelle. Il répond et s'arrête : on m'évalue d'un regard comme si je comptais parmi les forces européennes à surveiller. Les femmes, peureuses, rabattent leur voile et se sauvent dans l'obscurité des arrière-boutiques.

Voilà bien trois quarts d'heure que nous marchons. Enfin mon guide s'accroupit sur le trottoir et dit : « *Manibhuvan haï!* »

Ici! Cette maison dont j'ai rêvé, n'a rien *a priori* de révolutionnaire. On dirait plutôt une petite résidence de rentier. Seulement, deux hommes de la police barrent la porte et, comme je tente de passer outre, m'accablent d'une avalanche de mots incompréhensibles. Le gamin assiste avec indifférence

(1) Titre donné à Gandhi, qui signifie « Grande âme ».

à cette discussion ; il veut ses quatre annas (1) et peu lui importent les drames politiques. Enfin, las de mon air obtus, un des hommes me fait comprendre qu'il doit partir et moi rester. Ayant démêlé le mot d' « officier », je m'accroupis, moi aussi, sur le trottoir, ce qui me vaut un coup d'œil favorable du fils du tailleur, plein de mépris pour les genoux européens qui ne savent pas se plier. J'attends une demi-heure, une heure. Cela n'a aucune importance. La première force de l'Orient consiste à savoir attendre.

Voici l'officier. Il est indigène, mais parle anglais. Quoi ! je voulais voir Manibhuvan ? Mais la maison est sous scellés depuis l'arrestation de Gandhi. Tous les locaux du Congrès ont été saisis, saisis également les comptes en banque, cinquante mille roupies. Telles sont les mesures qu'a décidées le vice-roi pour combattre la campagne de désobéissance civile.

— Nous sommes en force ! conclut l'officier, lissant ses moustaches batailleuses de guerrier mahométan.

Visiblement, il est fier de piloter un Européen.

Les boutiques d'alentour sont fermées : il m'explique que c'est un *hartal*, mesure de protestation contre le gouvernement décrétée par le Congrès. Pendant un mois, les commerçants ont promis de ne rien vendre. Ils n'en sont encore qu'au troisième jour et tiennent parole. Quelle passion politique serait assez forte en Europe pour décider les boutiquiers à pousser le verrou ? Fait-on des grèves en France pour un autre idéal que celui du salaire ? J'entends encore cet étudiant passionné du *Mooltan* qui me disait : « L'intérêt ? oui, mais chez nous il y a autre chose ! »

Nous descendons Hornby road. Dans ce quartier européen, pas de *hartal*, mais une manifestation plus efficace, le *picketing*. Il s'agit de boycotter les marchandises importées et d'empêcher tout client d'entrer dans les magasins qui en vendent. Un groupe de volontaires se charge de l'arrêter à la porte.

— Essayons d'entrer, dis-je à l'officier.

— Oh !... Pour vous, Européen, on vous laisserait passer. Mais attendez qu'un Indien se présente.

En voici un. Pas un acheteur, mais un ami de mon guide, Habib Ullah, tailleur de son état. Il ne demande pas mieux

(1) La roupie (environ 6 fr. 50) se divise en seize annas.

que de se prêter au jeu et se dirige vers la boutique. On l'exhorte, mais il refuse d'écouter. Alors, trente Hindous se couchent en travers du trottoir. Il tente de les écarter : pas un ne bouge. Habib Ullah nous lance un coup d'œil malicieux et, essayant de ne pas trébucher, marche froidement sur les bras, les dos et les ventres. Le plancher humain se laisse faire : la lutte, a dit Gandhi, doit être de « non-violence ».

— A votre tour!

Comme j'approche, tous les volontaires s'écartent pour m'ouvrir un passage. Non qu'il leur répugne de servir à un Européen de marchepied, mais ils lui concèdent le droit d'acheter ce que ses frères de race ont fabriqué. Plus encore qu'à la vue du hartal, on commence à réaliser quelle profonde discipline d'esprit mène ces révolutionnaires. Chacun paraît capable du discernement d'un chef. Allez donc dire à des communistes parisiens en délire : « Vous mettez à sac les boutiques de la place Vendôme sans toucher à l'hôtel Ritz! » Allez surtout leur dire : « Vous vous assiérez en rond sur le trottoir et, quelques coups ou injures que vous subissiez, votre seule protestation sera de ne pas bouger! »

D'un point de vue plus réaliste, ces manifestations signifient simplement qu'on ne pourra plus vendre aux Indes le coton X... ou l'inimitable sauce Z... Ville de clients butés, Bombay se dérobe à son premier devoir de colonie : consommer. Et voilà le tragique! Depuis Vasco de Gama, la fortune a changé de sens : elle exige pour l'Europe non plus des vaisseaux chargés de cannelle ou d'or, mais des acheteurs. Docile, l'Inde avait arrêté ses métiers, ouvert des comptes en banque. Elle nous empêchait de mourir de faim en mangeant nos conserves, de mourir de froid en s'habillant avec nos vêtements. Par une étrange et moderne multiplication des pains, plus elle nous prenait de richesses et plus il nous en restait. Les Indiens d'ailleurs n'avaient qu'à suivre leur nature pour se croiser les bras et fumer des cigarettes anglaises. Hélas! tout a une fin : on commence à trouver là-bas que ces cigarettes ont mauvais goût et qu'on n'a plus d'argent pour les payer... (1).

(1) Pendant les mois de janvier et février 1932, l'exportation aux Indes des cigarettes anglaises a baissé de treize lakhs, soit près de dix millions de francs sur la moyenne.

* *

— Vous entendez? demande l'officier.

J'entends le brouhaha d'une foule enthousiaste, pressée autour d'une estrade. Un homme monte et essaie de parler. Il est nu-tête sous le soleil; ses bras s'allongent, ses cheveux dansent en longues boucles noires sur sa nuque. Derrière lui, des banderoles, dont une en anglais : *Buy Indian*.

— C'est le vieux marché de Lakmida Khimji, quatre-vingt-quatorze magasins d'étoffes! Mais ils ne vendaient rien depuis deux mois, complètement arrêtés par le *picketing*. On vient de les rouvrir avec des marchandises indiennes et le titre de *Swadeshi Market*, c'est-à-dire consommation exclusive de produits indigènes. Tenez! Vous voyez, sous l'estrade, ces femmes en jaune? Ce sont elles qui ont réussi à fermer l'ancien marché, des Gujurates comme moi... bien que nous servions des causes opposées!... L'orateur est entraîné à faire leur éloge. Vous ne comprenez pas ce qu'il dit?

Pas un mot! mais j'extrais ce passage paru le lendemain dans un journal de Bombay : « Il est temps d'imiter le prince de Galles. Il a prêché aux Anglais ne s'acheter que des produits fabriqués chez eux. L'Angleterre a imprimé partout *Buy British*! Nous voulons imprimer *Buy Indian*! Dans les siècles passés l'Inde était connue autour de la terre pour ses étoffes; elle avait réussi à s'emparer de tous les marchés. Où en est-elle aujourd'hui? L'Europe compte quelques millions de chômeurs et ne parle que de cela : l'Inde peut en compter cinquante millions, dont le Gouvernement n'a cure. Le *Swadeshi* leur donnera de quoi manger!... »

C'est bien le discours d'un Hindou que je transcris et non celui de quelque président de syndicat parisien. Mais l'Hindou à longues boucles noires transformait notre froide économie politique et lui donnait, avec ses gestes de prophète, l'allure d'une religion.

* *

— Voulez-vous voir des révolutionnaires préparer du sel?

— Du sel!

— C'est un monopole du Gouvernement, donc une forme d'impôt. Ils essaient d'en extraire de la mer pour ne rien payer!

Mon mahométan ne veut plus me lâcher. Il frète un taxi. Il est prêt à engloutir un mois de paye dans cette journée glorieuse pour m'entendre répéter : « Vous qui êtes lieutenant dans l'armée britannique... »

Nous roulons loin du centre. Les faubourgs s'allongent comme ceux d'une capitale d'Europe, aussi misérables. Le taxi stoppe derrière une sorte de caserne délabrée, sur quoi les singes se poursuivent de balcon en balcon. La poussière tourne en nuages opaques sur des terrains vagues. Tout est gris et rose.

— Marchez jusqu'au bout de ce passage. Je ne peux pas vous accompagner à cause de mon uniforme.

Une longue voûte de pierre, une cour ; puis, inattendue, une grande foule silencieuse. Personne ne fait attention à moi, bien que je ne puisse apercevoir aucun Européen. Le soleil éblouit sur des tuniques blanches en étoffe grossière, évidemment les *khaddars* tissés à la main, qu'a ordonnés Gandhi. Ces révolutionnaires doivent être bon teint. Pourtant, quel calme, quelle allure pacifique ! Ils font cercle autour d'un espace vide où cinq femmes, assises sur les talons, surveillent des bassines de cuivre. Une petite fumée révèle un feu de bois qu'entretient un grand diable aux jambes nues avec des gestes simiesques. Le tout évoque une séance de magie plutôt qu'une fabrication de contrebande. Au-dessus de tout cela flotte le drapeau du Congrès, drapeau national, où le rouge des Hindous et le vert des Mahométans encadrent la bande blanche des Minorités. Sur le blanc, un rouet grossièrement tracé figure le travail manuel, indispensable selon Gandhi à la régénération de l'Inde moderne. En attendant, le garçon qui tient le drapeau paraît peu convaincu de l'importance de sa charge. Il le balance négligemment et on sent que ça l'encombre. Sans doute faut-il être occidental pour vouer de la passion à un morceau d'étoffe.

Quand je retrouve mon officier, il dort dans le fond du taxi. En dépit de la banquette confortable, il s'est accroupi et sa bouche, d'habitude close, laisse voir deux rangées de dents, noires de betel. Il dort avec cet abandon bienheureux des fils d'Allah que nous, Européens, ne connaissons jamais. Son uniforme kaki lui va résolument mal et je le méprise, au fond, de ne pas assister à la préparation du sel avec ses frères,

dans un khaddar écriu. Brusquement, il s'éveille. Ses jambes s'allongent, sa mâchoire se referme. Le voilà redevenu singe à copier les Anglais.

— Vous avez pu voir ?

— Oui... Qu'attendez-vous pour les arrêter ?

— Un détachement viendra les prendre ce soir à cinq heures.

— Et vous croyez qu'ils l'attendront ?

— Naturellement. Tous les jours on en arrête une cinquantaine à cette heure-là. Nous avons des ordres sévères pour ne pas en emmener davantage : les prisons sont déjà bondées.

— Ils se débattent lorsqu'on les emmène ?

— Jamais. Les Hindous ont peur des coups et il est entendu qu'ils font de la « non-violence ». Alors c'est devenu pour eux une gloire de se faire arrêter comme des martyrs.

— Du fanatisme !

— Peuh !... Si la prison les nourrit mal, elle les nourrit aussi gratuitement... Aux Indes, ça compte !

PUNJAB MAIL

Quiconque voyage à travers les Indes doit emmener avec lui son *bedding* (1) et son bearer. Le premier s'achète dans une des boutiques de Hornby road : un oreiller, des draps et deux couvertures au moins, car les nuits en wagon sont glacées de décembre à mars. Le second se trouve au petit bonheur. Les portiers d'hôtel et les agences de voyages ont toujours des douzaines de bearers à placer, mais chers et peu recommandables. Mieux vaut s'adresser à un ami. Lui, qui dans une situation moyenne possèdera bien quinze à vingt domestiques, vous en cédera un. Il le fera comparaître avec une brutalité affectée (pour vous éblouir de son expérience du pays) et discutera les conditions : vingt-cinq roupies pour une perle capable de baragouiner l'anglais. C'est pour rien ! Avec cent soixante francs par mois, le bearer doit s'habiller, manger, dormir, suivre son maître comme une valise et, comme elle,

(1) *Literia*

se laisser déposer à la consigne, n'importe où, pour un nombre d'heures illimité. Pourtant ledit bearer sera satisfait, car il gagnait sûrement moins chez votre ami et votre ami se réjouira de vous avoir fait payer trop cher, juste brimade qu'il convient d'infliger à un bleu de la colonie. Au surplus, malgré les illusions que vous cultivez à cet égard, son domestique lui tient généralement plus à cœur que vous.

C'est pourquoi je suis flanqué d'un Hindou sale, mais serviable, Pancham. Il s'embrouille dans une histoire où sa mère et sa fille paraissent et disparaissent au gré des mots anglais et « Urdu », vraisemblablement un appel à la générosité, que je refuse de comprendre. Une heure plus tard, Pancham revient avec son équipement de voyage et une enveloppe rose pâle où je lis mon nom. La lettre est bien tournée; dans le bas, habitude professionnelle, l'écrivain du bazar a même inscrit son adresse pour le cas où je voudrais recourir à lui pour la réponse. Pancham me traite par sa plume de « puissant et respecté Sahib », auquel se recommandent un cousin lépreux, une vieille tante paralytique et une fille à marier. Le major Brown m'a déjà prévenu contre ces suppliques : « Attrapez-le rudement, mais sans coups de pied, parce qu'avec notre stupide gouvernement actuel les indigènes ont le droit de porter plainte pour châtiments corporels ! » Tant pis... je donne cinq roupies à Pancham : il le faut pour notre confiance réciproque !

EN WAGON

Si le « stupide gouvernement » de Brown a contribué à édifier la gare de Bombay, il convient de lui retirer aussitôt cette épithète. Voilà une gare, et comme Paris même n'en possède pas ! D'ailleurs, les trains valent la gare. L'Inde doit être la seule colonie que le chemin de fer couvre d'un réseau presque aussi serré qu'en Europe. L'Afrique du Nord, encore moins l'Indochine, ne peuvent rivaliser. Qu'avons-nous fait là-bas ? Des tronçons de voie, pas toujours raccordés. Observez sur une carte les deux grands ports de l'Inde et de l'Indochine, Bombay et Saïgon, les deux capitales, Delhi et Hanoï : aller de Saïgon à Hanoï exige une expédition maritime de plus de quarante-huit heures, agrémentée de transbordements ; il n'y a

que deux départs la semaine et par quels bateaux ! La même distance sépare Bombay de Delhi : il y a deux trains par jour et le trajet dure vingt heures. Les difficultés, dira-t-on, n'étaient pas les mêmes : l'Inde, plus plate, ses forêts moins denses, etc..... Sinon de Bombay à Delhi, je connais des forêts plus denses que partout ailleurs où le chemin de fer indien a inauguré une mise en valeur remarquable ; quant aux ouvrages d'art, la largeur des rivières pendant la mousson bat tous les records. Le pont sur le Gange à Bénarès mesure plus d'un kilomètre. Il n'y a pas une seule grande ville où ne passe la voie ferrée, pas un seul voyage qui ne puisse se faire entièrement en wagon. Poser des dizaines de milliers de kilomètres de rail avec un minimum d'ingénieurs européens, les faire exploiter par un personnel exclusivement indigène, voilà ce qu'a su faire l'Angleterre. Il faut se hâter de le dire, comme la chose la plus frappante du pays et qu'on a trop vite fait d'oublier en causant avec les Indiens révolutionnaires.

Ce qui étonne ensuite, c'est le nombre de voyageurs. Pour des raisons impénétrables, une foule d'individus circulent sans cesse du nord au sud et de l'est à l'ouest avec femmes et enfants. Les distances, d'ailleurs, sont énormes : où qu'on aille, il y en a toujours au moins pour vingt-quatre heures ! Quand une famille hindoue part en expédition, elle emporte tout son mobilier : une couverture, une poêle à frire, une petite bassine de cuivre pour se verser de l'eau sur la tête et de vieilles boîtes à conserve vides. Avec cela, elle installe un campement dans la gare et consulte le brahmane sorcier, spécialiste des chemins de fer. Le jour et l'heure du départ dépendent moins de l'indicateur que de la lune et des étoiles. Si leurs conjonctions paraissent défavorables, la famille attend sur sa couverture, mange de bizarres décoctions dans les boîtes à conserve et s'arrose le crâne aux heures prescrites. Lorsqu'enfin tout le firmament s'est mis d'accord, et à condition qu'elle n'ait aperçu aucun serpent ni autres signes défavorables, la famille prend son wagon d'assaut. On n'ouvre même pas les portières : tout le monde passe par les fenêtres. Tant qu'il reste un pied cube de vide, c'est assez pour s'accroupir !

J'ai dû choisir un mauvais jour astronomique, car les quais de Victoria Terminus restent jonchés de couvertures et de bassines de cuivre. Il y a même des chèvres qui errent à

l'aventure, une étiquette au cou. De temps à autre, un employé consciencieux lit une étiquette et enferme la chèvre dans le bon train. J'aperçois de bizarres paquets blancs qui, de loin, ressemblent à des fauteuils recouverts de housses. Je m'approche, ce qui paraît déplaire fortement au propriétaire. Il gesticule et voilà que les trois fauteuils se lèvent et marchent : ce sont trois épouses mahométanes, décemment voilées... Dans le wagon où je me réfugie, Pancham est déjà occupé à une chasse aux insectes. Plus exactement, deux coolies squelettiques balaient sous ses ordres. Il n'est aux Indes travail si minime qu'il ne puisse suffire à occuper un surveillant !

Compartiment de quatre mètres sur trois, avec salle de douches privée. Pas de couloir. Pancham m'explique que c'est le plus sûr moyen d'éviter les voleurs. Sur la banquette d'en face, un capitaine anglais installe son campement, tout comme un Hindou : couvertures, bouteille thermos et *short-stories*, — le souci du confort chez les Anglo-saxons serait-il d'origine orientale ?

Nous allons à Bénarès. Pancham, en l'apprenant, a manifesté une joie bruyante : je lui offre du même coup un gagne-pain et un gagne-ciel. Bénarès est aux Hindous comme la Mecque aux Mahométans : une fois dans leur vie, ils doivent y aller en pèlerinage, un luxe que mon bearer n'a jamais pu se payer. Il y a deux capitales aux Indes : l'une politique, Delhi, l'autre religieuse, Bénarès. C'est par la seconde qu'il faut commencer. Elle seule explique les mentalités que Delhi gouverne.

Un Hindou désirant connaître la France, nation en principe catholique, n'aurait pas besoin de passer par Rome parce que les manifestations extérieures des chrétiens n'y sont guère plus marquées qu'ailleurs. Mais s'il était un lieu où le christianisme se pût étudier plus facilement, je conseillerais à notre Hindou d'y aller d'abord. Beaucoup de nos réactions individuelles ou sociales lui deviendraient compréhensibles. Nous ne pouvons pas discerner en nous-mêmes les influences de la religion occidentale, mais elles sautent aux yeux des autres races. Quant à savoir si ce sont vraiment des influences, autrement dit si la religion a fait le caractère ou le caractère la religion, peu importe : il suffit d'admettre que la religion soit un résumé du caractère général de la race. (N'y a-t-il pas, par

exemple, un rapport étroit entre la tendance à coloniser et la tendance à convertir les païens ?) Si c'est vrai de l'Europe, qui ne donne aux choses divines qu'une place et un temps strictement limités, combien plus de l'Inde où la foi se mêle à tous les détails de l'existence, à peu près comme l'hygiène chez nos sportifs ou la publicité chez un artiste de cinéma. Elle devient réflexe, à la fois intérieur et extérieur. En Europe, par exemple, quel parti entreprendrait une lutte de non-violence ? Quel chef en l'imposant spécifierait que cette méthode doive être observée non seulement en paroles mais *en pensées* ? Ces méthodes, auxquelles un Occidental n'accorderait que de l'Ironie, se comprennent aisément si l'on fait intervenir la passivité contemplative de l'hindouisme.

* * *

Le train roule entre de bizarres collines découpées en figures géométriques. Parfois, sur la crête, un château-fort en ruines, vestige d'une féodalité que la Compagnie des Indes mit en déroute. Est-ce ici la jungle de Kipling ? Je cherche des loups, des tigres, des serpents, Mowgli même. Mais le Mowgli que nous imaginons en Europe ne ressemble guère à ces petits vauriens qui se faufilent près du compartiment à chaque station et hurlent : « Penny, Sahib, penny ! »

Pendant la nuit, le capitaine anglais et sa couverture sont devenus blancs. Moi aussi. La poussière s'infiltre partout. Nous avons grelotté au petit jour et voici que le soleil, en s'écrasant sur le toit du wagon, y fait revenir une température de chaudière. Depuis vingt-quatre heures, rien que la campagne surpeuplée. La voici, l'Inde, la vraie, compacte et continentale. Bombay n'est qu'une île minuscule et ce qu'on y voit de révolutionnaire signifie-t-il quelque chose pour l'ensemble du pays ? La réponse à cette question n'est ni dans les archives du Congrès ni dans celles du Vice-Roi, mais dans ces villages identiques, dans ces têtes de laboureurs qui aiguillonnent distraitemment leurs bœufs. Je consulte mon Baedeker, — en l'espèce le Simon's Report, œuvre d'une des nombreuses commissions envoyées aux Indes par le Gouvernement de Sa Majesté pour enquêter sur les conditions économiques et politiques de la colonie. M. Latifi, le secrétaire mahométan de la Table Ronde, qui m'a donné ces cinq cents pages touffues, les ouvrirait

avec le respect qu'on porte à une Bible. C'est assez dire que M. Latifi fait partie des modérés. Des Indiens plus agiles affirment que la mission Simon n'a rien vu ou voulu voir et que le chapitre des conclusions était rédigé avant le départ. Je leur abandonne les conclusions ; le reste au moins fut écrit consciencieusement. On peut lire au paragraphe 2 « Prédominance de l'agriculture » : « ...Si l'on convient d'appeler ville une agglomération de plus de dix mille âmes, on peut dire que 93 pour 100 de la population des Indes britanniques habitent la campagne... L'agriculture est la seule grande occupation du peuple... Sur cent habitants, soixante et onze se consacrent aux travaux des champs, douze à l'industrie, cinq au commerce, deux aux travaux domestiques, 1,5 au Gouvernement et à l'Armée... Ce qui intéresse la grosse majorité est surtout la chute des pluies ou les procédés d'irrigation, le prix du grain, le paiement des fermages et des impôts, l'observation des fêtes religieuses, l'éducation des enfants, le mariage des filles, etc... »

Une secousse me projette brutalement sur les genoux de Pancham qui pousse un « han ! » d'écrasé. Le train stoppe et mon beaver se précipite à la portière, ses chaussures à la main, comme le vent la politesse. Le soleil et les mouches envahissent le compartiment. Je questionne un turban rouge : « One minute, Sahib, one hour ! » Ça avec un geste d'impuissance qui découvre deux paumes rose-marron, vous êtes bien renseigné ! Est-ce une panne de mécanique ou un bœuf sacré couché en travers de la voie ? Pancham secoue vaguement la tête et jute du bétel. La locomotive fume au ralenti... Il n'est pas toujours possible aux Indes de savoir pourquoi un train s'arrête. Quelquefois, sur les petites lignes, il suffit qu'un officier supérieur, de la vitre de son wagon spécial, ait aperçu un tigre et veuille l'abattre. Il tire la sonnette d'alarme, charge sa carabine et se met à l'affût. Si le tigre ne daigne pas réparaître avant une heure, il y aura une heure de retard sur l'horaire. Mais cela, aux yeux de Brahma, n'a pas grande importance !

D'un village tout proche, une file d'indigènes s'égrenent sur le sentier avec d'immenses paniers plats sur la tête. Il ne reste plus qu'à visiter le village.

Si j'ai peur que le train ne parte sans moi, le capitaine anglais qui partage mon compartiment se charge de me rassurer :

— On viendra nous chercher. Le train des Indes ne part jamais sans son voyageur européen, allez ! Le contrôleur sait bien que ça n'arrangerait pas son avancement !

Et il balance une petite canne de cuir qui, dans tout l'Empire britannique, sert d'emblème de commandement. Je le suis le long du sentier, évitant de la tête le choc des grands paniers. A mi-chemin, il y a congestion de paniers autour de deux gendarmes et de deux prisonniers. Les gendarmes se figent au garde à vous, les prisonniers, pour se donner une contenance, enfouissent leurs doigts de pieds dans la poussière. Le capitaine Gordon, qui est de la police, les fait pivoter du bout de sa canne comme des mannequins : ce sont des membres du Congrès prêchant un *no-rent campaign* (1). « Si vous refusez tous de verser vos loyers, disent-ils aux paysans, et alléguez que vous manquez d'argent, l'habitude de vous faire payer un impôt disparaîtra ! » On n'ajoute pas que le Gouvernement disparaîtrait en même temps, faute d'argent. Mais l'esprit des villageois ne va pas si loin : des habitudes millénaires leur ont enseigné que les impôts ne servent qu'au luxe des princes et à la brutalité de leurs soldats.

— Stupide ! conclut Gordon. Avec quoi pensent-ils qu'on entretienne l'armée, la police et les fonctionnaires ? Ils sont pourtant bien contents que...

Je reste persuadé qu'ils ne sont pas contents du tout. Sur une roupie qu'ils payent, combien d'annas ou même de pices (2) reviennent en avantages sur leur tête ? Et de combien de ces avantages, — comme l'instruction obligatoire, — ne se passeraient-ils pas allègrement ? Mais tout cela vaudrait une discussion ennuyeuse avec Gordon. Je préfère lui brûler la politesse et monter, quand le train s'ébranle, sur le marche-pied d'un wagon de quatrième classe. Pénétrer plus avant demande quelques efforts : il faut repousser des torses nus, chercher minutieusement un espace où poser le pied entre les bras, les jambes et les paquets les plus hétéroclites. Je finis par trouver place à côté d'une Européenne, assise à même le plancher ; une Sœur des pauvres, vêtue de la même robe noire qu'elle porterait à Paris. La sueur coule lentement de sa cornette, le long de ses joues roses... La sueur ou les larmes ?

(1) Littéralement : campagne de non-loyer.

(2) Un anna vaut quatre pices.

— Si vous voulez accepter, ma sœur, j'ai une place en première.

Mais elle refuse. Partie pour les Indes afin de soigner des lépreux incurables, convertir des Hindous inconvertibles, il lui faudra jusqu'à sa mort rouler en quatrième classe. Un de ses voisins prend soin d'elle et lui offre des mangues et des crêpes dont il chasse d'abord les mouches. Ce voisin, drapé dans une sorte de chemise de nuit jaunâtre, est un brahmane : je le vois à son front barbouillé de peinture jaune. Il regarde la sœur avec ces égards que se portent deux chefs ennemis. Je ne connais pas de pays où les Sœurs des pauvres ne soient respectées.

BÉNARÈS

« Ici fut la première parcelle de terre... »

Ainsi veulent les livres sacrés : du chaos Vichnou tira d'abord Bénarès, laissant à plus tard d'achever une création que sa céleste sagesse concevait comme une grande banlieue.

Bénarès, avec Golconde et Ispahan, les trois noms qui émeuvent le plus les imaginations d'Occident : réminiscences de contes de fée, veuves brûlées vives et mystères du Gange... Le voici, glissant au pied des palais éternels, gris sur les sables roses, tournant depuis l'Himalaya ses méandres patients et bouillonnant en remous jaunâtres contre les piliers du pont du chemin de fer. Nonchalance et révolte ! L'Inde adopte son rythme et s'enivre de divin le long de ses berges. A Bénarès, comme une vision d'opiomane, elle fleurit en une architecture étrange, levant ses quelque deux mille temples vers le ciel. L'un portant l'autre, écrasés, enchevêtrés, décrépits de vieillesse, et pourtant plus forts que le temps, ils dévalent vers le fleuve, ainsi que les monstres d'une forêt préhistorique. Les feuilles d'or rutilent sur les coupoles, les ombres bleu de nuit découpent des gouffres entre les piliers. Parasites voraces de cette faune de pierre, les dieux ricanent sur tous les murs. Bara Ganesha, le dieu éléphant, dans ses yeux entr'ouverts, jouit féroce de sa forme et courbe sa trompe immuable sous ses mains argentées. Apportez d'autre riz, d'autres gâteaux, apportez encore ! Bara Ganesha, lorsqu'il digère, a parfois souci des

mortels. Hanuman, le dieu singe, le héros des batailles de Rama, complotte quelque cruauté, tandis qu'Anapurna, la déesse au visage d'or, sourit sur ses autels jonchés de fleurs. Et mille autres, cruels ou magnanimes...

Des vieillards quittent tout pour mourir ici : en mourant à Bénarès, on évite à coup sûr la réincarnation, on se libère de sa propre individualité. Certains ont apporté comme talisman une outre d'eau pure remplie sur les glaciers himalayens. Ils l'ont gardée sur leur épaule dans la poussière des routes indiennes, et la ville sainte les a reçus, moribonds, à bout de souffle. Ils restent accroupis à la même place pour l'éternité, hommes ou femmes, prostrés dans leur effort d'abstraction pour s'unir à Brahma, troupeau de cauchemar exhibant d'affreuses lèpres ! Des bras dont il ne reste que l'os implorent la charité. Oh ! cette vieille qui me tend une fleur entre ses gencives édentées, fleur cueillie sans doute à plat ventre avec les mêmes gencives ! Et les lèvres violettes battent comme des moulins à prière ; un bourdonnement monotone submerge les agonisants : *Ramnam Satya hai* ! « Dieu est le vrai Dieu ! » Curieux paradoxe, si l'on songe que les vrais dieux se chiffrent ici par centaines de mille !

« Penny, Sahib, penny ! » Le cri monte et se change en menace. L'armée des enfants, guère plus saine que celle des vieillards, avec ses crânes pelés et ses béquilles, bondit à l'assaut des étrangers. Un surtout m'obsède, avec son œil crevé qui sort de l'orbite comme un globe translucide. « Penny, Sahib ! » Les moustiques sifflent en nuage, et vaccinent au hasard. Les mouches se gorgent de chaleur et de suintements hideux sur les visages.

Monstruosité qui se change en obsession : je ne peux plus m'en aller !

Une foule démoniaque s'engouffre dans le temple d'or. En arrivant sur le parvis, chacun, pour attirer sur lui l'attention d'un dieu, frappe une cloche. Je vais sonner moi aussi, — et pour quel dieu ? — lorsqu'un corps nu me repousse : un Européen n'a pas le droit de franchir ce seuil, le plus sacré de l'Inde. Une heure, je suis resté fasciné par des chants hindous, psalmodie exigeante qui m'arrivait par une fente de la muraille. Graves et rituels comme des figurants d'opéra, les pèlerins passent, s'accroupissent, méditent et s'ablutionnent.

Au fond d'un petit temple obscur, des mèches brûlent devant la déesse Khali. On lui apporte des chèvres. Un Brahmane en robe safran leur passe les cornes entre deux poteaux de bois ; il abaisse son sabre et, d'un seul coup, leur tranche la tête. Le sang gicle comme une fontaine et se coagule sur les dalles. Le Brahmane a les pieds écarlates ; des gouttes ont jailli jusque dans ses cheveux.

Un cortège passe, hurlant de joie derrière un fou. Un fou ou un saint ? Il est nu, sauf un chiffon au bas du ventre, et tient un poignard au-dessus de sa tête, la pointe dirigée vers sa poitrine. Il a décidé de se tuer par extase religieuse, et il y réussira, malgré la protection que la police entend exercer sur son corps. Depuis un an peut-être, chassé par les gendarmes et respecté par les dévots, il parcourt les villes avec son poignard, ramassant de l'argent. Quand il aura ramassé de quoi célébrer dignement ses funérailles, il s'ouvrira la gorge. Ne voyait-on pas jadis les pèlerins se jeter sous les roues des chariots qui portaient les grands prêtres, les *gurus* ! Viechnou aime qu'on se tue pour lui, après avoir hurlé son nom en délire, assez longtemps pour en devenir anesthésié.

LA CÉRÉMONIE DES CINQ SUBSTANCES

Chaque geste a ici sa répercussion dans l'au-delà, chaque geste en appelle à la sentence des dieux et à celle d'une foule uniquement occupée de divin. Pourtant, dans ce grouillement d'humanité, quelles barrières entre les individus, quel soin à échapper au contact du voisin ! Qu'une main d'« intouchable » vienne à frôler la robe d'un Brahmane, c'est assez pour obliger celui-ci à d'interminables cérémonies de purification. Et rien ne distingue *a priori* l'intouchable, aucune infirmité : son seul crime est de ne compter parmi ses ancêtres que de pauvres bougres aux métiers dégradants, comme le nettoyage des rues, ou le tannage des cuirs. Encore faut-il voir là un cas extrême ; et la nécessité où se trouve un Brahmane de plonger lui-même ses vêtements dans l'eau, lorsqu'ils lui reviennent de chez le blanchisseur, fera mieux comprendre ses difficultés à rester pur. Qu'il aperçoive un cadavre, qu'il apprenne le décès d'un ami à quelques centaines de kilomètres,

il se baignera aussitôt en récitant les prières prescrites, car la nouvelle même de la mort suffit à le souiller.

En inculquant à tous les Hindous la hantise de l'impureté, les Brahmanes ont réussi à faire vivre cet invraisemblable échafaudage social, que constituent les castes.

L'origine des castes se perd dans la nuit des temps. Pourtant, comme le mot en sanscrit signifie couleur, il est à croire que les aborigènes de l'Inde instituèrent le système pour protéger leur race des invasions aryennes, un peu comme pourraient le faire les Américains pour mettre entre eux et les nègres des barrières plus solides que le seul préjugé de couleur.

Telle est la version hérétique. Un Brahmane m'a rétorqué avec indignation que les castes ont toujours existé :

— Le dieu Brahma les créa en même temps qu'il peuplait la terre. De son cerveau sortirent les Brahmanes, avec mission de diriger l'esprit des hommes; de ses épaules, les Kshatryas ou guerriers; de son ventre, les Vaysias ou commerçants. Enfin, Brahma regarda ses pieds: il en fit naître tous les Sudras, les cultivateurs. Ces quatre catégories se sont, par la suite, subdivisées à l'infini...

Par ordre d'importance sociale, la caste des Brahmanes l'emporte de loin sur les autres. Toute caste est héréditaire, sauf la leur: on ne devient Brahmane qu'après la cérémonie dite « de la triple corde ». Il en coûte à des garçons de moins de dix ans trois jours de réclusion, pendant lesquels ils sont censés méditer sur les vertus de Brahma. Mais comme le Brahmane a toujours soin d'investir ses fils et de n'investir qu'eux, la caste se transmet comme les autres, farouchement exclusive, de génération en génération. Ainsi, chaque Hindou se trouve pris dans une sorte de franc-maçonnerie, dont il ne peut jamais sortir.

A l'origine, tous les Brahmanes étaient prêtres. Ils exercent aujourd'hui les professions les plus diverses. Mais, à côté du privilège de se peindre le front, un autre, plus précieux, leur appartient encore, celui de lire et interpréter les saintes écritures. Ils en tirent des moyens illimités pour exploiter la crédulité publique, illimitée elle aussi. Dans le sud de l'Inde, par exemple, lorsque les Brahmanes ont besoin d'argent, ils enchaînent la statue d'un dieu. Le peuple apprend avec émoi

que le dieu n'a pu payer ses dettes et que ses créanciers l'ont réduit en captivité. Aussitôt, des fonds sont réunis pour le libérer. Ou bien l'idole fait savoir par la bouche de ses prêtres qu'elle en a vraiment assez de protéger un pays de grippe-sous et qu'elle va se mettre en quête d'une patrie plus généreuse. La consternation se répand et les offrandes affluent.

Dans un pays où la proportion des lettrés n'atteint pas 5 pour 100, la science des Brahmanes fait prime aux yeux des gouvernants. Dans l'Inde britannique comme dans les États indigènes, ils occupent les places officielles ; renflouer les finances publiques est une de leurs spécialités. Le peuple n'est d'ailleurs pas leur seule victime : des Maharajas qui vont à Londres paient au retour des sommes fabuleuses pour se faire pardonner d'avoir traversé la mer et mangé avec des Européens, deux souillures graves.

Du haut en bas de l'échelle sociale, chaque caste possède son conseil de l'ordre, qui veille à la scrupuleuse observance des règles de la caste. Tous les membres sont solidaires du blâme ou de l'honneur que peut encourir un de leurs membres. On m'a affirmé qu'un homme de la caste rajput avait dû tuer sa fille de sa propre main pour l'avoir surprise, non mariée, dans les bras d'un homme. Mais le gouvernement britannique a réussi à rendre ces exemples de plus en plus rares.

Parfois naissent dans les villes des rixes sanglantes de caste à caste parce que l'une d'elles a outrepassé ses privilèges. Un *chuckler* mit son village à feu et à sang pour s'être montré dans une fête publique avec des fleurs rouges piquées dans son turban, droit exclusif des castes dites « de la main droite » !

Comme peine suprême, le conseil de caste dispose du droit d'expulser le coupable. Qu'on découvre par exemple des rapports entre un Brahmane et une femme *sudra*, le Brahmane perd son rang. Il devient un intouchable.

Mais il arrive qu'à force de pénitence, — et surtout de roupies, — la victime se rachète. J'ai assisté, lors d'un précédent voyage, à la réhabilitation d'un Vaysia dans un village du Bengale. Ce pourquoi on l'avait banni, je ne puis m'en souvenir, sinon qu'une femme était mêlée à l'affaire. Un Brahmane qui s'intéressait à la France (Dieu sait pourquoi !) et m'avait pris en amitié, fut chargé de présider la cérémonie du

pancha gavia (1), destinée à purifier l'âme et la demeure du Vaysia repentí. Je suppliai le Brahmane de m'emmener, à quoi il consentit d'assez mauvaise grâce, prévoyant qu'on goûterait peu ma présence. Dans les grandes villes, un Européen rehausse l'éclat d'une fête privée; dans les campagnes, où les rites religieux sont plus sévères, le blanc reste l'homme impur qui néglige les ablutions élémentaires, mange du bœuf et commet toute sorte d'incongruités. Les mœurs occidentales choquent presque toujours l'Hindou orthodoxe, ce que nous imaginons difficilement. L'incompréhension indo-britannique est partie de là.

Je promis à mon Brahmane de me conduire en tous points comme le reste de la compagnie, en particulier de ne me moquer de rien et de manger de tout ce qu'on m'offrirait.

— Pour cela, je vous prends au mot, dit-il, mais vous ignorez à quoi vous vous engagez!

Là-dessus, il se peignit le front plus soigneusement que d'habitude, avec une pointe de vermillon entre deux raies jaunes et enfila une robe blanche ou qui avait dû l'être, car, à force de tremper dans la rivière, elle avait pris une teinte jaunâtre plutôt sale.

La maison du Vaysia, en briques, au milieu de bâtisses en torchis, offrait un aspect cossu.

— Voilà donc pourquoi vous allez lui rendre son rang! hasardai-je. Combien tout cela va-t-il lui coûter?

Le Brahmane ami des Français me regarda de travers :

— Il n'est pas question pour lui d'acheter quelque chose. L'Hindou est charitable et le Brahmane doit toujours ignorer ce qu'il reçoit.

Si un Indien ne glisse dans sa phrase aucun compliment, s'il ne l'accompagne ni d'un sourire qu'il veut charmeur, ni d'une caresse de la main, c'est qu'il sous-entend un reproche. Je n'insistai plus, malgré une furieuse envie de demander en clignant de l'œil : « Un coup de cinq cents roupies, hein! » D'ailleurs, j'entraais dans la maison de briques. Il fallait tra-

(1) Littéralement : les cinq substances. — L'abbé Dubois avait déjà parlé de cette cérémonie dans son livre *Mœurs, institutions et coutumes des peuples de l'Inde*, publié vers 1830. Cet ouvrage est encore à l'heure actuelle le plus complet qui existe sur les mœurs hindoues et je lui suis redevable de bien des précisions.

verser d'abord une étable et deux cours intérieures, décorées de guirlandes de fleurs et de papier doré comme une guinguette de banlieue pour un quatorze juillet. Il n'y a pas de fête aux Indes sans accessoires de cotillon.

Le maître de céans, tout humble et débordant de graisse, nous reçut dans une grande salle sans meubles, aux murs décorés de ces horribles chromos religieux que vendent les bazars de Bombay. (On y contemple des vaches inspirées étendues sur des champs de fleurs, des déesses au teint pâle dont les charmes semblent coupablement terrestres.) Une douzaine d'hommes entourèrent mon Brahmane avec cette assurance masculine un peu tapageuse et sûre de soi qu'on ne voit que dans les pays où les femmes sont toujours exclues des réunions. Vêtus de *dhotis* blancs, de chemises de soie voyantes, parés de boutons de diamant, de colliers de fleurs, ils gardent pour les cérémonies cet éclat du mâle que nous avons troqué contre l'habit.

Une matière brunâtre couvrait le sol comme un tapis. C'était de la bouse de vache séchée, puis pétrie dans l'eau, dont les femmes avaient eu soin, le matin même, de frotter toute la maison : pas de plus sûr moyen de purifier une demeure en raison du caractère sacré de la vache. D'ailleurs, j'allais voir bien autre chose.

Le Brahmane nous fit accroupir en cercle autour de cinq vases de terre. Un enfant d'une douzaine d'années y versa respectivement du lait, du beurre fondu, du lait caillé, de la bouse de vache et un liquide jaune que je sus plus tard être l'urine du même animal. Un silence suivit, pendant lequel chacun des assistants était censé méditer sur les vertus de cet ensemble dit *pancha gavia*. L'enfant revint avec des fleurs qu'il plaça autour des vases, puis le Brahmane offrit de l'eau à chacun. A chacun des vases s'entend, puisqu'ils représentaient le dieu Pancha Gavia, dont le plus grand désir devait être de pouvoir se livrer à ses ablutions. D'autres offrandes suivirent, frites d'encens, de bananes, de bétel et de bois de santal.

Personne ne parlait, en sorte que le bruit de la foule amassée au dehors venait jusqu'à nous. Tous les hommes du village devaient être là, discutant sur la faute du Vaysia et sur ma présence. Leurs voix graves, jointes à l'aspect figé de ceux qui étaient accroupis autour de moi, composaient une atmo-

sphère où l'on n'aurait pu sourire. Malgré l'absurdité de cette bouse de vache, qui sait si les réactions morales que provoquait la cérémonie, ne dépassaient pas celles dont nous avons l'habitude de nous contenter en Occident ! Une fois admis le symbole matériel d'une idée, il semble difficile d'établir une hiérarchie des symboles et, pour un savant, toutes les molécules se valent. Si un sauvage assistait à l'inauguration solennelle d'une rue de Paris, ne serait-il pas pris de fou rire à voir un conseiller municipal couper gravement un ruban qui empêche de passer mille hommes vigoureux !

Le Brahmane récita la prière suivante : « O dieu Pancha Gavia, daigne pardonner les péchés de toutes les créatures qui te présentent ces sacrifices. Tu sors de la vache, c'est pourquoï je t'offre mes prières, afin d'obtenir rémission de mes péchés et purification de mon corps, faveur accordée à ceux qui te boivent. Pardonne-nous et sauve-nous ! »

C'est ici que je dus me souvenir amèrement de la promesse que j'avais faite à mon ami : grave comme un barman étudiant un nouveau cocktail, il mélangeait le contenu des cinq vases. Nous tendîmes les mains jointes en forme de coupe et il nous versa de quoi boire. Tous y plongèrent leurs lèvres avec trop d'empressement pour que je pusse me dérober. D'ailleurs, au nom de quel préjugé aurais-je refusé ?

Lorsque je fus seul avec le Brahmane, il me parla de la cérémonie comme si elle avait pu me paraître parfaitement normale. Mais je crus sentir que j'avais gagné dans son estime.

LES BUCHERS AU BORD DU GANGE

J'ai marché tout le jour, de ruelle en ruelle, de temple en temple : c'est ce qu'on ne devrait jamais faire ! Le tourisme est à bannir complètement des voyages, au moins des voyages qu'on voudrait compréhensifs. D'abord, parce qu'il fait mal à la tête, mal aux chevilles et brouille la vue. Trouve-t-on du plaisir à contempler quoi que ce soit lorsqu'on ne se sent pas en bonne forme physique ? Je reste persuadé que les musées auraient infiniment plus de visiteurs, si on pouvait y louer à chaque étage une de ces petites voitures pour mutilés où l'on est si bien assis. On s'arrêterait une heure devant un seul

tableau, deux heures, trois heures, le temps qu'il faudrait pour comprendre. C'est une expérience que j'ai pu faire les rares fois où une banquette se trouvait à proximité d'une œuvre intéressante. On regarde, on ferme les yeux, on rêve et on les ouvre à nouveau pour se perdre dans un détail, l'opposition de deux couleurs ou le paysage du fond. Alors seulement commence à se dégager du tableau ce que l'auteur a voulu y mettre. Comment voudrait-on saisir en une minute et dans l'inconfortable position du garde à vous ce qu'il a fallu un an pour concevoir et exécuter ?

Mais le tourisme pêche par un vice plus grave : il est superficiel et nul en ce qu'on s'y extériorise de ce qu'on voit. On sort de son hôtel pour visiter un temple comme on entrerait dans un cinéma pour un film documentaire. Il en reste un emmagasinage de visions parfaitement dépourvues d'intérêt. Il faudrait au contraire se dire : j'irai dans trois jours au temple de Khali ; j'ai à peine le temps de m'y préparer. S'y préparer signifie : trouver une pension chez des Hindous très religieux ; les questionner inlassablement sur Khali, ses aventures, ses prêtres, son culte ; se procurer un costume et un maquillage indigène ; se persuader que Khali est une déesse véritable et qu'on lui doit bien quelques méditations. Alors on pourrait en connaissance de cause gagner le temple, y déposer des offrandes de riz et de bétel et acheter une petite chèvre noire pour la faire décapiter par le Brahmane préposé. Le sentiment collectif ne manquerait pas d'agir : perdu dans la masse des fidèles, on éprouverait un peu de ce qu'ils éprouvent, on saisirait ce que dix ans de tourisme ne peuvent pas mettre à votre portée : l'âme d'un pays.

Ce procédé aurait en outre l'avantage de vous faire échapper aux guides. Si on pense qu'à Bénarès chaque individu ne demande qu'à se changer en guide, on aura une faible idée des luttes qu'il faut soutenir pendant une journée de tourisme ! Deux hommes me suivent encore, infatigables. Je ne marche plus pour regarder, mais pour les fuir. J'ai beau jeter des annas, ils bondissent dessus et me reviennent avec une bordée d'imprécations. L'un surtout, drapé dans une sorte de chemise de nuit bariolée, m'inquiète, comme une figure d'assassin : « *Panch rupia !* » (1). Il hurle sa rançon en vrai

(1) « Cinq roupies ! »

corsaire de cette cour des miracles. *Panch rupia* ! une somme absurde qu'il doit mettre au moins trois semaines à gagner ! Une loque graisseuse qui lui sert de turban s'agite sur sa tête comme un épouvantail. Ah ! s'allonger, boire, ne plus entendre ces cris... Mais où s'allonger, quoi boire ? Il n'y a que des ruelles à mendiants, des paniers de fruits pourris, auxquels des nuages de mouches assènent le coup de grâce.

— *Ek rupia* (1), tiens ! Mais tu en donneras la moitié à ton camarade.

Le corsaire ouvre la bouche de convoitise et enfouit la roupie dans son turban. Il n'entend pas me lâcher pour si peu, mais il y a le camarade et c'est sur lui que j'ai compté. Le camarade ricane de jalousie et veut attraper la roupie. Hurllements, bataille ! Je suis en liberté provisoire... un provisoire qui me suffit pour m'éclipser.

De nouveaux guides me happent au passage, mais ceux-là, je les reçois à coups de pied dans le ventre, dans les blessures, dans les béquilles, partout, avec une brutalité que je ne m'étais jamais soupçonnée. Je cogne au hasard et ils n'insistent pas : ce Sahib déchainé a compris les mœurs locales et il ne reste plus qu'à découvrir un touriste plus neuf !

J'entre dans une cour où s'entasse du bois à brûler. C'est un chantier calme, à pic sur le Gange. Il semble que les mendiants n'osent pas y pénétrer, qu'une crainte ou un mystère enveloppe ce lieu. Sous un hangar, un homme coupe des bûches en inclinant son beau torse brun, qui s'enfonce dans un dhoti rouge sang. Il dispose du bois à terre pour que je puisse m'asseoir. D'un geste machinal, je tends mes quatre annas, mais il refuse et reprend sa hache comme un génie des contes de fées, qu'un enchantement condamnerait pour l'éternité à la même besogne. Où peut disparaître une telle quantité de bois à brûler sous cette chaleur torride ? Mais l'homme ne comprend pas l'anglais et son travail a quelque chose de si solennel que je n'ose pas l'interrompre.

Comme pour répondre à mon interrogation, trois coolies viennent offrir leur tête à un chargement de bûches. Il n'y a qu'à les suivre. En file indienne, nous descendons vers le fleuve, dans un inextricable lacs de cours, de passages, d'esca-

(1) Une roupie.

liers et de voûtes. Une famille de singes ironiques nous suit en cabriolant de toits en toits. Et le même mystère qui enveloppait le chantier semble nous accompagner : les mendiants sur notre passage braillent moins fort et ne s'accrochent pas à moi.

Brusquement, nous débouchons sur le Gange. Des marches, immenses comme les gradins d'un théâtre antique, s'allongent sur la rive. Devant nous, une fumée grise et odorante, une fumée de bois, tournoie dans le coucher du soleil. C'est le Manikarnika Ghat où Bénarès, jour et nuit, brûle ses morts.

Quatre bûchers s'alignent sur une terrasse au ras du fleuve. Les cadavres peu à peu disparaissent dans les cendres ; seuls, le crâne et les pieds restent encore visibles et se tordent sous l'effet du feu comme si les chairs, habituées si longtemps à se défendre contre la souffrance, cherchaient encore à s'y soustraire. Cependant un chauffeur impassible tisonne le foyer avec une perche de bambou, court de l'un à l'autre et s'arrête parfois, satisfait, à regarder le jaillissement des flammes. Massées sous un hangar, les familles mâchent placidement leur bétel, attendant de se jeter à l'eau avec les débris de cadavres, eux pour y disparaître, elles pour se laver des souillures de cette journée funèbre. Un colleur d'affiches sacrilège a tendu d'immenses placards jaunes et verts comme toile de fond de cette mise en scène et jamais réclames ne furent contemplées par autant de touristes.

Large comme un estuaire, glauque et lent, le Gange roule ses eaux troubles vers le golfe de Bengale. Au crépuscule, des milliers de corps tout vêtus s'y précipitent avec passion. Ils s'y enfoncent avec leurs plaies et leur gangrène, écrasés les uns contre les autres. Mal consumées, des pièces anatomiques flottent à la dérive, mais ils continuent de boire et de cracher avec délices. « Infâme, révoltant ! hurlent les Anglais. Voilà comment les épidémies les fauchent par millions ! » Mais les Hindous sourient de pitié devant tous les travaux d'hygiène que le Gouvernement vient de faire faire à Bénarès, répondent en lavant leurs ulcères au pied des bûchers. Fleuve à microbes ? Non, fleuve divin ! Et comme il arrive toujours, c'est leur foi qui a raison, car on a récemment découvert que l'eau du Gange contenait un antiseptique puissant, capable de détruire en quelques heures le germe de choléra le plus virulent.

Le Gange passe au rose. Par places, des remous qui meurent en grands cercles sur l'eau, dénoncent des poissons. Trois flamants viennent se percher sur un banc de sable et fouillent de leur bec infatigable. Le soleil au ras de l'horizon fait se tendre les ombres comme du caoutchouc. Le fleuve est vide de ses fanatiques, qui se sèchent maintenant sur les gradins de la berge : les jambes aux ligaments trop lâches, maigres, longues, couleur de vieux cuir patiné, sont repliées comme des membres inutilisés. La foule, malgré ses misères, semble mâcher doucement avec son bétel un mot qui n'a plus de sens en Europe : sérénité !

CALCUTTA

Sur la foi de réclames douteuses, j'ai parcouru ce matin cinq bons milles en autobus pour voir le Khaligat. Un vieux souvenir m'y poussait : où donc ai-je lu : « Et chaque matin, les prêtres du Khaligat sacrifient des milliers de chèvres ? » Encore l'enthousiasme imaginatif d'un écrivain ! L'Orient a été massacré par la littérature. On se demande aujourd'hui de quels décors il faudrait l'affubler pour qu'il ne déçoive pas les voyageurs, habitués depuis le treizième siècle à rêver à l'or fin « épais bien de deux doigts » de Marco Polo !

Réflexion faite, il vaut sans doute mieux féliciter la littérature, puisqu'elle a fait la joie de l'immense majorité, tous ceux qui n'y sont pas allés voir. Et comment résister au désir de composer des images aussi frappantes que ces « milliers de chèvres » ? Au surplus, c'est peut-être la vérité à certains jours. Quiconque ayant lu ce que je viens d'écrire sur les pèlerins de Bénarès, leur hantise de toute souillure, leur division en castes, me traiterait de menteur quarante-huit heures après qu'il aurait débarqué à Bombay. Il faudrait lui rappeler que l'Inde a plus de trois cents millions d'habitants, que tous ne sont pas Hindous et qu'un plus petit nombre encore pratique à la lettre les préceptes d'une religion qui varie elle-même à l'infini.

Aux Indes comme en France, les disciplines religieuses ou sociales tendent à s'assouplir. Pour beaucoup d'Indiens, un bain par jour constitue une purification suffisante : s'abstenir des repas en commun marque la seule barrière entre deux

castes. Pourtant, en agissant ainsi, chacun a conscience de se dérober à des règles plus rigoureuses qu'il connaît parfaitement.

Un intouchable. — Du Khaligat donc, aucune vision plus remarquable que celle d'une foule malpropre et d'une douzaine de chèvres étiques, lesquelles, de toute évidence, ne pouvaient aspirer à rien de mieux qu'à se faire couper le cou pour une déesse. Seul mon guide mérite une mention, quand ce ne serait que pour son désintéressement!

Pauvre type évadé d'une de ces boîtes à rats que sont les maisons des faubourgs de Calcutta, il résumait le jeune Indien de profession libérale, au crâne bourré de science, à l'estomac vide et pour longtemps. A la hauteur de ce douloureux point anatomique, l'Orient et l'Occident se rejoignaient avec brutalité, le premier sous la forme d'un *dhoti* (1) délavé, le deuxième sous celle d'un veston pseudo-européen. L'homme, en mauvais anglais, se déclara *advocate*, terme moins honorifique que celui de *barrister* réservé aux membres du barreau qui ont fait leurs études en Angleterre. Avocat sans causes, mais prêt à me conduire à travers tous les dédales du Khaligat, parce que j'étais étranger.

— C'est mon devoir, Sir, déclara-t-il pompeusement, de vous montrer ce que je peux de mon pays, puisque vous avez entrepris un si long voyage. Ce serait encore mon devoir de vous donner à manger, si vous aviez faim!...

Comme nous étions arrêtés devant un éventaire de pâtisseries à la graisse et aux mouches, je l'assurai un peu trop vivement que je ne désirais rien absorber. Mais il passa son bras sous le mien et continua comme ces princes charmants des contes de fées, quand un mendiant vient échouer dans leur château. Si l'Angleterre traitait l'Inde à la manière d'une fiancée sentimentale, il est probable que les deux peuples fileraient le parfait amour. L'Inde me fait souvent penser à une épouse devenue acariâtre parce que son mari néglige ses charmes et ne l'entretient plus que des soucis économiques du ménage...

Cependant mon avocat, en veine de confidences, m'expliquait que sa carrière, d'avance, était manquée :

(1) Pièce d'étoffe dont les Indiens s'enroulent les jambes en guise de pantalon.

— On vous a dit qu'il y avait dix candidats pour une place, que les Britanniques se réservaient les meilleures... Tout cela peut être vrai, mais vous a-t-on dit, Sir, qu'un homme ne pouvait vivre ici que dans la situation que lui imposait sa caste, que tout effort pour s'élever était inutile ? Moi, Sir, moi qui vous guide avec bonheur, savez-vous ce que je devrais faire ? Balayer les rues ! Voilà à quoi notre société voudrait me condamner, bieu que je connaisse toute la jurisprudence de la cour du Bengale et que je puisse défendre les intérêts de n'importe qui. Balayer les rues, parce que mes ancêtres l'ont fait, parce que je suis un intouchable !

Si fort est le préjugé social qu'à ce mot d'intouchable, instinctivement, je retirai mon bras.

— Voyez-vous ! hurla-t-il. Vous-même, Sir, un Français, ne voulez-vous plus avoir affaire à moi ! Quel est mon crime ? Si un hasard a fait que mon père s'enrichisse et me fasse érudier, dois-je, malgré cela, devenir un balayeur de rues ? Intouchable ! Mais vous savez, Sir, que nous formons maintenant un groupe de soixante millions, que nous sommes représentés dans les partis politiques. Si j'étais Brahmane, j'aurais des clients et les juges me respecteraient ; intouchable, je ne vaudrais pas mieux qu'un chien.

Pauvre avocat ! Je doute qu'il existe dans aucune autre partie du monde un principe aussi stupide que celui de l'intouchabilité hindoue : certains êtres sont considérés comme impurs et l'homme de bien doit s'abstenir de toute relation avec eux. Naturellement, cet enviable privilège se transmet de père en fils, de sorte que les intouchables, race prolifique, constituent aujourd'hui près du cinquième de la population. J'ai visité dans la province d'Aoude un pauvre village de boue séchée dont le plus riche habitant ne devait guère posséder, outre sa case, que l'étoffe qui lui entourait les jambes et deux ou trois bassines de cuivre ; le village avait pourtant ses esclaves, parqués à un kilomètre de là dans des huttes de feuilles. Ces intouchables avaient pour mission le nettoyage public, — ils s'en acquittaient fort mal, — en échange de quoi ils pouvaient fouiller les ordures pour manger et recevoir aux jours de liesse quelques poignées de riz. Ils ne devaient sous aucun prétexte toucher au puits commun et, si on tolérât qu'ils prissent de l'eau à la rivière, c'était en aval seulement,

pour ne point la souiller. Bien entendu, on leur interdisait l'accès du temple : si Vichnou daignait un jour s'occuper d'eux, ce ne pouvait être que dans une vie ultérieure !

On m'a dit qu'il existait encore dans le sud de l'Inde des « inapprochables » : ceux-ci doivent crier pour avertir au loin de leur présence et s'écarter du chemin, si quelqu'un vient à y passer.

Un Européen intouchable changerait de province et se ferait une nouvelle existence. L'Hindou est trop fataliste pour entreprendre une telle expédition : au surplus on ne le recevrait pas mieux ailleurs, faute de connaître ses origines. Alors il attend placidement dans ses poux, ses vices et ses maladies qu'il ait la chance de mourir pour renaître, — qui sait ! — sur un trône de Raja.

Mais lorsqu'une collectivité atteint soixante millions d'individus, un certain nombre commence à s'agiter. Au grand scandale des Hindous orthodoxes, les intouchables siègent officiellement à la Table Ronde et figurent parmi les minorités inquiètes, au même titre que les mahométans ou les Anglo-Indiens. Leur chef est un médecin diplômé de la Faculté de Londres, le docteur Ambedkar. Et Gandhi lui-même, pour recruter ses disciples, a frayé avec les intouchables, ce qui faillit lui coûter son titre de mahatma.

Chez les révolutionnaires. — Brinqueballant, brutal et gorgé d'une foule à demi nue, l'autobus dévale allègrement vers Chowringhee. Le conducteur sourit de plaisir chaque fois qu'il réussit à faire chavirer son monde d'un coup de frein ou qu'il frise la queue d'une vache errante dans un virage de grand style. Les Indiens s'amusent avec les engins mécaniques que nous leur envoyons, comme des enfants avec leurs jouets. En dix minutes, ils trouvent le truc pour que ça marche, et tant qu'il n'y a pas de panne, vivent dans l'extase, surtout s'il y a quelque chose pour faire du bruit. Ils tombent dans le désespoir le jour où cela se détraque, faute d'idées précises sur le moyen de ramener à de meilleurs sentiments les dieux de la mécanique. J'ai vu un paysan faire réciter des prières devant un moteur rétif ; le Brahmane expliqua son insuccès en disant que le dieu moteur était trop nouvellement arrivé d'Europe pour comprendre l'hindoustani !

— *Advance hai*, Sahib!

Nouveau coup de frein qui me projette sur une poitrine brune et velue; le receveur m'indique une bâtisse rose au milieu de matériaux en démolition : l'*Advance* de Calcutta, journal révolutionnaire.

Les journaux révolutionnaires sont toujours hospitaliers. L'*Advance* a la spécialité des reporters américains qui ont, eux, celle de s'intéresser à l'Inde. Depuis miss Mayo, l'auteur du discutable *Mother India*, une foule de Yankees s'est abattue sur le Congrès, toujours à l'affût des dernières paroles de Gandhi, allant jusqu'à se vêtir à la mode indigène pour lui plaire. Pour un collaborateur de l'*Evening News* ou de *New York Herald*, l'installation de l'*Advance* doit être assez piquante. On ne peut trouver mieux en fait de couleur locale : après avoir escaladé les tas de briques amoncelés devant la porte, on entre dans un couloir obscur où une vieille femme aux seins pendants trie des papiers dont elle arrache de quoi mâcher lentement comme une vache sacrée. Une petite machine alternative qui doit dater du premier Empire, — et qu'aucune flamme révolutionnaire ne peut plus émouvoir, — imprime avec son clic-clac monotone les articles les plus passionnés. Et, tout en haut, un toit de tôle ondulée, que le soleil brûle comme une paroi de chaudière, crépite périodiquement sous un vol de corbeaux.

Un jeune homme vient à ma rencontre : il a la figure exaltée d'un disciple et me prend les mains comme si j'étais un enfant prodigue. Il m'entraîne dans la salle de rédaction, une sorte de grenier sous la tôle, où d'autres jeunes hommes m'entourent. Tous sont vêtus de blanc, dans une étoffe grossière qu'ils ont dû tisser eux-mêmes, au cours d'un de ces séjours en prison que la police leur fait faire tous les deux ou trois mois, suivant que le Gouvernement, toujours indécis, décide de supprimer le Congrès ou de traiter avec lui.

— Je sors de cellule ! dit celui qui est venu me chercher. — Ses yeux de mystique expriment une certaine joie à prononcer ce mot de cellule. — J'étais en classe C, la plus dure, et traité comme un voleur à la tire pour avoir écrit que le Vice-Roi n'avait aucune idée précise sur le problème anglo-indien. La stricte vérité, avouez-le ! On me donnait une nourriture immonde, juste ce qu'il fallait pour ne pas crever de faim. Et pas de moustiquaire ! Croyez-vous qu'un gouvernement

qui donne des traitements de cent mille roupies à ses ministres ne pourrait pas mettre des moustiquaires dans ses prisons ?

— Je le crois. Mais votre journal a-t-il, depuis, mis de l'eau dans son vin ?

— Jamais ! Nous sommes tous prêts à retourner en cellule et l'*Advance* recommencerait à paraître le lendemain de notre libération.

Les rédacteurs sourient d'un air de défi. Ponctuant leur enthousiasme, les corbeaux s'abattent sur la tête ondulée, avec le fracas d'un tir de barrage.

— Voulez-vous des documents ?

On me tend une brochure intitulée : *Rapport du Comité d'enquête non officiel sur les troubles de Chittagong*. En première page, la liste des membres du Comité, avec leur serment de ne dire que la vérité. Ensuite, le récit d'un certain nombre d'atrocités commises par la police avec des photographies de maisons en ruines et d'hommes blessés. A Chittagong, le même incident qu'à Comilla : un exalté a tué un fonctionnaire.

La politique semble confirmer certaines découvertes scientifiques récentes sur la relativité. Pour les personnes qui croient en une justice absolue, je serais curieux qu'elles m'expliquent ce que peut faire la justice aux Indes, sinon se couper en deux ! Les choses s'y gâtent toujours de la même façon : le Congrès proclame très haut qu'il n'emploiera que des méthodes pacifiques ; là-dessus, un cerveau brûlé, qui veut à tout prix servir la cause, abat un officiel ; le gouvernement riposte par des mesures draconiennes, alléguant qu'il a le devoir d'assurer la sécurité. Alors le Congrès exhibe ses bras en écharpe, ses yeux pochés et harangue la masse des indifférents : « L'assassin, nous ne le connaissons pas. Nous menons une lutte passive et sans violence : regardez comme on nous traite ! » Allez donc dire au Congrès qu'il n'a pas affaire à des brutes et essayez de prouver que le Gouvernement a tort ! Le seul résumé de la question indienne qui m'ait paru impartial, je le tiens d'un vieux colon de Karachi : « L'Inde est un assez bon gâteau, disait-il. Malheureusement, nous sommes deux à vouloir le manger ! »

J'allais quitter le bureau de l'*Advance*, les poches bourrées de photographies, lorsqu'un jeune homme entra en courant et

débita un récit essouffé, où je reconnus les mots de Gouverneur et d'Université.

— Revenez dans quelques jours chercher de nouveaux documents, me dit le rédacteur aux yeux mystiques. Nous n'en manquerons malheureusement pas : on vient de tirer six balles sur le Gouverneur à l'Université, d'ailleurs sans l'atteindre!

En bas, la machine alternative claquait toujours et la vieille machait son papier. Dans la rue, des hommes couraient vers l'Université, tandis que les faubourgs du Khaligat se préparaient sans doute aux brutalités de la police.

Dans le quartier européen. — De Clive Street au Jardin zoologique s'allonge le quartier européen. Au moins ceux qui dessinèrent la ville le voulurent tel. Les ingénieurs firent des trottoirs et des rues en bitume; on planta des parcs où les sculpteurs s'en donnèrent à cœur joie de ciseler des Reine Victoria de marbre blanc; les architectes bâtirent des banques, des grands hôtels et des magasins de luxe. A partir du premier étage, tout cela est parfaitement britannique et impeccable; au-dessous la plus pittoresque pagaille! L'idée du décorum n'a jamais effleuré un cerveau hindou: bitume ou non, la rue lui appartient! Pour pénétrer dans le hall somptueux de la *Peninsular and Banking Corporation*, il faut enjamber des vaches couchées, des enfants, endormis. Des corps accroupis sur les crachats de bétel et les peaux de bananes vendent des choses poisseuses qui se mangent et non destinées, comme on pourrait le croire, à engluier les mouches.

Je bute dans un paquet de chiffons, d'où sort un miaulement: un mioche de dix à douze mois est emmaillotté là-dedans, laissé à l'aventure sur le trottoir de Chowringhee. Je me baisse, mais le paquet glisse mystérieusement trois mètres plus loin. Il est attaché à une ficelle. En remontant la ficelle, je découvre à l'autre bout une sorte de monstre hirsute qui progresse à quatre pattes, le père sans doute. Il relève la tête et me présente entre ses dents un fond de boîte à conserve. Les passants ne se retournent même pas et les cinq policemen armés qui gardent la porte de la Central Bank continuent de fumer leur hougah avec philosophie!

Une fois à l'abri entre les murs du confortable Grand Hôtel,

on réalise que cette misère est toute superficielle. Le vrai Calcutta brasse des roupies et des marchandises et quelques milliers de Britanniques s'y frottent à quelques millions d'Indiens, chacun voulant faire fortune.

Pour les Anglais, question de vie ou de mort ! En premier lieu, parce que la mentalité d'un colonial de tous les pays se résume par : « Si je ne m'enrichis pas, qu'est-ce que je fais ici ? » Ensuite parce que si la police, les finances, les compagnies de navigation et de chemins de fer n'étaient pas entre leurs mains, les Anglais n'auraient plus qu'à prendre le bateau sans attendre qu'on les jette à la mer.

Alors Calcutta, comme Changhaï, vit plus fort, plus fort même qu'une capitale d'Europe. Tous les risques y sont bons à prendre, d'autant plus qu'une firme n'y a pas besoin de vingt ans pour établir sa réputation.

Lorsque la nuit est tombée, le Firpo se remplit. Dans ses deux étages de dancings et de restaurants, c'est lui qui distribue la douceur de vivre sous forme de whisky. Il y a là deux ou trois centaines d'hommes, toujours les mêmes, qui dévisagent les nouveaux venus, et des femmes, toujours les mêmes aussi, mais qui changent de partenaire. La chaleur monte et les fane en dix ans ; mais l'Europe ne leur offrirait rien si elles rentraient.

À la porte du Firpo, une marchande de fleurs ricane : soixante ans, des souliers d'homme et une robe déchirée ; une Européenne, dont personne ne se souvient plus comment elle en est arrivée là. Bah ! Les journaux d'hier racontaient que des Européens s'offrent à Singapour pour tirer des *rikshaws* : ce n'est pas avec la crise qu'on a le temps et les moyens de s'occuper des déchets !

Un autre whisky... parce que la nuit est étouffante et qu'on ne sait pas de quoi demain sera fait ! Qui sait ce qui se trame ce soir dans les quartiers indigènes et combien d'étudiants préparent un nouvel attentat ?

Alors le jazz du Firpo commence une valse où montent des souvenirs d'Europe.

JACQUES LE BOURGEOIS.

(A suivre.)

POÉSIES

EXPOSITION

Ces lueurs serpentant sur le miroir fragile
De l'eau molle aux lacs changeants, vivante, agile,
Ces vasques d'où montaient des jets d'eau de couleurs,
Ces blancs groupes de pierre érigés dans les fleurs,
Ces marbres noirs polis, tels qu'une eau verticale...
Le spectacle évoquait la Rome impériale,
Lorsque la Ville Reine en ses palais divers
Assemblait les beautés rares de l'univers.

C'était sur le forum la même longue houle,
Le même immense et sourd bourdonnement de foule,
Les mêmes feux de joie au bas des cieux, la nuit.
Et du haut des remparts, seuls, parfois, loin du bruit,
Lisant dans l'avenir trop proche, des poètes
Tournaient sans doute aussi leurs têtes inquiètes
Du côté des lointains pays aux sombres dieux,
Pour ouïr, sur les bords de l'Empire oublieux,
Vers l'est où l'aqueduc fuyait voûte après voûte,
Les millions de pas des Barbares en route.

A LA FORÊT DE BUÇACO

Temple de l'ombre verte, ardente et soleilleuse,
 Longs piliers de l'azur, colonnes végétales,
 Je vous ai donc revus, ô sylvie merveilleuse
 Où l'homme, sous le cèdre ou l'arbose ou l'yeuse,
 Retrouve, fils des bois, les ténèbres natales.

Après les monts d'Espagne aux grillons sans sommeil,
 Sous un ciel bleu dont nul autre ciel n'est l'égal,
 Par les vallons où vit un peuple humble et frugal,
 J'ai respiré l'odeur même du Portugal,
 Cette odeur des grands pins exaltée au soleil.

J'ai respiré le long parfum des fleurs d'oranges,
 La nuit, quand la splendeur lactée aux molles franges
 Semble une écharpe d'or qui dans le ciel ondule,
 Lorsque, sur l'air obscur qui bouge à peine et brûle,
 L'odeur des orangers est un passage d'anges.

J'ai revu, dans l'éclat rose du jour divin,
 Les bleus lointains aux lointains bleus superposés,
 Les églises dressant leur décor lourd et fin,
 Nœuds de pierre, câbles sculptés, coraux frisés,
 Leur gothique « retour des Indes », comme un vin.

J'ai revu les soirs d'or le long de la rivière,
 Où, sur la route, au bruit de pluie intarissable
 Que font leurs pieds hâtifs dans la poudre et le sable,
 Les troupeaux blondissants reviennent vers l'étable,
 Chacun accompagné de sa ronde poussière.

J'ai revu sur les monts les châteaux fabuleux,
 Chaque village avec ses scènes aux points d'eaux,
 Les champs roux de maïs et les grands cyprès bleus,
 Les petits ânes gris au pas méticuleux,
 Et les moulins à vent, sourires des coteaux.

Et surtout j'ai revu, dans les rais léthargiques
D'un soleil qui tombait à pic du ciel de cuivre,
Tes grands bois qui nous font rêver d'un bonheur ivre,
Et pleurer, Buçaco, des larmes nostalgiques,
D'on ne sait quel amour qu'ici l'on eût dû vivre!

Mais, beauté de l'Europe extrême, ample Éden vert,
Cèdres, magnolias, kermès, fleurs sans hiver,
Fougères qui montez des fonds, hautes offrandes,
Et semblez des palmiers tant vos palmes sont grandes
O jardin tropical, ô serre à ciel ouvert,

Mais vous que des amants verraient clairs de leurs flammes,
A travers leur jeunesse éphémère et féconde,
A travers leur désir qui colore le monde,
Vous qu'ils iriseraient du prisme de leurs âmes
Et qui leur montreriez le bonheur à la ronde,

Vous avez beau jeter vos troncs comme des arcs
En tous sens, parmi l'or des chauds rayons verdis,
Grands bois, et porter haut vos sommets arrondis,
Vous qui pour des amants seriez le Paradis,
Vous n'êtes plus pour moi qu'un parc entre les pares!

Car je ne crois plus, moi, dont le cœur était presque,
Jeune, un autel à l'espérance inassouvie,
Je ne crois plus, hélas! au bonheur romanesque,
Et l'espoir sur mon mur ne brosse plus sa fresque,
Je sais ce que promet et ne tient pas la vie.

J'ai vu comme un soleil la victoire mourir,
Les peuples acclamer les fous et les méchants,
Le poète tomber de faim devant ses chants,
Et la gloire adultère errer pour le fleurir
Du front des imposteurs à celui des marchands.

Mon œil, sans voir plus loin que vous-même, en vous plonge
Vert Buçaco, hautain Cintra, doux Montserrat,
Je vais sans croire en vous par vos halliers de songe,
Et vous regarde avec déjà cette âme ingrate
Que fait le rêve à qui le connaît un mensonge!

I. — KODAK

L'Espolon de Burgos
Aux vieux myrtes taillés
Où des gueux sans souliers
Se rôtissent les os,

Tout l'Espolon frissonne
Sous une ardente brise ;
Contre les murs se brise
Un blanc soleil qui sonne ;

Cependant que, sous l'arc
De Santa Maria,
Pauvre et doux paria
Devant l'ombre du parc,

En plein soleil ahanne
Et, posant sur le sol
Son fin pied espagnol,
Passe, humble et gris, un âne.

II. — PETIT ANE BLANC

Petit âne blanc
Qui vas d'un trot lent
Sur la route dure,
Que la ville est loin,
Qu'il manque de foin,
Ton Estrémadure !

Ton sabot léger
Qui fait voltiger
La chaude poussière
Sonne et tinte et fuit
Dans l'immense bruit
Que fait la lumière.

O frère enfantin
Qui fonds au lointain,

De blanc presque blême,
 Va, si tu savais
 Combien, moi qui vais,
 Je te plains et t'aime!

Frère sans péché,
 Dans ce cœur séché
 Je te remercie
 De refaire un jour
 Battre un peu d'amour
 Et de poésie!

RAYONS JAUNES

Lumière de l'après-midi! bonheur diffus!
 La couleur du soleil, celle des *corcorus*
 Versant d'un vase bleu leurs jaunes avalanches,
 Celle de deux flambeaux Louis-Seize à trois branches,
 Sont pareilles; et l'or au dos des tomes vieux,
 L'or scintillant des reliures, dans nos yeux
 Se fond à la couleur jaune de toute chose.
 Tout a le ton d'une muette apothéose,
 Et tout a la couleur étrange du bonheur.

— O lumière menteuse! ô rayon suborneur!
 De quel faux Paradis, de quels vains Élysées
 Arrivent vos lueurs tranquilles et brisées?

A UNE STATUE

O Diane à la biche, ô vierge qui, dressée
 Dans le couloir nu, froid, sonore du lycée,
 De ton haut piédestal as vu souvent, en bas,
 Nos rangs sombres d'enfants qui défilaient au pas,
 Toi qui, sans te lasser, de ta main chasseresse,
 — Tandis que l'autre main amie arrête et presse
 Les cornes de la bête échappée aux grands bois, —
 Puisse sur ton épaule une flèche au carquois,

Où sont-ils, les doux os du bras, ce qu'il en reste,
 Dont le geste servit de modèle à ton geste,
 Quelque fragment poreux dormant au fond d'un trou,
 Quelque humble et blanc éclat poli comme un caillou,
 Moins même, en quelque plaine aux fleurs aromatiques
 Une poussière éparse au vent des soirs attiques?
 Déesse, quand nos bras, faibles mais triomphants
 D'être jeunes, étaient encor des bras d'enfants,
 Toi, déjà, depuis deux mille ans, ô vénérable,
 Ton beau bras dessinait cette ligne adorable.
 Et maintenant le mien, si nouveau quand le tien
 Était déjà depuis tant de siècles ancien,
 Commence à s'épuiser sous l'âge qui le sèche;
 Mais toi ta main toujours prend au carquois la flèche,
 Infatigable, avec ce doux geste éternel
 Inlèchi, par-dessus l'épaule, sur le ciel!

ARRIVÉE

Après le long voyage à travers les Sargasses,
 Plein de poissons volants, de marsouins fugaces,
 De cachalots vernis et bas sur l'eau d'argent
 Qui par moments semblaient des sous-marins plongeant.
 Nous allions, vers la fin de la nuit bleue et chaude,
 Sur la mer où déjà quelque mouette rôde,
 Toucher, les yeux ardents de curiosité,
 Aux rivages heureux de l'éternel été.
 Un souffle de mystique attente, une tempête
 D'allégresse passait sur le navire en fête,
 Et, dans le clair de lune où faseyait le vent,
 Des beaux couples épars sur la plage d'avant
 A la poupe, d'un vol de femmes couronnée,
 Tout le vaisseau chantait dans la nuit fortunée.

Et ces chants sur la mer plus paisible qu'un lac,
 Cris des Russes scandant et dansant un hopak,
 Nasillements rythmés des langueurs espagnoles,
 Airs de Paris avec l'accent des Batignolles,
 Cantiques juifs, sanglots des éternels errants,

Ces chants des passagers, ces chœurs des émigrants,
Où tant de nations tentaient de se répondre,
Où la tristesse même en bonheur semblait fondre,
Où classes et pays fraternisaient, un soir,
Dans la communauté du rêve et de l'espoir,
— Et ces blancs apparaux qu'on eût pris pour des voiles,
Et ces femmes rêvant sous les larges étoiles,
— Vénus scintillait grosse ainsi qu'un diamant, —
C'était soudain, au seuil d'un nouveau firmament,
Un de ces divins soirs où la vie elle-même
Semble avoir le désir d'imiter un poème.

La nef, qui glissait lisse et pâle dans la nuit,
N'était plus un steamer moderne plein de bruit
Avec son feu central et ses hélices folles,
Mais un de ces muets vaisseaux aux voiles molles
Où se penchaient jadis des groupes nonchalants
De femmes aux beaux bras nus sous leurs tulles blancs,
Françaises aux doux yeux châains, pâles créoles,
Aux grands yeux noirs cernés de chaudes auréoles,
Les d'Aubigné, les Beauharnais, des pays bleus
Rentrant pour rencontrer leur destin fabuleux,
Qui se faisaient monter leur guitare ou leur harpe,
Et dans la brise tiède où flottait leur écharpe,
Jouaient jusqu'au matin des airs de France, au clair
D'une lune nacrée et longue sur la mer.

FERNAND GREGH.

LA LITTÉRATURE FRANÇAISE HORS DE FRANCE

LA LITTÉRATURE CANADIENNE-FRANÇAISE

Un des chapitres les plus intéressants de notre histoire littéraire est sans doute celui de la littérature française hors de France. C'est un des mieux informés parmi les écrivains du Canada qui, dans un brillant exposé, évoque ici, pour les lecteurs du « vieux pays », le mouvement littéraire canadien-français d'hier et d'aujourd'hui.

Les Canadiens-Français divisent l'histoire de leur pays en deux grandes périodes: domination française et domination anglaise.

La première débute avec la découverte du Canada par Jacques Cartier en 1534, et se termine avec le traité de Paris de 1763 qui livra la colonie à l'Angleterre. La domination anglaise commence cette même année 1763 et dure encore.

La domination française (cette expression est le terme consacré chez nous Canadiens, ce qui semble bien indiquer un certain sentiment d'impatience) ne fut pas toujours acceptée avec mansuétude par les Canadiens. Il y eut des querelles terribles entre les fonctionnaires venus de France et les habitants de la colonie. Et, en 1748, le gouverneur marquis de la Gallissonnière prévoyait même une future guerre d'indépendance canadienne.

La domination anglaise fut subie avec encore moins de douceur. Peuple vaincu, les Canadiens-Français ne voulurent jamais se laisser brimer par les vainqueurs.

LITTÉRATURE D'OPPOSITION ET DE COMBAT

Avant 1763, les colons du Canada étaient encore très près de la métropole, ils conservaient dans leurs mœurs bien des traits des provinces de France dont ils étaient originaires. On retrouvait facilement dans le Canadien un Picard, un Normand ou un Poitevin. Il est demeuré dans le langage actuel des Canadiens des tournures et des termes à quoi l'on retrouve telle ou telle province de France.

Pourtant, dès l'époque où le Père Charlevoix publiait son *Histoire de la Nouvelle France*, c'est-à-dire en 1740, on reconnaissait déjà les gens nés au Canada à certaines nuances. Le langage s'unifiait, le type humain se modifiait sous l'influence du climat, des mœurs; une race nouvelle, une race canadienne commençait à naître.

Après 1763, lorsque les derniers fonctionnaires français eurent quitté le pays avec le marquis de Vaudreuil, et que les régiments de La Sarre, de Royal Roussillon, de Béarn se furent embarqués avec le chevalier de Lévis sur les frégates du Roi qui les ramenaient en France, les soixante mille Français qui demeurèrent sur les rives du Saint-Laurent devinrent, pour tout le monde et pour eux-mêmes, les Canadiens. Les Anglais les nommaient ainsi et, encore aujourd'hui, les Canadiens-Français de la province de Québec n'accordent le titre de *Canadiens* qu'à leurs compatriotes de race française.

Ces Canadiens, catholiques et très attachés à toutes les traditions françaises, se serrèrent autour de leur clergé. Celui-ci, extrêmement patriote, dévoué corps et âme à ce petit peuple, lui servit de guide et de soutien.

L'aristocratie canadienne, composée de seigneurs (car la colonie avait été très féodale depuis Louis XIV et Colbert), d'anciens officiers, de marchands enrichis, ne se conduisit pas avec la fidélité du clergé. Appauvries par la guerre de Sept Ans et par la conquête, la noblesse et la haute bourgeoisie s'empressèrent de faire alliance avec les Anglais contre lesquels elles s'étaient d'ailleurs vaillamment battues pour défendre le pays. L'aristocratie du Canada se confondit très vite avec les vainqueurs, par les mariages et par les situations officielles. Il y eut cependant des membres de cette aristocratie qui

demeurèrent très bons Français : M. de Lotbinière et le président Panet, défenseurs de la langue française au Parlement, le chevalier de Lorimier, mort sur l'échafaud en 1837, etc.; mais, au Canada, c'est la petite bourgeoisie, ce sont les paysans et les curés qui ont tout sauvé.

On doit leur adjoindre les écrivains et les orateurs politiques.

Les premiers gouverneurs anglais du Canada furent des militaires qui traitaient la population française un peu comme des prisonniers de guerre. Le général Haldimand, le chevalier Craig et le duc de Richmond se firent remarquer, notamment, par leur rudesse toute soldatesque. Sir Frederick Haldimand faisait jeter les gens en prison sur le moindre soupçon de *déloyauté britannique*. Les malheureux Canadiens, en dépit de leur loyale attitude pendant la guerre d'Indépendance américaine, étaient tenus en suspicion par les Anglais nouvellement établis au Canada.

Ils se défendirent, et leur défense est résumée dans le livre éloquent de Pierre du Calvet, *Appel à la justice de l'État*, publié en français à Londres, en 1784.

Calvet était un huguenot de France (il était né en Quercy) qui avait pris fait et cause pour les catholiques ses compatriotes. Le général Haldimand le fit jeter en prison et l'y maintint durant trente-deux mois comme traître et conspirateur. Pierre du Calvet, délivré, alla porter ses plaintes en Angleterre où il eut l'audace de publier son livre. Cet ouvrage fait un tableau des misères des Canadiens sous la loi martiale anglaise, et c'est une œuvre de haute éloquence et de beaucoup de vérité. Calvet tenait à mêler son cas particulier avec celui du peuple canadien en général. L'*Appel à la justice de l'État* fourmille de détails vécus, de peintures de la vie canadienne à cette dure époque.

Le livre, qui s'adressait au prince de Galles et au roi, produisit à Londres une grande impression. L'ironie de Pierre du Calvet, la vigueur de son style donnent à cet ouvrage un ton très personnel. Ce n'était pas un écrivain vulgaire et c'était un homme courageux qui osait aller attaquer un gouverneur anglais à Londres même. Le rappel de sir Frederick Haldimand, en 1784, semble indiquer que l'*Appel à la justice de l'État* eut une certaine influence.

Sir Frederick Haldimand avait horreur que l'on parlât librement au Canada, et surtout que l'on écrivit. Cet homme fut l'ennemi acharné des orateurs politiques et des journalistes qui défendaient les Canadiens. Il supprima la *Gazette littéraire* que publiait Fleury-Mesplet, à cause d'un article de Valentin Jautard, intitulé *Tant Pis, Tant Mieux*, et fit mettre les deux hommes en prison.

Les Canadiens se remuaient beaucoup pour conquérir le droit d'exister. Ils obtinrent enfin un Parlement en 1792, et les députés français firent alors entendre des plaidoyers bien émouvants. Les plus célèbres sont la défense de la langue française par Chartier de Lotbinière, et le discours du président Panet pour le maintien du français au Parlement.

Mais le maître de l'éloquence canadienne fut Joseph Papineau. Député, il défendit ses frères canadiens avec un véritable génie oratoire. Soutenu par ses amis politiques, Papineau mena une longue guerre contre l'administration anglaise du Canada.

Le journal *le Canadien*, qui fut supprimé à plusieurs reprises, reparut sans cesse. De 1806 à la rébellion de 1837, ce journal défendit les institutions, la langue et les droits des Français du Canada. Étienne Parent en fut le rédacteur le plus célèbre.

Ces députés et ces journalistes rendirent les plus grands services à la langue française qu'ils défendirent parfois avec grand talent, souvent en termes magnifiques, toujours avec courage. Cela n'allait pas sans de graves dangers. Pierre Bédard, Taschereau, Borgia, Blanchet, propriétaires du *Canadien*, et son imprimeur Le François, furent emprisonnés. Lorsque la rébellion éclata en 1837, la plupart des députés canadiens furent arrêtés. La tête de Papineau fut mise à prix, et il eût accompagné sur l'échafaud les condamnés politiques, s'il ne se fût enfui aux États-Unis, puis en France où il demeura jusqu'à l'amnistie de 1841.

LA POÉSIE HÉROÏQUE ET L'HISTOIRE NATIONALE

Papineau et les patriotes de 1837 avaient rêvé de fonder une république canadienne. La rébellion eut des conséquences inattendues. La Confédération de 1867, qui est une de ces

conséquences, réconcilia Anglais et Français. A côté de sir John Macdonald, le principal auteur de la Confédération canadienne, se trouvait un ancien rebelle de 1837, Georges-Étienne Cartier. Ils posèrent ensemble les bases de cet accord du Canada anglais et du Canada français.

Cartier avait écrit, en 1833, une poésie qui est devenue célèbre chez nous : *O Canada! Mon pays! Mes amours!* Ce chant, plein d'une grande ferveur patriotique, était sur les lèvres des rebelles de 1837, et demeura longtemps le poème le plus populaire du pays. Les Canadiens avaient trouvé leur sentiment national exprimé par cette poésie à la fois pathétique et tendre comme une romance.

Mais la poésie héroïque est née chez nous d'une victoire.

En 1813, les Américains se jetèrent sur le Canada, car les États-Unis étaient en guerre avec l'Angleterre. Les Canadiens n'avaient pas assez à se louer des Anglais pour désirer devenir Américains. Ils défendirent leur pays et barrèrent la route à l'envahisseur. La victoire du colonel d'Irumberry de Salaberry sur l'armée du général américain Hampton, dans les bois de Châteauguay, sauva le Canada. Salaberry et son régiment de voltigeurs étaient des Canadiens-Français. Un jeune officier, le lieutenant Mermet, écrivit un poème, *la Victoire de Châteauguay*, qui eut un succès énorme. Les salons de Montréal se disputèrent le poète. On lui fit fête en même temps qu'au héros Salaberry.

Ses vers valaient ce que valent presque toujours ces vers-là, mais ils avaient le mérite de répondre à l'émotion de tous.

Le patriotisme devait bientôt recevoir, au Canada français, un aliment plus substantiel. Un jeune clerc de notaire, Garneau, étudiait depuis plusieurs années l'histoire du Canada. La pensée d'écrire les annales de son pays était née en lui de la parole méprisante d'un Anglais. « Les Canadiens n'ont pas même une histoire », avait dit un jour un jeune homme avec qui Garneau discutait.

Ce mot décida de la vocation de l'historien national du Canada français.

Il se mit à lire les vieux auteurs et il compulsa les archives. L'évêque de Québec, Mgr Signay, lui fit ouvrir la bibliothèque épiscopale et les archives des séminaires et des couvents. Lord Elgin, un Anglais ami des Canadiens-Français, l'autorisa

à dépouiller la correspondance officielle. Denis Viger, député par ses compatriotes auprès du gouvernement anglais en 1831, emmena le jeune historien comme secrétaire. Garneau alla à Londres, puis à Paris. Il rapporta de son séjour en Europe une montagne de notes prises aux archives. En 1843, il publiait à Québec le premier volume de sa grande *Histoire du Canada*.

Ce fut un coup de foudre. Les Canadiens-Français lurent Garneau avec frénésie. Cet ouvrage avait l'immense mérite de recréer le passé d'un peuple qui croyait n'en pas avoir. Les Anglais furent étonnés. Les Français du Canada retrouvaient, dans le livre de Garneau, leur filiation oubliée; il étaient comme des enfants perdus qui retrouvent leur famille et leur nom.

Garneau avait des idées très libérales, très républicaines même. Il avait beaucoup lu Michelet. En certains milieux étroitement dévots, on fut effrayé de ses jugements. Il critiquait l'ancien clergé, les Jésuites; il scandalisa. Attaqué par ce qu'il a appelé « les sacristains et les marguilliers », Garneau fut défendu par la plus haute autorité religieuse du pays, l'évêque de Québec. D'ailleurs, son livre emportait tout, et il créa un mouvement d'idées qui fut immense dans le Canada d'alors.

Un autre historien, l'abbé Casgrain, a dit de la publication de l'histoire de Garneau : « Nous n'oublierons jamais l'impression profonde que produisit sur nos jeunes imaginations d'étudiants l'apparition de l'*Histoire du Canada* de M. Garneau. Ce livre était une révélation pour nous. »

Le patriotisme des Canadiens-Français en reçut une telle poussée que tout ce que le Canada comptait de poètes fut touché de ferveur nationale. Ce que ce cycle de la poésie patriotique canadienne a donné de meilleur se trouve dans Crémazie et Fréchette. Ces deux poètes, en somme, refirent l'histoire du Canada, et c'est l'œuvre de Garneau qu'ils mirent en vers. Fréchette surtout fut doué de lyrisme, et ses poèmes, où l'influence de Victor Hugo est très sensible, ne manquent pas de grandeur. Mais la poésie patriotique n'est pas toujours très intimement liée à la poésie, et se nourrit plus volontiers de boursofflures que d'art véritable. Les poètes patriotiques du Canada ne dérogeaient pas à cette habitude. Pourtant un souffle de véritable grandeur passa quelquefois sur Fréchette, et il a

écrit, malgré beaucoup de vers ridicules, des poèmes d'une réelle beauté. Cet inspiré, d'un romantisme souvent échevelé, a laissé plusieurs volumes de poèmes. *Fleurs boréales et Oiseaux de neige*, publié en 1880, est son premier et meilleur livre. Ces poèmes furent énormément lus au Canada. *La Légende d'un peuple* eut aussi un grand succès vers 1887. Les poèmes de ce dernier recueil sont très ambitieux et d'une éloquence bien tendue. Mais ils ont parfois la valeur d'estampes populaires. Leur couleur brutale possède un mérite barbare et un pittoresque tapageur. C'est toute une époque. Fréchette a eu de l'influence et possède encore des disciples au Canada.

LE ROMAN CANADIEN

En France, quand on parle de romans canadiens, on veut dire *Maria Chapdelaine* ou *le Grand silence blanc*, de Frédéric Rouquette, ou les romans de M. Constantin-Weyer. Mais ce sont là œuvres et écrivains de France qui ont le Canada pour thème, comme Pierre Loti a pris l'Orient et M. Maurois l'Angleterre. Dans les romans canadiens écrits par des Français de France, il y a toujours de la neige et du froid. C'est le décor obligatoire pour un Canada conventionnel. De même il est toujours parlé du brouillard dans un livre français sur l'Angleterre et des palmiers dans les ouvrages qui veulent faire oriental. Dickens ou H.-G. Wells ne parlent jamais du brouillard. C'est qu'ils ont écrit pour les Anglais et n'ont pas besoin de leur révéler le brouillard. Ainsi, les romanciers canadiens ne parlent guère de la neige, car ils écrivent pour des gens qui savent ce que c'est.

Il y a autre chose dans les romans canadiens.

En 1862, un vieux gentilhomme, qui était né au ^{xviii}^e siècle, publia à Québec un roman qu'il intitula *les Anciens Canadiens*. Philippe-Aubert de Gaspé, l'auteur de ce roman, vivait retiré dans son manoir, sur une de ces terres seigneuriales concédées jadis par l'intendant Talon. Très cultivé, M. de Gaspé lisait beaucoup et avait une prédilection pour les romans de Walter Scott. L'influence du grand Écossais est visible dans *les Anciens Canadiens*. C'est un roman historique, et c'est le vieux Canada qui revit dans ce livre. Philippe de Gaspé est

comme le lien du Canada sous la domination française et du Canada sous la domination anglaise.

Son œuvre est le reflet de cette époque de transition où les Canadiens se dressaient contre l'étranger installé chez eux, et devenaient un peuple réel. C'est l'histoire des mœurs des Canadiens à la fin du XVIII^e siècle que Gaspé a faite. Il publia ses *Mémoires* peu de temps après les *Anciens Canadiens*. Gaspé, par sa famille, par les gens qu'il a connus, était bien placé pour écrire de telles œuvres. Son roman, c'est le récit de la conquête anglaise. La famille d'Haberville, où il a pris ses héros, subit les aventures qui furent alors celles de la plupart des familles canadiennes. Aussi, l'auteur prend-il soin de faire comprendre que les Haberville ce sont les Gaspé. La maison brûlée par les Anglais, les fermes incendiées, les villages détruits dont il montre la désolation, c'est le Canada tel qu'il apparut à Philippe de Gaspé à travers les récits de son père et de sa mère. Les *Mémoires* sont un ouvrage anecdotique, très agréablement écrit, où la vie québécoise apparaît avec une netteté frappante. Gaspé, quand il rédigea son roman et ses mémoires, était très âgé, et son récit emprunte quelque chose à la verve aimable du vieux monsieur qui aime raconter sa jeunesse.

Il contait excellemment d'ailleurs, et dans un style parfait. A travers lui, la haute société canadienne apparaît avec ses qualités et ses défauts, sa grâce native, sa culture et son raffinement. Gaspé montre ce qu'était la vie au fond de ces manoirs coloniaux où régnait la civilisation exquise de la France du XVIII^e siècle. Il montre combien les Canadiens de son temps étaient éloignés de l'époque des conquêtes, des combats contre les Indiens, combien différent du temps de Champlain fut le temps du marquis de Vaudreuil.

Écrivain charmant, Philippe de Gaspé maniait la langue française avec une aisance qui ne se retrouvera plus peut-être au Canada. Depuis lui, le français, chez nous, s'est bien alourdi et bien gâté. La souplesse de Gaspé, ses tournures, sa simplicité semblent perdues à jamais. Et cet écrivain représente un Canada disparu qui fut aristocratique et raffiné.

Ce n'est pas sans quelque mélancolie que l'on regarde cette figure de gentilhomme colonial, au langage tout farci de la politesse de son temps, encore si Français par les manières et

le ton, car nous n'aurons plus guère de chance d'en rencontrer de semblable chez nous.

Laure Conan, beaucoup moins célèbre que Gaspé, était une vieille demoiselle au cœur plein de poésie, et peut-être de passion contrariée. Elle a passé toute sa vie à La Malbaie, dans une charmante vieille maison, entre un jardin et le grand fleuve Saint-Laurent. Et ses romans sont d'une fraîcheur et d'une fragilité de plantes conservées en serre chaude.

Angéline de Montbrun, *l'Oublié*, sont de tendres histoires sentimentales, qui se passent en dehors de la vie réelle, dans un décor vaguement historique. Mais l'analyse des sentiments y est fine et délicate, toute en nuances. Ce sont des manières de petits chefs-d'œuvre décolorés et fanés.

Ce vieux monsieur et cette vieille dame représentent le roman canadien au XIX^e siècle. On voit que cela ne ressemble guère aux histoires du *Grand Silence blanc* et de *Maria Chapdelaine*, aux récits de chasse et de chercheurs d'or de Jack London ou de Curwood. Mais il faut se souvenir qu'il s'agit ici de la province de Québec, c'est-à-dire du pays très civilisé qu'est cette ancienne colonie française.

SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES ET GROUPES D'INTELLECTUELS

Les Canadiens ont toujours eu une élite très cultivée. Du temps des Français, comme on dit encore chez nous en parlant de l'époque où le Canada était une colonie de la France, l'aristocratie et le clergé étaient loin d'être illettrés. Il y avait des bibliothèques à Québec et à Montréal, dans les manoirs de la vallée de Saint-Laurent et dans les presbytères de campagne. La bibliothèque de l'abbé Boucher, celle de M. Cugnet, celle de M. Verrier, celle de M. de Vezon sont connues. En 1740, M. Cugnet possédait trois mille volumes. L'inventaire de cette bibliothèque est aux Archives nationales de Paris. Ce bourgeois de Québec lisait les auteurs grecs et latins, les meilleurs écrivains français et étrangers, des livres de voyages, des traités de géographie et d'histoire. Un autre Canadien, M. Péan de Livaudière, se consolait dans sa belle bibliothèque de ses éclatantes infortunes conjugales. Ses livres étaient rangés « dans des armoires aux panneaux grillagés et doublés de taffetas ». Pendant qu'il lisait, sa belle épouse,

Angélique Renaud d'Avènes, donnait des diners somptueux en l'honneur de son amant, l'intendant de la colonie, François Bigot.

On trouvait dans ces bibliothèques canadiennes, non seulement Pétrone, Virgile ou Homère, non seulement Montaigne, Corneille et Racine, mais les écrivains contemporains : Voltaire, Rousseau, Montesquieu. On y trouvait même les littératures étrangères, et Shakespeare, Milton, Cervantes, le Tasse, Camoëns y étaient. Les journaux français et les gazettes de Hollande, et même le *Journal des Savants* étaient lus au Canada. A ces bibliothèques particulières, il faut ajouter la bibliothèque des Jésuites à Québec, celle des Sulpiciens à Montréal, qui servaient un peu à tout le monde.

Après la conquête anglaise, les Canadiens continuèrent à faire venir des livres de France. Le commerce de la librairie s'organisa. On connut au Canada les ouvrages de Chateaubriand et des premiers romantiques à mesure qu'ils se publiaient. Les livres ne mettaient guère plus de temps qu'aujourd'hui à passer de chez les éditeurs parisiens dans les bibliothèques canadiennes.

Des sociétés littéraires s'étaient instituées. En 1775, à Montréal, les intellectuels et les journalistes fondèrent ce qu'ils appelèrent modestement « l'Académie naissante de Montréal ». Ces académiciens étaient très libres-penseurs et, lors de la mort de Voltaire, ils publièrent, dans la *Gazette littéraire*, des apologies du philosophe. Ceci déplut à M. de Montgolfier, supérieur des Sulpiciens, qui brandit les foudres religieuses contre les imprudents académiciens, et réclama même des sanctions du bras séculier. Le général Haldimand ne demandait pas mieux que de dissoudre une société aussi dangereuse, et l'Académie naissante de Montréal fut supprimée.

A Québec, une société plus orthodoxe fut fondée en 1792 avec le *Magasin de Québec* comme organe.

Dans les salons, on lisait les livres nouveaux, et les gens du monde se réunissaient pour assister à ces lectures. Au manoir de Saint-Jean-Port-Joli, M. de Gaspé avait pris l'habitude de faire des lectures à sa famille. De tous les manoirs des environs et des villages voisins, seigneurs et bourgeois, amis des Gaspé, venaient entendre le vieux gentilhomme lire les romans de Balzac et de Walter Scott.

Les Canadiens apprirent un jour dans un ouvrage de M^{me} de Staël que « les lettres fondent la liberté », et cette idée leur plut énormément.

Parce que les Canadiens-Français ont constamment été très fidèles à leur foi religieuse, on a cru et on a beaucoup dit qu'ils ont toujours été soumis à leurs prêtres et menés par eux. *Priest ridden*, disent les Canadiens-Anglais en parlant de leurs compatriotes français. Pourtant, l'esprit critique ne leur a pas toujours fait défaut et ils ne furent pas toujours si dociles que l'on pense.

Au xvii^e siècle, le comte de Frontenac, faisant jouer des drames et des comédies au château Saint-Louis, à Québec, soutint une véritable petite guerre contre l'évêque Mgr de Saint-Vallier, à propos du *Tartuffe* de Molière. Toute la société québécoise fut mêlée à l'affaire du *Tartuffe*, et le comte de Frontenac, pour se venger de l'évêque, fit jouer la comédie jusque dans le parloir des religieuses qui, d'après l'abbé de la Tour, « riaient de bon cœur ».

Au xviii^e siècle, beaucoup de Canadiens avaient des idées « philosophiques », et l'on a vu que leurs bibliothèques renfermaient souvent des livres *défundus*.

Au xix^e siècle, ce fut bien plus grave. L'Académie de Montréal avait déclaré jadis que ses membres « se préoccupaient de devenir savants ». En 1850, dans une petite ville, Montmagny, existait une société de riches bourgeois où l'on discutait de religion, d'histoire et de philosophie. Et il paraît que les idées de quelques-uns étaient *avancées*. A Montréal, en 1842, la *Société des Amis*, qui publiait la *Revue canadienne* et qui comprenait des gens fort connus, s'occupait de philosophie, de lettres, de médecine.

Mais la plus célèbre de ces associations fut l'*Institut Canadien*. Fondé en 1844, à Montréal, il réunissait tout ce que la ville et les environs comptaient d'esprits hardis et même de libres-penseurs. Papineau, revenu d'exil, en était la figure centrale, et Papineau ne pratiquait aucune religion. Des hommes distingués, Antoine Gérin-Lajoie, La Frenais, Doutre, Dessaulles, Étienne Parent, Arthur Buies, Wilfrid Laurier, etc., firent partie de l'Institut. Une bibliothèque considérable fut mise à la disposition de ses membres. On donnait des conférences et le public assistait en foule aux réunions. Le

prince Jérôme Bonaparte, cousin de Napoléon III, qui visita le Canada en 1838, fut reçu solennellement à l'Institut. Ce napoléonide était très libre-penseur. Il envoya plus tard des livres à ses amis de l'*Institut Canadien*.

Mais les idées que l'on débattait aux conférences de cette société, les livres de sa bibliothèque ne plaisaient guère à l'évêque de Montréal, Mgr Bourget. La présence de Papineau entourait d'une atmosphère de rébellion ce groupe, dont presque tous les membres étaient des libéraux, des *rouges*, comme on disait alors. L'évêque fulmina des condamnations et des interdictions. Après une longue guerre qui finit par un procès fameux, le procès Guibord, lequel se termina en émeute populaire, l'Institut fut dissous et sa bibliothèque passa à une société anglaise.

Les esprits furent longtemps troublés par les luttes d'idées qui s'étaient livrées autour de l'Institut. Mgr Bourget sentait que les Canadiens, environnés d'ennemis et d'étrangers, devaient conserver intacte une foi religieuse qui avait fait leur force. Mais son souci d'orthodoxie alla jusqu'à entrer en lutte avec l'évêque de Québec, Mgr Taschereau, homme d'esprit très ouvert. L'Université de Québec passait, dans le clergé de Montréal, pour enseigner des doctrines subversives. Mgr Taschereau était accusé de libéralisme, ce qui semblait le rapprocher d'un parti politique alors fort mal vu par le clergé. Inquiet et redoutant tout, l'évêque de Montréal s'adressa à Rome. Et, du Vatican, lui arriva un désaveu qui dut être une affreuse épreuve pour le vieux prélat. Il se soumit silencieusement et résigna son siège. Mgr Taschereau fut créé cardinal peu après. Le libéralisme catholique avait vaincu l'antique inflexibilité épiscopale.

Mgr Bourget avait pour la France un véritable culte, semblable en cela à tous les Canadiens de son temps. Il écrivit un ouvrage, *Appel à l'Ancienne France*. Car, pour les catholiques du Canada, la France moderne, la France de la Révolution était très loin d'eux, trop étrangère à leurs croyances pour qu'elle leur fût chère.

Pourtant, bien des gens au Canada aimaient, malgré tout, cette France-là. En 1855, une frégate française, la *Capricieuse*, remonta le Saint-Laurent et entra dans le port de Québec. C'était la première fois que les Français de France

revenaient au Canada depuis 1759. Le capitaine de Belvèze et ses marins renouaient un lien qu'avait jadis brisé le départ du chevalier de Lévis et de ses soldats. Le Canada français tout entier fut dans la joie. Tout le monde voulait voir les Français, les recevoir chez soi. Un vieillard malade se fit amener l'un des marins, « afin que je voie, dit-il, des yeux qui ont vu la France ». Et le poète Octave Crémazie écrivit des vers qui furent récités alors par tout le pays.

L'amour pour la France régnait dans le groupe de la librairie Crémazie, à Québec, en 1860, comme dans le groupe de l'École littéraire, à Montréal, en 1895.

La librairie des frères Crémazie était le rendez-vous des littérateurs et des poètes. Il s'y créa un cénacle qui eut assez d'importance pour qu'on l'ait appelé, un peu pompeusement, le mouvement de 1860. Garneau, l'abbé Casgrain, l'abbé Ferland, Fréchette s'y rencontraient avec d'autres écrivains. On y discutait beaucoup autour du poète Octave Crémazie, l'un des deux libraires. Le baron Gaultre-Boileau, consul de France, le folkloriste Hubert Larue, le journaliste Étienne Parent se mêlaient à ces réunions. Les poètes lisaient leurs œuvres et les écrivains leurs essais. Un esprit très idéaliste régnait dans cette chapelle littéraire. Le pauvre Crémazie en fut victime. Il négligea son commerce pour la poésie, oublia de faire honneur à ses dettes et dut quitter le Canada. Il partit pour la France où le libraire Bossange le recueillit. Mais le poète canadien souffrit terriblement de ne plus respirer l'air de son pays natal. Il alla mourir au Havre, comme s'il eût voulu se rapprocher le plus qu'il pouvait du Canada.

Des réunions de la librairie Crémazie sont sortis des poètes comme Fréchette et Le May, des historiens comme Ferland et l'abbé Casgrain, et deux revues *le Foyer canadien* et *les Soirées canadiennes*. On avait fait de grands rêves littéraires dans la boutique de Crémazie. L'enthousiaste abbé Casgrain prévoyait la naissance d'un art littéraire canadien qui égalerait Québec à Athènes. Mais le sceptique abbé Ferland se contentait de dire d'un ton bourru : « En littérature, nous aurons ce que nous pourrons. » Le groupe fut disjoint par le départ un peu précipité d'Octave Crémazie, et par une querelle du peu commode abbé Ferland avec J.-C. Taché.

Ces différents mouvements de la littérature canadienne

avaient toujours eu, depuis 1760, une ou deux idées directrices, idées politiques ou patriotiques. Mais jamais l'art pour l'art n'avait été le but unique des poètes et des écrivains canadiens-français. En 1895, quelques jeunes gens de Montréal, épris de beauté pure et de perfection formelle, fondèrent un cénacle qui fut appelé *l'École littéraire*. Dans le manifeste de W. Larose, le président, on lisait que la littérature seule et en soi était digne d'intérêt. La grande ambition de ces jeunes gens était d'insuffler un peu de vie dans un monde littéraire qu'ils jugeaient trop endormi.

Le chef de cette école fut M. Jean Charbonneau, à qui l'on doit un volume de poèmes : *les Blessures*, d'inspiration parnassienne.

Les premières réunions de l'École littéraire se tinrent dans le salon de la famille de Montigny. M. Louvigny de Montigny et son frère Gaston étaient parmi les plus fervents adeptes du mouvement. Les vers et les chroniques de Gaston de Montigny paraissaient dans les journaux de Montréal. C'était des choses légères, aériennes et très fugitives. M. Louvigny de Montigny a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels un intéressant travail sur *la Langue française au Canada*. Chez les Montigny se rencontraient Joseph Melançon, un poète qui, comme Louis Le Cardonnell, s'est fait prêtre, Gustave Comte, Germain Baulieu, Paul de Martigny, E.-Z. Massicotte, etc., tous poètes.

Mais il arriva que les membres de l'École littéraire furent trop nombreux pour le salon des Montigny. Alors M. de Montigny père, qui était *recorder* (juge de paix) de Montréal, prêta la clef du Tribunal aux amis de ses fils. Et, « dans la Cour de Justice où le vieux magistrat jugeait chaque matin les escarpes et les soulots, se tenaient chaque soir les assises de l'idée », a dit M. Louis Dantin, historien de l'École littéraire. « Les rimes voletaient dans la salle où avaient retenti les objurgations et les amendes, et sur le siège du magistrat, la Poésie trônait en gilet et en toque, dans la personne de Charles Gill. »

Ce jeune homme si pittoresque, Charles Gill, avait vécu à Paris et appris la peinture dans l'atelier de Gérôme. Il avait fréquenté les cafés littéraires, aperçu Verlaine ivre et entendu Moréas discourir. Tout cela lui conférait un énorme prestige

auprès des jeunes poètes de Montréal. Plus fantaisiste dans sa tenue que dans son art, Gill a donné un volume de vers très solennels : *le Cap Éternité*.

L'École littéraire finit par tenir ses séances au château de Ramezay, la demeure historique des anciens gouverneurs de Montréal. Le public fut admis aux conférences. Un soir, le vieux poète Fréchette présida. L'École entraînait dans la gloire. Les grands journaux en parlaient. Le gouvernement la subventionna. Elle déclina lentement après cela et mourut insensiblement.

Ce mouvement n'avait donné naissance qu'à des poètes. Deux d'entre eux sont célèbres à juste titre au Canada français : Albert Lozeau et Émile Nelligan.

A vrai dire, Lozeau ne se mêlait pas beaucoup aux bruyantes assemblées de l'École littéraire. Malade et infirme, Lozeau a vécu dans une chambre, où pour lui la poésie ne faisait place qu'à la souffrance. Il habitait une petite rue non loin de la montagne de Montréal, où je me souviens d'être allé le voir vers 1910. C'était un être charmant et plein de noblesse.

Sa poésie est tendre, plaintive et sentimentale. Il était reclus, mais non solitaire, quoiqu'il ait intitulé l'un de ses recueils, *l'Ame solitaire*. Il était, au contraire, très entouré. Une petite cour de jeunes gens et de jeunes femmes faisait oublier au poète la mélancolie de sa destinée. Les musiciens de la ville allaient lui donner des concerts. Quand on sait quelle cité peu idéaliste est Montréal, métropole du Canada, ville de grandes banques, de commerce, ville folle d'argent, d'affaires, ville très matérielle et jusque dans l'organisation des religions, c'est une surprise d'apprendre qu'un cénacle, épris de musique et d'art, a pu exister si longtemps autour de la chaise longue d'un poète valétudinaire.

Émile Nelligan, d'un génie supérieur à Lozeau et d'un esprit plus original, a eu pourtant moins de chance que le pauvre infirme. C'était un grand et beau garçon, débordant de santé, et qui imagina la vie comme un poème de joie et de liberté. Il ne connut guère que la douleur et l'emprisonnement dans un asile d'aliénés. « Né d'un père irlandais et d'une mère canadienne-française, il sentait bouillir en lui le mélange de ces deux sangs généreux », a dit M. Louis Dantin.

Mais il semble que son hérédité l'ait aussi chargé d'un certain déséquilibre, et il avait de bien troublantes visions :

Or, j'ai la vision d'ombres sanguinolentes,
Et de chevaux fougueux piaffant,
Et c'est comme des cris de gueux, hoquets d'enfants,
Râles d'expirations lentes.
D'où me viennent, dis-moi, tous ces ouragans rauques ?

Entre 1890 et 1900, Nelligan promena dans Montréal, surpris et désapprobateur, une figure d'ange déchu. Le poète scandalisait la bourgeoisie rangée et comme-il-faut à laquelle sa famille appartenait. On eût voulu qu'il choisit une carrière, qu'il fit quelque chose de plus sérieux que des poèmes. Et même ces vers qu'il écrivait, s'ils avaient eu un sens, on les lui eût mieux pardonnés. Il y avait déjà eu au Canada un Crémazie, un Fréchette. On savait ce que c'était qu'un poète. Mais Émile Nelligan se refusait à chanter les fastes épiques du Canada français ; il n'écrivait pas à la gloire de Champlain ou de Montcalm ; et les personnes distinguées désapprouvaient qu'il publiât des choses étranges que les poètes étaient seuls à apprécier.

Nelligan trouvait au cénacle de l'École littéraire des gens capables de le comprendre. Il s'y retrempait dans une atmosphère propice. Hélas ! les retours dans la vie quotidienne étaient, pour le pauvre garçon, de véritables catastrophes. « C'était sa conviction ferme que l'artiste a droit à la vie, et que les mortels doivent se trouver très honorés de la lui garder. Aussi, toute démarche d'affaires, toute sollicitation intéressée, même la plus discrète, révoltait-elle sa fière nature. S'il eut un désir en ce monde, ce fut bien de voir publier ses vers. Or, plus d'un protecteur l'eût aidé de son influence et de ses ressources : il eût suffi pour cela d'une demande : jamais il ne consentit à la faire. « S'ils croient, disait-il, que je vais me trainer à leurs pieds ! Mon livre fera son chemin tout seul. » Ce n'est pas non plus à un éditeur quelconque qu'il eût livré ses manuscrits. Quand j'en suggérais un, d'aventure, parmi nos libraires montréalais : « Peu ! faisait-il dédaigneusement, sait-il bien imprimer les vers ? J'enverrai mes cahiers à Paris (1)... »

(1) Louis Dantin, *l'Œuvre de Nelligan*.

Nelligan eut un moment de gloire, une heure de bonheur sans mélange. Ce fut un soir, au château de Ramezay. Les poètes, ses camarades, l'entouraient. Une foule émue et admirative se pressait dans le grand salon des portraits où Nelligan devait réciter ses vers. Sous le regard des héros du Canada qui contemplaient le poète du haut de leurs cadres, il fit entendre ses plus beaux vers. Sa personne, sa voix et son art furent acclamés avec frénésie. Il se sentit sacré grand poète par la foule et il fut enivré.

Son exaltation s'accrut. Six mois après cet événement, le bruit se répandit que Nelligan était devenu fou, et cette rumeur exprimait la triste vérité.

Depuis trente ans, le plus grand poète du Canada français est enfermé dans une maison de santé. Son œuvre lui survit, aimée par tous ceux qui ne recherchent pas uniquement dans la littérature canadienne un pittoresque local et des paysaneries. Des poèmes comme *le Tombeau de la Nègresse*, *Devant le feu*, *le Jardin d'antan*, etc., ont une valeur humaine et rendent un son autrement grandiose que cet art rustique et conventionnel que l'on appelle chez nous la « littérature du terroir ».

POÉSIE ET CONTES POPULAIRES

Lorsqu'un jeune Breton émigré au Canada écrivit *Maria Chapdelaine*, il faisait de l'exotisme, ainsi que l'a dit judicieusement un critique canadien, M. Marcel Dugas. Ce joli roman, plein de neige et de sensibilité, eut un grand succès, on le sait, en France. Au Canada, on fut plus réservé. C'est qu'une littérature à sujets paysans existe depuis longtemps chez nous, et qu'elle n'a guère donné que des œuvres ternes, quand elles ne sont pas franchement fausses et ennuyeuses à pleurer. Romans fabriqués pour vanter la supériorité de la vie à la campagne sur l'existence des villes, poèmes qui ronronnent une musiquette d'assez pauvre qualité, c'est tout cela qui se nomme la littérature du terroir.

Elle a commencé en 1862, par un roman, *Jean Rivard le Défricheur*, d'Antoine Gérin-Lajoie. A cette époque, les Canadiens-Français émigraient en foule aux États-Unis où la vie était plus facile qu'au Canada. Nos campagnes se dépeuplaient

au profit des usines américaines. Gérin-Lajoie écrivit son *Jean Rivard*, pour persuader ses compatriotes de rester sur leurs terres. Le livre peut se résumer par une des idées qu'il exprime : « L'agriculture est la mère de la prospérité nationale. » Pour qu'elle eût plus de force persuasive, Gérin-Lajoie romança cette évidence. Je crois que tout ce qui s'est écrit depuis, au Canada, sous l'étiquette du *Terroir*, a eu le même but honorable que poursuivait l'auteur de *Jean Rivard*.

Pourtant le Canada français a eu une poésie et des contes d'une veine plus franche et d'un accent plus réellement populaires.

Les anciennes chansons des provinces de France vivent toujours dans la province de Québec où l'on entend encore les refrains d'*En roulant ma boule*, d'*Alouette*, gentille *Alouette*, *Sur le pont d'Avignon*, *Saint-Malo beau port de mer*. Dans mon enfance, on entendait ces jolies choses aux veillées de paysans. Des chansons, nées au Canada même, sont venues s'ajouter à ce folklore originaire de France. *Vive la Canadienne* est la plus célèbre. Les chansons de forestiers et d'hommes des chantiers sont parfois d'une originalité très amusante et très inattendue. Les soldats du marquis de Montcalm nous ont aussi légué quelques chansons, notamment celle de *la Bataille de Chouaguen*.

Les contes populaires du Canada ont beaucoup pris au vieux folklore de France. L'une des plus célèbres légendes canadiennes, *la Chasse Galerie*, vient de Saintonge et de Poitou, mais s'est transformée en passant les mers. Il paraît que Georges Clemenceau racontait parfois à ses amis de Saint-Vincent du Jard, l'antique légende du mauvais seigneur Gallery qui pressurait les paysans et qui chassait le dimanche. Sa punition fut d'être condamné à sortir de l'enfer tous les soirs, et de chasser dans les airs, au-dessus des marais vendéens. Au Canada, *la Chasse Galerie* est devenue l'histoire d'un homme qui, ayant osé travailler un dimanche, fut condamné à voguer dans les airs dans un canot d'écorce.

Philippe de Gaspé, Honoré Beaugrand, Faucher de Saint-Maurice, Louis Fréchette, Pamphile Le May, Jean Taché ont écrit des contes d'une gaieté ou d'une horreur toute simple, et qui s'inspiraient d'un vieux fonds très riche et très varié. Les recueils de Fréchette, *la Noël au Canada*, par exemple, sont

formés d'admirables histoires, écrites dans une langue qui reproduit réellement le parler des *habitants* et des *hommes de chantiers*. Honoré Beaugrand a publié une collection de contes dans la *Chasse Galerie*, et Taché a fait revivre les vieux trappeurs dans ses *Forestiers et Voyageurs*.

Dans le jardin clos et sentimental de la littérature canadienne, c'est un coin libre et exposé au plein vent que ces contes populaires. Plantes vigoureuses et pleines de sève, ces histoires ont germé et grandi, et c'est peut-être là que réside le meilleur de notre littérature nationale.

ÉCRIVAINS D'AUJOURD'HUI

Le Canada français, depuis 1900, n'offre plus la simplicité de jadis. Les Canadiens-Français ne sont plus ce petit peuple qui, au dernier siècle, ne s'écartait guère de deux ou trois grandes idées : amour du passé, ferveur religieuse, attachement à la France. La psychologie des Canadiens-Français s'est compliquée. L'inquiétude leur est venue. Cette inquiétude est sensible dans ses poètes et dans ses écrivains d'aujourd'hui.

Nelligan semble avoir légué à sa descendance littéraire son ennui et son désespoir. Et ce pays neuf, enivré de réalités, livré tout entier aux besognes d'argent, ce Canada si optimiste n'a produit, depuis 1900, que des poètes pessimistes.

Paul Morin, avec *le Paon d'Email*, Guy Delahaye avec *les Phases*, René Chopin avec *le Cœur en exil*, Marcel Dugas avec *Versions* et *Flacons à la Mer*, Jean-Aubert Loranger avec *Atmosphères*, ont donné des œuvres qui ne ressemblent pas beaucoup à la poésie patriotique et guerrière de Crémazie et de Fréchette. Alors qu'un sentiment comme l'amour pour la France, par exemple, était exprimé en imagerie d'Épinal par le vieux poète romantique Crémazie :

O noble et vieux drapeau, dans les grands jours de fête,
Où, marchant après toi, tout un peuple s'apprête
À célébrer la France, à nos cœurs attendris
Quand tu viens raconter la valeur de nos pères,
Nos regards savent lire en brillants caractères
L'héroïque poème enfermé dans tes plis...

le même sentiment est devenu bien plus subtil, plus délicat et plus inquiet chez Paul Morin :

Mon cœur français et moi, nous vîmes ce matin
Le paisible hameau parfumé de fougère
Où Marie-Antoinette en panier de satin
Rêva d'être bergère.

Et j'ai dit à mon cœur : « Le matin est si beau,
Si clair, si bleu ! pourquoi faut-il que tu tressailles
Ainsi que tu le fais devant un cher tombeau,
En revoyant Versailles ? »

Les poètes canadiens-français ont beaucoup chanté leur pays, et ils l'ont décrit, avec un amour lyrique autrefois, avec une précision toute visuelle aujourd'hui. Ainsi, alors qu'Alphonse Desilets s'écriait :

Nos montagnes, nos champs, notre fleuve et nos bois !

Jean-Aubert Loranger dit de Montréal :

La ville est sur le fleuve Saint-Laurent,
Comme une roue hydraulique en arrêt
Que l'eau s'efforce de faire tourner.
Montréal est à jamais fixé,
Dans le fleuve, en face de Longueil,
Par ses grandes cheminées d'usines
Plantées partout comme de gros clous.

L'art nuancé d'un Paul Morin, d'un René Chopin, d'un Jean Loranger, est aussi éloigné que possible de la vieille poésie canadienne criarde, boursoufflée et dramatique.

Les écrivains canadiens d'aujourd'hui sont également bien éloignés de ceux du XIX^e siècle. Un historien comme le sénateur Thomas Chapais, qui a publié un *Cours d'Histoire du Canada* et des séries de *Cours et Conférences*, ne renseigne pas seulement sur le lointain passé de la colonie. La philosophie de M. Chapais, ses théories seraient intéressantes pour quiconque voudrait faire l'histoire des idées au Canada français. De même M. l'abbé Groulx, auteur de toute une bibliothèque historique, est un esprit très vivant et qui ne s'enferme pas dans les seuls faits d'histoire. Du passé, il a tiré tout un enseignement social à l'usage de ses compatriotes. C'est que les

Canadiens sont de plus en plus à la recherche d'une direction, d'un programme, si j'ose dire. Un économiste, M. Édouard Montpetit, leur en a proposé un dans un livre qu'il a intitulé : *Pour une doctrine*. Et cet économiste ne fait pas uniquement état des réalités commerciales pour indiquer à ses compatriotes une route à suivre, mais il leur révèle le rôle des universités, des écoles, de l'art et de ce qu'il appelle magnifiquement « les responsabilités intellectuelles ».

Les intellectuels et les hommes de lettres sont profondément divisés chez nous depuis la guerre. Jadis, il était entendu que, fils de la France, les Canadiens-Français devaient tout naturellement prendre chez elle leur enseignement et leurs directions. Aujourd'hui, on ne pense plus cela. Depuis quelques années, la province de Québec n'est plus uniquement une province intellectuelle de la France. On a découvert chez nous que le Canada français est en Amérique, et cette constatation menace de changer bien des choses.

Au début de la guerre, beaucoup de jeunes Canadiens-Français s'engagèrent comme volontaires pour aller au secours de la France. Mais, lorsque la conscription fut établie au Canada, elle rencontra dans le Québec une hostilité et une résistance très grandes. M. Henri Bourassa, directeur du journal *le Devoir*, en fut l'ennemi acharné. Il déclara que l'Angleterre, qui imposait la conscription aux Canadiens-Français en se servant de leur amour pour la France, s'autoriserait de ce précédent pour les forcer à participer à ses guerres futures, même si la France n'y était pas concernée et même si les Anglais étaient contre elle. Mais, un autre journaliste, M. Olivar Asselin, fondateur avec Jules Fournier du journal *le Nationaliste*, écrivit et dit qu'en défendant la France, les Canadiens-Français se défendaient eux-mêmes, et qu'une France vaincue signifierait un amoindrissement formidable de la race française au Canada. M. Asselin forma un régiment et passa plusieurs mois sur le front français.

Les idées qui ont divisé M. Bourassa et M. Asselin continuent à dresser les intellectuels les uns contre les autres. Je l'ai dit, on a semblé résoudre la question en prétendant que, puisque le Canada français est en Amérique, il ne saurait plus s'agir pour nous que d'être des Américains français. Et M. Bourassa semble avoir voulu dire cela dans son ouvrage,

le Patriotisme canadien : « Soyons Français comme les Américains sont Anglais », a-t-il écrit.

En tout cas, le matérialisme américain se fait terriblement sentir chez nous. Longtemps, la province de Québec a pu s'enfermer dans ses traditions françaises et catholiques comme derrière une infranchissable muraille de Chine. La vie d'un New-York ou d'un Chicago lui demeurait étrangère. Les rapports avec les États-Unis n'avaient qu'un but commercial. Un habitant de Québec ou de Montréal prenait le train pour aller visiter des clients américains, mais ne rapportait de son voyage que des commandes à exécuter. Son esprit ne retenait rien de la mentalité américaine. Des hommes d'affaires américains venaient dans la province de Québec de la même façon rapide et pour le même but. A cela se limitaient les relations. Les Canadiens-Français allaient aussi à New-York faire leurs voyages de noces. Et ils rentraient chez eux pour raconter les merveilles de la grande ville aux premiers gratte-ciel.

Mais le New-York d'avant la guerre n'élevait encore que des maisons comme le Flat-Iron ou le Singer. L'ombre de ces buildings n'était pas assez longue pour atteindre la frontière canadienne.

Aujourd'hui, le Canada tout entier, et singulièrement le Canada français, est touché par l'américanisme. Les hommes d'affaires, la bourgeoisie et le peuple des villes s'américanisent chaque jour. Ce qui est encore très français, c'est les paysans, le clergé, les gens de lettres. Dans ces conditions, que sera la nouvelle littérature canadienne-française? Espérons qu'elle sera française dans la forme, et qu'elle apportera un élément littéraire nouveau qui sera l'américanisme français.

ROBERT DE ROOUEBRUNE.

A BERLIN

SEMAINE D'ÉLECTIONS

3-12 NOVEMBRE

On me dit : « C'est la semaine des élections ! Vous ne verrez personne à Berlin ; toutes les vedettes politiques seront mobilisées pour la propagande électorale. Vous n'obtiendrez pas d'interviews intéressantes. » Je m'en passerai donc, et sans regret : que m'apprendraient quelques mots prononcés en hâte par le Führer ou ses ministres ? Je n'ai pas la fatuité de croire qu'Hitler ou quelque autre grand du troisième Reich aient d'autres confidences à me faire que celles qu'ils font diffuser *urbi et orbi* par la T. S. F. et la presse du parti. Il me suffira, pour cette fois, d'interviewer l'atmosphère de la capitale allemande à la veille du plébiscite et des élections, de tâter le pouls de Berlin.

PREMIÈRES IMPRESSIONS

Vendredi 3 novembre. — J'ai toujours hâte, à peine débarquée dans une ville où je ne suis pas revenue depuis quelque temps, de reprendre contact avec la rue et les gens, en circulant durant des heures, au hasard, à pied, dans l'autobus avant de revoir les personnes que je puis connaître. Ainsi entrant dans une boutique ou dans un café, je me réadapte à l'atmosphère.

Les rues de Berlin sont peu animées, et les Berlinoises comparés aux Parisiens sont des gens peu pressés ; il me faut quelque attention avant de discerner les uniformes nombreux et dont certains se ressemblent. Voici des soldats de la

Reichsheer; je les connaissais; et tous ces jeunes gens en chemise brune ce sont les nazis militaires, les S. A. qui mesurent moins de 1 m. 75 (au-dessus de cette taille ils peuvent entrer dans la milice d'élite, celle des S. S.); ainsi vêtus, par le froid qu'il fait, à la mode des planteurs sous les tropiques, ils me font frissonner. Qu'est-ce donc que ce bel uniforme de laine kaki? Je le demande à un passant : « c'est l'uniforme « civil » des employés au ministère de la Propagande ». Derrière une porte vitrée qui doit être celle d'un club, quelques étudiants, calot groseille sur l'occiput, le fleuret à la main, me font des grimaces parce que j'ai l'impertinence de les regarder trop curieusement. Voici une boutique dont l'entrée est pavoisée de réclames : « Savez-vous encore tirer au fusil? Le tir est le plus noble des sports : des prix de cinq cents marks sont distribués aux meilleurs tireurs. »

Unter den Linden a repris un peu de son allure d'autrefois. On y revoit, ainsi que dans les grandes artères, quelques étalages de luxe. Il paraît que l'argent, rassuré par la déconfiture du communisme, commence à se montrer, quoique timidement, car, si on est certain de ne pas être mis à sac par les rouges, on n'est pas encore tout à fait fixé sur les intentions d'Hitler. Ce n'est pourtant pas la misère qui manque! J'entre dans un petit café populaire où de pauvres gens sirotent un café boueux; une pancarte attire mon attention : « par un décret de police, » il est interdit de mendier. Le garçon qui me sert m'apprend que mendier c'est « déchoir » et que faire la charité d'homme à homme « est une insulte à l'honneur humain ». Seule, la charité en gros est autorisée et même recommandée de façon pressante par les autorités. Chacun dans la mesure de ses moyens est tenu d'alimenter par des dons en argent ou en espèces la caisse des organisations chargées de la distribution des secours : « Tenez! voici justement devant la porte une voiture de la Reichswehr qui « moissonne » les dons dans le quartier. Je vais y porter le panier de pain et les aunes de saucisses préparées par le patron » ... La Reichswehr transformée en petite sœur des pauvres!...

Arrêtons-nous devant les librairies : quelques titres de livres : *Mein Kampf*, — *Hitler*, — *Rozenberg*, — *Gaebbels*, — *Göring*, — *La femme dans la Troisième République*; et, par

quel hasard ou dans quel dessein, le livre curieux du juif autrichien Trebitch Lincoln qui fut membre du parlement anglais, trahit abondamment l'Angleterre, puis s'enfuit en Chine où il devint bouddhiste (car c'est un spécialiste de la conversion). Et partout, à chaque vitrine, des portraits de face, de profil, en uniforme, avec le sourire et sans le sourire, du Führer et de ses ministres préférés. Très peu de portraits du président Hindenburg (il a eu son heure) et quelques Papen seulement. Le vice-chancelier, dont la position, dit-on, est menacée, n'est pas populaire; l'opinion courante est qu'il est « brûlé », que personne, pas plus à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, ne le juge un homme très sûr dont la fidélité et les promesses soient très bon teint. Mais c'est un homme bien élevé, qui sait son monde et qu'on peut encore utiliser pour faire les commissions... En revanche, de nombreuses effigies du docteur Goebbels, seul ou entre sa femme et ses enfants; M^{me} Goebbels est une blonde fort jolie, la belle du parti composé en majeure partie de célibataires! Elle a divorcé d'un juif pour épouser M. Goebbels. Une carte postale représente le ministre de la Propagande attablé avec le prince Auguste Wilhelm, aussi membre actif du parti, à la disposition duquel d'ailleurs il a mis sa bonne volonté et son éloquence; tandis que le Kronprinz, ancien *stahlhelm* rallié comme Seldte, se borne à faire bonne figure à mauvais jeu. Hermann Göring, dont on dit que l'étoile baisse au firmament du Führer, — mais je n'en crois rien, le Reich a besoin d'hommes de son espèce, — voisine tantôt avec Frédéric le Grand, tantôt avec des satellites de peu d'importance. On ne voit pas beaucoup de portraits de Hess, le favori, celui en qui le Führer, dont il fut le secrétaire, a mis toute sa complaisance et qui en cas d'accident serait désigné pour le remplacer : personnage énigmatique, ennemi de toute publicité personnelle.

A deux pas de l'hôtel où je suis descendue, des décorations sont exposées dans une vitrine. Nombreux sont les passants qui s'y arrêtent, remplis d'admiration. Ce goût du panache, de la distinction honorifique, qu'on a coutume de nous reprocher, est plus développé chez l'Allemand que chez nous. C'est, chez lui, une forme du sentiment de l'honneur. Justement, ces temps derniers, on lui a beaucoup parlé, on lui parle beaucoup de l'honneur : de l'honneur allemand, de son honneur per-

sonnel, de l'honneur du Führer et de la Nation qui se fondent en un seul honneur que le plébiscite confiera officiellement au chancelier Hitler. Il n'y a qu'à lever les yeux sur les affiches et les larges bandes de toile imprimée tendues en travers des rues à hauteur du second étage! « Paix, travail, honneur avec Hitler. Avec Hitler contre la folie des armements, pour une paix honorable. »

Jusque devant l'ambassade de France : « Jamais plus de traité sans honneur! » Je suis fixée; avec un tel programme : « Paix, travail, pain », auquel s'ajoute l'assurance que l'Allemagne désarmée ne souhaite pas d'armes, qu'elle a rempli son devoir, qu'elle ne désire que l'égalité de droits, exigence minime, et le mot honneur, honneur, honneur *leitmotif*, de tous les discours de propagande, tous les électeurs voteront le « Ja » qu'on leur demande. On parle également beaucoup, au peuple, de l'individu qu'on oppose à la Nation : « l'individu n'est rien; la Nation est tout; il faut sacrifier l'individu à la Nation ». Le peuple ne songe pas que la Nation est faite d'individus et, dans son esprit, l'individu, c'est le voisin, mais la Nation « puisque c'est la collectivité », c'est lui : cela m'a été dit plusieurs fois.

AU PROCÈS DE L'INCENDIE DU REICHSTAG

Samedi. — Hermann Göring dépose ce matin au procès du Reichstag. La garde autour du bâtiment chapeauté d'un échafaudage de construction est doublée, le public admis à la salle d'audience soigneusement trié. Examen des passeports, des cartes d'entrée, visite des vêtements : « Les dames, à droite! » Une femme me fouille, ouvre mon sac, en retire une innocente carte postale. Derrière un paravent, on fait déshabiller une femme suspecte.

Salle comble. Six cents personnes au moins, public et presse compris. Les accusés entrent accompagnés de schupos. Le Hollandais van der Lubbe tient la tête obstinément baissée; il fait penser à un de ces grands singes qui portent la tête enfouie entre les épaules. Il est blafard, bouffi et paraîtrait totalement abruti si, de temps à autre, un sourire malin ne se glissait sur ses lèvres. Personne ne le croit idiot, quoiqu'il refuse de parler et persiste dans l'attitude inconfortable qu'il

a adoptée pour combien de temps? Est-ce vraiment une tactique? L'espoir de la défense comme de l'accusation est qu'il se décidera à parler à la fin des débats, quand il n'aura plus rien à perdre et peut-être aura sa tête à sauver. Dénoncera-t-il ses complices? Chacun est d'accord pour affirmer qu'il n'a pu incendier le Reichstag à lui seul. Je crois qu'il se taira jusqu'au bout, et qu'en tout cas il ne livrera personne. Le cas van der Lubbe demeurera un de ces cas mystérieux qui font travailler l'imagination des hommes. Quoi qu'il en soit, le procès du Reichstag, dont on parle en sourdine, puisque, à tort ou à raison, le gouvernement du Reich y est compromis, servira de sujet à de nombreux livres dont plusieurs sont déjà en préparation. En attendant, van der Lubbe subit placidement les injures que lui prodiguent Torgler et Dimitroff pendant la promenade du matin dans la cour de la prison : « Parleras-tu, scélérat ? »

Quoique je n'aie aucune sympathie pour les théories et l'activité communistes, je ne puis me défendre d'un sentiment de pitié pour Torgler. Sur le visage pâle de cet homme se lit parfois une expression de souffrance si intense, qu'on oublie la violence de sa doctrine, le danger qu'eût été le triomphe de son parti; ses ennemis mêmes ne croient pas à sa culpabilité. Le Bulgare Dimitroff est la mauvaise tête du procès; c'est un joyeux compère, exubérant, qui plaisante avec ses gardiens.

Entrée sensationnelle de Göring accompagné de sa garde. Ce grand gros homme sanguin fera pendant deux heures un discours de propagande national-socialiste, avant d'entrer dans l'arène, de provoquer les accusés, d'abord avec une ironie assez spirituelle qui semble même démonter le bouillant Dimitroff, puis avec une rage indescriptible. Témoin et accusé paraissent se menacer du crayon qu'ils brandissent devant eux; en croirait assister à une querelle de café. Le ministre, éperdu de rage, se permet des libertés de langage malheureuses. Déjà, il a dit tout à l'heure qu'« il ne faut pas se borner à abattre un ennemi, mais qu'il faut encore l'anéantir » (paroles imprudentes dans la bouche d'un dénonciateur du traité de Versailles). A présent, il déclare faire fi du verdict de la justice, injurie le Bulgare, le tribunal terrorisé, dont la partialité envers l'accusé et le manque de courage produisent une impression pénible.

La déposition de Göring est sévèrement critiquée dans les milieux hitlériens. Devant moi, étrangère, on s'évertue à trouver des circonstances atténuantes à l'attitude peu digne du ministre. « Il est impétueux ; ce n'est pas un homme d'État, c'est un tribun... Il n'a plus le contrôle de ses nerfs, car autrefois il a dû avoir recours trop souvent à la morphine... Savez-vous que, pendant la guerre, il a voulu tenter d'enlever le général Pau à lui tout seul ? » On plaisante son goût de la parure, du faste, du décor ! Si Hitler était Napoléon, Göring serait son Murat !

AUTOUR D'UN PLAT DE LENTILLES

Dimanche. — Dîné d'un plat de lentilles chez des amis très fortunés, nazi cent pour cent. Ils étaient « centre » voilà à peine un an... il y a des nécessités politiques ! La conversation supplée à la modestie du menu. Le 1^{er} dimanche de chaque mois, tout bon Allemand doit se nourrir à raison de 60 pfg par tête (boisson non comprise) et verser la différence entre ces 60 pfg et le prix habituel de ses repas à la caisse du *winter hilf* (secours d'hiver). Berlin seul, aujourd'hui, a économisé trois cent cinquante mille marks sur sa nourriture !

On parle bien entendu des élections. L'Allemagne escompte un retentissement mondial, *kolossal* du succès que ne manquera pas de remporter le Führer.

— Le monde verra que le peuple allemand unifié et uni est derrière son Führer, et il réfléchira.

— A quoi ?

— Au danger qu'il y aurait à ne pas satisfaire les modestes exigences de soixante-cinq millions d'Allemands parfaitement unis.

— Le monde, dis-je, aurait bien tort d'être surpris d'un succès que pour ma part je juge certain. Ces élections, — puisque vous tenez à ce terme, — auront sans doute plus de portée à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur ! L'unité nationale sera un fait accompli, officiellement accompli, qui impressionnera surtout le peuple allemand.

— Le Führer lui-même s'attend à huit millions de défections.

— Cette modestie rendra son triomphe plus éclatant ! Mais je crois Hitler trop psychologue pour être aussi pessimiste. Votre ministre de la Propagande est un homme si capable ! Les vedettes politiques se donnent tant de mal, et comprennent si bien le caractère du peuple allemand ! N'en doutez pas, il n'y a pas beaucoup d'Allemands pour dire non, à qui sait leur demander de dire *Ja* !

— Il y a pourtant cinq millions de communistes et un nombre respectable de *Pfaffen* (1). Il y aura beaucoup d'abstentions pour les élections du Reichstag ; mais cela est de moindre importance. Les membres du Reichstag ne seront plus consultés que pour des questions de détail, d'organisation, etc., et pour approuver les décisions du Gouvernement au nom du peuple allemand. Nous aurons enfin un véritable Reichstag ; le dernier, demi invalidé, ne représentait plus la volonté du peuple allemand. »

— Le nouveau sera une succursale du ministère de la Propagande !

— Quoi que vous en pensiez, dit un jeune secrétaire de la Wilhelmstrasse, les élections impressionneront l'étranger. Les émigrés racontent partout que l'unité de l'Allemagne est une légende, que de grands courants d'opposition préparent le renversement du régime, et autres balivernes. Vous les croyez, en France surtout ; vous verrez le 12 qu'ils vous ont trompés.

HEIL HITLER

Lundi. — Visite aux différents ministères. Les cadres ont été conservés pour autant que les fonctionnaires se sont ralliés au parti ; on y a incorporé, pour manier les leviers de commande, quelques nazis dont la fidélité est éprouvée. Les formules de politesse (on en est averti par une note au bas des lettres officielles) sont supprimées : elles sont remplacées par un laconique *Heil Hitler*.

Beaucoup de jeunes dans les bureaux : le régime favorise les jeunes. On me dit couramment : « Le malheur en France, c'est que la politique est faite par des vieillards... » Je pense à M. Daladier, à M. Pierre Cot et à quelques autres.

(1) Curés. Ainsi désigne-t-on les « rentiers ».

EN ÉCOUTANT PARLER GÖEBBELS

Mardi. — Meeting monstre au Sport-Palast où le docteur Göebbel harangue la foule. Drapeaux, musique, inscriptions géantes déjà connues. « L'Allemagne a désarmé ! nous ne demandons plus d'armes ! Hitler veut la paix, mais une paix honorable, etc. » Quinze mille auditeurs ; les mutilés, les aveugles accompagnés de leurs chiens sont aux meilleures places ; défilé de centaines de drapeaux ; hymnes, *Deutschland über alles* et le *Horst Wessel*, furieusement applaudis. Et puis, un petit homme mince en veston, au visage ascétique, à la fois dur et passionné, Joseph Göebbel, le super as de la Propagande.

Ovations, mains tendues, nues, multiple offrande de chair à la volonté des maîtres ; salut bien fatigant quand il se prolonge comme ce soir pendant plusieurs minutes. Le discours ? Quand on en a entendu ou lu un, on connaît les autres ; le ton même ne varie pas ; mais il est celui qui convient au public qui écoute. Le ministre de la Propagande est réellement éloquent : son discours est remarquable par la souplesse, et l'habileté : « Les social-démocrates ne valaient rien ! Nous, nous apportons au peuple allemand du travail, du pain, l'union, la liberté et la paix, pourvu qu'on ne nous demande pas de la payer de notre honneur. Il nous faut quatre ans pour tenir nos promesses ; en huit mois nous vous avons donné plus que nous n'avions promis ! Il y a deux millions et demi de chômeurs de moins qu'en mars... Nous sommes au pouvoir et nous y resterons ! Les émigrés nous salissent à l'étranger, pour qui l'unité du peuple allemand dans sa fidélité au Führer, proclamée le 12 novembre, sera une leçon... L'inégalité des droits blesse notre honneur : nous voulons l'égalité des droits. Paix, honneur, etc. (*Applaudissements frénétiques.*)

La foule se presse à la sortie. Le docteur Göebbel, les yeux brillants, la lèvre encore tremblante, sourit à tous. Il est l'intelligence fanatique et pratique du parti.

POLICE SECRÈTE

Mercredi. — Simple incident ; on me répond d'une maison où je téléphone que « monsieur ne peut venir à l'appareil parce qu'il a été appelé ce matin au bureau de la police secrète et que

depuis (il est sept heures) il n'a pas donné de ses nouvelles. » Je m'informe plusieurs fois de son retour par téléphone. Enfin à onze heures il me répond lui-même :

— Que s'est-il donc passé ?

— Rien, une méprise ; on m'avait attribué des propos injurieux pour le parti, ce n'est rien.

En attendant, il a passé la journée assis sur une chaise, et gardé à vue comme un criminel dangereux sans avoir la permission de communiquer avec les siens et sans savoir de quoi il était accusé.

CE QUE PENSENT LES ÉTUDIANTS

Jeudi. — Je suis allée rendre visite à un ancien professeur d'Université dont j'ai fait la connaissance en Suisse il y a quelques années ; il n'était pas hitlérien ; il l'est devenu. Mais entre quatre murs, il avoue sa façon de penser ; il me dit son dépit de l'échec de Bruning.

— Il était trop scrupuleux, trop hésitant, timoré au fond ; on n'avait plus confiance. Ah ! ceux-ci, les nouveaux, ils savent ce qu'ils veulent et ne s'embarrassent pas de scrupules ! Au fond, cela vaut mieux, cela donne confiance en leur force au moins ! Récemment encore, ils ont pressenti Bruning ; je sais de source certaine qu'il a honorablement refusé de se joindre à eux. Ce qui a fait le succès du parti hitlérien, savez-vous ce que c'est ? le génie de la propagande ! Qu'ont-ils fait au début ? De la polémique dans les journaux ou dans les réunions ? Non ! Ils sont descendus dans la rue ; ils sont allés trouver les gens chez eux, ils se sont mêlés à leur vie, ils ont imposé leur présence partout, ils sont devenus une obsession. C'est très habile.

« Voyez leur propagande en vue des élections ; ils n'épargnent pas leur peine ; ils forcent l'attention par tous les moyens ; ils obsèdent les yeux, les oreilles, les esprits. Je suis bien sûr qu'ils auront, dimanche, une majorité écrasante. L'Allemagne n'a jamais été à l'aise, il faut l'avouer, dans la défroque libéraliste ; elle a besoin d'union, de discipline, de sécurité intérieure pour vivre, même si cette sécurité est achetée au prix de sa liberté. L'Allemagne veut un maître, elle l'a trouvé.

Nous parlons université, programmes. L'ancien professeur hoche la tête.

— Oui, oui, je sais; les cellules d'étudiants « nazis » qui espionnent camarades et maîtres, quoique les recteurs nommés par le nouveau régime aient été choisis plutôt pour leur fidélité au parti que pour leur culture... Je sais... La culture, pour l'instant, est reléguée au second plan... Oui, oui, les cours de tir obligatoires, les manuels tendancieux, je sais... tout cela passera. Du reste, que voulez-vous? la jeunesse est enthousiaste du nouveau régime *qui s'occupe d'elle*. Voyez mes fils! ce sont des nazis cent pour cent. Vous pourrez parler avec Heinrich; je l'entends justement qui rentre.

Heinrich en costume de milicien me salue sans malice d'un *Heil Hitler* contre lequel il veut bien accepter un *guten tag* neutre. Il consent à bavarder avec moi.

— Vous devriez venir voir notre maison de la jeunesse hitlérienne; *grossartig*! (merveilleux.)

Je lui parle des marches de nuit, des exercices militaires: pourquoi tout cela?

— Mais pour fortifier notre corps. Hitler dit: une âme saine de bon Allemand doit habiter un corps sain; le sport, l'exercice détournent l'esprit de toutes les pensées malsaines, vous comprenez?

— On m'a dit que tous les jeunes gens jouissant d'une bonne santé peuvent suivre des cours de pilotes et que le gouvernement met des avions à leur disposition.

— Oui! *Grossartig*! Tous, non, pas tous, ce serait trop cher, mais enfin beaucoup et quelle que soit leur condition! Du reste, il n'y a plus de « condition », en Allemagne; nous devons tous faire un stage de plusieurs mois dans un camp de travail pour apprendre le travail manuel comme les ouvriers et les paysans, nous y fraternisons avec les jeunes ouvriers et les jeunes paysans, vous savez, comme autrefois dans les casernes pendant le service militaire; mais sans lieutenants arrogants. Hitler a dit, — les yeux d'Heinrich brillent, — Hitler a dit: « il n'y a plus de classes. » Hitler est notre sauveur... et, vous savez les filles l'adorent: tout comme nous elles iraient au feu pour lui.

SUPRÊME HARANGUE D'HITLER

Vendredi. — Nous sommes une poignée de civils admis aujourd'hui à entendre le Fuhrer à l'usine d'électricité Siemens, où le chancelier parlera à la population ouvrière en particulier et au monde entier en général. La diffusion de son ultime discours avant les élections est parfaitement organisée.

Tout Allemand possesseur d'un poste de T. S. F. devra, non seulement s'en servir personnellement, mais le mettre à la disposition de ses voisins. La ville est pavoisée à l'exception de quelques maisonnettes « genre fortifs » aux abords de la *Siemens stadt*. Des haies d'enfants bordent les trottoirs; un service d'ordre règle l'entrée à l'intérieur de l'usine, car c'est dans le hall des machines que le Fuhrer fera sa harangue. Nous suivons des rails, contournons des turbines et quelques autres monstres de fonte dont j'ignore le nom, et finissons par escalader un escalier de bois construit à notre intention, ainsi que l'estrade où nous nous installons. A nos pieds, des milliers d'ouvriers en bourgeron qui viennent d'interrompre leur travail, d'arrêter les machines pour écouter, tête nue, massés debout en foule compacte et respectueuse, l'appel que le chef vient leur adresser, dans leur usine, chez eux !

Ni décors, ni musique; quelques chants peu fournis et les applaudissements qui signalent l'arrivée du docteur Gœbbels qui, avec le tact qui convient à un excellent ministre de la Propagande, se retire dans la cage de verre où sont les leviers de commande pour y lire invisible un discours bien fait, d'une voix unie, neutre. Tous les effets, ainsi que la lumière des projecteurs sont réservés à Hitler.

Silence de recueillement, têtes penchées en avant pour mieux voir, ovations frénétiques qui enflent à mesure qu'avance, entre la marée d'ouvriers pressés sur son passage, le Fuhrer accompagné de sa garde.

Pendant que le docteur Gœbbels prononce quelques mots de bienvenue, le chancelier, les mains crispées aux rampes de l'escalier qui conduit au podium dressé au milieu de l'usine, attend, impatient de parler. Debout, botté, vêtu simplement d'un pantalon kaki et d'une veste noire, la mèche blonde déjà en travers du front, il calme de la main les accla-

mations de la foule; il est pressé. Il parle : « Peuple d'Allemagne !.. » aussitôt, il gronde, il fulmine, il tonne ; sa bouche mince, carrée, martèle les mots, il s'essuie le visage, jette et reprend son mouchoir avec colère. Son discours est semblable à ses derniers discours, moins bon, diront ses intimes, car le chancelier est nerveux, fatigué, peut-être sensible à l'absence de drapeaux et de décors ; on dirait que l'atmosphère de cette usine froide l'impressionne. Les poings serrés, le menton en avant, l'air plus rageur qu'exalté (mais comme son éloquence sait atteindre le cœur et l'esprit de son peuple !) il paraphrase d'une belle voix de basse que la fatigue rend quelque peu rauque ses formules familières. Il emploie le style direct, dit volontiers : « L'étranger dira : *Ja!* pouvons-nous croire Hitler?... Il y en a qui diront : *Ja!* mais le peuple allemand n'est pas derrière lui ! etc. » Tandis que je regarde ce visage volontaire, si près de moi que j'en distingue les rides, je l'entends qui de nouveau offre la paix au Monde... Oui ! mais, quelle paix?...

CHEZ UN BANQUIER JUIF

Samedi. — Déjeuner en petit comité chez le banquier juif R... Y prenaient part deux très jolies femmes, simplement mises (ce qui reste de la société juive a modéré sensiblement l'allure de son luxe), mon hôte, son associé, son fils et moi. J'ai fait la connaissance des R..., lorsqu'ils avaient encore une cour à Berlin :

— Vous avez du courage, plaisante mon hôte : rendre visite à des Juifs ! — Il ajoute aussitôt : — « *Es ist ja nicht so schlimm!* (ce n'est pas si grave), car on ne se brouille pas avec l'argent ! — Il faut avouer, remarque-t-il plus tard, que les Juifs étaient allés trop loin ! ils étaient devenus encombrants ! Personnellement je me rappelle avoir été averti du danger, ainsi que Goldschmidt, aujourd'hui réfugié à Vienne. Nous avons répondu : « Qu'y pouvons-nous ? » et peut-être était-il en effet trop tard. Que faire lorsqu'un gouvernement nouveau a besoin d'une proie à jeter au fanatisme des foules afin d'occuper leur attention ? Hier nous, aujourd'hui le marxisme, demain peut-être l'étranger... »

— Mais, interrompt le fils avec vivacité, Hitler sentira ce qu'il en coûte de s'attaquer à la franc-maçonnerie ; le monde...

— Le monde, coupe à son tour le père, apprendra à ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Nous ne sommes pas si malheureux ! Dès que la roue des affaires sera remise en mouvement, nous reprendrons notre place !

— Oui, oui, poursuit le fils (la mode, dans cette maison, est d'interrompre), en attendant, tant des nôtres sont sacrifiés ! Pensez seulement aux vrais juifs allemands, à ceux qui ayant fait la guerre sont amnistiés et tolérés en Allemagne, mais dont les enfants seront traités en parias !

— Cela s'arrangera, d'ici qu'ils aient vingt ans, mon garçon, cela s'arrangera, car, toujours, tout finit par s'arranger.

LA JOURNÉE DES ÉLECTIONS

Dimanche. — Un jour gris, un brouillard maussade : il fait froid. En compagnie d'un ami qui met complaisamment sa voiture à ma disposition, je parcours les rues de la ville ; peu de monde avant onze heures ; pourtant les électeurs se rendent avec obéissance dans les bureaux électoraux installés, pour la plupart, dans des restaurants et des cafés. De Wedding à Charlottenburg, d'Unter den Linden au Kurfürstendamm, et de la Wilhelmstrasse au Alexanderplatz, rien que le spectacle de rues presque désertes, mais pavées comme je n'ai jamais vu rues pavées ; les maisons ont l'air littéralement tapissées de drapeaux rouges à la croix gammée. Des auto-camions, bourrés de miliciens nazis, hurlent des encouragements aux rares passants ! Il ne faut pas laisser au peuple allemand le temps de se calmer, de réfléchir, de critiquer. « Va voter ! » tel est le mot d'ordre qu'on ne lui laisse pas oublier ! Les anciens combattants mutilés, conduisant eux-mêmes leurs voiturettes, circulent dans les grandes artères, munis d'une pancarte : « Avez-vous déjà voté ? » Des *sprichkoren* (chœurs parlant) haranguent les absents à la manière de l'armée du salut !

Aux alentours de midi, la ville semble enfin se dégeler ; on fait queue devant certains bureaux, entre autres celui du Jäger Strasse où le Président et les ministres déposent leurs bulletins ! Des files d'autos de même modèle, des théories de cyclistes font le racolage des votants : « N'oubliez pas de voter. » « Faites votre devoir. » « Qui ne vote pas est un traître ! » On distribue dans les immeubles, de petits billets à peu près

ainsi conçus : « Avez-vous voté ? On viendra constater cet après-midi si vous avez voté ! » A deux reprises, je croise des colonnes de Reichswehr, musique en tête, précédés (pourquoi ?) par des schupos et escortés par une foule compacte.

Vers une heure on peut voir accrochée à toutes les poitrines la médaille de cuivre portant le mot *Ja* que doit porter aujourd'hui tout bon Allemand et qu'on vend cinq pfennigs à la sortie des bureaux électoraux. Dans l'après-midi, je retrouve, dans un café peu achalandé, un Allemand de l'opposition, « de l'ancienne opposition ». Il est heureux de pouvoir déverser un peu de sa rancœur dans mon oreille complaisante, car il sait bien que je ne le trahirai pas :

— Vous comprenez, dans ce pays, on n'ose plus parler à personne ! Vous ne pouvez pas vous imaginer cela en France. Songez que M. Diehls, chef de la police secrète (et que sera-ce le jour prochain où un énergumène tel que Göring sera à la tête d'un ministère de la police ?), peut faire arrêter et détenir qui il veut, quand il veut, aussi longtemps qu'il veut, sans explication aucune. On viole le secret de la correspondance, des conversations téléphoniques : la police peut faire irruption chez vous quand cela lui convient et bouleverser toute votre maison, sur la simple indication d'un délateur. Pauvre peuple allemand ! Ce qui ne l'empêchera pas de voter aujourd'hui comme un seul homme. Moi-même (et j'en ai honte) j'ai voté *Ja*. Aussi bien n'y a-t-il plus d'espoir pour la liberté chez nous : beaucoup se seront dit comme moi : « sait-on jamais si ces matins-là n'ont pas quelque moyen de découvrir l'identité des « traitres », comme ils disent ? Alors malheur à nous ! Le peuple allemand est passif et crédule ; il ne comprend pas que cette prétendue campagne pour la paix que le Führer affecte de mener, dissimule une campagne belliqueuse ! « Nous voulons la paix, *mais*, — remarquez bien le *mais*, — mais pas au prix de l'honneur !

« Quel honneur ? Qui décide de la susceptibilité de cet honneur si frénétiquement clamé depuis quelques semaines ? Il fallait au Führer un bouc émissaire sur qui aiguiller les mécontentements de millions de gens qui, malgré tous les discours du monde, peuvent avoir froid et faim ! Alors il désigne l'étranger ; il faut au chancelier un succès de prestige à l'intérieur ! Il espère que vous ne serez pas assez naïfs, vous

Français, pour vous alarmer, et l'engager à présent par mesure préventive dans un conflit qui ne peut lui être favorable et risquerait de le détrôner (le mot n'est pas exagéré) sans rien vous rapporter. Mais il escompte que vous le serez juste assez pour croire qu'il désire autre chose qu'une trêve pour réarmer en toute tranquillité!

Le soir est venu : il pleuvine et c'est le spectacle habituel des rues de Berlin le dimanche soir, avec quelques équipes de jeunesse hitlérienne de plus qui chantent les hymnes hitlériens en parcourant la ville.

Je vais au théâtre écouter une pièce de propagande du genre « primaire et enfantin », *Konjunktur*, où l'acteur Waldu tient avec honneur un rôle sans intérêt. A la fin du spectacle, je décide de déambuler le long des grandes artères éclairées, de jeter un coup d'œil dans quelques cafés; j'en suis pour ma curiosité, car les buveurs attablés, à de rares exceptions près, sont peu loquaces.

Il est plus de minuit que je marche encore et découvre que je me suis égarée : je m'adresse à un brave schupo et le consulte sur le choix d'un autobus qui me ramène chez moi. Il a une bonne tête ronde d'honnête homme, joviale et innocente. L'autobus vient de passer et je devrai attendre le prochain un bon quart d'heure. Nous faisons la conversation, pour passer le temps.

— Avez-vous lu les dernières éditions? me demande mon schupo, plus de 90 pour 100 de votants ont voté Oui! et sur les deux bulletins! — Quel succès! dis-je. Et alors?

— Alors? et tout en me répondant, il rectifie instinctivement la position, on sait maintenant où l'on va et la discipline va être rétablie en Allemagne. Nous entrons tout de go dans une ère de paix (ici un profond soupir), avec l'aide de Dieu, *gnädige Frau*, et « Si les Autres le Veulent! » (*Wenn die anderen es wollen.*)

Voilà ce que pense, au soir du 12 novembre, le peuple allemand.

CLAUDE EYLAN.

AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Le 24 mars 1931, M. Mario Roustan, ministre de l'Instruction publique, déposait un projet de loi concernant la composition du Conseil supérieur. Pour réparer, explique-t-il dans l'Exposé des motifs, « une omission en quelque sorte anticipée » de la loi du 27 février 1880 qui réforma l'Assemblée universitaire (la loi Camille Sée, relative à la création de l'enseignement secondaire des jeunes filles, datant du 21 décembre suivant), il prévoit l'admission de cinq agrégées, élues par les professeurs et fonctionnaires des lycées, et de deux déléguées du personnel féminin des collèges communaux et cours secondaires; et, précise-t-il, afin de maintenir l'équilibre, il porte de neuf à douze le nombre des conseillers nommés par décret du Président de la République, de six à onze celui des membres élus de l'enseignement primaire. Dans le même temps, il appelle à siéger deux parents d'élèves. A la séance du 30 juin 1931, la Chambre adopte sans retard le projet en l'alourdissant, ainsi qu'on le verra plus loin. Et, sur un rapport présenté par M. Portmann, au nom de la commission de l'enseignement, le Sénat en doit délibérer.

M. Mario Roustan avait eu des devanciers. Les uns visaient à introduire dans l'Assemblée diverses catégories du personnel. Dès 1897, les propositions Chaudey et Couyba suggèrent l'admission de deux ou trois répétiteurs; et le 5 avril suivant, Alfred Rambaud, dans un projet de loi, y ajoute celle de délégués de l'enseignement moderne et de l'enseignement secondaire féminin. D'autres se préoccupent d'élargir l'institution en y introduisant des membres pris en dehors de l'Université. C'est, en 1908, M. Massé qui propose d'appeler au Conseil

quatre membres désignés par le ministre parmi les présidents des Associations d'anciens élèves des lycées et collèges. C'est M. Émile Combes qui, pour que les conseillers soient instruits, d'une façon aussi complète que possible, des « besoins nationaux et sociaux », par un projet de loi en date du 27 février 1896, leur adjoint une série de membres nouveaux, issus du Parlement ou de certains services qui lui paraissaient vraiment qualifiés pour défendre les intérêts de la nation.

M. Steeg revient à cette idée, en 1911. Il dépose sur le bureau du Sénat, le 12 décembre, un projet de loi analogue qui, modifiant la procédure du Conseil supérieur, y admet, quand il siège en Assemblée générale pour fixer les directives de l'éducation nationale, outre la plupart des catégories de l'enseignement et de l'administration universitaires, les sénateurs et députés, anciens ministres de l'Instruction publique, et une abondante représentation du « monde extérieur »; du Conseil d'État, de la Cour de cassation, de tous les départements ministériels, de l'Académie de médecine, de la Chambre de commerce, des Chambres consultatives des arts et métiers, syndicats ouvriers... au total, « une sorte de Parlement pédagogique ». Au lendemain de la guerre, le 30 juillet 1920, M. André Honnorat reprend l'exposé des motifs et les principales dispositions. Cette fois, le nombre des appelés se monte à quelque cent vingt, dépassant ainsi d'un cinquième le premier Sénat de Rome.

Il est digne de remarque que projets et propositions, tour à tour, ont disparu dans les archives où dorment les papiers morts. A M. Mario Roustan il était réservé de déroger, par delà ses prévisions, à l'esprit de la loi de 1880.

LA CONCEPTION DE JULES FERRY

Au moment où la réforme actuelle s'élabore, en attendant une refonte totale, il importe, pour en bien juger, de remonter à la source. Au cours des débats parlementaires, à la Chambre comme au Sénat, Jules Ferry a exposé nettement son dessein. Il veut certes « mettre l'État chez lui » et, autant qu'il se peut, l'Université chez elle. Il convient, en effet, de se rappeler que la loi de 1850, entre vingt-sept membres formant le Conseil supérieur de l'Instruction publique, premier du nom, n'en

attribuait que huit à l'enseignement public. Les controverses qu'alluma le caractère laïc du projet de 1879 se sont éteintes ; et nous nous garderons d'en remuer la cendre. Aussi bien la fonction de juridiction du Conseil n'est-elle pas l'objet de cette étude. Toutefois, — et il convient, avant tout, de rendre cette justice aux réformateurs de l'heure présente qu'ils n'oublient pas ce point, — Jules Ferry insista, dès le début, pour que l'enseignement libre eût quatre représentants. Même, s'expliquant devant le Sénat, il répond à une interruption de Buffet : « Croyez bien que le ministre chargé de désigner quatre membres de l'enseignement libre saura faire sa part à l'enseignement ecclésiastique de ce pays (1). »

Mais, avant d'entreprendre des réformes profondes, le ministre, qui ne se flatte pas de posséder toutes les connaissances nécessaires, organise à son côté un grand comité consultatif de perfectionnement, essentiellement pédagogique, et « fondé sur le principe des compétences spéciales ». A la vérité, il y avait mis d'abord deux sénateurs et deux députés pour servir d'intermédiaires aux « besoins sociaux », oubliant que la prérogative du contrôle exclut le pouvoir de participation. En revanche, son projet ouvrait d'abord une fenêtre sur des horizons plus voisins, établissant avec la société une communication plus technique, et faisant appel à la collaboration de l'École polytechnique, de l'École centrale, de l'Institut agronomique, de l'École pratique des hautes études...

Ce qu'il faut considérer surtout, en ce moment même où le Parlement s'en détache, ce sont deux règles qu'il avait adoptées, d'accord avec la commission, de concert avec Paul Bert, et qu'il ne manqua pas de mettre au jour devant la Chambre. Le député Millaud, au cours du débat, dépose un amendement qu'il soutient avec énergie, en vue d'adjoindre deux professeurs licenciés de collège aux huit agrégés des lycées. Alors, le ministre monte de nouveau à la tribune pour y faire cette déclaration : « Si vous voulez exagérer le bon côté de ce projet, vous risquez d'entraver le progrès qu'il réalise, de le noyer dans un océan de professeurs. » Autrement dit, il dénonce les inconvénients d'une assemblée trop nombreuse. Il

(1) *Journal officiel* du 31 janvier 1880, p. 4065, col. 3.

craint les suites et, par une intuition de l'avenir, redoute notamment le jeu de l'offre et de la demande, surtout de la demande. Rien n'est plus éloigné de ses intentions que l'imprudence de réunir ce qu'il appelle « des États généraux de professeurs des divers grades », attentifs à soigner leurs intérêts et « exposer leurs doléances ». Et, avec la même fermeté d'accent, il formule l'autre maxime. « Nous avons voulu que les trois ordres d'enseignement fussent représentés dans ce travail de perfectionnement et de haute mission pédagogique. Nous avons voulu que l'enseignement primaire fût représenté ; que l'enseignement secondaire qui n'était représenté d'après les lois antérieures que par quelques proviseurs à peine nommés, fût représenté au même titre que les autres ; et nous avons voulu qu'il fût représenté par les meilleurs, c'est-à-dire, — permettez-moi cette expression, — par l'aristocratie du grade. » (1) L'élite et non la suite.

OU LA MACHINE GRIPPE

Tel qu'il sortit des mains du Parlement, le Conseil supérieur, sans être obèse, était replet : cinquante-huit représentants. Il ne comprenait plus les quatre membres du Parlement ni les délégués de l'École des hautes études ; mais il comptait, avec les deux licenciés des collèges, des délégués qui n'y figuraient pas d'abord : de l'Institut, de grandes Écoles et des Facultés de théologie catholiques et protestantes.

Ceux-ci en ont disparu après la promulgation de la loi de 1885 qui supprima les Facultés de théologie catholique, et de celle de 1905 qui prononça la séparation des Églises et de l'État. Disparus également les deux élus de l'École normale supérieure, intégrée à l'Université de Paris ; celui de l'École normale de Cluny supprimée ; et celui des agrégés de l'enseignement spécial.

Avec le représentant de l'enseignement secondaire du cadre local d'Alsace-Lorraine, l'assemblée compte, à cette heure encore, — nous le rappelons pour l'intelligence de ce qui va suivre, — cinquante-trois membres : cinq de l'Institut ; neuf nommés par décret du Président de la République ; deux pro-

(1) *Journal officiel* du 18 juillet 1879, p. 7065, col. 2 et 3.

fesseurs du Collège de France; un du Muséum; deux des Facultés de droit; deux des Facultés de médecine; un des écoles supérieures de pharmacie; deux des Facultés des sciences; deux des Facultés des lettres; un de l'École des Chartes; un de l'École des langues orientales; un délégué de l'École polytechnique; un de l'École des beaux-arts; un du Conservatoire des arts et métiers; un de l'École centrale; un de l'Institut agronomique; sept agrégés en exercice dans les lycées (grammaire, lettres, philosophie, histoire, mathématiques, sciences physiques ou naturelles, langues vivantes); deux délégués des collèges communaux; six membres de l'enseignement primaire; quatre membres de l'enseignement libre, nommés par décret présidentiel. Et la section permanente comprend les neuf membres de l'enseignement public nommés de même sorte et six autres que le ministre choisit parmi les élus. Passé la demi-centaine, pour une Assemblée consultative c'est beaucoup.

Et l'on voit l'écueil de la voie où le législateur d'aujourd'hui s'engage. Ce qu'il surajoute, pour l'instant, aux pièces de la machine, risque de nuire à son fonctionnement. Déjà, dans son état présent, elle grippe. Les ministres, assurément, qui apportent de l'application aux affaires de l'Université, trouvent dans le Conseil, avec les habitudes d'exacte conscience qui honorent la corporation tout entière, « des lumières qui font autorité ». Et d'ordinaire, l'indépendance n'y fait pas défaut. La section permanente ne laisse pas d'en donner l'exemple, le cas échéant; en particulier, de la façon dont elle exerce son droit de présentation aux chaires de l'enseignement supérieur, concurremment avec les Facultés, il lui arrive de prévenir des erreurs ou d'extrêmes sympathies.

Et pourtant, le travail du Conseil, en partie à cause du nombre même de ceux qui le composent, ne répond pas aux espérances fondées sur lui. Le ministre consulte; mais c'est l'Administration qui livre la bataille. Et, en face de forces imposantes que Jules Ferry voulait expressément capables de « résister », il lui échoit, dans le feu du débat, de passer des moments difficiles où il ne lui faut pas moins d'adresse que de vaillance. Encore est-il que dès 1899, Ernest Lavisse tenait ce langage à la commission d'enquête présidée par M. Ribot : « Les sessions sont trop chargées, surtout d'affaires conten-

tieuses et disciplinaires; elles sont courtes; il faut se hâter, se bousculer; le plus souvent on enregistre ce qui a été préparé et délibéré par l'Administration. On a rarement le plaisir de sentir qu'on fasse une bien bonne besogne. » Le jugement était sévère; il ne laisse pas de devenir juste. Depuis une dizaine d'années, les sessions tendent à s'accourcir encore. Le bordereau, à la faveur d'un article 3 du règlement qui en autorise la distribution à l'ouverture de la session, ne parvient aux conseillers, fort occupés d'autre part, que cinq ou quatre jours, et même vingt-quatre heures d'avance. Sans doute les projets subissent-ils l'examen des commissions des trois ordres, voire de commissions mixtes, quand ils intéressent plusieurs enseignements, avant de venir en séance plénière. Toutefois cet examen préalable ne perdrait rien à une préparation moins hâtive.

Joignez que, l'ordre du jour n'étant jamais ferme, au moment où l'assemblée s'attend à discuter un projet concernant le baccalauréat, elle est saisie d'une affaire disciplinaire, ou qu'une affaire de contentieux se substitue inopinément à un projet touchant les bourses. On a vu de la sorte expédier des questions pédagogiques d'importance en trois quarts d'heure, voire une demi-heure, dont la lecture du rapport absorbe la moitié, à la fin d'une séance, au terme de la journée, pour épuiser l'ordre du jour. « Et maintenant, allons dîner. »

En regard de cette organisation défectueuse du travail, d'autres défauts apparaissent que ne pouvait prévoir le Parlement de 1880, mais que celui d'à présent ne doit pas ignorer. En ce temps-là le législateur a compté sur la compétence des spécialistes, pour coopérer aux fins d'un perfectionnement continu de tous les enseignements. Et il leur a fait dans le Conseil, surtout à ceux du secondaire, la bonne mesure. Ils le lui rendent par l'ardeur qu'ils déploient à la défense de leur spécialité. « A la section permanente, nous disait naguère un conseiller considérable, la délibération, entre dix ou quinze personnes, est aisée; l'excès des discours, dans les séances plénières, la rend fastidieuse. »

Prenons garde qu'ici interviennent des mœurs nouvelles. Depuis que se multiplient les associations, chaque discipline forme une corporation qui sur les principaux problèmes, et

même de moindres, a sa position prise en considération de ses avantages. Par le moyen de referendums, de réunions préparatoires, de lettres, de convocations, elle enferme, autant qu'elle peut, son représentant dans le soin d'intérêts particuliers. A l'instant où les grands intérêts de l'Instruction publique apparaissent ensuite aux débats du Conseil, il les regarde du coin de l'œil, sans les reconnaître à leur air. Il a, en conscience, une spécialité à promouvoir, des programmes à soutenir, des horaires à accroître ou à sauver. On cite la réponse significative de l'un d'entre eux qui, arrivant avec quelque retard dans une réunion corporative, répond au président qui se dispose à le mettre au fait de la discussion : « Inutile. Je vote pour le projet qui donne le plus d'heures à ma spécialité. » Au Conseil, de la meilleure foi du monde, il n'en conçoit pas d'autre. La voix de sa société y parle par sa bouche.

« Quelle que soit la haute valeur de ses membres, l'organisation électorale de ce Conseil, déclarait Léon Bourgeois en 1899, le caractère du mandat donné à chacun de ceux qui le composent en font une réunion, une juxtaposition de spécialistes plutôt qu'une assemblée représentant les intérêts généraux, le caractère national, social de l'Université. » Mettant en cause le mode électoral, il s'en prend à l'esprit étroit du spécialiste qui ne connaît que sa partie, même au sens militant du mot. C'est, en effet, le revers d'une médaille de prix, mais qui, dans la réalisation de l'ensemble harmonieux auquel doit répondre l'Instruction publique, n'a, en fin de compte, que la valeur d'une monnaie divisionnaire. Et d'y adjoindre, au Conseil, en quantité croissante, — comme le Parlement, par une sentimentalité égalitaire, y incline pour l'heure, — les diverses catégories du personnel n'est pas, il s'en manque, pour lever la difficulté.

A mesure qu'on descend l'échelle de la hiérarchie, le syndicalisme, en effet, a plus de prise; et la conscience individuelle fléchit à la souveraineté des congrès. La représentation de l'enseignement supérieur n'en subit pas la loi illégale, et celle du secondaire y échappe encore. Mais les catégories primaires, que le nouveau projet énumère à plaisir et qu'il aspire à faire représenter dans la haute assemblée universitaire, y sont assujetties. Syndiqués, les directeurs d'école nor-

male comme les simples instituteurs. Et non pas seulement syndiqués, mais adhérents à la Fédération générale de l'enseignement, adhérente elle-même à la Confédération générale du travail. A cet égard d'abord, est-il extrêmement opportun d'augmenter, au centre vital de l'Instruction publique, en la personne de onze élus, l'influence du mandat impératif et d'allonger dans l'assemblée le banc des pédagogues de la lutte de classes ?

LE PROJET VOTÉ PAR LA CHAMBRE

Cédant à son penchant, la Chambre n'a pas lésiné sur le total. De cinquante-trois M. Mario Roustan l'amena à soixante-dix; la Chambre a poussé jusqu'à soixante-dix-neuf. Même, dans son rapport, l'honorable M. Lefas glisse un regret doucement résigné : « Il est matériellement impossible d'énumérer dans une loi tous les établissements et même toutes les personnes qu'il peut y avoir intérêt à voir siéger dans le Conseil. »

Nous sera-t-il permis d'observer que la qualité, conséquemment, n'entête pas les réformateurs ? Car le sacrifié, en cette affaire, n'est autre que l'enseignement supérieur, à commencer par le personnel enseignant des Facultés. Tandis que se voient favorisés les étages au-dessous, la part des Facultés, à supposer qu'elles récupèrent deux ou trois des leurs parmi les cinq nouveaux conseillers nommés par décret, n'augmente pas en proportion des autres : cinq primaires et neuf secondaires. Ceux qui font la science pèsent moins dans cette balance que ceux qui la vulgarisent. Et pourtant, le progrès descend des hauteurs. D'un autre côté, envisageons le bloc de ces quatorze membres nommés par décret. Ils vont constituer la section permanente qui donne un premier avis sur les projets ministériels; à quatorze ils vont la constituer avec six membres choisis par le ministre entre les élus, délibérément stabilisés à six : six ils étaient, six ils restent. Que voulez-vous que ces six fassent qu'opiner du bonnet, minorité de figuration ? Sur-tout si un ministre prend soin de mettre parmi eux un administrateur ou deux. Nous entendons bien que c'est un surcroît de précaution pour élargir le champ visuel des spécialistes. Toujours est-il que, portée à ce point, la précaution jure avec le libéralisme.

Et aussi la présence d'un proviseur ou d'un principal, et d'une directrice ne s'imposait guère. Nous nous défendrons de tracer ici un seul mot de nature à déprécier le mérite de fonctionnaires distingués qui portent une lourde charge. Mais, d'une part, leur indépendance dans l'ordre administratif n'égale pas, de toute nécessité, leur mérite; et, d'autre part, leur recrutement, — *exceptis excipiendis*, — n'est pas encore tel que leur valeur pédagogique les range sans conteste parmi l'élite des professeurs. Au demeurant, il y a d'ordinaire au Conseil un recteur ou un inspecteur général qualifié pour leur servir d'interprète avec une expérience élargie. M. Mario Roustan, ancien professeur et inspecteur honoraire, s'était abstenu de les y appeler; la Chambre ne l'a pas imité. Comme quoi, deux sièges de plus.

Et voici donc que l'enseignement secondaire féminin en obtient huit pour cinq agrégées, deux déléguées du personnel des collèges communaux ou des cours secondaires, et une directrice. Il n'est bruit, dans les réformes en cours ou en vuë, que d'éviter les doubles emplois. Avec toute la sympathie que mérite le personnel d'un enseignement en plein développement, et quoi qu'il nous en coûte, il nous faut bien écrire que pour un double emploi, c'en est un. Ce que nous venons de noter au sujet des proviseurs s'applique aux directrices. Et pour peu qu'on y réfléchisse, le langage que tenait Jules Ferry à propos des professeurs de collèges de garçons, par rapport aux agrégés des lycées, ne vaut pas moins à l'endroit des professeurs de collèges ou de cours secondaires de jeunes filles en comparaison des agrégées. Il faut le dire parce que c'est vrai. La loi ne doit pas se proposer de récompenser le dévouement, mais de recourir à la meilleure compétence. Des cinq agrégées qu'on habilite à délibérer, quatre pourvues d'agrégations anciennes ou transitoires, avant qu'il soit longtemps, ne seront qu'un reflet incomplet de l'enseignement féminin. Dès maintenant, les programmes des jeunes filles, identifiés à ceux des garçons, annoncent l'identité des agrégations. Ce jour-là, il suffira sans doute d'une représentation commune aux agrégés et agrégées, sous quelque réserve d'alternance. Au point même où nous en sommes, est-ce que les mathématiques, l'histoire, les sciences physiques et naturelles ou l'allemand diffèrent selon le sexe, et d'un lycée à

l'autre? L'anglais, tel qu'on le parle ou l'écrit, n'est-il pas le même au lycée Racine qu'au lycée Condorcet? Bref, pour le présent, ce qu'il reste de féminin dans l'enseignement des jeunes filles pouvait continuer d'être représenté par une agrégée à la nomination du Président de la République, sans dommage et avec distinction. Et c'était huit sièges de moins.

On apprend avec plaisir que les parents d'élèves entrent enfin au Conseil supérieur; en matière d'éducation, ils ont plus d'un mot à dire; en fait de pédagogie, ils n'auront pas peu à apprendre. Encore une fois, cette collaboration était souhaitable. Le projet initial en comportait deux; la Chambre en a voté trois. Si l'on considère qu'ils ne prennent pas part à l'examen des affaires contentieuses ou disciplinaires et que les choses de l'enseignement supérieur ne sont pas de nature à donner beaucoup lieu à leur intervention, apparemment était-ce assez de deux; car, s'il y a trois ordres, on ne compte que deux sexes. Par une suite naturelle, les membres de l'enseignement libre gagnent deux sièges à leur tour et de quatre s'avancent à six: les âmes libérales de Laboulaye et de Jules Simon y acquiescent, à n'en pas douter, dans la sphère des justes où elles se sont retirées. A la vérité, dans une assemblée moins pléthorique, quatre ont pu témoigner jusqu'ici de l'impartialité universitaire. On souscrit du reste sans hésitation à la clause nouvelle: deux d'entre eux, au lieu d'être nommés par décret, seront désormais élus par leurs collègues des Conseils départementaux. Et nous saluons ici au passage, l'occasion s'en faisant plus rare, une disposition vraiment libérale. Quant à marquer la place, selon le désir de la Chambre, des deux présidents parlementaires des commissions de l'enseignement, comme nous l'avons indiqué plus haut, une antinomie d'attributions ne justifie guère cette disposition. Le Sénat de 1880 en rejeta une analogue; celui de 1933 ne peut guère approuver celle-ci. Et il fera vraisemblablement l'économie de ces deux sièges.

Reste la redoutable proportion assignée à l'élément primaire. Dieu nous garde de tenir l'école élémentaire en médiocre considération! Il n'est pas jusqu'à la *casa dei bambini* ou la « maternelle » qui ne soient dignes de tous nos soins; et des personnes telles que M^{me} Montessori ou M^{me} Kergomard ont apporté à l'éducation des tout petits une méthode et une

intelligence qu'on ne saurait trop apprécier. Mais enfin onze délégués de l'ordre primaire au Conseil supérieur sont trop; et d'être trop, ils y sont un danger. Par l'effet de leur formation professionnelle, même les plus intelligents n'éprouvent que dédain ou aversion pour la « noble culture ». Aux écoles normales, où ils furent nourris, ils n'ont connu que tendances réalistes, cédant à l'appât des connaissances spéciales qui « payent » immédiatement. Et même plus d'un se persuade, sur la foi d'un maître, que les études classiques sont « une brimade » inventée pour leur barrer le chemin. Tout entiers attachés au présent, peu curieux de varier leur point de vue et de comprendre la voix du passé, ils seront désormais onze, et non plus six, au sein du Conseil, pour entrer dans toutes les coalitions contre les humanités et l'éducation traditionnelle; onze toujours d'une humeur à leur porter un coup funeste, comme en 1926, où le grec fut déclaré facultatif dès la quatrième, à une majorité de trois voix, grâce aux six voix primaires, ou comme en 1924, alors que la sixième et la cinquième modernes furent restaurées à une majorité d'une voix, par la même vertu de ces six suffrages; onze arbitres toujours prêts à favoriser l'abaissement des grades et le foisonnement des dispenses.

On avait un moment espéré que la Commission sénatoriale de l'enseignement corrigeât ces erreurs. Ce n'était guère un secret qu'elle ne croyait point qu'une assemblée universitaire trop compacte fût pour mieux accomplir ses travaux. On entendait dire sous le manteau de la cheminée que des associations de parents d'élèves, qui sollicitaient un tiers de la représentation totale, avaient reçu un accueil réservé. Que n'entendait-on pas? Mais aussi que n'attendait-on pas?

Il paraît bien qu'elle a sagement repoussé les deux parlementaires que la Chambre avait mis, modifié ingénieusement certains collèges électoraux d'après la similitude des titres, fait voter les professeurs avec les directrices des lycées, les principaux avec les directrices des collèges, les inspecteurs primaires avec les directeurs d'école normale, les directeurs d'écoles primaires supérieures avec les professeurs de ces écoles... Mais, ses travaux n'étant pas terminés au moment où nous écrivons ces lignes, il y a lieu de craindre (1) qu'elle

(1) Nous croyons savoir que, dans une dernière séance, la commission sén-

ne donne son aval à un Conseil supérieur composé de soixante-dix-neuf membres, — au moins.

HIER ET DEMAIN

Abandonnant les principes de 1880, on tourne le dos au progrès spirituel. Jules Ferry entendait s'appuyer sur la compétence, mais non sur la compétence diluée. Au contraire, il déploya son effort à restreindre, si l'on peut ainsi parler, les dimensions du Conseil. Il se fût contenté de cinquante-deux conseillers. Même aujourd'hui, on s'y pouvait tenir, à peu de chose près, sans que l'autorité de l'institution y perdit rien, et au grand profit de ses travaux.

A rompre les proportions qu'il avait fait adopter et qui ont résisté pendant plus d'un demi-siècle, on ne surpeuple pas seulement l'assemblée, mais on porte une atteinte au libéralisme qui la reconstitua. Neuf membres nommés par décret suffisaient à former la section permanente avec six membres élus et choisis par le ministre. Les libéraux d'alors, qui avaient « traversé la cruelle époque de 1831 », n'oubliaient pas que l'élection est la norme du régime républicain et que, faisant trop pencher la balance en faveur de la nomination, on favorise l'arbitraire ministériel. A six contre quatorze, la minorité élue n'y sera plus une « force », mais un témoin. De même ce n'est assurément pas l'esprit libéral qu'on pousse au Conseil en y mettant onze délégués de l'enseignement primaire qui n'en sont pas communément animés.

Pour mieux servir les grands intérêts du pays et de l'Université, Jules Ferry comptait sur l'aristocratie du grade. On fait fond maintenant sur la diversité des emplois. Il considérerait « les meilleurs » comme plus capables d'embrasser les grandes améliorations de l'enseignement public. En ce point, il est vrai, des spécialistes renfermés dans leur mandat n'ont pas rempli son attente : la difficulté est de les libérer sans les écarter. Mais il ne fût pas venu à sa pensée de chercher, comme

toriale aurait ajouté : un délégué de l'Ecole normale supérieure ; un représentant des professeurs licenciés de lycées ; et élevé la représentation primaire de onze à douze membres, c'est-à-dire que, pour compenser l'addition d'un professeur licencié et non agrégé de lycée qui représentera avec une égale compétence les lettres et les sciences, on joint celle d'un délégué de l'Ecole normale supérieure qui sera dans le même cas et l'on comble l'enseignement primaire.

on fait présentement, le remède dans un recours au renfort des compétences subalternes. Il ne s'accommodait pas d'adjoindre dans le haut comité de la pédagogie des licenciés aux agrégés, convaincu que qui peut le plus peut le moins dans l'ordre de l'intelligence. Son exemple, à notre vif regret, n'est pas suivi. Or, à un Conseil plus abondamment professionnel combien ne sera-t-il pas plus difficile d'entendre les bruits qui viennent des différents côtés de l'horizon ?

Les dispositions que nous avons étudiées ne sont que la préface d'un plan d'ensemble. On a sujet de penser qu'une refonte totale se dessine. Sans anticiper sur l'avenir, il ne fait guère de doute que dorénavant les principes nouveaux ne prennent le dessus ; la conception de l'école unique ne cadre pas avec ceux d'hier. Une autre image du Conseil supérieur de l'éducation nationale s'en dégage. Tous les enseignements mis sur le même plan impliquent pour tous une représentation au même titre. L'éducation physique y a sa place marquée comme la formation professionnelle, la couture comme le dessin, les catégories comme les spécialités, les établissements comme les usagers. Et, par une suite nécessaire, selon toute vraisemblance, on penchera moins à convoquer une élite qu'à épuiser un catalogue. Le principe socialiste succède aux autres : « Tous doivent y être, puisque tous ont des intérêts à défendre. » Quelle part sera faite à l'intérêt général dans cette assemblée de compétences de métier, on n'oserait le conjecturer ; encore moins hasarderait-on de se prononcer sur le sort réservé, dans ce congrès de techniciens, à la culture classique, aux études libérales, à l'idéalisme, à la science désintéressée.

Le projet de M. André Honnorat, signalé au début de cet article, avec ses vingt-cinq délégués primaires, en offre peut-être une esquisse. En ce cas, au Conseil supérieur de demain, que de catégories à satisfaire, de syndicats à contenter, de mandats impératifs à remplir, de discours à placer et à entendre ! Dans l'attente, on ne se défend pas de songer que peut-être la nation ne sent pas un pressant besoin de posséder cette sorte de Parlement.

HIPPOLYTE PARIGOT.

ADIEU

A

UN PATRIOTE ALSACIEN

Fritz Kieffer, qui vient de mourir, était une des personnalités les plus connues et les plus populaires de Strasbourg. Il eut une heure historique, lorsqu'en appelant le général Gouraud il sauva Strasbourg de la révolution. Aussi le Gouverneur militaire de Paris a-t-il considéré comme un devoir de suivre le cercueil du grand patriote alsacien.

Nous donnons l'adieu que le général lui a adressé au Temple Neuf, là même où prêchait le Kaiser.

2 novembre.

Le souvenir de Fritz Kieffer est lié pour moi d'une façon poignante au lendemain de l'Armistice, où je recevais la mission belle entre toutes de rentrer à Strasbourg.

Nous étions le 19 à Obernai ; nous devions y attendre de nouveaux ordres. Mais le lendemain, je vis arriver un homme au regard vif et intelligent, à la parole ardente. C'était Fritz Kieffer. Il m'exposa comment la révolution était imminente, les magasins fermés, la police disparue. Il fallait entrer immédiatement, si l'on ne voulait pas risquer de voir la ville pillée sous nos yeux.

Le Grand Quartier général prévenu me prescrivit d'entrer le lendemain. Et le vendredi 22 novembre, à dix heures du

matin, avec mon ami M. Maringer, un des meilleurs compagnons du grand Clemenceau dans l'année décisive, nous rentrâmes par la porte de Schirmeck. Nous avions le cœur plus contracté que joyeux, car un désir immense, quand il est accompli, serre d'abord le cœur, avant de l'épanouir.

Qu'étaient devenus les Strasbourgeois pendant la longue guerre? N'avaient-ils pas été transportés en Allemagne? Quelles souffrances n'avaient-ils pas supportées: les morts, la famine, le doute?

Dès la porte de Schirmeck, noire de monde, et jusqu'à la place Kléber, jusqu'au palais où les troupes défilèrent, l'accueil de Strasbourg fut inouï. Sur tout le parcours, toutes les fenêtres pavoisées aux couleurs françaises. Comment en quelques heures tant de drapeaux tricolores avaient-ils pu surgir? Partout les acclamations, les bouquets, les vivats, un immense cri de: « Vive la France! »

C'étaient deux frères trop longtemps séparés, qui se retrouvaient et qui s'étreignaient.

Heure la plus belle de toute la vie, pour ceux qui l'ont vécue!

Cette foule en délire était cependant sans désordre. J'appris quelques jours après que l'animateur de la foule strasbourgeoise dans ses plus beaux élans était ce Fritz Kieffer, qui était venu me trouver à Obernai et, par son initiative hardie et intelligente, avait peut-être sauvé Strasbourg du pillage et de l'incendie.

CETTE action presque magique de Fritz sur ses compatriotes, — sur les femmes et les jeunes filles en particulier qui, fières d'arborer leur nœud noir ou rouge légendaire, avaient formé autour de lui « le bataillon sacré », — nous la retrouvâmes tout le long de cette belle année 1919, où la France connut vraiment la joie de la victoire, — la Victoire, qu'on ne peut ni ne doit oublier, même dans les difficultés qui l'ont suivie!

Le temps passait et chaque année on était sûr de retrouver Fritz à la fête traditionnelle de la Maison des Chanteurs. Chaque année il nous donnait une jolie revue pleine de couleur et d'esprit, jouée par ses jeunes amis.

Toutes furent gaies et charmantes. Je me souviens surtout

de l'une, il y a quelques années, où l'on voyait arriver dans un village en fête trois touristes, indésirables et d'ailleurs parfaitement reconnaissables, et dont la présence jetait immédiatement le trouble et la désaffection. Comme le compère s'étonnait de ce changement, il s'écriait, en apercevant les trois touristes : « Ah ! le malaise alsacien !... mais le voilà ! » Et puis quand, aux coups de minuit, entrait, précédée de ses tambours et de ses clairons, une section représentant les Poilus libérateurs, qu'elle montait sur l'estrade et qu'une voix ardente chantait *la Marseillaise*, on se croyait, grâce à Fritz, revenu pendant quelques minutes aux jours glorieux de 1918.

Il était toujours le même, toujours aussi actif, toujours aussi jeune. Il semblait que les années ne pesassent pas sur lui.

Il y a deux ans, cependant, nous crûmes le perdre. Sa robuste constitution le sauva, et un grand mutilé de guerre, André Maginot, ministre de la Guerre, lui donna la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

La croix de chevalier, il l'avait reçue bien avant la guerre, du temps où à la tête de la joyeuse Société de la Caravane, ou comme président de l'Union chorale, ou comme directeur de l'Imprimerie alsacienne, il luttait contre l'oppression étrangère. Car Fritz ne l'avait jamais acceptée, il ne s'était jamais incliné dans le fond de son cœur. S'il recevait avec reconnaissance la croix de la Légion d'honneur, il refusait l'Ordre prussien de l'Aigle Rouge.

La France a admiré les Alsaciens qui, sacrifiant leurs intérêts, ont quitté leur pays annexé par le fatal traité de 1871. Mais combien aussi a été admirable et précieuse à la France la décision de ceux qui sont restés alors sur la terre d'Alsace !

Qui dira jamais le patriotisme secret et ardent, la constance de quarante-huit années, non seulement des protestataires du début, — comme ce docteur Sieffermann, qui, lui du moins, eut le bonheur de voir la Victoire et le Drapeau français revenir flotter à Strasbourg, comme Jacques Preiss, comme l'abbé Wetterlé, — mais aussi de ces patriotes inconnus, de ces saintes Sœurs de Ribeauvillé, grâce à qui la langue française ne fut jamais oubliée ; de ces petites gens modestes, comme ce tailleur qui habillait les officiers allemands (car

il faut bien vivre) et qui, la nuit, découpait et peignait minutieusement, fidèlement, des milliers de soldats de Napoléon, que nous avons pu admirer dans une des dernières expositions de Fritz ?

Car une de ses œuvres, et qui restera, c'est son musée de gloires alsaciennes et françaises. Sa prévoyance l'a déjà légué au Musée de l'armée, dont le directeur, le général Mariaux, m'a dit hier son regret de ne pouvoir venir aujourd'hui. Les Strasbourgeois continueront à le visiter souvent.

Le grand patriote du bastion de l'Est est parti ! Il a disparu, mais son âme doit vivre. Pourquoi ne formerait-on pas à Strasbourg une « Société des amis de Fritz Kieffer » ?

FRITZ ! mon grand ami ! puisqu'il faut mourir un jour, tu n'es pas à plaindre, car tu as donné toute ta vie à l'amour le plus grand, le plus noble, le plus pur, de tous les amours humains, — notre France !

GÉNÉRAL GOURAUD.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

UN NOUVEAU CORPS D'ÉTAT : LES CHERCHEURS

L'organisation et le rendement de la recherche scientifique sont deux grands facteurs de l'avenir. Ceci est vrai dans tous les domaines, — même dans le domaine moral que l'on n'a pourtant pas l'habitude d'enclore entre les murs d'un laboratoire.

Mais connaît-on bien la vie que l'on mène dans ces « temples de l'avenir », comme les nommait Pasteur ? Sait-on qu'ils exigent de leurs fidèles une foi, un enthousiasme, une probité, des scrupules, qui ne peuvent que façonner une belle âme ?

Dans une période de crise comme la nôtre, où la morale s'émousse, où le désintéressement et l'idéalisme semblent bafoués, il est bon, il est nécessaire qu'il y ait des hommes accomplissant de grandes tâches sans désir de lucre. Rien de plus noble, en effet, que de travailler pour une idée, dans le seul dessein de connaître un peu plus la vérité, ou, tout au moins, de pousser plus loin et de mieux coordonner nos connaissances.

Mais, en dehors de tout idéalisme, la recherche scientifique est encore le plus sûr moyen de lutter contre le monde

physique qui nous oppresse, et d'améliorer notre misérable condition humaine. Sans un Ampère, point d'éclairage électrique, de traction rapide, de téléphone, de rayons X : toute la vie moderne procède de ses découvertes. Sans un Pasteur, point d'antisepsie, point de lutte victorieuse contre les maladies contagieuses.

Durant la grande guerre, c'est grâce à nos chimistes que nous avons pu étudier et réaliser les masques à gaz qui devaient sauver tant de nos soldats. C'est grâce à nos physiciens que nous avons pu étudier et réaliser les microphones et les appareils détecteurs de sous-marins destinés à les déceler pour mieux les couler. C'est grâce à nos mécaniciens que nous avons pu mettre au point et construire les avions et les tanks qui ont été finalement de grands facteurs de victoire.

La recherche scientifique qui, par ses résultats et ses mises au point, assure en temps de paix une supériorité industrielle et par suite une supériorité commerciale évidente, élève, en cas de conflit armé, le potentiel de guerre d'une nation et lui donne cette supériorité technique sans laquelle le nombre et le courage aujourd'hui sont vains.

Pour l'humanité tout entière, elle est une assurance contre la faiblesse de la condition humaine. Pour chaque pays, elle est par contre-coup une garantie de puissance nationale.

Ce facteur d'intérêt public, allons-nous l'abandonner au hasard ? aux mains parfois fantaisistes des savants ? Va-t-il dépendre de la bonne volonté des industriels, souvent tirailés par des considérations financières et pour lesquels l'amélioration d'un appareil ou d'un produit ne correspond pas toujours à un avantage commercial ? Une organisation ne s'impose-t-elle pas, afin de canaliser les efforts des chercheurs, de les grouper, de leur donner les moyens d'aboutir et de produire ?

DES LABORATOIRES, DES APPAREILS...

C'est dans la *Revue* que Maurice Barrès, il y a une dizaine d'années, traita de la grande misère des laboratoires. Son appel a été entendu et il faut reconnaître qu'un très sérieux effort a été fait pour construire de beaux locaux, vastes, propres, aérés. Finis ces escaliers branlants du Collège de

France, ces planchers troués du Muséum, ces « turnes » poussiéreuses de l'École normale. Dans tout le cinquième arrondissement se dressent de magnifiques bâtisses, spacieuses, claires, avenantes, où l'on sent qu'il doit faire bon travailler. Ce sont les nouveaux laboratoires de l'École normale agrandie, du Collège de France, de l'École de physique et chimie, la série des beaux Instituts de la rue Pierre Curie : Institut de chimie, Institut de chimie-physique, Institut de physique-mathématique, Institut de chimie et de physique biologique, Institut du radium, Institut de physique du globe, Institut d'océanographie. Sans oublier l'Institut d'optique dans un arrondissement voisin et beaucoup de laboratoires nouveaux de ministères et de grandes écoles.

Cet effort architectural fut nécessaire, car il faut bien un toit pour travailler ; mais il n'est pas suffisant. Il faut encore des appareils. L'État, qui n'avait pas hésité à construire de grandes maisons avec de belles façades, n'était pas très disposé à acheter du matériel scientifique coûteux. On dut en faire venir beaucoup d'Allemagne au titre des réparations. Puis on s'adressa à la générosité publique : ainsi fut organisée la journée nationale des Laboratoires. Elle rapporta plusieurs millions. Elle fit connaître au public le plan de relèvement qui se préparait. Elle montra aussi que ce public, que les journaux ont vraiment trop tendance à accabler sous des faits divers insipides, sait très bien s'intéresser aux grandes œuvres.

Cependant, une chose manquait encore : les cerveaux. L'État organisait de beaux laboratoires bien aménagés, mais il semblait se désintéresser des « chercheurs » qui devaient y travailler. Ainsi le bonhomme Poirier protégeait les arts, mais non les artistes.

On doit à l'initiative ardente de M. Jean Perrin, savant doublé d'un animateur, et qui, sous ces deux aspects, est une grande figure de Français, un plan d'organisation de la recherche et du recrutement du personnel. La sagacité d'un ministre l'a sanctionné. Un véritable corps d'État nouveau vient d'être ainsi institué en France, celui de la Recherche scientifique. Il est rattaché au ministère de l'Éducation nationale. Il appelle à lui tout ce qui est jeune d'esprit et qui travaille. Nous voudrions en faire connaître le rôle, le fonctionnement, le recrutement, l'esprit, les besoins financiers.

ET DES CERVEAUX

Le premier problème est de recruter des chercheurs. Où les prendre, et comment les choisir? La question est difficile et ne comporte pas de solutions immédiates.

Les chercheurs doivent présenter des qualités bien définies. Ils ne sauraient les mettre en évidence, encore moins les développer, par voie de concours. On leur demande évidemment des connaissances et par suite des titres universitaires, mais, avant tout, ils devront faire preuve d'« allant » et même d'une certaine audace, tempérée par un esprit critique aiguisé et une scrupuleuse rigueur. Il faut qu'ils aient au fond l'esprit d'aventure, mais dans le bon sens du mot. Ils n'auront pas, comme le fonctionnaire, à être ponctuels et respectueux des règlements. S'ils obéissent aux lois scientifiques, c'est momentanément, jusqu'au jour où ils les bouleverseront et les nieront. Leurs qualités rappelleraient en définitive celles du combattant. L'ennemi pour lui, c'est l'inconnu. Il doit l'attaquer avec fougue par tous les moyens. Une position prise, il doit l'organiser, la relier aux lignes générales déjà connues, avant de se lancer de nouveau en avant, à la découverte. Comme le soldat, le chercheur doit faire preuve de « cran », c'est-à-dire s'attacher au terrain conquis, ne pas se laisser abattre par les difficultés, ne pas perdre de vue le but à atteindre. Un vrai soldat se forme sur le champ de bataille. Un vrai chercheur se formera au laboratoire. C'est à lui par excellence que s'appliqueront les paroles de Fichte : « Tes actes, non tes connaissances, tes actes seuls détermineront ta valeur. »

On nommera donc « Boursier de recherches » tout jeune homme instruit, à l'esprit alerte et curieux, qui semblera avoir du goût pour la recherche. On tiendra compte « de l'avis des personnes compétentes, des succès des candidats et de leurs travaux, s'ils en ont déjà produit ».

L'allocation offerte est en principe de l'ordre du traitement des assistants de l'enseignement supérieur à Paris. Son attribution est subordonnée à l'engagement de se consacrer uniquement à la recherche scientifique pendant le temps où elle est octroyée.

Dans le cas où le boursier de recherches est assistant dans

l'enseignement supérieur, ou, exceptionnellement, assure un service d'enseignement, il peut recevoir la moitié de cette allocation.

La bourse est donnée pour un an. Elle peut être renouvelée quatre fois. A la fin de chaque année, le boursier fournit un rapport sur ses travaux.

Bien plus que tous les examens qui permettent surtout d'apprécier le savoir des candidats, ce stage permettra de mettre en évidence les bons sujets. Les autres s'élimineront d'eux-mêmes.

Ainsi, dans la grande majorité des cas, ceux qui s'engagent dans l'armée ne contractent un « réengagement » que s'ils ont vraiment le goût des armes. De même le boursier de recherches ne postulera le titre de « chargé de recherches » que si la vie à la fois dure et attachante des laboratoires lui convient bien. Au surplus, le Comité directeur des recherches scientifiques, dont nous parlerons plus loin, opérera le filtrage nécessaire, pour ne laisser passer que les plus dignes.

Le mandat de « chargé de recherches » est donné au maximum pour trois ans. Il est renouvelable.

L'allocation octroyée est de l'ordre de grandeur du traitement de chef de travaux de l'enseignement supérieur à Paris. Exceptionnellement, elle peut être égale à la moitié si l'intéressé a déjà quelque autre fonction en rapport avec la recherche, sous la réserve de consacrer uniquement à la recherche tout le temps disponible que lui laisse sa fonction.

Ensuite, le titre de « maître de recherches » peut être accordé, avec ou sans allocation, « à des savants qui se sont distingués par leurs travaux et leurs qualités scientifiques ». L'allocation est alors de l'ordre de grandeur du traitement de maître de conférences de Paris. Elle est octroyée pour cinq ans, avec les mêmes réserves que précédemment. Elle est renouvelable et peut être réduite de moitié, si l'intéressé est déjà pourvu d'une fonction en rapport étroit avec la recherche.

Enfin, dans des conditions identiques aux précédentes, le titre de « directeur de recherches » peut être donné à ceux qui s'en sont rendus dignes par leurs découvertes. L'allocation correspondante est de l'ordre du traitement des professeurs de l'enseignement supérieur à Paris.

Ainsi une véritable hiérarchie a été créée, avec titres et traitements définis.

Cette hiérarchie peut paraître quelque peu artificielle à des esprits individualistes, comme le sont très souvent les savants français. Elle ne saurait évidemment être comparée à celle qui préside aux destinées des fonctionnaires. Elle a pour but, essentiellement, d'abord de ne pas laisser les chercheurs vivre en dehors de la société, de leur donner un rang, ensuite de mettre de l'ordre dans un milieu corporatif nouveau, de remplacer l'anarchie actuellement existante par un schéma d'organisation de travail, enfin de récompenser les sujets d'élite et de permettre aux plus méritants de s'adonner entièrement à leurs travaux sans inquiétude de l'avenir et sans obligation, pour subvenir aux besoins de leur famille, de se livrer à des besognes stériles.

Il est prévu d'ailleurs qu'une très grande partie des boursiers de recherches sera rapidement éliminée. Leur séjour n'aura cependant pas été perdu. Ils auront acquis au cours de leur passage au laboratoire des qualités d'ordre, d'observation, de sens critique, même de modestie qui les suivront heureusement dans la vie.

LE COMITÉ SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE

Cependant une difficulté se dresse, celle de faire ce choix, cette élimination, ce classement. Ce sera le rôle du Comité supérieur de la recherche dont la constitution a été réglée par un décret paru au *Journal officiel* du 16 avril 1933.

Ce Conseil, dont l'autorité intellectuelle et morale doit être indiscutable, est présidé par le ministre de l'Éducation nationale. Il comprend huit sections : Sciences mathématiques ; Sciences mécaniques et statistiques et Sciences astronomiques ; Sciences physiques ; Sciences chimiques ; Sciences biologiques ; Sciences naturelles ; Sciences historiques et philologiques ; Sciences philosophiques et sociales.

Les membres sont désignés par l'Académie des Sciences pour les six premières sections, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres pour la septième, l'Académie des Sciences morales et politiques pour la huitième ; par la fédération des Sociétés scientifiques correspondant à la section intéressée,

enfin par des chercheurs ayant moins de quarante ans. Cette dernière conception, très originale, a pour but de faire entendre la voix des jeunes dans un milieu dont une première qualité doit être l'allant.

Le Conseil aura aussi un autre rôle : partager et coordonner le travail. Actuellement, aucune répartition des recherches n'est faite. Chacun travaille à peu près la question qui l'intéresse. Cela convient fort bien à notre individualisme. Mais le rendement général en souffre. S'il peut être bon que deux chercheurs soient exactement sur la même question pour des raisons d'émulation et de contrôle, il ne faudrait pas cependant que tout le monde se jetât sur le même sujet sous prétexte qu'il paraît devoir « rendre », ou par simple question de mode. Des raisons d'intérêt national, comme nous l'avons vu au début, peuvent exiger que certains s'attellent à des questions qui semblent *a priori* rébarbatives. Il ne faudrait pas, par exemple, comme cela s'est vu en 1914, que l'on s'aperçût brusquement que nous avons très peu d'opticiens en France, comparativement au nombre d'électriciens.

D'autre part, des études qui aboutissent peuvent demander à être élargies. Il faudra leur affecter plusieurs chercheurs et définir pour chacun d'eux une zone de travail.

Qui pourra régler cela, sinon un comité directeur, voyant les choses d'un peu haut à la façon d'un état-major, puisque, tout aussi bien, comme nous le disions, le chercheur est une sorte de combattant. Comme un état-major, le Conseil supérieur de la recherche décidera des points sur lesquels devront porter les efforts : il veillera à la répartition de ses troupes et à leur ravitaillement en matériel. Mais il ne se mêlera d'aucun détail : son intervention sera toujours d'ordre stratégique.

A cette condition seulement, seront conciliées l'organisation nécessaire de la recherche scientifique et l'indépendance féconde du chercheur.

LA QUESTION FINANCIÈRE

Reste la question d'argent. Nous l'avons laissée pour la fin, mais elle n'a rien qui puisse nous effrayer, même dans la période que nous traversons. Avant la constitution définitive

du Conseil supérieur de la recherche, il avait été créé en 1930 une Caisse nationale des Sciences à laquelle le Parlement accorda sur le budget de 1931 la somme de cinq millions. Ils furent immédiatement répartis de la façon suivante :

	Francs.
Sciences mathématiques : 25 allocations d'un montant total de . . .	581 500
Sciences physiques : 47 allocations d'un montant total de . . .	910 500
Sciences chimiques : 52 allocations d'un montant total de . . .	876 000
Sciences biologiques : 40 allocations d'un montant total de . . .	744 000
Sciences naturelles : 36 allocations d'un montant total de . . .	673 000

Soit, pour l'ensemble des sciences mathématiques et expérimentales, deux cents allocations d'un montant total de 3 785 000 francs.

Les sciences humaines, comprenant les sciences philosophique, historique et archéologique, philologique, juridique et sociale, se virent attribuer seize allocations d'un montant total de 250 000 francs.

Il faudrait cependant pouvoir disposer de 25 millions, et, à ce taux-là encore, chaque Français verserait deux fois moins pour la recherche que le contribuable allemand. C'est que, il faut bien le dire, un effort considérable a été fait à l'étranger depuis quelques années pour développer la recherche scientifique. Si l'on regarde, par exemple, ce qui se passe en Allemagne, on demeure confondu par l'importance des laboratoires. Le budget du *Kaiser Wilhelm Institut* était, il y a quelques années, de 42 millions de francs par an, et les laboratoires de recherches d'Université subventionnés par la *Notgemeinschaft* se partageaient la jolie somme de 60 millions de francs par an. Et il y a tout lieu de croire que ces crédits sont aujourd'hui augmentés.

Une organisation tout à fait intéressante et dont la nôtre s'est inspirée est celle de la Belgique. Ce petit pays, qui possédait déjà les beaux instituts Solvay, vient de créer, à l'instigation du roi Albert, un fonds de 120 millions de francs destinés à la recherche scientifique proprement dite et un autre de 30 millions pour la recherche médicale. Ainsi sont subventionnés convenablement des « aspirants chercheurs », des « chercheurs », puis des « chercheurs qualifiés », et des prix très importants peuvent être donnés aux savants; c'est

le fonds national belge qui a subventionné le professeur Piccard pour l'aider à réaliser ses ascensions dans la stratosphère.

Ainsi le *Service national de la recherche scientifique* en France vient à son heure. Il faut que nous retrouvions le premier rang dans la production scientifique mondiale.

L'historien travaille dans le passé; l'administrateur met en ordre le présent; l'industriel exploite ce qui est actuel; le magistrat raisonne d'après les textes, le médecin praticien prescrit les remèdes du Codex. Cependant la terre tourne, et le monde se transforme sans cesse, beaucoup trop au hasard des circonstances, des bonnes ou des mauvaises volontés. Quel que soit le domaine qu'il défrichera, la tâche du « chercheur » sera de préparer l'avenir.

FRANÇOIS CANAC.

L'EXPOSITION DES SOUVENIRS DE L'AVIATION FRANÇAISE

Tandis qu'au Musée Galliera, l'Aéro-Club de France organise une exposition pour fêter le 150^e anniversaire de la conquête de l'air, s'est ouverte le 25 novembre, au Petit Palais, *l'Exposition des Souvenirs de l'Aviation française* qui fermera ses portes fin décembre. L'idée en revient au chef de cabinet du ministre de l'Air et actuellement directeur du Budget, M. Corbin, ainsi qu'à un groupe de pilotes tant civils que militaires. Cette idée, M. Pierre Cot l'a aussitôt adoptée et en a confié l'exécution à M. l'ingénieur en chef Pitois, grand spécialiste de telles organisations.

A vivre au contact des aviateurs qui comptent dans leurs rangs tant de noms, soit de pionniers de la première heure, soit de survivants des héros de la guerre, soit de pilotes glorieux de raids ou de ligne ; à entendre leurs récits, leurs souvenirs qu'ils cachent le plus souvent avec une si parfaite modestie, il est apparu qu'il y avait une œuvre à entreprendre, qu'il était regrettable, injuste aussi, de laisser peu à peu se perdre dans l'obscurité tout un passé qui fait partie du patrimoine de grandeur de la France.

Les familiers du Petit Palais auront quelque peine à reconnaître sous leurs robes de velours gris, leurs tapis rouges ou bleu de roi, leurs éclairages modernes et ingénieux, leurs plantes vertes, leurs motifs de décoration dont les attributs évoquent le domaine de l'air, les locaux mis à la disposition

des organisateurs par M. Raymond Escholier, le nouveau conservateur. La réussite est parfaite. Le goût très sûr, qui a présidé à l'aménagement tant de l'extérieur avec les avancées du terre-plein de la place Clemenceau et de la porte d'entrée que de l'intérieur dans chacune des salles, a su concilier heureusement, — et ce n'était guère facile! — le style de 1900 du Petit Palais et celui de nos jours, plus sobre et dépouillé de tout artifice. Le calcul des volumes, des formes, des nuances, tout en attirant le regard, ne choque pas, et se fond dans un ensemble harmonieux.

Quant à l'atmosphère, elle n'a été ni préparée, ni calculée. Elle existait d'elle-même. Elle vous saisit dès que, dépassant les arbres des Champs-Élysées et le pylône où se dressent, rutilants d'or, trois génies ailés, on a franchi le seuil.

Ouvrant ses ailes, face à la porte, c'est la *Demoiselle* de Santos-Dumont qui vous accueille. Elle est là, c'est elle, c'est la même qui, le 3 septembre 1909, volant de Saint-Cyr jusqu'à Buc, souleva l'enthousiasme de l'univers en s'arrachant du sol. Comme l'aviation était peu de chose encore, mais comme elle était grande cependant! Les chaînes de l'humanité venaient de se briser, ces chaînes qui, depuis des millénaires, rivaient l'homme à la terre comme un esclave, comme un être inférieur, malgré son orgueil, et lui interdisaient de s'élever par ses propres moyens, de s'élancer et de se diriger à travers cet espace sans limites, objet de tous ses désirs, de tous ses rêves obstinés, tenaces, mais sans espoir.

Cette salle, la première traversée, c'est la salle des précurseurs. Le long des murs, autour de la *Demoiselle* de Santos-Dumont, la seule en vraie grandeur, ont été disposées les maquettes des tout premiers avions.

Parmi ces ancêtres chargés d'une impérissable gloire, il est regrettable que le plus ancien de tous, l'appareil de Clément Ader, pieusement conservé au Musée de l'Aéronautique de Chalais-Meudon, n'ait pu être transporté. Du moins le visiteur peut-il contempler sur un tableau les silhouettes des plus lourds que l'air, l'*Éole* et l'*Avion n° III*, ces merveilles construites par Ader et munies de moteurs à vapeur, qui, les premières au monde (bien que certains le contestent encore), ont réussi, l'*Éole*, le 9 octobre 1890, l'*Avion n° III*, à Satory,

en 1897, à s'élever, si peu soit-il, mais à s'élever tout de même au-dessus du sol.

Voici les maquettes de l'engin des frères Wilbur et Orville Wright qui fit, le 17 décembre 1903, aux États-Unis, le premier vol du monde incontesté; de l'appareil de Santos-Dumont, le *14 bis*, qui réussit, à Bagatelle, le 23 octobre 1906, le premier vol en Europe; de celui de Charles Voisin, de 1907, premier aéroplane purement français après celui d'Ader et enfin l'appareil de Fabre, Français lui aussi, qui fut, — celui-là incontesté, — le premier hydravion du monde.

Fixés tout autour de la salle, de grands parchemins galbés rappellent aux visiteurs les noms et les exploits des autres précurseurs qui placèrent la France en tête de l'aviation mondiale : Penaud, Mouillard, Marey, Tatin, Ferber, Blériot le père du monoplan, Voisin le père du biplan.

Rangés dans des vitrines, s'offrent aux regards les documents les plus lointains, les plus rares, les plus précieux, de l'aviation. La plus grande partie a été prêtée par l'Aéro-Club de France grâce à la grande amabilité de son vice-président, M. Paul Tissandier, qui a consenti momentanément à s'en dessaisir; d'autres proviennent de collections privées, en particulier de celle du général Hirschauer, le premier chef de l'aéronautique militaire. Le public est ainsi admis à voir des ouvrages aujourd'hui introuvables, des manuscrits, des études, des lettres autographes, parmi lesquelles une lettre de Victor Hugo, une de Ferber écrite à la suite d'un accident qu'il venait d'avoir trois jours avant que, reprenant l'air, il ne se tuât; une lettre de Wilbur Wright avec un croquis indiquant la disposition du terrain où il exécuta ses premières expériences; des notes prises au cours du colonel Renard, cet autre précurseur, passionné par le dirigeable, mais qui professait déjà en faveur du plus lourd que l'air bien avant Ader, Wright, Santos-Dumont et Voisin!

Dans la galerie des Champs-Élysées, faisant suite à la salle des précurseurs, s'ouvre la section des souvenirs de l'avant-guerre. Ces souvenirs se rapportent surtout aux grands constructeurs et aux exploits qu'ils ont eux-mêmes accomplis durant cette période. C'était l'époque où aviateur voulait dire aussi constructeur. Il n'y avait pas d'usines d'aviation, à peine

des ateliers, de modestes établis où les enrégés, les illuminés, les fous, les héros, qui voulaient voler, étaient d'abord obligés de construire eux-mêmes leurs avions, de mettre la main à la pâte, de dessiner les projets, de tâtonner, de chercher, de forger et d'assembler les pièces de ces engins terribles sur lesquels ils allaient s'élancer. C'était 1907, 1908, 1909...

C'était la grande époque, et ces hommes se nommaient Voisin, Farman, Breguet, Blériot, Nieuport, Morane, Caudron, Hanriot, Esnault-Pelterie, Déperdussin. Plusieurs se sont tués, ouvrant le martyrologe, — aujourd'hui, hélas ! si long, — de notre aviation. C'était l'âge où Farman avait une barbe noire, Gabriel Voisin de longs cheveux châtain, Blériot une grosse moustache sombre. J'imagine que ce ne sera pas sans mélancolie qu'ils viendront, à cette exposition, promener leurs cheveux blancs dans le dédale de leurs souvenirs.

Peu d'avions en vraie grandeur dans cette galerie, deux seulement, dont l'un chargé de gloire, le *Blériot* de la traversée de la Manche, avec ses ailes fragiles de libellule et son fuselage de dentelle ajourée ; et l'autre, le *Déperdussin* sur lequel Prévost, en 1913, atteignit, pour la première fois au monde, la vitesse, inouïe pour l'époque, de deux cents kilomètres à l'heure. Cet avion était une étonnante anticipation. Sa silhouette est demeurée moderne.

Les autres ne sont figurés qu'en maquettes reposant sur des socles avec, autour d'eux, fixés contre les murs, les documents se rapportant à leurs exploits, des photographies de vols célèbres, des tableaux, des gravures, des prix, des trophées, des parchemins. A chaque pas, le visiteur s'arrête ému, saisi par un souvenir, peut-être oublié mais qui le harponne au passage et le retient. Voici, décoloré, fané, le drapeau français qui, brandi sur les falaises de Douvres par Charles Fontaine, signala à Louis Blériot l'endroit où il fallait atterrir ; voici l'admirable aigle d'ivoire sculpté, en grandeur naturelle, offert par l'empereur du Japon enthousiasmé par la traversée de la Manche ; voici le *Breguet* de 1914 peint en vol par Bourguignon, cet avion qui, avec les Blériot, les Farman, les Voisin, les Caudron, les R.E.P., les Déperdussin, fit les débuts de la guerre...

Voici, en rangs serrés dans des vitrines, d'autres souvenirs, des centaines de lettres, de papiers, de brevets, de décorations,

de rubans, de télégrammes de félicitations, dont un du Kronprinz d'Allemagne à Blériot, une lettre, parmi tant d'autres, avec l'adresse suivante :

Monsieur Blériot, l'honneur de l'humanité, France.

A cette époque, de telles lettres trouvaient, sans erreur, leur chemin.

C'est tout un passé d'un quart de siècle qui revit, qui palpite, qui s'échappe et monte sous ces voûtes du Petit-Palais. Voici une photographie de Chavez, le pauvre Géo Chavez qui tomba si glorieusement à Domodossola. Nous lisons : 1909, *Chavez record de la hauteur, avec 155 mètres.*

1909, 155 mètres !

Nous pénétrons dans une salle hexagonale, habillée, elle aussi, de velours gris, éclairée par six grandes torchères de fer forgé. C'est la section des écrivains. Tous les ouvrages qui traitent de l'aviation sont là. Le ministre de l'Air a tenu à ce qu'ils fussent présents, car ils prolongent par l'expression de la pensée l'effort accompli dans le ciel pour la conquête de plus en plus complète de l'air.

Voici la salle réservée à Guynemer et à nos grands pilotes tombés à l'ennemi. De l'autre côté de ce rideau que nous ouvrons, c'est l'époque terrible qui dura plus de quatre ans.

Comme elle est poignante, cette salle strictement carrée, avec son lourd tapis bleu, ses murs de velours gris, ses pilastres de marbre servant d'appui à des statues de chevaliers ailés, casqués, le visage fermé, dur, montant la garde autour de Guynemer et de ses camarades disparus ! Une lumière tamisée, presque funéraire, baigne des ors, des aciers, des émaux, accroche des reflets de métal, de toiles resplendissantes, d'armes, de décorations, de boutons d'uniformes. Le cœur serré, les visiteurs chuchotent à voix basse, circulent sans bruit, ou regardent muets, la tête pleine de souvenirs. Ils arrivent des Champs-Élysées, de ce Paris tumultueux, de ces rues emplies de fracas, de distractions et de soucis, où l'on ne pense plus, où l'on ne se souvient plus, et ils sont jetés, là, brusquement dans ce passé redevenu vivant. Je les observe. Oui, la plupart se taisent, lèvent les yeux vers le *Spad* glorieux, qui, plus qu'un avion, est devenu un étendard, un symbole, une légende. Puis ils se penchent sur les vitrines,

où sont exposés le casque, le képi, les tuniques, les innombrables décorations de cet homme surhumain, de cet enfant épique, dont la dépouille s'est à jamais perdue dans le vide, mais dont la grande ombre planera toujours dans le ciel de France.

Parmi ces visiteurs se trouvent de nombreux étrangers, d'anciens alliés, d'anciens ennemis qui, eux aussi, regardent et, eux aussi, se taisent. Que contemple avec tant de ferveur ce groupe aux types slaves? C'est la *Croix Blanche de Russie* donnée à Guynemer par le dernier tsar. Décoration d'un prix fabuleux, d'une rareté inouïe, pour qui sait que, lorsqu'il passait devant eux avec cette croix sur la poitrine, les grands-ducs de Russie, qui ne la possédaient pas, devaient se lever, saluer et se mettre au garde-à-vous devant Guynemer, simple officier de France.

Voici, dans une autre vitrine, le collier d'or massif de *la Tour et l'Épée* de Portugal. Et voici surtout la plus belle, la plus grande décoration de Guynemer : une Légion d'honneur mutilée par une balle reçue en combat aérien. Non loin de cette croix, ses premiers galons, ses pauvres galons de laine orange, ses galons de caporal, ceux peut-être qui lui ont fait le plus battre le cœur.

Tous ces souvenirs, toutes ces douloureuses reliques, on les doit à Mme Guynemer, sa mère, et à Mme de la Nouë, sa sœur, qui les conservent pieusement et ont bien voulu nous les confier pour quelques jours. Grâce à cette exposition, le public sera admis à la faveur exceptionnelle de pouvoir les contempler.

Autour de ceux de Guynemer se pressent les souvenirs des chevaliers de l'air tombés pour notre pays, les Garros, les Navarre, les Pégoud, les Dorme, les Chaput, les La Tour, les Boillot, les Boyau et tant d'autres! Leurs portraits sont là, leurs photographies, leurs armes, leurs trophées remportés sur l'ennemi, leurs décorations, leurs lettres, leurs papiers, tous les pauvres objets leur ayant appartenu et qui font revivre à nos yeux cette jeunesse vibrante, étincelante, et qui savait se battre et mourir en plein élan, en plein enthousiasme.

Un rideau encore, un seuil de lumière, et s'ouvre la salle d'honneur de l'Exposition, où se succéderont les plus grands noms de l'aviation et de célèbres conférenciers.

Au cours de ces réunions, seront projetés des films historiques du plus haut intérêt et qui ne sortent que rarement des archives du ministère de l'Air, de la Section cinématographique de l'Armée ou des cinémathèques des grandes firmes.

Nul doute que le public se presse en foule à ces séances dont les premières viennent de remporter un si vif succès.

A la salle d'honneur, font suite d'autres galeries, d'autres sections. L'épopée continue. Voici des souvenirs de la guerre encore, ceux de nos plus célèbres pilotes que l'hécatombe a épargnés. Voici un bout de plan criblé de balles. La première aile de la bataille. Celle du capitaine français Barès... en 1912 à Janina.

Fonck, le plus grand de tous, le plus prestigieux, celui qui remporta le plus de victoires aériennes, celui dont le nom est connu du monde entier, dans les pays les plus reculés, est à la première place. Le public se presse devant ses mitrailleuses, ses décorations, les peintures faites sur les morceaux de toile arrachés aux avions qu'il a abattus.

Voici le *Morane* de Garros. Voici les souvenirs de Nungesser pendant la guerre, ses tuniques, ses képis, ses croix, que sa mère, qui si longtemps conserva l'espoir de son retour, a bien voulu confier au Comité de l'exposition.

Et d'innombrables trophées, lambeaux d'avions, objets, qui, tous, rappellent un fait d'armes, un exploit, un sacrifice. La carte de route du mitrailleur Malacrida survivant de la 132, l'escadrille Jannekeyn. Elle a été percée par une balle au plus fort de la bataille aérienne de Conflans, le 14 septembre 1918.

Plus loin, la section des évadés, avec les souvenirs des évasions célèbres de Garros, de Marchal, de Pinsard. On s'arrête devant la malle dans laquelle le commandant de Goys se fit enfermer pour traverser la frontière.

La salle des *Ailes brisées* qui fait revivre aux yeux des visiteurs tant de noms glorieux, tant de héros dont la mémoire doit demeurer! Ceux-là sont morts après la guerre, à leur poste, la main sur les commandes. Combien sont-ils?... C'est une foule qui se lève, qui se presse, une houle de têtes casquées de cuir, aux visages blêmes, qui sort de l'ombre et dont pas un ne doit être oublié : Nungesser, Coli, Védrières, Guilbaud, de Cuverville, Le Brix, de Romanet, Drouhin, Paillard, Fronval, Saint-

Roman et tant d'autres ! La liste en est si longue ! Pour l'aviation, la guerre n'a jamais eu de fin.

Que veulent voir ces gens qui s'écrasent autour de ce socle drapé de tricolore ? C'est le train d'atterrissage de l'*Oiseau blanc* que largua l'équipage Nungesser-Coli, à l'instant que, quittant les côtes de France, pour l'impossible exploit, ils s'envolèrent pour l'éternité.

Plus loin, la foule stationne de nouveau, refuse de s'écouler. Elle contemple un flotteur du *Latham* de Guilbaud, Cuverville, Amundsen partis, eux aussi, pour l'éternité, au secours du dirigeable *l'Italia* perdu au pôle Nord. D'eux on n'a rien retrouvé, rien que ce flotteur errant dans l'Arctique. Claude Farrère nous a conté cette page d'épopée.

Toute la gloire, toute la légende de la France...

Et enfin les triomphateurs de l'après-guerre, les grands vainqueurs de l'Atlantique, Costes et Bellonte avec le *Point d'Interrogation*, Assolant, Lefèvre et Lotti, Codos, Rossi, et tous les recordmen, Bossoutrot, Mermoz, Pelletier-Doisy, Couzinet, Sadi-Lecointe, Lemoine, les innombrables records enlevés, perdus, repris, reperdus, arrachés de nouveau, toute la lutte géante au-dessus des océans, des continents, autour d'une planète bientôt trop petite pour contenir l'élan des ailes humaines toujours plus ardent, plus intrépide, plus enthousiaste et que rien n'arrêtera jamais, ni la raison, ni la peur, ni même la mort.

Nous sommes sortis, nous nous sommes retrouvés dans le crépuscule blafard sous les arbres des Champs-Élysées, rejetés aussitôt dans la vie grise et morne, mais les yeux et le cœur encore tout emplis de lumière.

Grâce à son aviation qui est l'une des formes actuelles les plus frappantes de l'énergie nationale, grâce à cette Exposition qui vient de nous le rappeler, un pays comme le nôtre, dont le livre d'or contient tant de pages glorieuses, n'a pas à désespérer. Il peut avoir confiance dans l'avenir.

RENÉ CHAMBE.

A L'ATELIER

Richard III, de William Shakespeare, adaptation par
M. André Obey.

Richard III est le plus célèbre des drames historiques de Shakespeare. C'est une pièce pleine de beautés plutôt qu'une belle pièce. On la joue peu en Angleterre. C'est plutôt à Berlin qu'à Londres qu'on aurait chance de voir aujourd'hui de bonnes représentations shakespeariennes. On ne s'expliquerait guère le choix qu'a fait M. André Obey d'une pièce un peu archaïque, si ce n'est par un goût particulier de jouer la difficulté. M. André Obey a déjà réalisé le tour de force de mettre à la scène un poème de Shakespeare, qui n'était pas plus dramatique que l'*Adonis* de La Fontaine : et il a réussi à faire courir le public au *Viol de Lucrèce*. Il faut croire qu'il y a dans le théâtre élisabéthain certaines choses qui correspondent aux besoins du spectateur moderne et aux exigences d'un théâtre libéré par le cinéma. C'est sans doute la raison de l'intérêt que les jeunes auteurs trouvent dans les ouvrages des primitifs.

C'était aussi, alors, une période d'essais. Le théâtre risquait beaucoup ; il essayait les plâtres sans trop s'embarrasser des règles. On attend de ces vieilles et à la fois très jeunes pièces, non des modèles, mais des ressources. Une telle expérience devait tenter M. Charles Dullin, qui a fait plus que personne, dans ces dernières années, pour les progrès de la mise en scène. Avec les *Oiseaux* et la *Paix*, il n'a pas craint de nous rendre la comédie d'Aristophane. Il a fait plus d'une incursion dans le théâtre anglais, et nous lui devons l'admirable création de *Volpone*. Il ne m'a pas fait de confidences, mais je gagerais que l'adaptation nouvelle de *Richard III* est avant tout, dans la pensée de l'auteur et du comédien, un problème d'ordre technique.

Il faut convenir que la solution est d'une élégance remarquable.

L'embaras d'un drame de Shakespeare, dans les conditions du théâtre moderne, ce sont les changements de décor : le drame romantique se joue toujours dans le cadre de la tragédie classique. M. Dullin a trouvé pour éluder cet inconvénient la formule la plus ingénieuse. Il n'y a qu'un seul décor. Le rideau s'ouvre, et l'on aperçoit le paysage de la Tour de Londres. Le tableau est copié sur quelque miniature du x^ve siècle. On reconnaît la porte, précédée d'un pont, et armée de tourelles, à peu près telle qu'elle figure dans la médaille de Constance Chlore, conservée au musée d'Arras. On applaudit. Le spectateur a le sentiment qu'on lui montre le principal personnage de la pièce. En effet, le grand acteur du drame, ce n'est pas Richard, c'est la Tour. Le redoutable fantôme, vieille prison hantée de secrets et de crimes, demeure là comme la figure effrayante de l'État.

Ce décor ne change pas pendant quatre actes. De temps à autre, un filet tombe des cintres et isole l'avant-scène qui devient, par divers procédés d'éclairage, selon les besoins de l'action, salle de palais, rue ou cachot : ce rideau est fée. La scène de la mort de Clarence, réalisée avec une lampe au-dessus d'un grabat et la lanterne des assassins, est d'un effet prodigieux. Le plateau se prolonge sur les côtés par deux ailes, où se trouvent deux schémas de décors accessoires. Mais toujours, à travers les mailles du filet, on devine plus ou moins la forme de la menaçante bastille, qui domine toute la pièce, comme la rêverie du poète, de sa formidable présence.

Ainsi M. Dullin a réussi à créer l'atmosphère et, sans tricher avec le texte, à donner l'impression d'une certaine unité de lieu ou plutôt d'un certain climat nécessaire à la vie du drame. Il nous a délivrés de ces scènes devant le rideau, qui sont un expédient si pauvre et un vrai cache-misère, et de ce branle-bas fatigant que Delacroix appelle le « remue-ménage » de Shakespeare. Le grand inconvénient de ces interventions continuelles du machiniste n'est pas seulement de retarder la pièce, mais c'est de distraire le spectateur et de morceler le drame (qui ne l'est déjà que trop). Les changements se produisent avec la plus extrême économie de moyens et presque avec la même aisance que sur l'écran : le poème occupe seul la scène et conquiert enfin la liberté de respirer.

C'est dommage que le genre « chronique », auquel appartient *Richard III*, soit rebelle à la haute poésie. Walt Whitman écrit quelque part que, de toute l'œuvre de Shakespeare, il ne sur-

vivra bientôt que les drames historiques, parce qu'ils peuvent servir d'école à la démocratie, en lui montrant les crimes des rois. *Nunc erudimini, gentes*. Il me semble, au contraire, que c'en est la partie la plus morte : le théâtre est autre chose qu'un examen d'histoire. Toutes ces vieilles querelles de la guerre des Deux Roses, ces inextricables démêlés des familles d'York et de Lancastre, ces générations épouvantables d'assassinats, ces batailles de chiens enragés nous laissent au fond assez froids, faute d'en savoir le premier mot ; il faudrait posséder, pour s'y intéresser, une foule de notions historiques qui malheureusement nous échappent.

Je ne sais ce qu'il en est en Angleterre, où peut-être ce sont des connaissances élémentaires : encore n'y abuse-t-on pas de *Jean-sans-Terre* ou de *Richard III*. On a beau dire, les Atrides offrent une matière tragique autrement assimilable. Le drame national, tel que l'a voulu le romantisme, est impur ; il y entre une part trop grande de données brutes, de circonstances, de détails, d'éléments insolubles, incapables de se transformer en poésie. Le génie lui-même n'y peut rien. C'est pourquoi Goethe, après avoir commencé par *Götz de Berlichingen*, a fini par *le Tasse* et par *Iphigénie*, et c'est pourquoi Shakespeare, las de ses pièces historiques, a écrit *Hamlet* et *Othello*.

Le grand intérêt de *Richard III*, c'est le personnage de Gloster. Ce bossu est, si je puis dire, l'épine dorsale de la pièce. C'est un monstre. Cet avorton est un monomane du pouvoir. Par quelle suite de forfaits et de scélératesses, en supprimant ses frères, ses neveux, sa femme, sans parler d'autre menu gibier, il arrive à gravir les échelons du trône et à se faire roi d'Angleterre, voilà tout le sujet du drame. On a tout dit sur ce caractère, qui réunit la profondeur, l'audace, l'astuce, le calcul, la violence, le cynisme, quelquefois une sorte de bonhomie et un humour à faire frémir, avec un égoïsme et une cruauté de tigre. Toutes ces nuances sont marquées avec la dernière finesse, et M. Charles Dullin a joué le rôle en maître.

Ce rôle, je n'ai pu m'empêcher de le trouver d'une grande monotonie. Du moment qu'il y a un obstacle entre son but et lui, on sait que Gloster tuera, et qu'il tuera autant de fois qu'il le faudra. Cette répétition de meurtres est d'une extrême aridité. Peut-être est-elle accrue encore par les coupures que M. Obey s'est trouvé obligé de faire dans le texte ; les crimes se suivent sans

intervalle, d'une manière fatale et quasi mécanique. On ne s'intéresse pas à une machine. Une fois de plus, il faut convenir de la supériorité du système de *Britannicus*; c'est l'art classique qui, par le choix du moment critique, a su le mieux produire l'impression de la durée et ménager l'action du temps.

Dans l'ensemble, la pièce est immobile : le caractère de Gloster se montre de scène en scène sous des faces diverses, mais il se développe peu. Il reste le même d'un bout à l'autre. Il prend tout au plus différents masques, tantôt le masque papelard, tantôt le masque amoureux, tantôt le masque dévot ; mais, au fond, sous la peau du renard ou celle de la brebis, ce n'est jamais qu'une bête féroce. Il en résulte que la pièce est beaucoup plus uniforme qu'elle ne le paraît à la lecture. Trois ou quatre scènes supérieures, celle du premier acte (où le bossu séduit sa belle-sœur, dont il a tué le mari, devant le cadavre d'Henri VI), celle du III, où Gloster se fait supplier par le peuple de prendre la couronne, et apparaît pieusement à la fenêtre d'un couvent, flanqué de deux évêques, sont toujours d'un effet puissant dans le grand style classique. Deux ou trois autres, moins profondes, sont encore très saisissantes. « Des pommes d'or dans une coupe d'argent » : le mot de Goethe reste vrai. La pièce est peu construite, plus linéaire qu'organique : on distingue seulement quelques effets de symétrie et surtout des effets de rythme, marqués par l'apparition répétée, par trois fois, des trois vieilles reines, Parques tragiques, chœur lugubre de détresses, de plaintes et de malédictions. La fameuse scène du cinquième acte, le défilé des spectres dans la tente de Richard, à la veille de sa ruine, m'a déçu. En revanche la bataille stylisée entre les Blancs et les Noirs est un finale fort réussi.

Tout le spectacle est de premier ordre, monté avec un goût parfait et une intelligence rare. C'est un travail qui fait le plus grand honneur à l'Atelier. La troupe est excellente. Mme Marie Dasté, si belle dans *Lucrèce*, a joué à ravir, sous le hennin d'Agnès Sorel, le court rôle de la reine Anne. M. Charles Dullin a rencontré dans celui de Gloster un des triomphes de sa carrière ; il mérite le même succès que dans *Volpone*. M. Sokholoff a fait du personnage épisodique de Buckingham une composition inoubliable.

LOUIS GILLET.

RÉCEPTION DE M. FRANÇOIS MAURIAC A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'hémicycle était comble, les bancs de l'Institut au complet. Il y avait là tous les Mauriac, le docteur Pierre, l'abbé Jean et l'ainé, M^e Raymond Mauriac, qui connaît de très près, dit-on, l'auteur d'un livre remarquable intitulé *Individu*, tous venus de Bordeaux pour le triomphe du petit frère. Le soleil même était de la fête, un pâle soleil de novembre parisien qui faisait de son mieux pour donner l'illusion de la lumière de la Gironde. Beaucoup d'ecclésiastiques, non de l'Archevêché ou de la Nonciature, mais plutôt de ceux qui ont la pratique des âmes et du confessionnal : ils faisaient penser à d'autres qui étaient restés là-bas, et qui, de leur côté, devaient beaucoup penser à ce qui se passait dans cette séance, d'où leur modestie les écartait, les bons Pères marianistes qui enseignèrent si bien les bonnes lettres à leur élève. Mais si M. Mauriac a de bons yeux, j'imagine que ce qui l'aura touché, plus encore que de voir ici Tout-Paris, c'est d'apercevoir là-haut, dans les tribunes, tant de jeunes gens et de jeunes filles pressés et heureux de contempler, d'écouter celui qu'ils admirent et qui, par l'âge et la passion, est encore presque un des leurs.

Dès qu'il parut, droit, mince, pâle, ascétique, légèrement ravagé et pourtant juvénile, plus « Greco » que jamais, entre ses parrains M. Henry Bordeaux et M. Paul Valéry, les applaudissements éclatèrent. On sait quel accident si courageusement supporté l'a menacé de perdre la voix : depuis deux ans, il n'avait pris la parole en public. On doutait s'il aurait la force de se faire entendre et de lire son remerciement. Il le fit, pourtant, jusqu'au

bout, et ce fut très beau. Immobile, debout, sans un geste, tenant son papier à deux mains, dans cette attitude un peu tendue qui lui va bien, il lisait d'une voix sans timbre et merveilleusement distincte, martelée, qui semblait l'âme même de sa personne émaciée, avec une ardeur toute spirituelle, un dépouillement et un refus volontaire de toute rhétorique. On ne perdit pas une syllabe. On vit bien pour une fois que l'éloquence n'est pas seulement « le corps qui parle au corps ». Jamais auditoire ne fut davantage suspendu à un souffle.

Le discours du nouvel élu commença par un salut à la mémoire de Barrès, le maître de son adolescence, auquel le poète des *Mains jointes* avait à cœur de payer une dette de gratitude. C'est Barrès en effet qui, averti par son ami M. Paul Bourget, sacra le premier le jeune homme, le devina et, dès le début, lui tendit le laurier.

Quoi que fasse M. Mauriac, il ne peut s'empêcher de s'y mettre tout entier; c'est lui qui est en scène, qui médite et s'interroge devant vous : il se livre, nous confie ses angoisses, ses problèmes. Dès les premières lignes, les mots : « insatiable », « fortune extraordinaire », « fils de Pascal », signalaient son vocabulaire particulier; c'était déjà lui de pied en cap. Il avait à faire l'éloge d'Eugène Brieux. M. André Chaumeix, qui lui répondait, lui a dit fort spirituellement qu'il en a fait « un Mauriac ». Et il a rappelé ce beau mot de Corot à un ami qui lui montrait un paysage : « La nature ! Ne m'en parlez pas ! Je ne vois plus que des Corot ! » Il est clair qu'un ouvrage de l'art nous renseigne moins sur les choses que sur l'artiste. Ce qu'on demande à un portrait de Rembrandt, ce n'est pas ce qu'il nous apprend du modèle, mais de Rembrandt. Le tableau est bien moins le miroir du monde que celui de l'homme qui l'a fait. L'œuvre d'art est toujours une création de l'artiste. Il est tout naturel que l'auteur de *Destins* ait vu dans celui des *Avariés* la question qui l'occupe uniquement : celle de la sainteté. Il a voulu le sauver malgré lui.

Elle a trop de vertus pour n'être pas chrétienne

comme dit Corneille de Pauline. Dans cet homme à l'âme d'apôtre, qui se croyait incroyant, M. Mauriac voit le *drame* de la Grâce et le chrétien sans le savoir. Il montre ce Dieu qui se déguise et se « dérobe » pour nous poursuivre, ce jeu qu'il joue pour s'approcher des âmes, pour revenir, ainsi qu'un amant

éconduit, quand il prend la figure du pauvre, du mendiant, ou celle des aveugles de guerre, auxquels Briex voua « les trésors de son admirable cœur ». « C'était donc vous, Seigneur ? » dira l'âme en ouvrant les yeux au Paradis, et Jésus répondra : « C'était moi. »

Avec M. Mauriac, d'un même mouvement, c'est tout le surnaturel qui entre ; jamais, sous la coupole, même aux jours où l'on y a reçu des princes de l'Église, on n'a tant entendu parler de Newman, de saint Paul, de sainte Catherine de Sienne, de saint Thomas, de saint Augustin et de saint Bonaventure. M. André Chaumeix n'a pas voulu demeurer en reste, et a répliqué par l'Évangile et saint François de Sales. Peut-être oubliait-on un peu, dans tout cela, le père de *Blanchette* ; mais Fénelon et Bossuet, dans leurs niches, exultaient. La rotonde de l'Académie semblait se souvenir qu'elle avait été une chapelle. « Il y a trente ans, me disait un des doyens de l'illustre maison, une pareille séance eût été impossible. » C'est un beau compliment pour l'auteur des *Souffrances du Chrétien*.

M. André Chaumeix le recevait. L'agrément de ces cérémonies, c'est d'instituer un dialogue entre des pensées très diverses ; c'est le plaisir d'une conversation élevée, sur le ton de la parfaite politesse. M. André Chaumeix a écrit un morceau très nuancé, qu'il a lu avec nonchalance, presque bas, comme s'il s'adressait dans l'intimité à son jeune confrère, et qu'il prit soin de voiler sa voix par égard pour un ami qui venait de parler avec un organe blessé. M. Chaumeix est plein de souplesse et de grâce conciliante. C'est un grand lettré, d'un esprit délié et subtil, du goût le plus sensible et le plus délicat. Il a trouvé pour définir le talent de M. Mauriac des formules brillantes. Il l'a appelé « le prince des orages et des inquiétudes ». C'est un portrait.

Il a eu la coquetterie de se dispenser d'apprendre à M. Mauriac sa biographie et s'est gardé courtoisement de lui faire la leçon. Il a apporté quelques retouches au dessin à la manière noire que le romancier du *Lépreux* avait fait de Briex. A ce bloc de basalte ou de sombre porphyre, il a substitué, si je puis dire, une physiologie de bonhomme, taillée dans la pierre tendre et souriante du pays. Et puis, fort gentiment, il s'est mis à causer avec son interlocuteur. Il l'a invité à l'indulgence. Il lui a demandé si c'était raisonnable de se mettre dans tous ses états, de se faire un monde de scrupules, de ne voir partout que le péché et des

âmes criminelles. N'est-ce pas un peu altérer les choses que de tout prendre au tragique ? Ce terrorisme et ces cauchemars, est-ce là toute la vérité ? Sommes-nous seulement ce nœud de vipères et cet abîme de corruption ? La vie n'est-elle que cet enfer ?

Il nous mettait à l'aise. C'était le parfait humaniste, l'ancien « cacique » de la rue d'Ulm, l'helléniste, l'homme de la mesure et du « rien de trop » qui reprenait avec douceur un camarade plus jeune et raillait affectueusement sa fièvre et ses tourments. « Il y a en vous de la frénésie », lui dit-il. Tout en admirant cette véhémence, il lui conseillait plus de calme. Personne n'est plus modéré, ni plus fermement libéral que le limpide et infatigable rédacteur des *Débats*. On entendait par sa voix toute une grande école, celle des Dubois, des Sainte-Beuve, des Sylvestre de Sacy, des Duvergier de Hauranne protester contre tout excès, même contre ceux de la vertu, répudier ce que le parti pris a toujours d'exclusif et d'un peu inhumain, demander grâce pour la nature.

M. Chaumeix, dans ce beau discours, a eu une page très forte sur les nouvelles théories si troubles de l'« inconscient ». « Prenez garde : Satan fait de la psychanalyse. » L'auteur de *Thérèse Desqueyroux* ne fait-il pas, dans ses romans, la partie trop belle au démon ? Il y a je ne sais où, dans une église de village, un antique bénitier roman aux flancs duquel le vieil imagier s'est diverti à sculpter toutes sortes de diableries : cette eau sainte dans une cuve impure, ce diable qui donne de l'eau bénite, voilà une image bien jolie ; elle eût enchanté le conteur du *Puits de Sainte-Claire*. Nous crûmes alors entendre un génie familier et voir passer une silhouette aujourd'hui démodée, celle d'un flâneur à vieux chapeau de feutre, qui fut longtemps l'hôte assidu des bouquinistes du quai Voltaire : Anatole France n'eût pas mieux dit pour soutenir, en face d'une mystique un peu cruelle, une grâce qui a bien son prix : celle de la culture.

PIERRE TROYON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE PLÉBISCITE ALLEMAND DU 12 NOVEMBRE

Toute la manœuvre diplomatique du gouvernement hitlérien est en trompe-l'œil ; sa politique est toute d'ostentation et de magnificence. Le plébiscite du 12 novembre et le simulacre d'élections qui l'a accompagné sont les suites du coup d'éclat du 14 octobre et la préparation d'offensives nouvelles contre les traités de 1919. Le Reich prend la mesure de la faiblesse de l'Europe et de ses dissensions.

Quelles ont été les vraies raisons de la sécession de l'Allemagne de la Société des nations ? Ce fut, d'abord, sans doute, la fausse position où se trouvait le gouvernement d'Hitler obligé, en face de l'accord de l'Angleterre, des États-Unis et de la France, ou de jeter le masque ou d'accepter un contrôle international des armements. Mais ce fut aussi l'atmosphère d'isolement et d'universelle réprobation que les représentants de l'Allemagne, à l'Assemblée de la Société des nations, sentaient s'élever autour d'eux. L'accueil chaleureux que reçut le chancelier Dollfuss, le froid glacial qui accueillit le discours de M. Grœbbels, l'évocation des persécutions contre les juifs et les catholiques, de la violation des droits les plus sacrés de l'homme et du citoyen, de ces camps de concentration où, en pleine paix, languissent des milliers d'adversaires politiques du régime, la courageuse attitude des représentants de nations, telles que la Hollande, qui sont loin d'être antipathiques à l'Allemagne, furent autant de camoufflets à l'orgueil des envoyés d'Hitler. Tout se sait : même la conférence où M. Motta, dans l'intimité de son village tessinois, confessait naguère ses désillusions, ne passa point inaperçue. Les Alle-

mands ont quitté Genève parce qu'ils se sentaient mal à l'aise dans cette assemblée d'honnêtes gens : ils ont fui devant l'opinion, reine du monde. Le plébiscite fut une habile manœuvre pour gagner du temps et attendre que l'émotion soulevée en Europe par l'algarade de Genève se fût apaisée.

L'Europe, hélas ! oublie vite. La première réaction avait été excellente ; on comprenait enfin, même en Angleterre, que l'Allemagne, qui n'avait jamais exécuté toutes les clauses du désarmement, se réarmait et que ces armements ne pouvaient manquer de conduire, à moins qu'on n'y fit obstacle dès l'origine, à une nouvelle guerre. Pour la première fois, on prenait les actes d'Hitler plus au sérieux que ses paroles. Si la France, à ce moment-là, avait possédé un gouvernement assez solide, pour pratiquer une politique plus résolue et plus alerte, elle aurait pu saisir l'occasion, profiter du trouble universel et de l'inquiétude générale pour définir clairement son attitude, marquer les concessions qu'il n'était plus possible de consentir en présence d'une Allemagne frénétique, et peut-être entraîner l'Angleterre à quelque déclaration ferme qui eût consolidé la paix et la stabilité de l'Europe. Durant les premiers jours qui suivirent le coup d'éclat de Genève, les dirigeants de l'Allemagne n'étaient guère rassurés sur les conséquences de leur exode ; n'allaient-ils pas se trouver d'autant plus isolés qu'ils n'avaient même plus avec eux leurs anciens compères de Rapallo ? C'est vers Londres qu'ils tournaient les yeux, ayant depuis longtemps appris par expérience que la France n'agirait pas seule et suivrait, en fin de compte, l'impulsion venue d'Angleterre. Quand on vit que l'émoi de la première heure s'apaisait, que le gouvernement de M. MacDonald ne songeait qu'à ramener au bercail la fugitive, et à tuer le veau gras que fournirait la France pour célébrer son retour, on respira à Berlin et on ne se gêna plus. On savait de reste que M. Mussolini ne prendrait que des initiatives indulgentes et se réserverait pour quelque profitable entremise.

Au lendemain du coup de tête de Genève, les Puissances intéressées avaient le choix entre plusieurs attitudes. Elles pouvaient recourir immédiatement à des sanctions ou tout au moins à des mesures conservatoires : c'était le cas de demander au Conseil de la Société des nations l'application de l'article 213 qui prévoit un contrôle des armements ; mais il apparut que l'on n'obtiendrait pas l'unanimité exigée par le pacte. On pouvait encore, en face

d'une Allemagne qui manœuvrait pour reprendre une complète liberté d'armements et détruire le traité de Versailles, dresser l'alliance des États qui ont intérêt à maintenir l'Europe de 1919; mais ni l'Angleterre, ni l'Italie n'ont encore compris que ce serait leur avantage autant que le nôtre. Restait la solution de Genève. Elle était la moins efficace, mais sans doute aussi la moins scabreuse. Il s'agissait, puisque les traités impliquent l'existence de la Société des nations et ne sont applicables que par son intermédiaire, de reprendre et de continuer les négociations autour de la Conférence du désarmement et de chercher à aboutir à une convention sur la base des principes adoptés à Paris, le 22 septembre; elle serait ensuite présentée à l'Allemagne qui devrait ou l'accepter ou, si elle la rejetait, s'isoler en dévoilant ses projets inquiétants. C'est de ce côté, qui demandait moins d'imagination et peu d'audace, que l'on se tourna.

Le jour où l'Allemagne devait plébisciter son Führer, le 12 novembre, les débats parlementaires, aussi bien en France qu'en Angleterre, l'avaient renseignée sur ce qu'elle pouvait craindre ou espérer. A la Chambre française, le nouveau ministère entendit, le 9 novembre, plusieurs interpellations sur sa politique extérieure. M. Georges Mandel, dans un discours précis, serré, sérieux, établi, avec chiffres et preuves, ce dont personne ne doute, à savoir que le réarmement de l'Allemagne est non plus une menace mais un fait accompli qu'il s'agit seulement de légaliser : « L'Allemagne, à l'heure actuelle, est en état de mobiliser 45 divisions. Il n'y a donc plus d'hésitation possible; si l'on ne veut pas être entraîné dans une course aux armements, il faut se tourner vers la Société des nations, dénoncer le péril et exiger une enquête, et, si l'Allemagne se dérobe, recourir à des sanctions collectives que la II^e Internationale elle-même accepte. » M. Mandel demande donc au gouvernement de prendre à Genève une attitude énergique, de s'y dresser en accusateur, car « le destin de la liberté comme le salut de la patrie en dépendent ». Mais, pour rapprocher les signataires des traités de paix et poser à l'Allemagne des conditions suivies de sanctions en cas de refus, le concours de l'Angleterre est indispensable, ainsi que celui de l'Italie; M. Mandel n'ose pas affirmer qu'on les obtiendrait. Son discours eut du moins la vertu de faire quelque impression sur une majorité qui ne demande qu'à se rendormir et d'associer étroitement la politique de paix à celle de sécurité. Mais ni M. Mandel,

ni M. Franklin-Bouillon, ni les autres orateurs parlementaires, ni M. Paul-Boncour, ni M. Albert Sarraut au nom du gouvernement, ne dégagèrent une politique très nette. Après les avoir entendus, après que la majorité cartelliste se fut reformée pour approuver la politique ministérielle par 394 voix contre 144, l'Allemagne était édifiée ; personne ne jugeait possible le recours à des sanctions ; l'article 213 ne jouerait pas. En présence d'événements d'une pareille ampleur, les discours, même lorsqu'ils ne sont pas médiocres, même lorsqu'ils ne sont pas dépourvus d'utilité, apparaissent comme une vaine escrime et les motifs d'ordre parlementaire qui déterminent les votes sont rarement en rapport avec l'intérêt du pays.

D'Angleterre arrivait en Allemagne l'écho de déclarations plus rassurantes encore pour le Reich. Le 9, au banquet du Guildhall, le Premier ministre prononçait un discours politique ; il commençait par déclarer, avec juste raison, que « le commerce dépend de la paix du monde » ; mais, cette paix, il s'imagina la consolider en multipliant les avances à l'Allemagne. Il reprend sa thèse favorite, que dément l'histoire des peuples, que « les armements n'ont jamais mis une nation à l'abri de la guerre, pas plus qu'ils n'ont jamais donné aux nations, fortes ou faibles, la sécurité contre les attaques ». Il reproche à l'Allemagne, dans les termes les plus bénins, de n'avoir pas compris que le désarmement ne pouvait être que limité, tant qu'elle-même serait un objet d'inquiétudes pour ses voisins. Que ne fait-elle confiance à la Grande-Bretagne ? « Elle s'adressera à un tribunal de gens qui veulent la paix, de gens qui veulent être à même, de toute manière, de la satisfaire. » Voilà, après l'incartade du 14 octobre, après que l'Allemagne a bafoué l'organisme auquel, depuis 1919, l'Angleterre demande d'organiser et de maintenir la paix, en face des brutalités d'un Hitler et de ses racistes, tout ce qu'un Premier britannique trouve à dire à la Puissance responsable de la guerre qui a coûté à l'Angleterre plus d'un million de ses enfants ! C'est à désespérer de l'Europe et de la paix. Il est vain, ensuite, d'affirmer qu'on maintiendra la coopération avec la France, l'Italie et les États-Unis, si cette coopération n'a pour objet que de nous endormir et d'arracher à notre désir de rester associés à l'Angleterre de nouvelles concessions qui n'apaiseront jamais l'appétit germanique.

Le 7 novembre, à la Chambre des communes, s'ouvrait un débat sur la politique extérieure. Sir John Simon y exposait l'histoire

de la Conférence du désarmement ; il vantait les mesures prises, par les divers gouvernements, depuis la fin de la guerre, pour affaiblir la force militaire de l'Angleterre, et il énumérait avec complaisance les services rendus à l'Allemagne. Personne n'a mieux travaillé au relèvement du Reich que la Grande-Bretagne. « Ce pays a pris l'initiative de restaurer l'Allemagne dans sa position sur un pied d'égalité ; il l'a accueillie comme membre de la Société des nations avec un siège permanent au Conseil ; il a assuré l'abandon de la rive gauche du Rhin, mis fin aux réparations du plan Dawes à Lausanne. C'est l'accord à cinq, de décembre dernier, signé par la France, les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne et nous-mêmes, qui a déclaré l'acceptation du principe de l'égalité en faveur de l'Allemagne dans un système qui assurerait la sécurité pour toutes les nations. » Voilà un bilan qu'il est bon d'enregistrer, car il précise certaines responsabilités. Sir John Simon n'ajoute même pas que l'Angleterre, pour tant de faiblesses, est bien mal récompensée par le gouvernement hitlérien. Il paraît plutôt préoccupé de se faire pardonner par les travaillistes son discours de Genève qui aurait précipité l'exode de l'Allemagne de la Société des nations. Il explique ce qui a été fait à Genève, précise la portée des accords de Locarno. Il aspire, lui aussi, à une reprise de contact qu'il poursuivra par tous les moyens appropriés.

Il appartenait à sir Austen Chamberlain de faire entendre un langage plus digne des grandes traditions de l'Angleterre, plus conforme aussi à ses vrais intérêts et à ceux de l'Europe. « Il serait fatal, a-t-il dit en conclusion, de permettre à l'Allemagne de supposer qu'il existe la moindre faiblesse dans ce pays-ci ou dans aucun autre pour le maintien des traités que nous avons signés, pour l'accomplissement, le cas échéant, de nos obligations dans l'esprit comme dans la lettre. L'Allemagne s'est retirée de la Société des nations ; elle ne peut se retirer du traité de Locarno, et elle est encore tenue, non pas seulement par la garantie à laquelle nous sommes partie, mais par les traités d'arbitrage qu'elle a signés avec la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Elle est encore tenue de se présenter à l'arbitrage du Conseil de la Société des nations, dont elle deviendrait membre à nouveau, à l'occasion d'un différend... La loyauté de ce pays à ses engagements est un solide roc, le seul sur lequel on puisse espérer édifier la réconciliation de la France et de l'Allemagne, le seul sur lequel établir une paix stable pour le continent euro-

péen. » M. MacDonald, qui répondit, le 13, à l'opposition en même temps qu'à sir Austen Chamberlain et à M. Churchill, resta désespérément vague ; il déclara que l'Angleterre ne pouvait rien ajouter aux accords de Locarno, mais qu'elle restait fidèle à la Société des nations. Ce n'est certes pas avec des discours parlementaires, qu'ils viennent de Londres ou de Paris, que l'on réussira à canaliser la poussée hitlérienne.

L'Allemagne avait déjà pu mesurer la faiblesse des gouvernements que, jadis, son agression réunit en un faisceau victorieux d'alliés, quand elle fut appelée à approuver par un vote la politique du gouvernement raciste, sa rupture avec la Société des nations et ses revendications. Le résultat du vote était attendu. Les Chemises brunes avaient pris soin d'avertir ceux qui seraient tentés de s'abstenir qu'ils commettraient un acte de trahison et qu'on saurait le leur faire payer. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il se soit trouvé parmi les électeurs allemands et les électrices, à côté de 40 618 000 « oui », 2 055 000 « non » et 790 000 bulletins nuls. Pour le Reichstag, les votes nuls, c'est-à-dire ceux qui ne vont pas à la liste gouvernementale, atteignirent 3 228 410 contre 39 655 288 pour la liste en tête de laquelle figuraient Hitler lui-même, von Papen et toutes les vedettes du racisme. Sur les moyens employés pour stimuler le zèle des masses, la *Gazette de Francfort* écrit avec une naïveté charmante : « Il n'était pas facile, sans doute, de se dérober entièrement au devoir électoral, car les négligents recevaient un avertissement. Mais, cette fois, comme à toutes les élections précédentes, l'électeur avait la possibilité de voter librement sans être gêné et sans aucun contrôle. » D'autres journaux soulignent que, même dans les camps de concentration, presque toutes les voix ont approuvé la politique d'Hitler et voté pour sa liste ! Maintenant, après cette consultation solennelle du pays, va commencer la nouvelle offensive pour « la vraie paix », c'est-à-dire pour la destruction des traités, et pour « une autre Société des nations ».

L'OFFENSIVE CONTRE LES TRAITÉS

Ce n'est pas uniquement pour faire approuver par le peuple allemand sa rupture avec Genève et sa revendication générale de l'égalité des droits que le chancelier Hitler a donné à grand orchestre cette mirifique représentation plébiscitaire ; il entend y trouver

un moyen de pression sur l'opinion des grandes Puissances, car il sent le besoin urgent d'un succès en politique extérieure. La situation économique et financière, en effet, est franchement mauvaise ; l'offensive contre le chômage a échoué et les misères de l'hiver sont proches. Ce succès, comment cherchera-t-on à l'obtenir ? On s'efforcera d'abord de réhabiliter le peuple allemand dans l'opinion universelle ; on brisera ce cercle de réprobation dont les délégués allemands à Genève ont si durement senti la pression. *Le Petit Parisien* vient de publier des documents secrets singulièrement édifiants ; ce sont les instructions données par le bureau de la propagande, dont le chef est M. Gæbbels, à ses agents à l'étranger ; l'authenticité, en dépit de démentis intéressés, n'en est pas douteuse ; l'esprit de la manœuvre allemande s'y révèle. Il s'agit d'abord, après l'exode de Genève, d'un travail intense pour rassurer l'opinion et attribuer aux autres États les responsabilités qui pèsent sur l'Allemagne. L'heure n'est pas arrivée où les moyens de force pourraient être employés ; il faut d'abord se dégager des obligations militaires du traité, tout en n'acceptant aucun contrôle ; les agents allemands développeront le thème de l'égalité des droits. Dès que la Conférence du désarmement aura complètement échoué, l'Allemagne déclarera qu'elle ne se considère plus comme liée par les clauses de Versailles.

Ainsi le gouvernement des nazis n'a inventé ni l'objectif, ni les méthodes. Son programme est celui que tous les gouvernements successifs ont appliqué ; seulement, par son caractère même, il est obligé à une mise en scène plus dramatique et plus corsée. La manœuvre capitale, depuis la sortie de Genève, a été, le 6 novembre, l'arrivée à Rome, par avion, de M. Gœring, porteur d'une lettre du Chancelier. L'objet de cette démarche est resté mystérieux. Peut-être n'est-il pas très difficile de le deviner. Aucun succès n'est à espérer, pour l'Allemagne, si l'Italie ne favorise sa tentative. Or, M. Mussolini, qui, au début de l'ère hitlérienne, se flattait de devenir l'inspirateur, le directeur de conscience, de ses imitateurs germaniques, s'est aperçu assez vite que le mouvement nazi avait son dynamisme particulier et pouvait même devenir un disciple compromettant ; il a donc cherché une entente avec la France et l'Angleterre pour s'imposer ensuite comme médiateur à l'Allemagne. Il a signifié à Berlin qu'il n'admettrait pas l'annexion de l'Autriche ; peut-être même a-t-il ajouté que ses troupes entreraient en Carinthie, si les

troupes allemandes ou les bandes de Chemises brunes pénétraient en Autriche. La lettre du Chancelier et les explications de M. Gœring lui ont-ils apporté l'assurance qu'il ne serait rien fait contre l'Autriche pourvu que M. Mussolini aidât l'Allemagne à s'affranchir de la Société des nations et des clauses restrictives des traités ? L'attitude, les actes et les paroles du Duce depuis le 6 novembre montrent que tout s'est passé comme si un accord avait été réalisé sur une telle base. L'Italie considère le retour de l'Allemagne à Genève comme impossible et cherche, par d'autres voies, à renouer le contact. Et voici qu'apparaît le Pacte à quatre par lequel M. Mussolini se flatterait, moyennant substantielles concessions, de préparer l'Allemagne à une convention générale de désarmement, ce qui comblerait d'aise M. MacDonald et de gloire le Duce.

Dans un article du 11 novembre, le *Popolo d'Italia*, organe de M. Mussolini, convient que l'Allemagne a refait en partie ses armements, « mais, ajoute-t-il, si l'on veut éviter une guerre, il faut prendre son parti de ces armements, ne pas chercher chicane à l'Allemagne, ne pas évoquer des fantômes, ne pas réveiller des souvenirs alarmants, mais affronter avec calme des réalités nouvelles, même si l'on préférerait qu'elles fussent différentes ». M. Mussolini conduit, de son côté, sa manœuvre personnelle ; le 15 novembre, il prononce, au Conseil des corporations, un discours où il déclare ses résolutions. A l'intérieur, il annonce pour un avenir encore indéterminé la suppression du fantôme de Chambre des députés qui subsistait ; puisqu'il n'y a plus de partis, il n'y a plus de vie parlementaire ; c'est le Conseil national des corporations qui en tiendra lieu. A l'extérieur, le Duce critique sévèrement la Société des nations. Les efforts faits à Genève pour unifier l'Europe et l'empêcher de se déchirer elle-même n'ont pas réussi. « La Société des nations a perdu tout ce qui pouvait lui conférer une signification politique et une portée historique. L'homme qui l'a inventée n'a pu y faire entrer son propre pays. » La Russie, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne n'y sont pas ou n'y sont plus. La Société des nations est née d'un de ces principes qui paraissent très beaux quand on les énonce, mais qui, considérés de près et disséqués, se révèlent absurdes.

Ayant ainsi jeté par-dessus bord l'enfant de M. Wilson, M. Mussolini présente son ours, le Pacte à quatre. On n'en parle plus, mais tout le monde y pense ; là est la solution ; mais l'Italie at-

tendra qu'on vienne la chercher. Ainsi, dans la passe si dangereuse que traverse l'Europe, M. Mussolini voit surtout l'occasion d'un succès pour lui-même et pour l'Italie qui deviendrait l'arbitre de l'Europe et de la paix. Il est surprenant que le Duce ne se soit pas aperçu qu'en cherchant à torpiller la Société des nations il atteignait du même coup le Pacte à quatre. La France n'a adhéré à la combinaison mussolinienne qu'à la condition expresse que le Pacte à quatre resterait dans le cadre de la Société des nations ; si l'institution de Genève disparaissait, le Pacte à quatre ne lui survivrait pas. Il a été, nous l'avons dit en son temps, la plus grave erreur du gouvernement français en ces derniers mois ; les événements n'ont fait que confirmer nos craintes. La politique française doit éviter jusqu'à l'apparence de toute exclusion ; elle se fait au grand jour ; elle s'appuie, selon sa belle tradition, sur les Puissances moins fortes dont elle défend l'indépendance et les intérêts. Entente avec l'Italie ? Sans doute, si c'est possible. Que M. Mussolini soit aujourd'hui, comme le disent ses flatteurs, « le chef spirituel de l'Europe », nous n'y contredisons pas ; nous ne prétendons, quoi qu'on en ait dit, à aucune hégémonie, à aucune suprématie ; mais nous resterons fidèles à toutes nos amitiés et nous ne nous laisserons pas mener là où nous ne voulons pas aller.

A défaut du Pacte à quatre, négociations à deux, en tête-à-tête ? Pourquoi pas, si l'on peut en attendre quelque progrès et pourvu que les grandes phases et les résultats en soient communiqués à tous nos amis et à la Société des nations ? M. Hitler, le jour même où il abandonnait la Société des nations, lançait une déclaration pacifique et conviait la France à une entente directe. On pouvait se demander si cette invite ne cachait pas une double manœuvre : d'abord se débarrasser de la Société des nations en se passant de son intermédiaire ; ensuite faire répandre par la propagande allemande que la France aurait refusé « la main loyalement tendue » de M. Hitler. Le gouvernement français cependant n'a pas voulu feindre de ne pas entendre l'appel du Chancelier ; il a fait répondre par son ambassadeur qu'il était prêt à entamer un entretien diplomatique, pourvu que l'Allemagne précisât d'abord sur quels points elle souhaitait faire porter l'entretien.

Depuis lors, recevant pour la première fois un journaliste français, M. Fernand de Brinon, le Führer lui faisait des déclarations que *le Matin* du 22 novembre a publiées. Il ne veut pas

la guerre, qui ne réglerait rien. Le sort de l'Alsace-Lorraine est réglé. « Si la France entend fonder sa sécurité sur l'impossibilité matérielle pour l'Allemagne de se défendre, il n'y a rien à faire. Mais si elle admet de trouver sa sécurité dans un accord librement discuté, je suis prêt à tout entendre, à tout comprendre, à tout entreprendre. » Le Chancelier ne veut plus entendre parler de la Société des nations « où les malentendus sont aggravés au lieu d'être résolus » ; mais il est prêt à entamer des négociations avec ceux qui veulent bien causer avec lui.

Pas plus que le gouvernement français, nous ne mettons en doute la sincérité d'Hitler. Les masses allemandes ne désirent pas renouveler l'expérience de 1914 et celui qui les dirige doit tenir compte de leurs aspirations pacifiques ; le Fuhrer est assez fort, d'ailleurs, pour leur faire acclamer la paix ou accepter la guerre. Comment ne pas remarquer cependant que, par une négociation en tête-à-tête, le Chancelier croit, — à tort, d'ailleurs, — pouvoir se débarrasser de la Société des nations qui le gêne et à qui il ne pardonne pas sa réprobation ? Comment ne pas observer encore que, d'abord, le Fuhrer tient à obtenir cette égalité des droits, notamment en matière d'armements, dont il a fait son cheval de bataille durant sa campagne plébiscitaire ? Si les paroles et les invites d'Hitler cachaient une manœuvre, seraient-elles différentes ? On prend plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre. Et qu'est-ce que les paroles, quand on regarde les actes qui tendent tous à réveiller l'esprit belliqueux et l'orgueil de race parmi les Allemands ? Le Fuhrer veut la paix ; mais si les actes de son gouvernement tendent vers la volonté de puissance et de domination toutes les énergies du peuple allemand, s'il prétend obtenir sans guerre les résultats d'une guerre victorieuse, ne conduit-il pas, sur une pente fatale, l'Europe à la guerre ?

S'il s'agit d'une manœuvre, il faut avouer qu'elle est supérieurement conduite. Il n'est pas de jour où, par quelque manifestation, l'Allemagne ne réclame le redressement de ses frontières de l'Est, c'est-à-dire un nouveau partage de la Pologne. Voici cependant que, le 15 novembre, M. Hitler recevant en audience officielle le nouveau ministre de Pologne, M. Lipski, lui exprime son désir d'un rapprochement avec son pays ; s'il est, entre les deux nations, des différends, il n'en est aucun qui vaille la guerre ; pourquoi ne les réglerait-on pas à l'amiable ? Il sort, séance tenante, de l'entretien, une déclaration de non agression, suivie de négoc-

ciations pour aboutir à un pacte. Un accord direct entre la Pologne et l'Allemagne serait conforme aux vœux de la politique française ; et le gouvernement polonais est assez prudent pour prendre ce que les vicissitudes de l'heure lui apportent sans se laisser duper par une bonne volonté qui pourrait n'être que tromperie et dont il convient, en tout cas, d'attendre des marques plus positives.

A qui embrasse d'un coup d'œil tous les actes du gouvernement hitlérien depuis quelques semaines, le dessin général en apparaît nettement : diviser pour régner, sérier les questions pour les mieux résoudre, dévorer feuille à feuille les traités, comme un artichaut. Il s'agit, aujourd'hui, d'enlever toute autorité à la Société des nations et même de la détruire, ce qui entraînerait la revision des traités, puisque leur exécution postule une Société des nations. On escompte, pour cette première opération, le concours de l'Italie et même de l'Angleterre. Il appartient à la France, dont la politique ne paraît fluctuante et hésitante que parce qu'elle est trop condescendante aux désirs de ses amis, de prendre énergiquement en main la direction de la résistance et de dire clairement ce qu'elle veut. Les succès apparents de l'Allemagne ne sont faits que de la faiblesse de l'Île Britannique et des calculs trop habiles de l'Italie. Un acte très net, très ferme de résistance, sur un terrain bien choisi, rallierait autour du drapeau de l'ordre et de la stabilité toutes les Puissances qui veulent la paix et le maintien des traités. Qu'on ne s'y trompe pas : aucun État, grand ou petit, ne souhaite de voir l'Europe régentée par les nazis. L'Allemagne elle-même a besoin d'être protégée contre ses propres entraînements et réveillée de ses rêves malsains ; le choc contre le mur d'une volonté forte et clairement exprimée la dégriserait de l'ivresse hitlérienne.

Mais une politique forte exige un gouvernement fort. A l'heure périlleuse de l'offensive allemande contre l'Europe des traités, la Chambre française s'amuse à renverser les ministères. Après le ministère Daladier, le ministère Sarraut vient d'être mis en minorité par 321 voix contre 247. Que penser d'un Parlement qui fait passer ses préoccupations électorales avant le redressement financier ? Cela se paie.

RENÉ PINON.

me
e ;
ue
ar
nt

nt
hit
ux
nt,
es
es
ns.
lie
la
est
gi-
re-
nt
op
ur
et
le
nd
le-
ai-
ur
de

re
es,
ès
en
nt
e-